

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ENFANCE MALHEUREUSE

Assistance et Protection Sociale

DES

ENFANTS ANORMAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 20 Novembre 1909

PAR

JULIEN-HENRI TOUZET

Lauréat de la Faculté
Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. PIC, professeur.

*Assesseeurs : { MM. BEAUVISAGE, professeur à la Faculté de médecine.
GARRAUD, professeur.*

SAINT-ÉTIENNE

IMPRIMERIE DE « LA LOIRE RÉPUBLICAINE »

16, Place Marengo, 16

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ENFANCE MALHEUREUSE

Assistance et Protection Sociale

DES

ENFANTS ANORMAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 20 Novembre 1909

PAR

JULIEN-HENRI TOUZET

Lauréat de la Faculté
Avocat à la Cour d'Appel



Président : M. PIC, *professeur.*
Assesseurs : { MM. BEAUVISAGE, *professeur à la Faculté de médecine.*
GARRAUD, *professeur.*

SAINT-ÉTIENNE
IMPRIMERIE DE « LA LOIRE RÉPUBLICAINE »
16, Place Marengo, 16

1909

UNIVERSITÉ DE LYON. - FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. ☉, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

THALLER, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil, Doyen.

COHENDY, O. ✱, I. ☉, professeur de droit commercial.

PIC, I. ☉, professeur de droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☉, professeur de droit administratif.

LAMBERT, A. ☉, professeur d'Histoire générale du droit français.

BOUVIER, I. ☉, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ☉, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ☉, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, A. ☉, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, A. ☉, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ☉, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ☉, professeur d'Histoire des doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☉, professeur de procédure civile.

BECQ (J.), I. ☉, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président... MM. PIC, professeur.

Suffragants. { BEAUVISAGE, professeur à la Faculté de médecine.
GARRAUD, professeur.

AVANT-PROPOS

Le but de l'auteur de cette modeste étude a été d'ajouter un chapitre nouveau à l'histoire de l'enfance malheureuse. Les enfants anormaux, en effet, sont tous les enfants qui ont eu le malheur de faire leur entrée dans la vie, privés de ce capital d'intelligence et de santé, qui permet aux autres, aux enfants sains et normaux, d'entreprendre la lutte pour l'existence avec des chances égales de succès. A ce titre, ils ont le droit à toute notre pitié et à toute notre sollicitude : à notre pitié, car ils expient une faute qu'ils n'ont pas commise, ils souffrent d'une déchéance qu'ils n'ont pas préparée ; à notre sollicitude, parce que si l'on ne s'occupe pas d'eux, si on laisse s'aggraver le mal qui les a frappés, sans essayer de l'enrayer et de le guérir, ils deviendront ces tristes déchets sociaux, ces lamentables épaves à la charge de la société dont ils menacent la dignité et la sécurité.

Pendant longtemps, la société les a méconnus, a fini de les ignorer comme si elle avait une fausse pudeur à s'avouer à elle-même ses propres tares, ses

propres maladies, et puis, sur l'initiative de quelques généreux esprits, un mouvement s'est dessiné de sincérité et de dévouement envers ces pauvres petits déshérités de la vie.

Alors, l'Œuvre de l'Enfance anormale est née, avec son cortège de nobles enthousiasmes comme les savent susciter les œuvres grandes et fortes qui puisent leur beauté dans un idéal de charité et de bienfaisance : à la tête de ce mouvement la ville de Lyon peut revendiquer l'honneur d'avoir pris une des premières places. Des hommes sont venus — professeurs, médecins, philanthropes — qui ont mené le bon combat en faveur de l'enfance malheureuse par leurs écrits, leurs discours, dépensant chaque jour une énergie nouvelle à faire autour d'eux des disciples nouveaux.

C'est pour avoir vécu un peu au milieu d'eux, avoir entendu leur parole, reçu leur enseignement, participé à leur foi, que nous avons nous-même conçu le projet d'écrire cette modeste étude.

Puisse la lecture de cet ouvrage gagner de nouvelles voix et rallier de nouvelles énergies à la cause que nous défendons !



INTRODUCTION

La Législation protectrice de l'Enfance.

Notre époque se caractérise par la préoccupation constante de l'opinion et des pouvoirs publics tournée vers la protection de la vie physique, intellectuelle et morale de l'enfant. « Ce ne sont pas les enfants — écrivait récemment M. Gabriel Compayré — Mes-
« sieurs les Enfants, comme disait déjà Ernest Legouvé
« — qui pourraient se plaindre du temps présent. Le
« siècle dernier s'est beaucoup occupé d'eux. Jamais
« ils n'avaient été à ce point dorlotés et choyés par
« les parents, soignés par les hygiénistes, étudiés par
« les psychologues, fêtés par les romanciers et les
« poètes. Jamais la pédagogie n'a fait autant d'efforts
« pour améliorer à leur profit ses méthodes d'ensei-
« gnement, ni la société autant de sacrifices pour leur
« prodiguer l'instruction. Et le siècle nouveau semble
« se préparer à s'occuper d'eux plus encore, s'il est
« vrai que Mme Ellen Key, le célèbre écrivain suédois,
« ait eu raison de le baptiser dès sa naissance, le
« *Siècle de l'Enfant*. »

Ce mouvement de solidarité et de protection n'a pas été inspiré seulement par les sentiments bien naturels de commisération qui vont aux petits, aux faibles, à ceux qui sont incapables de préparer et de défendre par eux-mêmes le patrimoine de santé, d'intelligence et de fortune qui échoit à chacun dans la vie; il est né aussi d'une conception plus profonde et plus large des devoirs de la société à l'égard de l'individu. Nous nous rendons compte de l'évolution sociale qui s'accomplit par la préoccupation du législateur qui est la préoccupation de tous, de faire reculer la misère, de mettre à l'abri de l'indigence les invalides et les vieillards, ceux que la maladie et le travail ont terrassés, mais n'est-ce pas le plus sûr moyen de défendre les hommes contre tous les risques sociaux de la vie que de s'occuper d'eux dès l'enfance, d'essayer de les faire plus robustes, plus sains de corps et d'esprit, mieux armés pour ces luttes qu'ils doivent affronter?

Ce mouvement est d'ailleurs poursuivi parallèlement au sein de toutes les nations civilisées.

En Angleterre, par exemple, la formation d'un ministère d'Etat, spécial aux enfants, soulève le plus vif intérêt; la plupart des directeurs des Ecoles municipales favorisent cette création. A ce sujet, l'un d'eux écrit : « Le « Children's Minister » doit être distingué du ministère de l'instruction; il aura d'amples « occupations avec les questions sociales, sans avoir « à entrer dans le domaine de l'éducation. Il est temps « d'entreprendre une campagne contre la négligence « et la cruauté de certains parents. Pour en donner « exemple, — ajoute ce directeur — j'ai, dans une « école de filles, une élève âgée de dix ans dont la

« mère exige qu'elle emploie l'heure de son déjeuner
« à nettoyer les marches des portes d'entrée, pour
« gagner deux pences par marche ; si l'enfant n'a pas
« gagné six pences, elle ne déjeune pas. » De tels cas
relèveraient du « Children's Minister » qui aurait
à les réprimer en faisant et appliquant des lois pour
protéger les petits.

En attendant, la législation protectrice de l'enfance
fait, en Angleterre, chaque jour de nouveaux progrès.
Une loi qui vient d'entrer en vigueur le 1^{er} avril
dernier, rend obligatoire l'inscription de tous les
enfants reçus en garde, ne fût-ce que pendant
quarante-huit heures et prescrit l'inspection de tous
les locaux où des enfants seront ainsi gardés.

Elle punit les parents qui exposent leurs enfants au
danger d'être brûlés en les laissant seuls dans les
chambres où il y a du feu sans une grille protectrice
et elle défend de mener dans les tavernes les enfants
de moins de 14 ans : une jeune femme du peuple qui
veut entrer dans une taverne doit laisser son enfant à
la maison ou le faire garder par quelqu'un.

La nouvelle loi interdit la vente aux jeunes gens de
moins de 16 ans, de cigarettes ou de papiers à ciga-
rettes, et autorise les policemen à confisquer les ciga-
rettes des jeunes gens de moins de 16 ans qu'ils voient
fumer sur la voie publique ou dans les parcs.

La loi permet également aux autorités de retirer
aux parents indignes ou criminels la garde de
leurs enfants qui sont envoyés dans des écoles indus-
trielles.

Enfin, le Parlement britannique a révisé les lois sur
la protection des enfants et des jeunes gens, sur les
écoles industrielles et de réforme, sur la délinquance

juvénile, etc., pour les fondre en un « children act » du 21 décembre 1908 (1).

En France, la législation protectrice de l'enfance mérite également d'être signalée : elle prend l'enfant dès sa naissance, elle le suit à travers son développement et dans les diverses circonstances dans lesquelles il peut se trouver.

Mais, c'est dès avant sa naissance, qu'il faut s'occuper de l'enfant, car, à cette heure, il est déjà menacé. Il est déjà exposé par le travail de sa mère qui, sous l'empire du besoin, et pour ne pas perdre sa place, si elle est occupée dans le commerce ou dans l'industrie, n'interrompt son travail qu'à la dernière minute, le reprend le plus vite possible après sa naissance.

Cruel conflit entre les deux vies : l'une, qui réclame le travail pour subsister, l'autre qui voudrait le repos pour se produire. Notre législation n'a pas encore protégé la vie à ces heures critiques.

Il y a pourtant des projets de loi déposés au Parlement pour interdire à la mère de travailler pendant un certain temps avant et après la naissance de l'enfant.

L'enfant est né, être qui a maintenant sa vie propre mais qui, de longtemps, ne pourra se suffire.

Il est immédiatement menacé même si sa protectrice est encore là, après sa naissance ; il est menacé d'abandon et cet abandon peut être presque imposé à celle qui devrait contribuer à lui donner la vie, si la misère la prive de toutes ressources.

(1) En France, le Conseil supérieur de l'Assistance publique, dans sa dernière session, a adopté en faveur de la codification des lois protectrices de l'enfance un vœu rédigé par M. Ogier, directeur du contrôle au Ministère de l'Intérieur.

La loi du 27 juin 1904 réglemente les secours qui peuvent être accordés à la mère pour lui permettre de garder ses enfants. « Est dit — aux termes de l'article « 3 de cette loi — enfant secouru, l'enfant que sa mère « ne peut nourrir ni élever faute de ressources et pour « lequel est accordé le secours temporaire, institué en « vue de prévenir son abandon. »

Cette loi protège tous les enfants, non seulement ceux d'une mère veuve ou d'une mère abandonnée, mais encore ceux d'une mère dont le mari est infirme, hors d'état de soutenir femme et enfants. La circulaire du 15 juillet 1904 dit que le secours est dû « lorsque la situation sera telle que l'absence de secours mettrait en péril la vie de l'enfant. »

Le placement en nourrice est encore une cause de danger soit pour l'enfant placé en nourrice, soit pour l'enfant de la nourrice. La loi du 23 décembre 1874 organise pour l'un et pour l'autre des règles protectrices.

L'enfant a grandi. Il va courir de nouveaux périls : il en est qui concernent son instruction : la loi de 1882 pose une règle essentiellement protectrice de l'enfance en cette matière : la règle de l'obligation de l'enseignement primaire qui en elle-même est bienfaisante, l'ignorance étant une cause d'infériorité et de souffrance.

L'enfant, dès le premier âge, peut être astreint à un genre de vie qui menace son existence même ou sa moralité. L'enfant peut être employé ou mieux, exploité par des acrobates, des saltimbanques, des charlatans, ou dans des cirques. La loi intervient. Les parents ne peuvent employer leurs enfants au-dessous de 16 ans, à ces métiers que nous venons de

citer ou les livrer à des personnes qui les emploieraient. La loi du 8 décembre 1874 modifiée par la loi du 19 avril 1898 punit les parents et les personnes étrangères qui violeraient cette interdiction.

Même les professions régulières peuvent être pour l'enfant une cause de dangers physiques et moraux. La loi s'est multipliée pour étendre sa protection sur l'enfant apprenti, ouvrier, employé ; la loi du 22 janvier 1851 sur le contrat d'apprentissage ; la loi du 2 novembre 1892 modifiée par la loi du 20 mars 1900, qui a limité l'âge d'admission des enfants dans les manufactures et le nombre d'heures de travail quotidien qu'ils peuvent y faire et qui, pour eux, interdit le travail de nuit et prescrit le repos hebdomadaire.

Enfin, l'enfant peut trouver dans sa famille au lieu des soins et de l'aide morale dont il a besoin, des exemples, des conseils de perdition ou l'abandon. La loi du 24 juillet 1889 est venue permettre la déchéance de la puissance paternelle au regard des parents indignes ou négligents.

L'enfant est exposé de la part de tous ceux qui peuvent abuser de leur force vis-à-vis des faibles à des sévices, des coups, des mauvais traitements et la loi du 19 avril 1898 est venue réprimer ces violences, ces voies de fait, ces cruautés contre des enfants.

Voilà toute une législation protectrice de l'enfance : elle suit l'enfant depuis avant sa naissance jusqu'à l'âge de sa majorité pour l'envelopper de soins et de protection.

C'est une œuvre considérable que, depuis 75 ans, notre législation a poursuivie sans relâche avec un constant souci de parer à tous les dangers, d'éviter tous les abus. C'est une œuvre à laquelle il faut rendre

hommage et qui sera la gloire de nos législateurs modernes (1).

Et cependant, cette œuvre est encore incomplète ; il est en effet toute une catégorie d'enfants qui n'a été jusqu'ici qu'insuffisamment protégée par la loi. Ce sont tous ces enfants que l'on appelle des « anormaux », tous ceux qui ne possèdent pas une santé physique, intellectuelle ou morale égale à celle des autres, et qui, plus que les autres encore, ont besoin d'être soutenus et protégés, parce qu'ils sont plus faibles, plus désarmés devant les douloureuses épreuves de la vie, plus exposés aux déchéances fatales, qu'elles s'appellent maladie, misère ou crime !

L'anormalité est un phénomène social intéressant le droit par de multiples conséquences : le droit pénal devra tenir de plus en plus compte de l'anormalité parce que l'anormal est souvent victime, auteur ou témoin d'infractions ; les anormaux constituent la majeure partie de la clientèle des Cours et des Tribunaux ; la législation scolaire devra être complétée pour permettre à ces enfants de profiter des bienfaits d'une

(1) Malheureusement beaucoup de projets de lois déposés au Parlement attendent encore l'ordre du jour. Le Congrès d'éducation sociale de Bordeaux, en octobre 1908, au cours des débats sur plusieurs des questions relatives soit à l'hygiène, soit à l'éducation, soit à la protection matérielle et morale de l'enfance, a constaté à plusieurs reprises que ces divers problèmes étaient déjà posés par des projets ou propositions de lois dont l'une ou l'autre des Chambres est saisie, mais qui restent en suspens, attendant l'ordre du jour. Sur la motion présentée par l'un des congressistes, l'assemblée accueillit le vœu qu'il soit constitué entre les membres du Parlement un groupe interparlementaire ayant pour objet de provoquer, de suivre et de coordonner l'étude des diverses questions relatives à l'enfance, à son éducation physique, intellectuelle et morale. Le Congrès décida d'adresser ce vœu à M. Léon Bourgeois et de lui en demander la réalisation aussi prompte que possible.

instruction qui leur a été jusqu'ici refusée ; la législation d'assistance enfin devra contenir des dispositions spéciales pour organiser des établissements spéciaux destinés à donner à ces petits malades les soins éducatifs appropriés à leur état.

L'anormalité est une maladie sociale comme l'alcoolisme, la criminalité, le paupérisme, etc... Toutes ces maladies ont la même importance car elles présentent les mêmes dangers, si elles ne sont pas prévenues par une prophylaxie vigilante et enrayée par une thérapeutique consciencieuse. Toutes, elles ont le même berceau de tristesses et de souffrances, toutes elles procèdent des mêmes tares, ont la même genèse, la même évolution, les mêmes conséquences et toutes elles exigent de la société une sollicitude attentive pour en dénoncer les causes, en signaler et en appliquer les remèdes.

PREMIÈRE PARTIE

LES ENFANTS ANORMAUX

CHAPITRE PREMIER

Définitions, descriptions et classements.

Il est impossible de donner une définition exacte, complète et absolue de l'anormal ; pour que cette définition puisse être donnée en effet, il faudrait que l'on sache exactement ce qu'est un *normal* ; or, quand on a dit de ce dernier que ses facultés sont harmonieusement équilibrées, on a posé le problème sous une autre forme, mais on ne l'a pas résolu. Ce que nous appelons en effet le parfait équilibre ne répond qu'à une conception abstraite et scientifiquement incomplète, car certains éléments seulement nous ont été

fournis par l'expérience et nous ne pouvons nous flatter de les connaître tous. Notre ignorance, résultant d'observations insuffisantes, nous empêche donc de construire de toutes pièces le type idéal de l'être normal et si par une fortune singulière ce modèle était un jour établi, il ne serait pas immuable, mais devrait encore se modifier au gré de l'évolution humaine.

Il a fallu cependant, au début de l'étude de l'enfance anormale, préparer les cadres dans lesquels seraient placés tous ces enfants desquels on ne savait pas autre chose, sinon qu'ils avaient besoin d'être soignés et assistés.

Les premiers, les médecins sont intervenus, apportant de volumineux dossiers, bourrés d'observations, et de ces observations divergentes par leur méthode, par leur critérium, sont nées des définitions et des classifications aussi divergentes que les notes d'hôpitaux et de cliniques qui leur avaient donné naissance. Si avec Esquirol on prend pour base l'état de la parole, avec Seguin l'état des organes, des sens, on peut à la rigueur établir une échelle des différents types d'enfants anormaux, mais la classification ainsi obtenue est difficilement comparable à celle d'Ireland, qui ne se préoccupe que des facteurs étiologiques ou à celle de Bourneville, qui s'appuie sur des données anatomo-pathologiques; enfin, ces dernières classifications elles-mêmes coïncident mal avec celles de Sollier et de Blin, basées sur des examens surtout psychologiques.

Les symptômes essentiels n'étant pas comparés à une commune mesure, il en est résulté une sorte de flottement, d'incertitude dans les définitions et les classifications proposées. Il est facile de comprendre

quelles erreurs occasionnera ce désarroi. Veut-on, dans une discussion de congrès ou dans une communication de société, caractériser d'une manière précise les enfants dont on a à s'occuper? On en vient trop souvent à parler des uns pour les autres; on croit alors pouvoir appliquer pour les uns le résultat des recherches que l'on a fait pour les autres.

Ce défaut de précision se traduit surtout dans les statistiques, les résultats d'une enquête dépendant beaucoup du point de savoir quelle signification exacte on a donné au terme « anormal ». Telle enquête, par exemple, prend pour base l'acception la plus large du mot « anormal » et englobe tous les enfants atteints d'une tare quelconque, physique ou psychique. Telle autre enquête restreint ses opérations aux enfants mentalement anormaux; telle autre excepte de ses observations les idiots profonds et s'en tient aux simples arriérés : il est évident qu'après des points de départ aussi différents ces enquêtes ne peuvent qu'aboutir à des conclusions absolument divergentes; on taxe leurs résultats de contradictoires; en réalité, il n'y a de contradictoire que les conceptions qui sont à leur base et qu'elles ont servi à contrôler.

Nous allons examiner successivement les principales définitions et classifications qui ont été proposées en nous plaçant à un double point de vue, en envisageant une double méthode : méthode clinique et méthode d'assistance.

Il y a entre ces deux procédés un enchaînement logique et chronologique; les premières définitions et classifications sont nées des observations cliniques; on a diagnostiqué d'abord le mal, on l'a catégorisé et pour ainsi dire « étiqueté » et puis on a songé à

placer à la portée de chaque catégorie de malades le remède correspondant à son état : la méthode d'assistance est venue compléter et fortifier la méthode de diagnostic et d'observation.

I. — DÉFINITIONS ET CLASSIFICATIONS AU POINT DE VUE CLINIQUE

1^o Du point de vue *clinique*, nous dirons peu de choses. Ici, en effet, c'est au médecin qu'il appartient de construire, en vérifiant les détails des expériences consignées : les résultats seuls nous intéressent. Les descriptions cliniques, l'anatomie pathologique, l'étiologie, la symptomatologie et le diagnostic de l'anormalité ne nous seront utiles que par les synthèses qui s'en déduisent et par les conséquences qui en découlent au point de vue du traitement et de la situation sociale de l'enfant anormal.

Nous rangerons en deux grandes catégories les définitions et classifications qui ont été proposées à ce point de vue.

A. — Les uns prennent le mot « anormal » dans son acception la plus large et placent à leur base toutes les anomalies, physiques ou mentales, qui peuvent atteindre l'enfant. C'est dans ce sens que MM. Hamon du Faugeray et Couetoux ont intitulé : « Manuel pratique des méthodes d'enseignement spécial aux enfants anormaux » (1) le livre où ils trai-

(1) Paris, 1896.

tent de l'éducation des sourds-muets, aveugles, bègues, etc.

M. Bourneville, également dans la préface de ce même livre, quand il indique les institutions à créer pour les enfants anormaux en général, énumère notamment « les idiots, les épileptiques, les aveugles, les sourds-muets, les rachitiques, etc. » (1).

C'est de cette même conception de l'enfant anormal que s'inspire M. le docteur O. Decroly, directeur de l'Institut privé d'enseignement spécial à Bruxelles.

M. Decroly déclare anormaux « tous les enfants qui, pour une raison quelconque, se trouvent en état d'infériorité et ne peuvent s'adapter au milieu social dans lequel ils sont destinés à vivre. »

Partant de là, M. Decroly énumère :

1^o Les anormaux par déficit physique (manchots, boiteux) ;

2^o Les anormaux par déficit intellectuel (idiots, arriérés) ;

3^o Les anormaux par déficit sensoriel (aveugles, sourds-muets) ;

4^o Les anormaux par déficit des facultés affectives (fous moraux) ;

5^o Les anormaux convulsivants (épileptiques) ;

6^o Les déformés par le milieu.

Cette dernière catégorie comprend, d'après l'auteur, les enfants qui, n'ayant primitivement aucune espèce de tare, sont déformés par le milieu dans lequel ils

(1) Rapport au Conseil municipal de Paris sur la création de deux Instituts ou Ecoles dispensaires. — *Dispensaires pour les enfants rachitiques ou difformes*. — 11 juin 1883

vivent. Ce sont ceux qui ont été soumis à des influences diverses, mais également mauvaises, à un régime trop doux, inégal, illogique, ou, par contre, trop sévère, brutal, maladroit ; ce sont encore ceux qui sont livrés à eux-mêmes à un moment où les guides naturels leur sont particulièrement nécessaires.

La même conception de l'anormalité se trouve dans la classification proposée par le docteur Toulouse.

Le docteur Toulouse, s'attachant plus spécialement à définir et à étudier l'arriération proprement dite, écrit à ce sujet : « Un préjugé généralement répandu est que tous les sujets se développent d'une manière sensiblement égale et d'après un type idéal qui passerait régulièrement aux grandes étapes de la vie en acquérant à chacune, le corps, l'esprit et les caractères moraux correspondant, ou du moins l'on agit exactement comme si cela se passait ainsi.

« Et l'on se soucie peu d'aider les retardataires à franchir chaque degré. Combien en effet s'écartent du schéma par des défauts de leur organisation physique, intellectuelle ou morale, qui, observés à temps, auraient pu suggérer quelque aide convenable. » (1).

Partant de ces observations, M. le docteur Toulouse distingue : 1^o les *arriérés physiques*. Ce sont ceux qui, victimes d'une faillite physique, suivant l'expression même de l'auteur, ont vu le développement de leur organisme entravé par un accident quelconque ; 2^o les *arriérés des sens* ; 3^o les *arriérés de l'intelligence* ; 4^o les *arriérés moraux* ; 5^o les *arriérés du sentiment*.

(1) Docteur Toulouse : « Les Arriérés ». Extrait d'un article publié dans *Le Journal*, 4-4 1907.

Ces classifications sont trop vastes pour que nous puissions les adapter à la base de notre étude. Nous ne prendrons pas non plus comme base la définition que M. le Docteur Courjon donne des enfants anormaux : « Tous ceux qui, par suite d'infirmités congénitales ou acquises se trouvent placés dans des conditions telles qu'ils ne peuvent vivre de la vie normale sociale. » Dans ce cas-là, en effet, assistance de l'enfance anormale signifie assistance de tous les enfants physiquement et psychiquement infirmes, arriérés des divers degrés, bègues, sourds-muets, épileptiques et autres, ainsi que l'exposait M. Strauss dans son rapport général au Congrès d'assistance de Bordeaux. Or, il n'entre pas dans le cadre de notre travail d'étudier l'assistance des infirmes, des bègues, des aveugles, des sourds-muets. En ce qui concerne certains de ces enfants, l'Etat a déjà pourvu dans une certaine mesure à leurs besoins ; ce sont d'abord les aveugles et les sourds-muets. De tout temps on s'est aperçu que ces enfants-là ne sont pas des enfants comme les autres et ne peuvent pas être instruits par des méthodes analogues ; l'aveugle n'apprend pas à lire dans un livre dont les caractères sont dénués de tout relief, et le sourd-muet reste étranger à toute leçon orale. La nécessité d'une éducation spéciale pour ces deux catégories d'enfants anormaux s'imposait donc et aujourd'hui cinq mille environ de ces enfants reçoivent des soins et une éducation professionnelle dans des établissements de l'Etat et dans des écoles privées.

B. — D'autres auteurs — les plus nombreux dans l'étude de l'enfance anormale — ont limité leurs obser-

vations et leurs recherches aux enfants *psychiquement anormaux*, éliminant ainsi ceux dont les tares physiques seules rendent impossible ou difficile l'adaptation au milieu dans lequel ils vivent.

Les enfants dont ils s'occupent sont ceux dont on peut dire avec le docteur Jacquin « qu'ils sont atteints
« à des degrés divers d'infériorité ou de déficience
« intellectuelle depuis l'idiot végétatif jusqu'au simple
« débile, qui confine à l'enfant normal le moins bien
« doué. »

Ici encore les définitions et classifications proposées varient suivant la méthode qu'ont adoptée leurs auteurs pour les construire : « Chaque pays et chaque
« école — écrivent MM. Demoor et Decroly (1) — a sa
« classification particulière et il n'est pas possible
« d'établir une synonymie un peu sérieuse entre
« toutes les terminologies adoptées ». D'ailleurs elles ont des points de départ et des buts divers. Les uns sont d'ordre pédagogique, les autres d'ordre médical.

Lorsqu'on se place au point de vue pédagogique, c'est-à-dire au point de vue de la plus ou moins grande éducatibilité, on groupe les anormaux intellectuels, en Allemagne et en Suisse, par exemple, en « bildungs fähige » et « bildungs un fähige », éducatibles et non éducatibles.

En Angleterre, depuis le travail de J. Werner, on distingue les « feeble minded children » et ceux atteints d'imbécillité « ou d'idiocy. » Mais Shuttleworth fait remarquer combien le premier terme prête à équivoque, étant donné que les Américains

(1) Demoor et Decroly : *Année psychologique*, X, p. 321-323.

comprennent sous le nom de « feeble minded children » tous les anormaux depuis le plus faiblement atteint jusqu'à l'idiot le plus profond. Aussi cet auteur préfère-t-il pour désigner ces enfants le terme de « mentally déficient children. »

En Belgique, on considère assez souvent dans le groupe des enfants anormaux les enfants atteints de troubles de la parole, les sourds-muets, les aveugles et les arriérés. Ces derniers sont divisés *en arriérés pédagogiques* (types passifs et types autoritaires comprenant une partie des instables, des pervers et des imbéciles moraux des auteurs français) et les *arriérés médicaux* comprenant les imbéciles (idiots du premier, du deuxième et du troisième degré). Cette terminologie est à peu près acceptée en Hollande.

En Italie, les enfants faibles d'esprit constituent le groupe *des phrénasténiques*, parmi lesquels les auteurs font deux groupes — phrénasténiques du premier et deuxième degré — d'autres auteurs (Sancte de Sanctis) en dehors des idiots, distinguent parmi les phrénasténiques « les imbécilli », « les déficient », « les Tardivi. »

Parmi les définitions et classifications proposées par les auteurs français, les unes sont d'ordre plus spécialement pédagogique, les autres d'ordre plus exclusivement médical.

Dans les premières, nous pourrions ranger la classification proposée par la Commission du ministère de l'Instruction publique en 1904. Cette Commission ayant surtout à faire œuvre scolaire et prenant pour terme de comparaison, pour commune mesure, l'école primaire publique ordinaire, l'école communale, a

établi pour les enfants anormaux la classification suivante :

1^o *Les aveugles*, sujets privés de la vue soit totalement, soit dans des proportions leur rendant impossible la lecture et l'écriture des clairvoyants normaux ;

2^o *Les sourds-muets*, sujets privés de l'ouïe, soit totalement, soit dans des proportions ne leur permettant pas d'acquérir l'audition, le langage spontané des entendant-parlant normaux ;

3^o Les idiots, crétins, imbeciles, épileptiques, hystériques, choréiques, paralytiques, hémiplegiques, ainsi que les imbeciles normaux, sujets atteints de perversions des instincts, tous enfants qui ne peuvent être soignés et éduqués collectivement que sous la responsabilité du médecin et que l'on désigne pour cette raison sous le nom d'*arriérés médicaux*.

4^o Les *arriérés proprement dits*, sujets qui sans pouvoir être classés dans la catégorie des anormaux médicaux sont en état de débilité mentale, ne possèdent qu'une intelligence ou qu'une responsabilité atténuée ne leur permettant pas d'acquérir à l'école commune et par des méthodes primaires d'enseignement la moyenned'instruction que reçoivent les autres élèves ;

5^o Les *instables*, enfants affectés d'une incohérence de caractère, d'un manque d'équilibre mental, leur rendant insupportable la discipline générale et nécessitant absolument leur éloignement de l'école publique.

Ce sont les mêmes considérations plus spécialement pédagogiques qui ont guidé la Commission constituée à Bordeaux le 20 juillet 1906, pour opérer le recen-

sement des enfants normaux dans les écoles publiques de cette ville. Cette Commission distingue en effet : 1^o les anormaux non arriérés, 2^o les anormaux arriérés.

Dans la première catégorie elle range des types cliniques assez différents : épileptiques, hystériques, vicieux, instables.

Dans le deuxième groupe, elle distingue :

1^o Les *arriérés profonds* qui comprennent les idiots, les imbéciles, les crétins.

2^o Les *arriérés légers et moyens*. Cette seconde catégorie d'arriérés se subdivise elle-même, suivant que les enfants qui la composent sont agités ou instables, déprimés ou calmes.

Cette classification est adoptée également par le docteur Cl. Perrens (1), qui, s'occupant des arriérés scolaires, les définit « ceux qui sont incapables de « profiter des méthodes d'enseignement et d'éducation « actuellement employées dans les écoles. »

Telle est aussi la définition employée par le docteur Chazal dans son ouvrage de contribution à l'étude de l'enfance anormale.

Cet auteur (2) étudiant les anormaux psychiques, les définit « les enfants qui, par suite de tares cérébrales, « organiques ou fonctionnelles, occasionnant dans « le développement de leurs facultés intellectuelles « (anormaux intellectuels) ou morales (anormaux « moraux) des troubles plus ou moins profonds, sont

(1) Docteur Cl. Perrens : *Les Arriérés scolaires*. Th. Bordeaux, 1908.

(2) Docteur Chazal : *Les Anormaux psychiques*. Lyon 1907. — Th.

« incapables de profiter des méthodes d'enseignement actuellement employées dans les écoles. »

D'après l'auteur les anormaux psychiques trouvent leur place dans les deux grandes catégories suivantes : *anormaux arriérés* et *anormaux non arriérés*.

Les premiers peuvent se diviser, suivant le degré de leur arriération en arriérés *profonds*, *moyens* et *légers*.

Les arriérés *profonds* sont constitués par les idiots et les imbéciles qui forment un groupe parfaitement délimité.

Les arriérés *moyens* et les arriérés *légers* sont tantôt calmes (asthéniques) tantôt agités (instables), que leurs troubles s'accompagnent ou non de perversions morales.

Les anormaux de la seconde catégorie, les *non arriérés* comprennent en première ligne les *pervers* ou *anormaux moraux* et en seconde ligne les *instables* ; ces deux types se combinent d'ailleurs le plus souvent pour donner les *instables pervers*.

Avec ces divers troubles psychiques existent à titre de causes aggravantes ou déterminantes, des troubles de la vue et de l'ouïe, végétations adénoïdes, myxoédèmes) ou des névroses (épilepsie, hystérie, neurasthénie).

Voici, reproduit sous forme de tableau, cette classification (1) :

(1) Docteur Chazal : *Les Anormaux psychiques*. Th. 1907.

Arriérés.....	Profonds..	{	Idiots.	
			Imbéciles.	
	{	Pervertis..	{	Agités (instables).
				Calmes (asthéniques).
	Moyens	{	Non	Agités (instables).
	ou		Pervertis.	Calmes (asthéniques).
	Légers.			
Non-arriérés..	{		Instables.	
			Pervertis.	
			Instables-pervertis.	
Associations morbides présentées par ces anormaux.	{	Troubles organiques.	{	Troubles de la vue.
				Troubles de l'ouïe.
				Végétations adénoïdes.
	{	Névroses...	{	Myxoedèmes.
				Epilepsie.
				Hystérie.
				Neurasthénie.

C'est également une classification d'ordre plus spécialement pédagogique qui est proposée par MM. Binet et Simon.

Ces auteurs font état de la confusion terminologique, pour démontrer l'erreur des aliénistes dans l'assistance des anormaux psychiques. Ils rapportent dans leur ouvrage sur « les enfants anormaux » qu'ils ont comparé plusieurs centaines de diagnostics portés sur les mêmes enfants par les médecins de Sainte-Anne, de Bicêtre, de la Salpêtrière et de Vaucluse et que « sans exagération ils se ressemblaient autant que si on les avait tirés au hasard d'un sac. » (1).

Partant de là, MM. Binet et Simon affirment que pour sortir de cette confusion, il suffit d'adopter les

(1) Binet et Simon : *Les Enfants anormaux*.

conventions suivantes, qu'ils considèrent comme la base d'une doctrine nouvelle :

Les anormaux psychiques se divisent en deux catégories : les *arriérés* et les *instables*.

Les *arriérés* se divisent eux-mêmes en *idiots*, *imbéciles* et *débiles*.

Est idiot tout enfant qui n'arrive pas à communiquer par la parole avec ses semblables.

Est imbécile tout enfant qui n'arrive pas à communiquer par écrit avec ses semblables.

Est débile tout enfant qui sait communiquer avec ses semblables par la parole et par écrit, mais qui montre un retard de deux ou trois mois dans le cours des études.

A côté de ces classifications qui ont un caractère plus spécialement pédagogique, d'autres appartiennent au contraire à un ordre plus strictement médical.

C'est Sauvages qui, le premier, dans la littérature médicale du XVIII^e siècle paraît avoir décrit et tenté de classer les diverses formes d'infirmités psychiques congénitales. Dans sa « Nosologia-méthodica », il en faisait le groupe « Amentia », comprenant les « amentes, les démentes et les imbéciles. »

Pinel et Fodéré, sous le terme général et nouveau d'« idiotisme » rangeaient sous les degrés d'oblitération des facultés intellectuelles et affectives, qu'un peu plus tard Esquirol divisait en deux grandes formes : l'*imbécillité* et l'*idiotie*.

Belhomme dans son célèbre essai sur « l'Idiotie » et après lui, Ferrus, Foville, Félix Voisin reconnaissent trois degrés d'imbécillité et deux degrés d'idiotie ; Du bois (d'Amiens) dans ses « Nouvelles Inductions philosophiques » divise les idiots en trois classes, et cela sans

exception, à quelque variété des auteurs qu'ils appartiennent, qu'ils soient « crétins », « cagneux », « imbeciles », « capots », « colibets », « gahets », etc...

Dans la première, sont compris les idiots, qui présentent le plus haut degré d'abrutissement et sont réduits à l'automatisme ; dans la deuxième, ceux qui ne possèdent que des instincts ; la troisième comprend ceux qui possèdent à la fois des instincts et des déterminations raisonnables.

Le docteur Bourneville a conservé dans ses descriptions le terme générique d'*idiotie* avec les variétés : idiotie profonde ou du premier degré, idiotie complète ou du deuxième degré, imbecillité proprement dite, imbecillité légère ou arriération intellectuelle simple, instabilité mentale simple ou lice à l'imbecillité et à l'arriération ;

C'est une classification empruntée au docteur Bourneville qu'ont adoptée MM. Jean Philippe et Paul Boncour (1), puisque ces auteurs déclarent eux-mêmes « s'arrêter de préférence à la classification « proposée en 1896 par le docteur Bourneville dans « une lettre au directeur de l'Enseignement de la « Seine, qui lui avait demandé une définition propre « à éclairer les instituteurs sur la forme des anomalies « mentales chez les enfants d'âge scolaire ». Conformément aux indications données dans cette lettre, MM. Philippe et Paul Boncour distinguent : 1^o les *idiots* (idiots absolus et idiots profonds) ; 2^o les imbeciles proprement dits ; 3^o les arriérés intellectuels ou imbeciles légers ; 4^o les *instables*.

(1) Docteurs Jean Philippe et Paul Boncour : *Les Anomalies mentales chez les écoliers*, Etude médico-pédagogique. Paris, 1905.

Le docteur Maurice Royer (1), dont la classification s'inspire de la méthode du docteur Bourneville, laisse de côté les *arriérés* et les *instables*.

Cet auteur classe les enfants mentalement anormaux en trois grandes catégories : les *idiots*, les *épileptiques*, les *pervers*.

Il subdivise les idiots en : 1^o idiots complets ; 2^o idiots profonds ; 3^o idiots légers ; 4^o imbéciles prononcés ; 5^o imbéciles simples.

D'après cet auteur, les épileptiques peuvent appartenir à l'une quelconque des subdivisions de l'idiotie ou avoir une intelligence normale. Dans ce dernier cas, on peut les ranger soit dans la catégorie des *épileptiques simples*, soit dans celle des *épileptiques en déchéance*.

Enfin, les *pervers* doivent être divisés en : 1^o *pervers proprement dits* ; ce sont des enfants présentant des perversions instinctives, d'origine congénitale et offrant le plus souvent des anomalies naturelles, que le docteur Thulié appelle *stigmates physiques* ; 2^o *pervertis* ; ce sont des enfants qui ne présentent que de la perversité acquise, se manifestant sous l'influence de facteurs sociologiques ; 3^o *pervers-pervertis* ; ce sont ceux qui ont emprunté aux uns des prédispositions congénitales et qui ont acquis en partie les perversités des autres.

Pour certains auteurs, l'*arriération* doit être soigneusement distinguée de l'*imbécillité* et de l'*idiotie* ; entre ces deux formes pathologiques, il n'y a pas seulement une différence de degré, mais une différence de

(1) Docteur Maurice Royer : *De l'absolue nécessité de l'assistance des enfants anormaux*. Th. Paris, 1907.

nature. L'enfant *arriéré* est défini par le docteur Ley (1) « l'enfant qui présente un certain degré de « faiblesse mentale, d'instabilité psychique ou d'inaptitude intellectuelle à réagir moralement aux excitations fournies par le milieu éducatif et pédagogique « ordinaire ». Cet enfant doit être distingué de l'idiot et de l'imbécile malades dont l'état psycho-mental est tel que leur adaptation au milieu social est impossible; l'arriéré, au contraire, est *sociable*, ou le devient facilement.

D'après le docteur Ley, par conséquent, ce qu'il importe de noter, c'est que l'enfant arriéré présente un degré appréciable de sociabilité; ce caractère de sociabilité le différencie profondément des autres anormaux psychiques (idiots et imbéciles) qui constituent, suivant les auteurs, le groupe des *dégénérés* (docteur Charon) ou des *débiles* (docteur Blin).

C'est à ce critérium que s'attache également le docteur René Charon, dans son ouvrage sur « l'Assistance des enfants anormaux » (2).

Le docteur René Charon, médecin-directeur de l'Asile d'Amiens, opère une double classification des anormaux psychiques au point de vue clinique et au point de vue des modes d'assistance qui leur sont applicables.

Au point de vue clinique, l'auteur estime que les anormaux psychiques forment deux grands groupes qui se différencient nettement par le caractère des réactions. Les uns, les moins atteints, sont et restent

(1) Docteur Aug. Ley : *L'Arriération mentale*. Th., Bruxelles, 1905.

(2) Docteur René Charon : *L'Assistance des Enfants anormaux*. Communication au Congrès des aliénistes et neurologistes de France. Dijon, août 1908.

sociables et sont susceptibles d'être éduqués par des moyens spéciaux dans la vie ordinaire : ce sont les *arriérés* ; les autres, les plus malades, les insociables, dont le traitement comporte des mesures de surveillance et de restriction, seraient appelés *dégénérés*.

M. Charon divise les *dégénérés* en deux classes :

1^o *Les imbéciles*, qui jouissent de toute la gamme des facultés de relation, mais dont les facultés psychiques, soit dans la sphère intellectuelle, soit dans la sphère morale, présentent des troubles dont le caractère est la forme *lacunaire* ;

2^o *Les idiots*, qui sont privés de tout ou partie des facultés de relation et dont les facultés psychiques présentent des troubles à forme *globale*.

Dans la catégorie des *imbéciles*, l'auteur place :

1^o *Les imbéciles du premier degré*, qui comprennent les *instables*, *indisciplinés*, *pervers* ;

2^o *Les imbéciles du deuxième degré*, qui comprennent les *impulsifs*, les *anormaux*, les *apathiques*.

Même classification pour les *idiots*, qui se divisent en :

1^o *Idiots du premier degré* (hydrocéphales-microcéphales-myxoédémateux) ;

2^o *Idiots du deuxième degré* (idiots congénitaux et idiots par lésions acquises).

A l'encontre des docteurs Ley et René Charon, le docteur Legrain englobe sous le qualificatif d'*arriérés* les anormaux psychiques que ces auteurs désignent sous le terme de *dégénérés*, que le docteur Blin appelle *débiles* et que le docteur Bourneville comprend dans la catégorie générale des *idiots*.

Le docteur Legrain définit les arriérés de l'intelligence, qu'il appelle *arriérés médicaux*, « tous ceux
« qui ont un arrêt, un retard, une insuffisance dans le
« développement des facultés intellectuelles, morales
« ou affectives, que ce trouble morbide soit simple ou
« compliqué, congénital ou acquis, accompagné ou
« non de perversion des instincts ».

L'auteur distingue ces anormaux des *arriérés pédagogiques*, qui ne sont que des anormaux retardés et dont le cerveau est anatomiquement sain (1).

En résumé, la classification du docteur Legrain englobe les *arriérés médicaux*, qui comprennent : 1^o les idiots ; 2^o les imbéciles ; 3^o les arriérés médicaux simples, se subdivisant eux-mêmes en : *a*) arriérés proprement dits (passifs) ; *b*) instables ; *c*) vicieux et pervers (actifs).

Le docteur Voisin adopte encore une méthode de classification plus large pour les anormaux psychiques, qu'il désigne sous le terme d'*anormaux intellectuels*.

Dans un rapport au Congrès international d'assistance aux aliénés, tenu à Milan en 1906, cet auteur divise ces enfants en : 1^o *anormaux intellectuels* et 2^o *faux anormaux intellectuels*.

Dans la première catégorie, il range :

1^o Les enfants présentant un déficit intellectuel et moral *par manque de développement* (idiots-imbéciles, débiles) ;

2^o Les enfants présentant des altérations intellectuelles et morales (que celles-ci soient ou non complètement développées), soit par suite des maladies men-

(1) La même préoccupation guide le docteur Chazal quand il distingue les *anormaux psychiques* des *faux anormaux* ou *retardés*.

tales (psychoses dégénératives), soit par suite de maladies nerveuses (psycho-névroses), épilepsie, neurasthénie, hystérie, chorée ;

3^o Les enfants ayant perdu leurs facultés intellectuelles, tombant en démence (démence précoce, paralysie générale, démence épileptique).

Dans la deuxième catégorie (faux anormaux intellectuels), le docteur Voisin comprend :

- a) Les enfants incompris ;
- b) Les enfants délaissés, abandonnés, arriérés, pédagogiques, vicieux ;
- c) Les enfants fatigués physiquement.

II. — DÉFINITIONS ET CLASSIFICATIONS AU POINT DE VUE DES MODES D'ASSISTANCE

La connaissance des degrés de sociabilité, d'éducabilité et de curabilité qui découle des caractères cliniques a conduit à la détermination des modes d'assistance et du traitement pour chacune des variétés d'enfants psychiquement anormaux.

« Pour aboutir à une organisation pratique, écrit le « docteur Roubinowitch, il n'y a qu'à s'inspirer des « données connues. L'expérience clinique de tous les « pays civilisés a démontré que les enfants anormaux « peuvent être divisés, au point de vue du rendement « économique futur, en deux grands groupes : 1^o ceux « qu'on peut éduquer et rendre utiles ; 2^o ceux qui ne « sont susceptibles d'aucune amélioration sérieuse et

« qui sont une charge définitive pour la collectivité.
« Pour ces derniers, de simples asiles de garde établis
« à la campagne suffisent largement et il est tout à
« fait superflu d'y installer des écoles pour y fabriquer
« des idiots savants ; on réaliserait, de ce chef, une
« importante économie. Mais en revanche, pour les
« anormaux utilisables, il faudra s'ingénier à créer des
« établissements nouveaux très perfectionnés, sans
« lésiner sur la dépense. Une école de ce genre de
« plus, c'est dans l'avenir un asile d'aliénés et une
« prison de moins ! »

Et l'auteur ajoute : « Il y a de grands avantages à tenter l'expérience et si j'étais millionnaire je me serais offert la gloire de fonder en France le premier établissement modèle gratuit pour les enfants anormaux curables, appartenant à des familles indigentes. Ce serait une bien belle œuvre de prévoyance sociale ! » (1).

Les établissements pour anormaux curables — d'après le docteur Roubinowitch — doivent se diviser en trois catégories :

1^o *Les écoles spéciales avec internats*, sortes d'*asiles-écoles* où doivent être placés les enfants ayant besoin d'un traitement médical et pédagogique permanent ;

2^o *Les écoles spéciales avec demi-pensionnats* destinés aux anormaux pouvant être laissés sans inconvénient une partie de la journée et de la nuit dans leurs familles ;

3^o *Les écoles spéciales annexées à des écoles communales ordinaires* ; là seront instruits et formés les

(1) Docteur Jacques Roubinowitch : « Les Fous de demain. » *Le Matin*, 23 janvier 1907.

enfants légèrement atteints intellectuellement et moralement.

Au point de vue des modes d'assistance, le docteur René Charon place au premier échelon de l'anormalité les *arriérés*; à l'autre extrémité de l'échelle des anormaux, il fait figurer les *idiots du deuxième degré*, définitivement insociables et incurables, compliqués ou non de troubles névrosiques ou paralytiques relevant de l'assistance pure et simple dans les établissements à caractère d'hospice : ce sont les *anormaux d'hospice*.

Entre ces deux extrêmes, il intercale les imbéciles du premier et du deuxième degré et les idiots du premier degré, dont le double caractère est l'insociabilité avec perfectibilité et à qui doit être assuré avec l'assistance le traitement médico-pédagogique : ce sont les *anormaux d'hôpital*.

Dans ce dernier groupe, suivant l'auteur, l'observation et les résultats du traitement conduisent à la détermination de deux catégories nouvelles : 1^o ceux qui d'emblée ou progressivement manifestent des tendances vicieuses et des perversions graves, incorrigibles par les moyens de douceur, susceptibles de corrompre leur entourage et qui justifient l'application d'une surveillance et de méthodes de redressement spéciales. Ce sont les *anormaux de maisons de réforme*; 2^o d'autres sur qui le traitement est resté impuissant ou a produit tout son effet utile et qui, tout en restant insociables, peuvent être occupés, utilisés sous une surveillance moins étroite et avec la jouissance d'une liberté relative. L'auteur les désigne sous le nom *d'anormaux de colonie*.

Voici le tableau de classement dressé par l'auteur au point de vue des méthodes d'assistance :

Dégénérés...	{ Anormaux d'école.	{ Anormaux de classes spéciales. Anormaux de classes de perfectionnement.
Arriérés	{ Anormaux médicaux.	{ Anormaux d'hôpital. Anormaux d'hospice. Anormaux de colonie. Anormaux de maisons de réforme.

Dans son ouvrage sur « L'Assistance des Enfants anormaux (1) », M. René Charon circonscrit volontairement son travail à l'étude des *dégénérés insociables*.

D'après cet auteur, *les anormaux d'école* et tous ceux avec eux qui sont en état de bénéficier de « classes spéciales et instituts spéciaux » ne sont pas, à proprement parler, des assistables. Nous estimons, au contraire, que ces enfants doivent être compris dans le cadre de notre étude; pour eux, en effet, la classe ou l'école spéciale est un mode d'assistance et de protection sociale, car si ces enfants ne sont pas soignés, si on laisse s'aggraver leur état pathogène d'arriération, d'instabilité ou de perversion, au même titre que les autres, ils deviendront plus tard des insociables.

Voilà pourquoi, adoptant la classification plus large et plus complète de M. le professeur Régis, nous diviserons les anormaux psychiques, au point de vue des modes d'assistance qui leur sont applicables, en trois catégories : 1^o *les anormaux d'école*, c'est-à-dire ceux qui sont susceptibles de bénéficier sous une

(1) Docteur René Charon : *L'Assistance des Enfants anormaux*.

forme appropriée de l'instruction scolaire ; 2^o les *anormaux d'hôpitaux et d'hospices*, comprenant à la fois ceux qui, tout en étant éducatibles, ont besoin, en raison de certaines maladies ou infirmités, de soins hospitaliers et ceux qui, représentant les degrés les plus profonds de la dégénérescence, sont bien à leur place dans un hospice spécial ou dans un annexe d'aliénés ; 3^o les *anormaux de maisons de réforme ou réformatoires* (reformatory), c'est-à-dire ceux qui manifestent des tendances anormales, vicieuses et délictueuses à corriger.

CHAPITRE. II

Statistiques.

A la suite de divers Congrès et notamment du Congrès national d'assistance publique de Bordeaux en 1903, où la question des enfants anormaux avait été longuement étudiée dans une série de rapports partiels résumés dans un rapport général de M. le Sénateur Strauss, le Ministère de l'Intérieur, au point de vue de l'assistance, et le Ministère de l'Instruction publique, au point de vue de l'éducation se préoccupèrent de donner satisfaction aux tendances qui se manifestaient avec autant d'énergie que d'autorité morale ; c'est ainsi que le 4 novembre 1904 fut constituée au Ministère de l'Instruction publique, sous la présidence de M. Léon Bourgeois, une Commission interministérielle pour l'éducation des enfants anormaux. Cette Commission organisa dès le début de 1905 une vaste enquête officielle dans toute la France pour obtenir un relevé approximatif de tous les enfants anormaux existant soit dans les asiles ou hospices, soit dans les écoles de toutes sortes.

Sur une population de 5.015.416 enfants, on a

trouvé pour toute la France 31.791 anormaux répartis de la façon suivante :

Aveugles.....	1.068 garçons	+	790 filles	=	1.858
Sourds-muets.....	2.164 »	+	2.185 »	=	4 349
Anormaux-médicaux (1).	4.696 »	+	3.288 »	=	7.984
Arriérés.....	8.336 »	+	5.864 »	=	14.200
Instables.....	1.855 »	+	1.545 »	=	3.400

En déduisant de ce chiffre les 1.858 aveugles et les 4.349 sourds-muets qui ne doivent pas faire l'objet de notre étude, nous nous trouvons en présence d'un nombre total de 25.584 anormaux psychiques dont 14.887 garçons et 10.697 filles.

Les enfants sur lesquels a porté cette enquête sont tous des enfants de deux à treize ans, fréquentant les écoles publiques et privées, ou bien n'allant dans aucune école, ou bien se trouvant dans des établissements hospitaliers, laïques et congréganistes.

Les chiffres donnés par cette enquête aussi rapide que sommaire ne doivent pas être considérés comme l'expression sincère de la réalité, pour diverses raisons dont la meilleure est l'inexpérience des personnes chargées de procéder à l'enquête. Celles-ci, en effet, se sentant souvent fort embarrassées pour reconnaître avec certitude les enfants méritant d'être classés dans l'une ou l'autre des catégories signalées, ont agi avec la plus extrême circonspection et leur prudence excessive n'a pas été sans influencer sur l'exactitude des chiffres transmis. D'autre part, Paris n'a

(1) Sous cette appellation étaient compris les idiots, crétins, imbeciles, épileptiques, hystériques, choréiques, paralytiques, hémiplegiques, etc., ainsi que les enfants atteints de perversion des instincts.

fourni aucun renseignement en ce qui concerne les anormaux de ses écoles publiques et sur 824 écoles privées existant dans la capitale, 235 n'ont envoyé aucune réponse ; 10 communes de la banlieue parisienne n'ont également fourni aucune indication, de même que 20 communes du département de la Manche. Bordeaux est resté muet, en ce qui concerne ses écoles privées. En outre, dans cette statistique ne figurent pas les anormaux des lycées et collèges, ceux de l'Assistance publique et des œuvres privées, des établissements et colonies pénitentiaires, ceux recueillis dans les couvents, dans les maisons d'hydrothérapie, chez les particuliers et ceux enfin qui restent chez leurs parents (1).

De plus, les résultats partiels de cette enquête pour chaque ville ou chaque département semblent n'avoir pas suffisamment attiré l'attention des pouvoirs locaux, la Commission ministérielle n'ayant pas, d'ailleurs, dirigé de ce côté l'effort de son activité, dont la tendance était plutôt centralisatrice.

Il semblerait donc bien que les chiffres donnés par cette enquête sont au-dessous de la réalité. Tel est l'avis formulé également par le docteur Roubinowitch (2). « La Commission du Ministère de l'Instruction
« publique — écrit-il — n'a pu aboutir à une statis-
« tique exacte et complète ; pour beaucoup d'enfants
« anormaux, les parents s'abstiennent de toute déclara-
« tion et les gardent près d'eux, à l'insu de l'adminis-
« tration communale ou préfectorale ; parfois, des

(1) Docteur Chazal : *Les Anormaux psychiques*.

(2) Docteur Jacques Roubinowitch : « Les Fous de demain ». *Le Matin*, n° du 30 décembre 1906.

« communes et même des grandes villes se refusent
« à fournir des renseignements qui seraient de
« nature à les exposer à des obligations d'assistance
« qu'elles ne tiennent nullement à remplir ; il y a
« encore des enfants, entre treize et dix-huit ans, dont
« la statistique ministérielle ne s'est pas occupée : les
« jeunes pensionnaires des maisons de santé privées. »

Le docteur Roubinowitch estime qu'en fixant à 40.000 le minimum certain des enfants anormaux, il sait qu'il est encore infiniment au-dessous de la réalité !

L'enquête prescrite par le Ministère de l'Intérieur a été faite en janvier 1906 et a porté sur les anormaux mineurs (âgés de moins de 21 ans par conséquent) qui sont hospitalisés dans les asiles d'aliénés ; elle a donné un total de 4.453 enfants anormaux, dont 2.491 garçons et 1.962 filles ; le quart de ce nombre, exactement 1.488, sont au-dessous de 13 ans et en âge légal de scolarité.

Si l'on ajoute ces 1.488 enfants anormaux aux 25.584 signalés par la statistique du Ministère de l'Instruction publique, on obtient un total de 27.072 enfants anormaux âgés de moins de 13 ans.

En additionnant les chiffres fournis par les deux statistiques, on arrive au total définitif de 33.279.

Ce chiffre est bien inférieur à celui indiqué par Baillarger qui, il y a quarante ans, évaluait à 120.000 le nombre des idiots et des crétins existant en France !

En 1874, les inspecteurs généraux des services d'aliénés donnaient un total de 35.139 enfants anormaux et, en 1896, les docteurs Couétoux et Hamon du Fougeray, s'appuyant sur les résultats des conseils de revision, admettaient le nombre approximatif de 50.000.

Ce dernier chiffre peut, il est vrai, nous paraître suspect à bon droit ; car, ainsi que nous l'avons vu, MM. Couétoux et Hamon du Fougeray déclarent « enfants anormaux » « tous les enfants atteints « d'une anomalie physique ou mentale » et comprennent dans cette catégorie les aveugles, sourds-muets, bègues, infirmes, etc..., etc...

Mais peut-on faire le même reproche à l'enquête organisée par la ville de Bordeaux dans les écoles publiques de garçons et de filles et qui aboutit à une proportion de 5 % d'enfants anormaux âgés de moins de 13 ans ? Cette enquête a porté uniquement sur les anormaux psychiques et, d'autre part, elle repose sur les bases de garantie les plus sérieuses puisqu'elle n'a été établie qu'après l'examen médical des enfants signalés comme anormaux par les directeurs d'école. En admettant la proportion établie par cette enquête comme exacte, il existerait en France, sur une population de 5.500.000 enfants mineurs de treize ans, 275.000 anormaux parmi les enfants de cet âge.

Les chiffres recueillis à l'étranger présentent les mêmes variations. Une statistique dressée en 1897, par Ganguillet, pour la Suisse, indique que sur 400.000 enfants d'âge scolaire, il existait 13.155 anormaux, dont 7.667 faibles d'esprit, parmi lesquels 2.615 appartenaient au groupe des idiots, imbeciles et crétins, soit plus de 6 pour 1.000. Au Congrès d'Anvers de 1902, le professeur Demoor, d'après le tableau de Kollmann, attribuait à la France un idiot pour 1.000 habitants, 1,3 pour 1.000 à l'Ecosse, à la Prusse et aux Etats-Unis. En Wurtemberg et en Hanovre, on compterait un idiot pour 3 à 4.000 habitants ; dans certaines autres régions de l'Allemagne, il

y en aurait jusqu'à un pour 5 ou 600 habitants ; un pour 600 au Danemark.

Ces écarts d'évaluation tiennent tant à la différence des méthodes d'observation employées qu'au manque d'uniformité dans l'âge des enfants qui ont fait l'objet des enquêtes. Baillarger, en effet, a observé tous les sujets anormaux, enfants et adultes ; Bourneville a circonscrit ses travaux aux enfants de 0 à 16 ans, la Commission de Bordeaux n'a examiné que les enfants de moins de 13 ans ; l'enquête du Ministère de l'Intérieur a englobé tous les enfants mineurs.

Des travaux de statistique ont été également tentés en prenant comme champ d'investigation le territoire d'un seul département et en recueillant un chiffre que l'on a adopté ensuite comme moyenne dans le calcul général ; tel est l'exemple du docteur René Charon, qui s'est livré à un recensement des enfants anormaux dans le département de la Somme. « Avec le concours
« d'un Préfet aussi averti que bienveillant — écrit cet
« auteur (1) — et par l'intermédiaire des maires et des
« instituteurs, nous avons fait dans les 836 commu-
« nes du département de la Somme, comptant 532.567
« habitants, le recensement spécial du groupe des
« anormaux qui nous intéresse, *des dégénérés* (imbé-
« ciles et idiots de 6 à 16 ans) en les distinguant en
« perfectibles et imperfectibles. Les résultats se chif-
« frent comme suit :

« Imbéciles et idiots, 152..	{ Imperfectibles .. 70
	{ Perfectibles 82

« Intentionnellement, pour ne pas prêter à confu-

(1) Docteur René Charon, *op. cit.*

« sion dans les réponses, notre enquête ne demandait
« pas que les vicieux fussent indiqués à part — quel-
« ques correspondants ont fait la distinction. — La
« recherche que nous avons faite dans le centre le
« plus populeux, comparée aux renseignements qui
« nous ont été fournis gracieusement par un certain
« nombre de collègues, entre autres les docteurs
« Boiteux et Masselon (de Clermont), permettent de
« supposer que la part de cette variété, relative-
« ment au nombre total de dégénérés, est de 6 %
« environ.

« En admettant que ces données statistiques méri-
« tent d'être tenues comme exprimant la moyenne de
« toutes les régions il y aurait donc en France 11.260
« enfants psychiquement anormaux et insociables
« (imbéciles et idiots de 6 à 16 ans), se décomposant
« en 6.074 perfectibles et 5.186 imperfectibles et
« comprenant environ 7 à 800 vicieux auxquels il y
« aurait lieu d'ajouter les 2.000 ou 3.000 individus
« de mêmes catégories actuellement hospitalisés dans
« les divers établissements publics ou privés.

« Et M. le docteur René Charon conclut : « Nous
« n'avons point la prétention d'établir par ces chiffres
« le bilan actuel de l'anormalité psychique en France.
« Mais comme, ainsi que le fait très judicieusement
« observer Régis dans son étude sur le programme
« d'éducation des anormaux de l'école de Bordeaux,
« il est impossible de dresser un programme d'assis-
« tance méthodique autrement que sur des prévisions
« de chiffres, nous admettrons qu'il y a en France, à
« l'heure actuelle, 15.000 enfants dégénérés dont 7.000
« imbéciles et idiots perfectibles, 7.000 idiots imper-
« fectibles et 1.000 vicieux. »

Le docteur Charon, comme il nous en avertit lui-même, n'a fait porter son étude que sur une catégorie bien déterminée d'*enfants anormaux* : ceux qu'il définit *dégénérés* par opposition aux arriérés, qui sont restés en dehors de ses recherches et de ses travaux.

En résumé, on peut relever l'extrême diversité des résultats obtenus par tous ceux qui se sont occupés de rechercher le nombre des anormaux. La différence des méthodes employées, la diversité des classifications plus ou moins larges ou plus ou moins restreintes, suivant les auteurs, suffisent à expliquer ces divergences. Bornons-nous à constater que, même avec les calculs les plus optimistes, le nombre des enfants est considérable. En envisageant le problème de la protection et de l'assistance des enfants anormaux au point de vue social en étudiant les perturbations que leur présence peut engendrer au sein de la société, nous comprendrons davantage le terrible danger qu'il y aurait à négliger de remplir à leur égard un grand devoir de solidarité et de bienfaisance.

CHAPITRE III

Le problème de la protection et de l'assistance des enfants anormaux au point de vue social.

I. — L'ŒUVRE DE L'ENFANCE ANORMALE EST UNE ŒUVRE DE CHARITÉ SOCIALE

Parmi les considérations qui militent en faveur de l'assistance et de la protection sociale des enfants anormaux, il en est une que nous devons placer au premier plan parce qu'elle constitue le plus beau titre de noblesse des sociétés modernes, c'est la pitié et la charité sociales. Nous sommes bien de l'époque où le philosophe païen pouvait, sans soulever un cri de réprobation universelle, affirmer que le sage ne connaît pas la pitié : *Sapiens non misereatur*. La vue de la souffrance, de la misère de nos semblables, où et sous quelque forme qu'elle se présente, nous étreint toujours douloureusement. Ce sentiment de la commisération n'est pas seulement une des plus généreuses conquêtes de la civilisation, il constitue aussi une des forces sociales les plus efficaces pour la réalisation des réformes humanitaires.

Dans la rude bataille de la vie, il y a des vainqueurs et des vaincus ; les premiers vivent leur vie normale : ils vivent de la vie de la cité, de la vie des affaires, de la vie de famille ; ils ont leur part de joies et de tristesses, de prospérité et de revers ; mais si, du berceau à la tombe, chacun de ceux-là a travaillé, lutté et souffert, du moins ils ont la conscience de jouer un rôle, d'être quelqu'un qui pense et qui sait, qui contribue dans la mesure de ses facultés et de sa destinée à retarder ou avancer l'évolution progressive du corps social auquel il a appartenu. Mais à côté de ceux-là, il y a les autres, la lamentable armée des vaincus, le triste cortège des victimes, victimes de leurs passions et de leurs vices, victimes du milieu qui les a vu naître, de la famille qui les a mal soignés, de la société qui les a mal protégés : ce sont tous les miséreux, les vagabonds, les sans-foyer qui vont sur la grande route, les sans-travail que l'atelier a rejetés et que la rue a recueillis, les malfaiteurs qui peuplent nos prisons, les alcooliques, les malades, les fous qui peuplent nos hôpitaux et nos asiles.

Pour ceux-là, l'âme de la société s'est émue ; sans discuter plus le devoir pour elle d'assister, de soigner, d'héberger ces lamentables épaves, sans rechercher la part dont ils pouvaient être responsables dans leur propre malheur, elle a construit des hôpitaux, organisé des refuges, multiplié les asiles. Pourquoi viendrait-elle maintenant refuser, marchander même le secours matériel et le traitement moral aux enfants dégénérés qui ne sont à aucun degré responsables de leur infortune et qui, logiquement, seraient en droit de demander compte de leur triste sort à la société qui n'a pas protégé, comme elle l'aurait dû, ni leurs

générateurs ni eux-mêmes ? Pourquoi ne leur accorderait-on pas, à ces enfants misérables la pitié que l'on accorde aux malades, aux faibles, aux déshérités ? Pourquoi ceux qui sont forts, intelligents et riches ne dépenseraient-ils pas un peu de cette force, de cette intelligence et de cette fortune au service d'une cause, la plus noble et la plus juste, puisqu'elle est la cause des enfants innocents et malheureux ?

« Pour ces enfants, écrit M. le professeur Malapert, « notre société égoïste et coupable n'a trouvé que cette « solution : la colonie pénitentiaire ou l'asile d'aliénés, « la cellule ou le cabanon, et cependant ce sont des « malades et non des fous, ni des criminels. »

L'enfance anormale est bien, en effet, une maladie, l'expression dernière de ces maladies sociales, nombreuses et variées, ignorance, misère, alcoolisme, syphilis, contre lesquelles la lutte est entreprise partout ; sans doute la société s'émeut au spectacle de ces infortunes, elle essaye alors de soigner et de guérir ; mais souvent il est trop tard, elle s'adresse en général à l'adulte qui déjà a succombé. C'est à l'enfant qu'elle devrait songer pour l'aider à se relever, le fortifier, le soutenir, effacer par ses soins vigilants la souillure avec laquelle il est venu au monde ou le préserver de la corruption qui le guette au sein d'une famille indigne ou misérable.

Malheureusement, de quel côté que l'on envisage la question de la protection des enfants anormaux, on constate bien vite combien elle est abandonnée et on connaît les conséquences néfastes de cette négligence voulue, résumée dans ces paroles que l'on entend si souvent prononcer : « Pourquoi vouloir approfondir « ces questions ? C'est du travail perdu ; consacrons

« notre temps et nos efforts à l'examen des états et des « situations morbides que la science peut combattre « aujourd'hui ou qu'elle pourra attaquer demain. » Pour tous ceux qui tiennent ce langage, la cause de l'enfance anormale est une cause par avance perdue ; l'enfant idiot est pour eux un membre gangrené qu'il faut séparer du tronc, un déchet social qu'il faut éloigner de la société, hospitaliser sans doute pour l'empêcher d'être un élément de trouble et de gêne, mais qu'il est inutile d'essayer de relever de sa déchéance, car cette déchéance est irrémédiable et on ne peut lutter contre elle. Voilà exposé le dogme de la fatalité dans toute sa brutale conception : il y a des individus qui sont à ce point tarés, abjects, incapables de tout relèvement physique et moral, qu'il ne doit plus y avoir pour eux aucune lueur d'espérance ; il y a des individus maudits et rien ne peut conjurer cette malédiction.

C'est contre cette thèse désolante que la société réagit tous les jours davantage en opposant à l'utilitarisme brutal la pitié douce et la philanthropie féconde. Les hommes ont compris que l'égalité n'est pas de ce monde, qu'il y a des inégalités de naissance, de santé, d'intelligence, de fortune, cruellement subies ; ils ont compris aussi que les privilégiés de la naissance, de la santé, de l'intelligence seraient sans excuses s'ils ne consacraient point les avantages que le sort leur a prodigués au soulagement des misères d'autrui. Et c'est de ce sentiment de haute et large philanthropie que sont nées les œuvres multiples et variées de bienfaisance et d'assistance.

Mais, parmi tant de malheureux qui traînent leur lamentable existence ici-bas, il n'en est pas dont le

sort doive nous émouvoir davantage que celui des enfants, victimes innocentes des fautes de leurs parents et dont les tares physiologiques ont arrêté le développement mental. Il est, en effet, un état encore pire que celui de l'homme terrassé par la misère et par la douleur : c'est celui du malheureux qui ne se rend même pas compte de son infériorité, qui n'a pas conscience de sa déchéance.

On se souvient de l'admirable comparaison que Pascal établit entre l'homme, ce roseau le plus faible de la nature, mais qui est un roseau pensant, et l'univers matériel dont la moindre parcelle suffit pour l'écraser. « Mais quand l'univers l'écraserait, continue l'illustre penseur, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue parce qu'il sait qu'il meurt et l'avantage que l'univers a sur lui, l'univers n'en sait rien. Toute notre dignité, conclut-il, consiste donc dans la pensée. » Eh bien, les malheureux enfants qui sont l'objet de cette étude sont comme la matière brute, ils ne savent pas ; la dignité de la pensée leur est refusée, et n'est-ce pas une belle œuvre que celle qui entreprend de leur restituer cette dignité, d'en faire des hommes courageux et libres, capables de gagner leur vie, de se faire un foyer, de tenir leur place dans la société, au lieu de les laisser devenir ces tristes déchets sociaux, lamentable troupeau qui peuple les prisons et les asiles ?

Voici le portrait que trace d'eux le docteur Demoor, dont le dévouement à l'égard des enfants anormaux ne s'est pas un instant démenti : « Vous les connaissez « peut-être ces enfants malheureux, ces créatures « misérables, à la tête irrégulière sans cesse agitée, « au visage asymétrique, aux yeux éteints, au corps

« lourd. Ils sont indifférents à tout, et de leur bouche
« baveuse sort un cri fréquent qui n'est ni un symp-
« tôme de colère, ni une manifestation de joie. Quand
« ils sont paralysés des jambes, ils restent liés sur
« leur chaise, souvent agités dans tous leurs muscles ;
« quand ils disposent de leurs membres, ils marchent
« d'un pas mal assuré au hasard, traînant sans but
« leur pauvre masse. Ils sont privés de toute vie
« psychique, abaissés au niveau des bêtes ou même
« plus bas encore, vivant, semble-t-il, pour avaler
« gloutonnement les aliments que l'on apporte. Ils
« sont sales et répugnants, malgré tous les soins qu'on
« leur donne ; ils sont un objet de dégoût pour tous
« ceux qui les abordent. » (1).

« Passez donc dans certaines impasses de nos villes
« surpeuplées que l'usine et l'eau-de-vie anémient —
« écrit M. Jaspar, — traversez nos villages où la rude
« vie du paysan alourdit l'âme et le corps, que de fois
« rencontrerez-vous un enfant chétif, à la tête trop
« forte sur un corps amaigri, au regard égaré, à la
« marche cahotante. Voyez-le roulant dans la boue
« des chemins, souvent jouet inconscient et martyr
« ordinaire des petits polissons de son âge, sans pitié,
« parce qu'ils ne savent point et que personne ne leur
« a dit qu'il faut être bon et charitable aux malchan-
« ceux. C'est l'innocent, c'est l'idiot... La famille le
« rejette, la société le supporte avec peine, personne
« ne l'aime et tous s'écartent de lui..... » (2).

(1) Docteur Demoor (Extrait de la *Revue de l'Université de Bruxelles* : « Les Enfants anormaux et la criminologie. » Avril 1898-99).

(2) Henri Jaspar : *La question des Enfants anormaux considérée au point de vue social*. Bruxelles, 25 octobre 1903.

Devant une pareille misère, le sentiment seul consulté n'hésite pas à répondre ; il est criminel de ne point recueillir ces malheureux, de ne point les soigner, de ne point essayer de les guérir et de les sauver. « De quel poids peuvent bien être — écrit « le docteur Charon — devant ce problème angoissant, les rivalités de personnes, les discussions « doctrinales, les casuistiques administratives ? Plus « haut que la raison du législateur et des médecins, « plus haut que la bonté du philosophe, c'est le cri « de toutes les mères qui implore pour le sauvetage « sans trêve des jeunes infirmes de l'intelligence, qui « réclame pour eux la poursuite des efforts généreux « de la bienfaisance et de la science, d'où peut jaillir « parfois la flamme des joies renaissantes et où brille « toujours la petite lueur consolante des espoirs conserved. » (1).

II. — L'ŒUVRE DE L'ENFANCE EST UNE ŒUVRE DE CONSCIENCE ET DE JUSTICE SOCIALES

Mais ce n'est pas seulement au nom de la pitié généreuse que les défenseurs de l'enfance anormale peuvent élever la voix ; pour certains esprits utilitaires, comme nous l'avons vu, il n'y a là qu'une vieille chanson sentimentale dont il ne faut pas trop écouter les couplets larmoyants, sous peine de voir dilapider dans l'entreprise d'œuvres complètement inutiles des ressources dont l'emploi irait autre part guérir des

(1) René Charon : *L'Assistance des enfants anormaux*, op. cit.

misères moins inguérissables ! Pour convaincre ceux-là, dont le cœur ne veut s'ouvrir ni à la pitié, ni à la charité, — il est une autre considération qu'il faut apporter à l'appui de la cause des enfants malheureux ; — c'est celle que M. Strauss a formulée en disant : « La société n'aurait-elle aucun intérêt à
« se montrer généreuse, qu'elle serait tenue, par les
« prescriptions impératives de la solidarité humaine,
« de mettre au premier rang des obligations sociales
« le sauvetage matériel et moral de tout être en
« danger. »

Après lui, nous pouvons écrire qu'au même titre que l'œuvre de l'enfance coupable, que l'œuvre de l'enfance abandonnée, l'œuvre de l'enfance anormale est une œuvre de conscience et de justice sociales.

C'est une œuvre de conscience sociale, parce que tous ceux qui s'en occupent ont la conception d'une responsabilité qui incombe à la société tout entière et dont ils portent une part en tant que membres de cette société. Le temps n'est plus, en effet, où l'homme n'était qu'une unité séparée de ses congénères, sans lien réel avec un organisme central ; la société aujourd'hui a pris sa place dans les facteurs de tous nos problèmes moraux, historiques, philosophiques. M. Léon Bourgeois écrit à ce sujet : « La société
« existe et l'homme y est nécessairement dans un état
« d'interpendance avec ses semblables ; il y a toujours
« une société, et ses membres, qu'ils le veuillent ou
« non, sont solidaires les uns des autres. A tous les
« points de vue, physique, intellectuel, moral, écono-
« mique, il n'est pas un homme, quelles que soient
« sa volonté et sa puissance, qui ne subisse à toute
« heure l'effet des actions, de la volonté, de la pensée

« même de tous les autres hommes. L'évidence de ce « fait : la solidarité involontaire de tous les hommes, « n'est plus discutée. » (1). Comme tout autre agent, la société a son influence étudiée, connue, déterminée, sur les événements et sur les individus ; elle a aussi une responsabilité qu'elle ne doit pas feindre d'ignorer. Quand la société engage une lutte implacable contre les fléaux qui menacent tous les jours son existence, alcoolisme, tuberculose ou syphilis, ce n'est pas seulement l'intérêt de sa vie en danger qu'elle défend, ce n'est pas uniquement au nom des grands principes de philanthropie et de charité qu'elle combat : il y a aussi un réveil de la conscience nationale qui dénonce une responsabilité mal cachée dont la source est dans une législation insuffisante ou dans une mauvaise application de la loi.

Pourquoi n'en serait-il pas de même quand il s'agit de ces grandes maladies sociales : paupérisme, criminalité et dégénérescence ? Pourquoi ne serait-il pas permis de dire que le criminel que la société condamne, le dégénéré qu'elle isole, le vagabond qu'elle recueille, le malheureux qu'elle nourrit, toutes ces épaves dont sa route est semée, peuvent faire remonter à elle, au moins en partie, la cause de leur faiblesse, de leur misère, de leur dégradation et de leur abandon ?

Au sujet de la criminalité juvénile, dont les progrès sans cesse croissants sont une source des plus graves préoccupations sociales de l'heure présente, M. Albanel écrit : « L'intensité criminelle est due, hélas !

(1) Rapport présenté au 1^{er} Congrès national d'éducation sociale, Paris, 1900.

« à bien des causes ; la civilisation a modifié notre
« état social de fond en comble. » (1).

Qu'a voulu dire l'éminent magistrat, sinon que la marche en avant de notre civilisation, le progrès dont chaque génération porte toujours plus haut le flambeau éclatant, s'ils ont engendré des réformes bienfaisantes, ont aussi créé de nouveaux devoirs ! Au sujet du développement de la criminalité — de la criminalité juvénile surtout — certains auteurs ont incriminé l'instruction. « Prenez les statistiques, disent-ils, le chiffre de la criminalité et le degré de précocité croissent avec le développement de l'enseignement officiel. La diffusion de l'instruction n'a pour effet que de modifier les délits, d'en faciliter quelques-uns, de permettre aux criminels de se renseigner sur la meilleure exécution possible et sur les moyens d'éviter la peine. Grâce à elle, la presse se développe et met au courant des variétés criminelles les jeunes gens qui seront le plus facilement entraînés au crime par leur penchant, par leur suggestibilité, par leur situation misérable. »

Statistiques en mains, ils prouvent combien peu l'instruction littéraire, alphabétique est l'ennemie du crime. Le sociologue italien Garofalo (2) ajoute que l'instruction classique, si elle se répandait au point de vue de devenir populaire, ne pourrait produire que des effets déplorables, surtout en ce qui concerne l'histoire qui n'est qu'une apologie continuelle de toutes sortes d'immoralités et de méfaits. Un autre sociolo-

(1) Louis Albanel : « Dépopulation et criminalité ». *Grande Revue*, 15 juin 1904.

(2) Garofalo : *La Criminologie*, p. 159.

gue italien, M. Poletti, est allé plus loin ; par des considérations détaillées, il a soutenu que la somme de travail honnête augmentant avec la civilisation, celle du travail malhonnête doit augmenter parallèlement, et s'il trouve une augmentation pour l'importation et l'exportation d'un pays, pour le bilan financier, pour les transmissions mobilières et immobilières, pour les institutions de bienfaisance, pour la production du blé, une augmentation parallèle de la criminalité lui paraît le *statu quo* ! (Poletti. Il sentimento nella scienza del dritto penale 1882).

Il est évident que nous ne saurions accepter cette thèse dans son intégralité. Les bienfaits de l'instruction ont pu être appréciés d'une manière trop éclatante pour qu'il soit permis de les mettre en doute, et à ceux qui nous opposent, chiffres en mains, les méfaits de l'instruction, nous opposerons les statistiques encore plus lamentables des méfaits de l'ignorance. Faut-il rappeler le mot de Victor Hugo : « qui ouvre une école, ferme une prison ? » Et faut-il surtout rappeler l'exemple fécond dont on l'illustre : la situation de l'Angleterre ? L'année 1870, en Angleterre, est la date de la loi Forster qui, combinée avec des lois subséquentes, organise l'instruction obligatoire. Or, quel a été l'effet de cette législation nouvelle ? De 1870 à 1894, la population des écoles s'est élevée de un million et demi à cinq millions d'enfants ; dans la même période, la moyenne des jeunes gens poursuivis devant les tribunaux est tombée de 14.000 à 5.000 ! (1).

(1) Voici encore, à l'appui de notre thèse, un tableau dont la valeur de démonstration nous paraît tout à fait décisive. Il rappo-

Mais, si nous ne pouvons accepter ces conclusions brutales des détracteurs des progrès de l'instruction, faut-il pour cela décréter leur thèse complètement erronée? Evidemment, non; il faut reconnaître que les bienfaits de l'instruction sont immenses, que grâce à elle l'homme peut se délivrer du joug de ses passions, qu'elle le discipline et l'améliore; mais il faut reconnaître aussi qu'avec ces progrès des dangers nouveaux sont nés et que la société a le devoir de prévenir ces dangers et de les combattre, sous peine de perdre tant pour la sécurité de tous que pour l'amélioration de chacun le bénéfice de ses longues années de travail et de lutte.

Tout le monde sait lire maintenant, et quand la société aura à s'occuper des enfants vicieux, délinquants et révoltés pour les amender et les empêcher de nuire, quand elle cherchera à établir la part des responsabilités de l'atavisme et de l'éducation, ne devra-t-elle pas s'avouer trop souvent que c'est le milieu qui est le grand coupable, que c'est dans le mauvais exemple, dans le mauvais journal ou dans le mauvais livre que l'enfant a puisé les coupables notions de révolte et de débauche ?

che le nombre des illettrés en France traduits aux assises du total annuel des accusés :

Années	Chiffre des accusés illettrés	Chiffre total des accusés
1881.....	459.....	4.320
1885.....	380.....	4.184
1890.....	329.....	4.078
1895.....	194.....	3.553
1900.....	135.....	3.279
1905.....	77.....	3.306
1906.....	91.....	3.128

(Extrait d'un article de M. Maurice Faure, sénateur, rapporteur du budget de l'Instruction publique. *Le Journal*, 2 juillet 1909).

Le sociologue italien Garofalo affirme que l'instruction classique, si elle se répandait au point de devenir populaire, ne pourrait produire que des effets déplorables. Sous son apparence paradoxale, cette opinion n'est pas absolument erronée : elle est juste si elle entend formuler que l'instruction ne doit être ni uniforme ni collective, mais appropriée à l'individu. Si, dans certains pays, malgré l'instruction, la moralité n'a pas été améliorée, c'est qu'il y a trop d'enseignement littéraire et collectif et pas assez d'enseignement individuel et professionnel, approprié et éducatif.

La société qui a méconnu ce principe a commis une erreur et elle est responsable des déchéances et des régressions que cette faute a causées dans le corps social. Niera-t-on qu'il y a là un cas de responsabilité susceptible d'imposer un devoir de réparation à l'égard de ceux qui ont été lésés ?

L'évolution subite et trop hâtive de la civilisation actuelle serait, d'après certains sociologues, la racine ou, en quelque sorte, le pivot de toutes les autres causes de dissolution familiale.

Des industries nouvelles se développent avec intensité, qui exigeraient une organisation nouvelle, et la vieille société ne pouvant pas suivre, se disloque : « La civilisation actuelle, a dit M. Alfred Fouillée, ne peut pas brûler sa propre fumée. »

M. Georges Bessière, dans un discours adressé au Patronage familial, déclare : « Parmi les causes des bouleversements du groupement familial, se place au premier rang le développement intensif de l'industrie. Tous les enfants du peuple sont en danger moral, parce que tous sont livrés à la rue, à côté d'un foyer que la grande industrie a fait désert et

« parce que les parents ne disposent pas des moyens
« de préservation que procure l'argent. Le progrès
« industriel a créé une armée de plus en plus nom-
« breuse de déclassés et de parasites. »

Peut-on nier, par exemple, que le machinisme actuel, la « Machinofacture », suivant l'expression de M. Vandervelde, ait rendu d'incontestables services ? Et cependant, cette forme nouvelle de l'industrie a engendré un phénomène social d'une terrible gravité : la crise de l'apprentissage.

La crise de l'apprentissage est un symptôme de faiblesse économique et social : si l'on n'enraye pas les progrès du mal, si on ne le tarit pas dans sa source en lui appliquant une thérapeutique consciencieuse et éclairée, on voit bientôt l'industrie nationale souffrir d'un malaise qui se traduit par son infériorité progressive vis-à-vis des industries étrangères ; au point de vue social, les conséquences ne sont pas moins dangereuses. Les criminalistes qui s'effrayent de voir chaque jour s'agrandir la courbe de la criminalité juvénile sont unanimes, en dénonçant les causes et en préconisant les remèdes, à signaler l'influence pernicieuse de la dissolution de la famille et de la désorganisation de l'atelier. Voilà un mal qui est né et s'est développé à l'abri d'un progrès nouveau. La société qui profite des bienfaits de ce progrès doit se garder du danger qui l'accompagne. C'est pour elle un problème de conscience et d'intérêt.

Et, d'ailleurs, pourquoi le phénomène ne serait-il pas le même dans la lutte sociale que dans la lutte économique ? L'économie politique nous enseigne que le développement de la grande industrie, la substitution de la machine à l'ouvrier, ont donné des résultats

merveilleux au point de vue de la production ; on fait plus vite et on fait mieux, le producteur peut livrer dans un laps de temps plus rapproché qu'autrefois et le consommateur achète moins cher, parce que la main-d'œuvre est moins élevée ; les transactions sont donc favorisées et l'essor de l'industrie s'est accru ; tout cela est fort juste, mais il y a quelqu'un qui a été victime de cette transformation, et cette victime, c'est l'ouvrier qui a vu ses services refusés sur le marché économique depuis que le travail à la machine a remplacé le travail à la main. Si on en veut la preuve, il n'y a qu'à regarder ce qui se passe en Angleterre ; Londres était récemment le théâtre des manifestations de l'armée lamentable des « Sans-Travail. »

Ce n'est pas seulement dans la capitale anglaise que l'on rencontre ces bataillons de désœuvrés, mais dans tous les grands centres.

Ils étaient 14.000 à Liverpool, 8.000 à Manchester, 3.000 à Salford, 2.000 à Leeds, 1.000 à Bradford, 10.000 à Birmingham, 22.000 à Glasgow, 6.000 à Mestastle, 1.750 à Barrow, 1.500 à Middlesbrough, 13.000 à Sunderland, 1.265 à Plymouth.

Londres en comprend la plus dangereuse proportion : ils sont au nombre de 125.244, et ce chiffre augmente tous les jours !

Le gouvernement a tenté de résoudre ce problème du paupérisme en essayant d'emmener ces sans-travail aux colonies agricoles, en alimentant des caisses de secours plus nombreuses ; mais cela ne peut suffire. L'Etat ne peut nourrir tout le monde et le problème reste toujours douloureux et menaçant.

La responsabilité de la société est engagée dans les origines de ce mal qui désole l'Angleterre, et on le sent

si bien, que certains voudraient voir le gouvernement et les syndicats ouvriers s'entendre pour trouver de l'ouvrage aux sans-travail ou les assister.

Voilà une manifestation de la responsabilité collective dans les origines d'un mal économique; nous la retrouverons avec plus de certitude encore à la base des grandes maladies sociales. Quand la société se trouve devant un criminel, quand elle considère un vagabond, sans doute elle peut lui reprocher sa paresse, son ivrognerie, sa débauche; elle peut incriminer son vice dont sa misère a été la juste expiation; mais en remontant aux causes profondes, en analysant le cours d'une vie de dégradations successives, peut-elle s'empêcher de constater que trop souvent elle n'a rien fait pour empêcher le mal ou encore qu'elle s'est trompée dans le choix du remède?

Quand la conscience sociale envisage un aliéné, sa certitude et sa hauteur diminuent encore. Sans doute elle peut reprocher à ce malade son vice qui l'a empoisonné, si c'est un alcoolique; mais est-elle certaine, avant de se poser en justicière, qu'elle n'a pas favorisé elle-même l'éclosion et le développement de ce funeste penchant? Est-elle certaine qu'elle a fait tout son devoir et qu'elle n'a pas obéi, dans sa législation et ses règlements, à des considérations absolument étrangères à la santé publique?

Mais quand la conscience sociale s'arrête à des enfants, quand elle a devant elle des innocents, de malheureuses petites créatures arrivant à la vie malgré elles et vouées, dès ce premier pas, à l'irréremédiable misère, quelle excuse peut-elle se donner à elle-même devant cet affligeant tableau de souffrances et de tristesses imméritées?... Parmi les enfants anormaux, les

uns viennent au monde idiots, crétins, épileptiques, débiles ou arriérés ; dès le berceau, ils portent sur eux la souillure, la honteuse tache du mal héréditaire, et toute leur vie ils seront les malheureux prisonniers de leur hérédité, les esclaves du mal atavique dont ils porteront jusqu'au tombeau la lourde chaîne, à travers les pires déchéances et les plus lamentables dégradations ; ceux-là, punis pour une faute qu'ils n'ont pas commise, condamnés pour un crime qu'ils ignorent, sont les tristes victimes de la plus révoltante des injustices sociales. Qui oserait prétendre que la société n'a pas contracté à leur égard un devoir impérieux de protection ?

D'autres enfants, au contraire, naissent avec une mentalité saine, indemne de toute tare héréditaire ; peut-être s'ils avaient eu la chance de naître dans un milieu où ils auraient trouvé de l'affection et des soins, seraient-ils devenus de bons écoliers et plus tard de bons apprentis se préparant à gagner honnêtement leur vie. Au contraire, par la faute de leurs parents, par la faute du milieu, on trouve en eux des enfants vicieux et indisciplinés, pensionnaires des maisons de correction et de réforme, ou encore des dégénérés, des instables, des arriérés réfractaires à l'instruction que l'on donne dans les écoles ordinaires où ils constituent des éléments de retard et de trouble : ceux-là, ce sont les victimes de la famille, de la famille nécessaire, négligente et vicieuse, et la société a le devoir de les soustraire aux influences mauvaises qu'ils subissent autour d'eux ; elle a le devoir de créer des écoles, des hôpitaux, des asiles pour les garder, les protéger, les réformer, effacer tout le mal qu'on leur a fait, parce que de ce mal elle est, elle aussi, un peu responsable

et qu'elle doit remplacer auprès de ces petites victimes la famille malheureuse ou indigne qui ne sait pas ou ne peut pas s'occuper d'eux.

De cette responsabilité que tout le monde partage, puisque les hommes sont entre eux étroitement solidaires, la conception se fait chaque jour plus précise et plus claire ; les hommes qui s'occupent des œuvres de protection et de régénération sociales ont compris que les malheureux qu'ils aident et protègent — même quand ils sont des coupables — sont toujours aussi un peu des victimes ; que l'égalité n'est pas de ce monde, qu'il y a des inégalités de naissance, de santé, d'intelligence, d'éducation, de fortune, inévitables et cruellement subies ; ils ont compris aussi que les privilégiés de la naissance, de la fortune et de l'éducation ont un devoir impérieux à remplir, devoir de justice et de solidarité à l'égard de ceux qui sont faibles et malheureux.

Quand un Comité de patronage secourt un condamné libéré, quand une Œuvre de protection s'occupe d'un aliéné, quand une Association philanthropique cherche un emploi pour un vagabond, quand une Ligue organise des croisades antialcooliques, qu'une Société, une administration construisent des logements salubres et à bon marché, que des Bourses du travail, des bureaux de placement, des caisses de retraites ou de mutualité se fondent, croissent et prospèrent, toutes ces œuvres si variées, si multiples, si neuves, ne sont pas seulement — ce serait pour elles déjà un beau titre de gloire — des œuvres de philanthropie inspirées par un grand souffle d'amour et de fraternité, mais ce sont encore des œuvres de conscience sociale ; et ceci est doublement vrai quand il s'agit des œuvres de l'en-

fance : enfance coupable, enfance malheureuse, enfance anormale et dégénérée, parce que la société accomplit à l'égard de ces pauvres innocents, victimes de fautes qu'ils n'ont pas commises, un grand devoir de justice et de réparation.

III. — L'ŒUVRE DE L'ENFANCE ANORMALE EST UNE ŒUVRE D'UTILITÉ SOCIALE

Mais ce n'est pas seulement des sentiments de charité et de justice sociales que se réclame l'œuvre de l'enfance anormale. Les sociétés égoïstes et utilitaires méconnaissent trop souvent la pitié, et la conscience d'une responsabilité plus ou moins cachée ne s'impose qu'à des âmes d'élite, capables de scruter les événements et de mettre au-dessus des réalités contingentes le principe des causes lointaines et profondes. C'est pourquoi, si le mouvement en faveur de la protection et de l'assistance des enfants anormaux n'avait pu faire appel, pour se justifier, qu'au cœur et à la conscience des hommes, il aurait risqué de demeurer longtemps stérile et vain ; s'il a pu prendre aujourd'hui son essor et susciter des convictions et des réformes, c'est qu'il participe également d'un intérêt bien entendu. L'intérêt est à la base de toutes les actions humaines ; il est le grand moteur du mouvement économique et social, et si au point de vue strictement moral on peut regretter son influence despotique, on peut du moins, en acceptant sa puissance, essayer de moraliser toujours davantage le but qu'il poursuit. Or, quel intérêt plus noble peut servir une cause quand elle poursuit

un but de protection et de préservation ? L'intérêt qui est en jeu ici, c'est celui de la société même, du bien commun, du patrimoine de tous menacé par le développement d'un mal dont les progrès sont d'autant plus à craindre qu'on veut davantage les ignorer.

Nous avons vu la misère de l'enfant anormal au début de sa vie, nous l'avons vu privé de soins et d'affection, partout rejeté et méprisé, ignorant les douceurs de la tendresse familiale, maudit par sa famille et par la société ; au milieu des déboires de son enfance lamentable, il grandit, il devient homme, et toutes les souffrances, tous les chagrins de son existence misérable ont accumulé en lui une réserve de haine et de sourde rancune que son anormalité et son incapacité ne sont pas faites pour apaiser. Tantôt, déséquilibré, confinant à l'aliénation mentale, sa faiblesse étiologique s'est accrue, loin de s'atténuer. Il tombe alors dans l'excentricité, dans la débauche, et l'asile seul, quand il s'ouvre, peut le recueillir. Tantôt mauvais apprenti, puis mauvais ouvrier, chassé de tous les ateliers, s'adonnant à l'alcool, il devient un révolté, et pour exercer sa misérable vengeance, pour manger quand il a faim, il vole ou il tue. Tantôt matière inerte, sans force pour lutter ou pour agir, n'ayant même pas la volonté d'être criminel, il est le mendiant incorrigible, le triste vagabond, sans gagne-pain, sans gîte et sans famille, rebut des dépôts et des refuges, vraie lèpre sociale, prêt à tous les crimes, à tous les méfaits. Aliéné, criminel, vagabond, il est misérable toujours, nuisible et coûteux, agent de déperdition et germe corrompateur.

Niera-t-on alors que la société ait le droit et le devoir d'intervenir pour préserver ces malheureux enfants

des périls qu'ils courent, pour les défendre contre eux-mêmes et défendre les autres contre eux ? Une société ne doit pas se contenter de chercher les remèdes nécessaires pour réparer le mal quand il a été causé et effacer le préjudice quand il a été commis ; son rôle est de chercher, par une assistance et une protection efficaces, à conjurer les maladies qui la menacent et qui, à défaut d'un traitement préventif énergique, s'enchaînent et s'aggravent avec une impitoyable progression.

Nous allons, en effet, montrer quelle relation étroite et directe existe entre la dégénérescence d'une part, et, d'autre part, ces grandes maladies qui affaiblissent et désorganisent le corps social : le crime, la folie, le suicide. En étudiant chacune d'elles, nous verrons combien de recrues elles font parmi les enfants qui nous occupent et combien ces malheureux enfants sont prédestinés à devenir plus que les autres, et avant les autres, leurs pitoyables victimes. Nous aurons ainsi prouvé que la dégénérescence infantile est bien le terrain de culture par excellence de la criminalité, de la folie et du suicide, et par là même nous aurons démontré que l'assistance obligatoire des anormaux psychiques de tous les degrés est une nécessité urgente de la défense et de la prophylaxie sociales, « qu'elle
« réduirait le bilan des méfaits de tout ordre — comme
« l'écrivait Pornin —, éliminerait de la société les
« éléments de démoralisation, des facteurs de dégé-
« nérescence, ramènerait à la vie normale un nombre
« important d'individualités, épargnerait enfin à la
« société d'inexprimables dommages. »

1° De l'anormalité au crime.

Parmi les problèmes dont la solution s'impose avec le plus de force à une société soucieuse de sa sécurité et de sa dignité, le problème de la criminalité juvénile se place, certes, au premier rang. Partout le phénomène se présente avec la même gravité ; dans l'accroissement de la criminalité, la part imputable à la précocité coupable va proportionnellement en grandissant.

L'enfance coupable ! Ces deux mots semblent mal s'harmoniser, tant il nous paraît injuste et barbare d'associer à toute idée de châtement et de réprobation l'image de ceux qui apparaissent nimbés de leur auréole de candeur et d'innocence ! Et cependant, les crimes d'enfants existent et les courbes savantes tracées chaque année par les spécialistes, criminalistes ou sociologues nous révèlent les progrès effrayants de ce mal qui s'étend et se multiplie, menace la sécurité de notre pays et de notre race, et contre lequel nous devons lutter avec toutes les ressources de notre science, toute la foi de notre patriotisme en danger.

En France, de 1826 à 1889 (année de la loi Roussel sur la protection des enfants moralement abandonnés), la criminalité avait augmenté de 140 % pour les mineurs de 16 ans et de 247 % pour les adolescents de 16 à 21 ans. Comparé au nombre des prévenus de tout âge, celui des mineurs de 16 à 21 ans suit depuis 1831 une ligne de plus en plus inquiétante, ainsi que le montre le tableau suivant dressé par

périodes quinquennales et emprunté à l'ouvrage de M. Paul Drillon sur « La Jeunesse criminelle. » (1).

PÉRIODES QUINQUENNALES	NOMBRE MOYEN ANNUEL DE DÉLINQUANTS DE DROIT COMMUN	
	Mineurs de 16 à 21 ans	Prévenus de tout âge
1831-1835	6.979	64.753
1836-1840	9.018	80.811
1841-1845	10.315	93.451
1846-1850	13.910	125.811
1851-1855	17.692	155.761
1856-1860	18.572	150.312
1861-1865	18.904	143.468
1866-1870	19.684	142.250
1871-1875	20.367	160.389
1876-1880	23.319	171.632
1881-1885	28.688	189.103
1886-1890	27.309	200.065
1891-1895	31.119	209.323
1896-1900	30.485	193.748

Voici également, à titre de document, le dénombrement des condamnations prononcées à Paris seulement en une année — 1880 — à charge d'enfants de moins de 21 ans.

On y relève : (2)

30 assassinats,
39 homicides,

(1) Paul Drillon : *La Jeunesse criminelle*. Paris, 1905.

(2) A. Fouillée : « Les Jeunes criminels — l'Ecole et la Presse », *Revue des Deux-Mondes*, 15 janvier 1897.

3 parricides,
2 empoisonnements,
114 infanticides,
4.212 coups et blessures,
25 incendies,
153 viols,
80 attentats à la pudeur,
458 vols qualifiés,
11.862 vols simples,

Malgré les efforts tentés, malgré les lois bienfaites de 1889 et 1898, la situation est encore alarmante. En 1905, sur 354 accusés de meurtre et 223 accusés d'assassinat, 69 et 36 avaient moins de 21 ans; cette même année, 91 infanticides ont été commis dont 26 par des mineurs. Sur 1.396 vols qualifiés, 322 ont pour auteurs des adolescents de cet âge, et parmi ces 1.100 cambrioleurs que les Cours d'assises ont jugés, 235 n'avaient pas encore atteint leur majorité. Or, étant donné que l'on compte seulement 3.248.598 mineurs de 16 à 20 ans en face de 24.406.244 majeurs de 21 ans et plus, il est donc juste d'affirmer que les mineurs et surtout les adolescents fournissent au crime un contingent double de celui que les majeurs lui apportent (1).

Les pays étrangers sont exposés au même danger.

En Allemagne, près de 50.000 accusés junéviles, dans le sens du § 56 du Code pénal de l'Etat, sont annuellement condamnés pour crimes ou délits; quand on ajoute à ce chiffre celui des peines de police on arrive à un chiffre tel qu'il en résulte que, parmi

(1) Albert Guilianî : *L'Adolescence criminelle*. Lyon, Th. 1908.

les enfants de 12 à 18 ans, 2 % sont poursuivis pénalement. Les tableaux statistiques de la Justice allemande montrent une ascension constante du nombre des jeunes criminels ; de 568 en 1886, ce nombre arrive à 702 en 1896 et à 745 en 1900.

Et, ce qui est le plus alarmant, c'est l'importance de la récidive précoce. Dans le courant de l'année 1889, on voit comparaître devant les tribunaux correctionnels 8.970 enfants précédemment condamnés :

5.585	avaient	encouru	1	condamnation	pénale.
1.870	—	—	2	—	—
1.615	—	—	3	—	— et plus !

Dans ce dernier nombre de 1.615, on en trouve 177 ayant subi au moins six condamnations antérieures, malgré leur jeune âge (1).

En Belgique, la statistique officielle ne mentionne l'âge des condamnés que pour les crimes et délits et non pour les contraventions, et, cependant, la délinquance juvénile accuse une augmentation. En 1864, elle représente 14 % de la délinquance totale ; en 1885, ce chiffre arrive à 21 %, et il s'élève encore vers 1890. Ici encore les enfants récidivistes sont très nombreux et, pourtant, la Belgique a créé des Ecoles de bienfaisance pour recueillir les enfants abandonnés, vicieux ou coupables, les préserver ou les guérir !

Le mal est donc général et dans tous les pays il a soulevé un mouvement d'émotion et de sollicitude. Tous les auteurs qui se sont occupés de la question ont

(1) Docteur Rob. Gaupp : *Ueber moralisches Irresein und jugendliches verbrechtrtum. Jurist. psychiat. Greuzfragen.* II, 1/2, Halle, 1904.

signalé le danger de plus en plus menaçant, en dénonçant les causes et en préconisant les remèdes.

C'est M. Henri Joly, président de la Société générale des prisons, qui trace avec netteté la grande ligne de la criminalité juvénile :

« L'ensemble des prévenus de 16 à 21 ans, en France, était de 8.000 par an avant 1840. La criminalité contemporaine n'a cessé d'augmenter au cours du XIX^e siècle, et elle a ce caractère d'être infiniment plus précoce ; c'est surtout de 1869 à 1895 que le nombre des prévenus s'est augmenté chez les mineurs. En 1895, on se félicitait de n'en avoir que 31.000 à peu près. Et pourquoi ? parce que dans les deux années précédentes, en 1893 et en 1894, on en avait eu plus de 32.000 ! Quel triste chemin parcouru ! Sans que le nombre des jeunes gens, sans que le nombre des enfants ait sensiblement augmenté dans notre pays, voici que nous sommes arrivés de 8.000 à 30, 31, 32.000 ! »

C'est M. Albanel, juge d'instruction au Tribunal de la Seine, qui précise : « La criminalité augmente ! L'accroissement de cette criminalité porte particulièrement sur les jeunes gens compris entre 13 et 21 ans. Ainsi, de 1826 à 1880, le nombre des adultes poursuivis pour délits de droit commun a triplé ; mais celui des inculpés de 16 à 21 ans a quadruplé, et celui des jeunes filles a presque triplé !

« A Paris, de 1880 à 1893, l'augmentation des jeunes gens poursuivis s'est régulièrement accentuée ; plus de la moitié des individus arrêtés avaient moins de 20 ans et presque tous avaient commis des fautes graves ; en une seule année, celle de 1880, par exemple : 30 assassinats, 39 homicides, 3 parricides,

« 2 empoisonnements, 184 infanticides, 4.312 coups
« et blessures, 25 incendies, 153 viols, 80 attentats à
« la pudeur, 458 vols qualifiés, 11.862 vols simples
« doivent être inscrits à l'actif des jeunes gens com-
« pris dans les limites d'âge que nous avons indi-
« quées.

« En 1894, sur 40.000 mineurs, délinquants et
« criminels, il y en avait 32.849 de 16 à 21 ans.

« La statistique de 1895 constate que 554 jeunes gens
« de 16 à 21 ans ont été poursuivis en cour d'assises :
« et leurs crimes se répartissent ainsi : 32 assassinats,
« 20 meurtres, 3 parricides, 44 infanticides, 2 em-
« poisonnements, 91 viols et attentats à la pudeur,
« 7 avortements ; en outre, 35.387 autres jeunes gens
« du même âge passaient devant les tribunaux correc-
« tionnels. D'une année à l'autre, l'augmentation a
« donc été de 35.941, moins 32.049, soit de 3.092. » (1).

Le problème de la criminalité juvénile est donc un
des problèmes les plus angoissants que les sociétés
modernes aient à résoudre ; mais existe-il une relation
quelconque entre cette maladie sociale et cette autre
maladie dont nous cherchons ici à analyser les causes
et à préconiser les remèdes : l'anormalité ?

Certains auteurs estiment que rien n'est moins sûr.

(1) Voici en regard un tableau plus rassurant que nous emprun-
tons au rapport de M. Maurice Faure, sénateur, sur le budget de
l'Instruction publique. Les chiffres qui y figurent concernent les
délicts imputés à des mineurs de 16 ans, traduits devant les tribu-
naux correctionnels, depuis 1881, par périodes quinquennales :

PÉRIODES	GARÇONS	FILLES	TOTAL
—	—	—	—
1881 à 1885	5.054	792	5.846
1886 à 1890	6.017	963	6.980
1891 à 1895	5.919	984	6.903
1896 à 1900	4.985	791	5.776
1901 à 1905	4.084	578	4.662

Voici ce qu'écrivent à ce sujet MM. Binet et Simon, dans leur ouvrage sur les « Enfants anormaux » :
« Ceux qui croient que les anormaux sont destinés à
« devenir des fous sont autant dans la fantaisie que
« ceux qui prétendent que les anormaux deviennent
« des délinquants. La vérité est qu'on l'ignore com-
« plètement, parce qu'on a sans cesse reculé devant
« une enquête qui promet d'être aussi longue que
« pénible. Il n'y a aucune statistique sérieuse, ni
« même aucune amorce d'un tel travail. Les observa-
« tions elles-mêmes sont bien peu démonstratives ; le
« seraient-elles davantage, on pourrait encore se
« demander si le pourcentage des enfants criminels
« est plus grand chez les anormaux que chez les
« normaux... » Et ces auteurs ajoutent : « Il faut être
« totalement dépourvu d'esprit critique pour donner
« raison au docteur Restin, qui dit « qu'il n'y a pas de
« champ d'économie politique qui puisse être cultivé
« avec plus d'avantages pour la diminution du crime,
« du paupérisme et de la folie, que celui des enfants
« idiots, arriérés, atteints d'imbécillité morale », pas
plus qu'on ne peut approuver le docteur Kusella
d'avoir écrit : « Ce que la société économise sur la
« première éducation de ces enfants abandonnés est
« plus tard dépensé dix fois en frais de police, de
« justice, de prison. » (1).

Au risque de passer pour dépourvu d'esprit critique, nous nous permettons de ne point partager l'opinion de MM. Binet et Simon. Nous sommes d'accord avec ces auteurs pour reconnaître qu'il n'existe pas de statistique officielle établissant le pourcentage des

(1) Binet et Simon : *Les Enfants anormaux*.

enfants anormaux dans la catégorie des aliénés et des délinquants et, avec eux, nous regrettons que l'on n'ait pas procédé à une enquête pour en préciser le nombre; mais de là à conclure, qu'en affirmant que la dégénérescence est un terrain essentiellement propice au développement de la criminalité et de la folie, on se borne à émettre une supposition pure et simple, il y a un écart que nous ne voulons pas franchir. Et d'ailleurs, il nous suffirait de retenir une phrase de l'ouvrage de MM. Binet et Simon, pour démontrer qu'elle est à l'appui de notre manière de voir. « Les observations « elles-mêmes, écrivent-ils, sont bien peu démonstratives; le seraient-elles davantage, on pourrait encore « se demander si le pourcentage des enfants criminels est plus grand chez les anormaux que chez les « normaux. » Et qu'importe que le pourcentage soit plus grand ! MM. Binet et Simon reconnaissent eux-mêmes qu'en assistant et en protégeant l'enfance anormale, nous travaillons à tarir la source de la criminalité, puisque, de leur propre aveu, dans les rangs des délinquants et des fous, on trouve des anormaux.

Mais, il y a plus, et l'on peut affirmer que la dégénérescence est par excellence le terrain de culture propice à l'éclosion et au développement de la criminalité juvénile (1).

L'Ecole italienne, à la suite de Lombroso et d'Enrico Ferri, a affirmé le dogme de l'hérédité fatale qui

(1) Tel est l'avis de M. le docteur Boulenger, médecin directeur de l'Asile de Liernux (Belgique), qui nous écrit : « Quant à moi « personnellement, je pense qu'il y a une relation entre l'anormalité et la criminalité ; il est évident que le faible d'esprit résiste « moins aux sollicitations criminelles. L'enfant abandonné lui-même, taré héréditairement, faible mentalement, doit devenir « un criminel. »

annihile la responsabilité chez le délinquant, victime de la tare atavique dont il est le perpétuel prisonnier. Dès 1876, la publication de l'ouvrage de Lombroso « l'Uomo Délinquente » est devenu l'évangile criminologique de l'Ecole italienne qui, au Congrès de Rome, en 1885, a affirmé sa doctrine par la voix de ses partisans les plus convaincus : « Nous voyons assurément dans la criminalité un abaissement du type humain au type bestial », dit M. le professeur Serge (1), affirmant ainsi l'influence inéluctable d'un atavisme désespérant, contre lequel toutes les réformes seront impuissantes.

C'est la consécration de la théorie de Lombroso, qui écrit : « Le criminel n'est pas un homme comme les autres. C'est par une sorte de fatalité organique qu'il est amené au crime. Il possède des caractères spécifiques qui le différencient des autres hommes. »

De son côté, Enrico Ferri affirme « que les criminels ont des anomalies atavistiques et des anomalies pathologiques ; ils en ont même de fonctionnelles qui sont la physiologie de l'homme. »

Nous ne nous déclarons pas partisans des théories de l'Ecole italienne ; sa doctrine est fausse dans son principe, parce qu'elle est la négation absolue du libre arbitre ; elle est surtout dangereuse dans son application, parce qu'elle condamne l'effort et qu'à ce titre elle fait peser sur une partie de l'humanité le fardeau écrasant de l'irréparable ; elle crée une classe de déçus, de maudits à qui elle interdit de jamais contempler la lumière bienfaisante de l'espoir. Au point

(1) J. Serge : *Caractère général bio-pathologique qui prédispose au crime*. Congrès de Rome, 1885.

de vue social, c'est une doctrine stérile, parce qu'elle supprime l'énergie, elle annihile la volonté, elle entrave les généreux élans, elle pose en dogme la théorie du « laissez-faire », le principe de la résignation et si la société ne réagit pas contre son scepticisme dangereux, elle descendra peu à peu la pente fatale et périra comme périssent les peuples fatalistes, victimes de leur superstition.

En face du fatalisme immobilisant de la théorie lombrosienne, l'Ecole rivale, dite depuis « Ecole française », proclame le rôle bienfaisant de l'initiative sociale. Elle dénonce les responsabilités et stimule les énergies dans l'accomplissement du grand devoir de réparation et de justice que les sociétés ont à accomplir.

M. le professeur Lacassagne a révélé ce devoir et l'a affirmé dans une formule implacable : « Les sociétés ont les criminels qu'elles méritent. » (1).

Et l'éminent professeur développe sa pensée en ajoutant : « Le milieu social est le bouillon de culture « de la criminalité ; le microbe, c'est le criminel ; un « élément qui n'a d'importance que le jour où il trouve « le bouillon qui le fait fermenter. »

Aux yeux du chef de l'Ecole française, ce n'est donc pas la tare organique indélébile qui est le grand facteur de la dégénérescence et de la criminalité, mais le milieu dans lequel vit l'individu, le milieu qui, exerçant sur l'être humain son influence bienfaisante ou corruptrice, peut effacer la souillure avec laquelle il est venu au monde, le libérer, le guérir ou, au contraire, achever de le perdre et de le dégrader.

(1) Docteur A. Lacassagne : *Actes du premier Congrès d'Anthropologie criminelle*. Rome, 1885.

En 1896, M. Léon Bourgeois, reprenant la même théorie sous une autre forme, déclare « qu'un *quasi contrat* unit les membres de toute association humaine » (1), formule identique qui condamne l'inertie coupable des gouvernements et rappelle impérieusement à tous le devoir de solidarité qui leur incombe.

Nous verrons, au cours de cette étude, comment cette théorie se vérifie tous les jours davantage, comment, par exemple, en ce qui concerne les enfants dont nous avons à nous occuper spécialement ici (les anormaux), le milieu joue trop souvent le rôle d'agent corrompteur dont l'influence malsaine, loin de guérir, aggrave au contraire la tare héréditaire, au point de ne plus laisser d'espoir de guérison pour ces malheureux, qui ont été à la fois les victimes des parents qui les ont fait naître et du milieu dans lequel ils ont vécu. Et, puisque les éléments de la société sont solidaires, nous comprendrons mieux alors cette responsabilité sociale que nous avons dénoncée au seuil de cette étude et que d'aucuns discutent parce qu'ils ne savent pas ou ne veulent pas voir assez loin, craignant d'être troublés dans leur ignorance tranquille ou dans leur égoïsme jouisseur.

Mais si nous ne voulons pas accepter les conclusions trop absolues de l'Ecole italienne, qui prétend faire peser sur l'humanité le cauchemar d'une fatalité inexorable, nous reconnaitrons cependant, après le docteur Féré (2), l'influence terrible de la loi d'hérédité, et, instruits par ses remarquables observations, nous dirons

(1) L. Bourgeois : *Solidarité*. Paris, 1896.

(2) Docteur Féré : *Dégénérescence et criminalité*.

que l'alcoolisme engendre le plus souvent l'imbécillité et la dégénérescence ; mais nous dirons également que la dégénérescence est sœur du crime, parce que — suivant les paroles mêmes du docteur Boulenger — le plus souvent les criminels sont des malades en déficience d'énergie nerveuse, incapables de résister aux sollicitations morbides, ataviques ou acquises.

Nous ne dirons pas à l'exemple de Lombroso, qu'en vertu de l'hérédité fatale, un criminel engendre un criminel, parce qu'il n'est pas prouvé que la même tare implique nécessairement la réédition des mêmes effets ; mais nous pourrions dire d'abord que l'alcoolisme, par exemple, engendre, à une génération quelconque, la dégénérescence et nous citerons, à l'appui, les observations médicales des auteurs qui l'ont prouvé par des statistiques, et ensuite, qu'entre la dégénérescence et la criminalité, il y a une relation étroite, une parenté indéniable.

Et d'ailleurs, à défaut d'une enquête officielle dont les chiffres précis seraient à la base de notre démonstration, nous avons les observations qui ont été faites par les hommes de la science, par des médecins qui ont passé leur vie avec des prisonniers, qui ont étudié, palpé, scruté leurs malades, et les témoignages de tous ces praticiens sont venus confirmer les paroles du docteur W. A. Potts, de Birmingham, qui disait à ce sujet :
« Le problème de la faiblesse morale est inséparable-
« ment uni avec celui de la faiblesse mentale. Lorsque
« je dis que la faiblesse d'esprit, la faiblesse morale et
« une santé physique pauvre vont la main dans la
« main, je ne fais qu'exprimer un truisme. » (1).

(1) *The problem of the Morally defective*. Docteur W. A. Potts, Birmingham.

Sur 864 filles hospitalisées que le docteur W. A. Potts a examinées dans les maisons charitables, 94, soit 11 %, étaient des faibles d'esprit.

Depuis la célèbre expérience de Voisin qui, en 1834, faisait constater à ses collègues de l'Institut l'existence de 315 anormaux sur 500 jeunes détenus de la Petite-Roquette, des observations et des statistiques nombreuses ont montré clairement les rapports étroits qui existent entre la criminalité et l'anormalité psychique.

Au Congrès de Lyon, en 1894, le docteur Bourneville faisait un tableau saisissant de l'existence vagabonde et criminelle de ces enfants dégénérés, voleurs, menteurs, onanistes, pédérastes, incendiaires, destructeurs, homicides, empoisonneurs, qui mettent sans cesse en péril la sécurité publique et la tranquillité familiale.

En 1898, le docteur Cramer, professeur de psychiatrie à l'Université de Gottingue, examine quinze jeunes criminels ; dans ce nombre, il n'y en avait que deux sans tare héréditaire ; celle-ci fut constatée chez les treize autres individus.

En 1901, au Congrès d'anthropologie criminelle d'Amsterdam, Bessière présentait la statistique de 152 enfants prévenus de délits, dont 72 étaient des anormaux, 20 en état d'être internés comme aliénés et 42 dégénérés.

Le docteur Jude, dans une étude récente portant sur un détachement de 65 soldats d'un bataillon d'Afrique, en range les deux tiers dans la catégorie des dégénérés moyens ; le dernier tiers était presque entièrement composé de dégénérés inférieurs et de déséquilibrés.

Une enquête faite récemment par « l'Union centrale du Sauvetage de l'Enfance » établissait que sur 207 enfants moralement abandonnés, c'est-à-dire pris dans le milieu le plus fertile de la délinquance et du vagabondage, 145 présentaient des tares physiques et psychiques...

Le docteur Charon rapporte qu'ayant eu personnellement à examiner, en 1906, 33 prévenus, sur les 23 d'entre eux qu'il a reconnus légalement irresponsables, 11 étaient des dégénérés de moins de 16 ans.

A côté de ces statistiques d'ensemble, nous avons recueilli quelques observations particulières portant sur toutes les catégories d'enfants anormaux.

Chez les idiots profonds, les cas ne sont pas rares de ces actes monstrueux accomplis avec la sauvagerie de la bête. Le docteur Harder a signalé le cas d'un idiot qui, ayant vu tuer un porc, entra chez lui et coupa le cou à sa servante.

Gall rapporte qu'un idiot, ayant tué deux enfants de son frère, vint en riant raconter à ce malheureux père ce qu'il venait de faire. Un autre voulait tuer son frère et le brûler en grande cérémonie.

Le docteur Maurice Royer raconte le fait suivant :
« Une lypémaniaque voulait mourir ; cependant, elle
« ne voulait pas se tuer, parce que c'est un crime, mais
« elle voulait s'exposer à la mort en commettant quel-
« que acte criminel. Un jour qu'on la laissa auprès
« d'une idiote, elle décida celle-ci à se laisser couper
« le cou, ce qui fut exécuté. » (1).

On trouve également des actes de cruauté sauvage

(1) Docteur Maurice Royer : *De l'absolue nécessité de l'assistance des enfants anormaux*. Thèse, Paris 1907.

chez les idiots du deuxième degré, les faibles d'esprit, les enfants « simples » qui sont refusés dans toutes les écoles et qui traînent leur triste existence dans les chambres où on les tient cachés ; chez ceux, plus pauvres, que l'on voit dans les rues des villages ou dans les ruelles des villes, dont on rit trop souvent et dont les gamins s'amuse ; malheureux, impuissants, ils restent insensibles jusqu'au jour où s'éveille brusquement en eux une passion violente, irrésistible, qui les pousse à fuir la maison paternelle et à vagabonder, devenir homicides, criminels, incendiaires, voleurs. Les exemples sont nombreux de ces idiots calmes et presque gentils qui vivent chez eux, aidant aux soins de la maison et qui, brusquement irrités par une observation du père ou de la mère, se jettent sur leurs parents et les frappent de la première arme qui leur tombe sous la main.

Les attentats contre les mœurs sont aussi très fréquents chez les enfants de cette catégorie. Sollier a observé maintes fois « des idiots d'un niveau intellectuel assez inférieur, éprouver dès l'âge de 4 ou 5 ans, « du plaisir au contact des petites filles ou des femmes ; il en est qui cherchaient à violenter leur « petite sœur ou à leur faire des attouchements obscènes. » (1).

Voici encore l'exemple cité par le docteur Maurice Royer, d'un imbécile du nom de Bell..., âgé de 15 ans, qui fut arrêté pour s'être livré à des actes révoltants sur deux petites filles de 7 et 9 ans ; quelques semaines auparavant, il avait abusé de sa sœur âgée de 5 ans, qui mourut des suites de ses violences !

(1) Sollier : *Psychologie de l'idiot et de l'imbécile*. Paris 1891.

Les journaux abondent en exemples de viols commis dans des conditions souvent atroces par des débilés qui sont abandonnés à eux-mêmes, vagabondant, s'enivrant et se livrant sans obstacle à la satisfaction de leurs appétits.

Les faits divers publiés régulièrement dans les *Annales médico-psychologiques* et dans les *Archives de Névrologie* sont particulièrement édifiants à cet égard.

Souvent aussi, les idiots deviennent les victimes d'attentats odieux ; le docteur Fernald raconte la triste odyssée d'une fille idiote qui devait être admise, à l'âge de 16 ans, à l'école spéciale du Massachusetts et qui, au dernier moment, fut retenue à la maison par sa mère qui ne pouvait se faire à l'idée de mettre son enfant dans une pareille institution. La pauvre fille y vint, dix ans plus tard, après avoir donné naissance à six enfants illégitimes, dont quatre, encore vivants, sont idiots et, par conséquent, à la charge de la société !

A l'Œuvre des enfants martyrs de Bruxelles, on a vu arriver, deux années de suite, une pauvre fille de 16 à 17 ans, simple d'esprit, chaque fois porteuse d'un nouveau-né. Quel était le père de ces enfants ? La malheureuse ne pouvait pas le dire, car « elle était chez elle la victime de tous, de son père, de ses frères, de tout le monde. » (1).

Le docteur Bourneville écrit, dans son rapport présenté au Congrès d'assistance de Lyon en 1903 : « Beau-
« coup de petites filles idiotes ou imbeciles, que nous
« avons à la fondation Vallée, ont été déflorées, et il

(1) Rapporté par le docteur Demoor : *Revue de l'Université de Bruxelles*, avril 1898-99.

« n'est pas rare, quand elles ne sont pas assistées, de
« voir ces fillettes se livrer au premier venu, et l'on
« conduit dans les établissements hospitaliers des
« filles âgées de 18 à 20 ans, qui, devenues pubères,
« courent après les hommes, sont indociles, mécon-
« naissent la voix de leurs parents. »

Chez *l'arriéré* on trouve fréquemment une propension à la brutalité, à la méchanceté ; fréquemment, on observe chez ces enfants le sentiment que les Allemands nomment « Schadenfreude » c'est-à-dire le plaisir de faire du mal, de faire souffrir. Certains montrent une joie extraordinaire en voyant tomber un autre enfant, en entendant un cri de douleur ; ils rient alors largement et manifestent bruyamment leur satisfaction ; sans doute l'enfant, en général, est cruel, « cet âge est sans pitié » ; mais chez l'anormal, il y a quelque chose d'excessif, de morbide dans cette cruauté instinctive qui le distingue des enfants normaux. Voici, par exemple, le cas décrit par le docteur Daniel (1) :
« Agé de quatre ans, cet enfant présente comme
« caractère particulier une méchanceté extraordi-
« naire ; pour un prétexte futile, il se met dans une
« colère folle, jette à la tête du premier venu les objets
« qui lui tombent sous la main. Il tâche de faire tout
« ce qu'il peut pour pouvoir être désagréable à son
« entourage.

« Ses premières visites à la Polyclinique étaient tou-
« jours l'occasion de scènes nouvelles ; l'enfant se
« précipitait par terre en poussant des cris d'orfraie,
« ou bien cherchait à briser tous les objets qu'il trou-

(1) Docteur Gaston Daniel : *Orthopédie mentale, La Polyclinique*, 15 décembre 1908, obs. 11, 637.

« vait sur les tables, choisissant de préférence les plus
« fragiles. Sans être gâteux, cet enfant prenait un malin
« plaisir à déposer des ordures partout où il se trou-
« vait. » Voilà bien la méchanceté de l'arriéré qui, plus
tard, combinée avec la paresse et l'instinct du vaga-
bondage, l'entraînera facilement dans la voie de l'in-
fraction, du délit, du crime.

Tel est encore le cas d'un de ces débiles de l'intel-
ligence et de la volonté, batailleurs et méchants, qui
rentrent dans la catégorie des révoltés sociaux ; dès
leur plus jeune âge, ils partagent leur vie entre l'asile
et la prison.

Chez ceux-là, la faiblesse mentale est indéniable et
elle entraîne sinon l'irresponsabilité absolue, du moins
une responsabilité largement atténuée.

C'est le docteur Jean Courjon qui nous rapporte cette
observation prise à l'asile de Villejuif, dans le service
du docteur Pactet (1). « Dès son plus jeune âge, M...
« avait mauvais caractère, il était batailleur, très vio-
« lent ; à l'âge de huit ans, il se fait arrêter pour vol dans
« les troncs d'église, il passe en correctionnelle, reste
« quinze jours en prison, puis est rendu à sa famille.

« A l'âge de neuf ans, il passe de nouveau en correc-
« tionnelle pour vol à l'étalage ; cette fois, il opère pour
« le compte d'une recéleuse qui fut d'ailleurs con-
« damnée, tandis que M... fut encore rendu à sa fa-
« mille.

« A l'âge de onze ans, il voulut faire sa première
« communion ; le curé de la paroisse où il était ne
« voulut pas. M... entra dans une violente colère et,

(1) Docteur Jean Courjon : *Etude sémiologique sur les débiles
moraux à réactions antisociales*. Th. 1908.

« armé d'un bâton, frappa le prêtre à coups redou-
« blés ; il raconte qu'il y avait été poussé par des cama-
« rades. Le prêtre mourut des suites de sa blessure et
« M... passa de nouveau en correctionnelle. Sa mère
« l'abandonna et il fut envoyé en maison de correc-
« tion à Mettray ; il avait alors onze ans et demi !

« A partir de 16 ans, il commença à se révolter et,
« dès lors, il passa sa vie en cellule ; à l'âge de 17 ans,
« il frappa un gardien, on l'envoya alors à Eysser
« (Lot-et-Garonne), dans une maison spéciale pour les
« incorrigibles ; il y prit part à une révolte et bâil-
« lonna un de ses gardiens.

« À 20 ans, il quitte le quartier de correction, re-
« tourne à Rouen, où il travaille successivement
« comme scieur de bois et comme fumiste. Pendant
« six mois, il se conduit très bien, gagne de bonnes
« journées et ne boit pas. Un jour, sa mère, qui avait
« l'habitude de boire, voulut le faire boire avec elle ;
« ils se disputèrent et il la frappa d'un violent coup
« de pied dans le ventre, pour lequel elle dut passer
« plusieurs mois à l'hôpital...

« M... a fait trois séjours à l'asile de Villejuif ; à sa
« première entrée, en juin 1906, d'après un rapport
« médico-légal il est considéré comme débile et comme
« irresponsable.

« Pendant ses derniers séjours, il se montra parfois
« assez violent, complotant avec les individus du
« même genre que lui... ; c'est un révolté supportant
« mal les observations qu'on lui fait... Au point de vue
« mental, c'est d'abord un dégénéré et un débile de
« l'intelligence et de la volonté. »

Chez quelques-uns de ces débiles, l'impulsivité, qui
est un des caractères des déséquilibrés moraux, fai-

bles d'esprit, en fait des êtres dangereux non seulement pour eux-mêmes, mais encore pour leur entourage. Témoin, l'exemple de cet enfant de huit ans à qui sa mère a refusé la pièce de deux centimes qu'elle lui octroie chaque jour avant son départ pour l'école. L'enfant réclame, se fâche et, ne recevant qu'un nouveau refus, « se saisit de son sabot et le lance à la tête de sa mère. » (1).

Autre exemple encore plus significatif, que rapporte le même auteur : « Un enfant âgé de sept ans et demi se présente un jour à l'école, muni d'un couteau dont la lame était longue d'une dizaine de centimètres. Le voyant en possession de cet instrument dangereux, je m'informe ; il me donna d'abord différents motifs très peu plausibles et finit par m'avouer qu'il voulait se venger d'un condisciple qui l'avait battu. Pour des raisons insignifiantes, il se fâche, frappe et brise. » Et l'auteur ajoute dans une note : « Un fait nouveau relevé à l'actif de ce sujet vient donner une valeur toute particulière à la prédiction que je faisais alors. Se battant avec un enfant plus fort que lui, Jean réussit à se dégager ; il se sauva, revint un moment plus tard, armé d'un couteau de cuisine dont il frappe son adversaire à la poitrine. Le bras du coupable étant faible encore et, d'autre part, l'étoffe du vêtement, solide; on n'eut heureusement à constater qu'une légère blessure. » (2).

(1) Rapporté par M. le docteur Georges Rouma : III^{me} Conférence pour l'amélioration du sort de l'Enfance anormale. Bruxelles, 29 mai 1905.

(2) Docteur Georges Rouma : III^{me} Conférence pour l'amélioration du sort de l'enfance anormale. Bruxelles, 29 mai 1905.

Mais il est une autre catégorie d'enfants anormaux qui fournit au crime et au vice un contingent considérable : c'est la série complexe des enfants débiles, déséquilibrés, pervers, voleurs, menteurs, onanistes. La physionomie morbide de ces enfants présente certains caractères distinctifs que le docteur Garnier a ainsi classés et définis : « Le criminel juvénile, dit-il, a une
« modalité morale qui est bien à lui et, sous ce rap-
« port, on peut reconnaître chez lui, à titre d'attributs
« régressifs : 1^o l'impulsivité ; 2^o la malveillance ins-
« tinctive ; 3^o l'insensibilité psychique ; 4^o l'amora-
« lité ; 5^o l'absence de tous remords, attributs qui
« sont, ajoute-t-il, pour la plupart corrélatifs ou
« subordonnés. » (1).

Ce sont des enfants chez lesquels l'intellectualité existe ; leur cerveau sans doute est anormal, leur moralité pervertie, mais ils possèdent toute une série de modalités cérébrales qui leur permettent l'exécution d'actes répréhensibles dont la logique reste souvent remarquable.

Dans ce groupe, on trouve toute la variété des petits mendiants et vagabonds, voleurs, incendiaires, profanateurs et criminels ; ils constituent la triste phalange de l'enfance coupable, l'un des dangers les plus redoutables qui menacent la sécurité de nos sociétés modernes.

Voici, en exemple, le cas d'un type de déséquilibré au point de vue moral, intelligent, qui se livre à la mendicité et au vagabondage. « C'est un petit bossu
« de chétive apparence, âgé d'une douzaine d'années. Sa

(1) Docteur Paul Garnier : *La Criminalité juvénile*, conférence faite à l'Assemblée du Patronage familial, 7 mars 1902.

« mère veuve lui a toujours laissé faire tout ce qu'il
« voulait, sous prétexte qu'il est infirme. L'enfant, qui
« n'aimait pas à fréquenter l'école, s'est mis à courir
« les rues. Il a fait la connaissance d'autres vagabonds
« comme lui. Aujourd'hui, il pratique la mendicité
« aux environs de la Porte-Louise. Mais, comme il
« sait que la mendicité n'est pas tolérée, il a organisé
« une bande, il s'est assuré le concours d'un certain
« nombre de camarades qu'il place au coin des rues
« pour faire le guet. Ses acolytes reçoivent de leur
« chef une certaine rétribution. J'ai eu la curiosité de
« rechercher ce que pouvait bien produire cette men-
« dicité; en trois ou quatre heures, notre sujet par-
« vient à ramasser 2 ou 3 et même 4 francs, somme
« qui est dépensée en achat de tabac et friandises ou
« est perdue au jeu de dés.

« Que pourra bien devenir cet enfant plus tard ?

« Les habitudes d'oisiveté et de paresse qu'il ac-
« quiert chaque jour, la vie facile qu'il aime, l'écar-
« tent à jamais de la voie du travail. Plus tard,
« lorsque, plus âgé, plus vigoureux et, par consé-
« quent, moins propre à inspirer la pitié, il verra sa
« carrière actuelle se fermer, il sera en quelque sorte
« fatalement poussé à descendre encore plus bas
« l'échelle sociale; le *recel* ou le *vol*, sous toutes ses
« formes, seront les seules voies où il pourra s'en-
« gager. » (1).

Voici encore parmi ces enfants le cas d'un petit
« voleur, tel que nous le présente le docteur Demoor :
« C'est un garçon de dix ans qui, chez ses parents

(1) Docteur Georges Rouma : III^{me} Conférence pour l'amélioration
du sort de l'Enfance anormale, Bruxelles, 29 mai 1905.

« d'adoption, a été surpris déjà nombre de fois péné-
« trant dans les armoires pour y voler de l'argent,
« dépensant la menue monnaie qu'on lui donnait pour
« aller faire un achat de ménage, vendant ses vête-
« ments pour avoir quelques sous et recommençant
« d'ailleurs toujours, malgré les punitions que son père
« lui infligeait. Un beau matin, il quitte la maison et,
« pendant plus de quarante-huit heures, vagabonde. Il
« avait emporté quelque argent pour sa promenade.
« Le voici, revenant le soir du deuxième jour ; il
« apporte avec lui une montre, qu'il offre à sa mère.
« Il avait volé cet objet à la foire. A son père, un
« charretier, il donne un fouet qu'il avait enlevé à une
« voiture arrêtée dans la rue ; il dépose sur la table
« une cruche à lait qu'il avait volée aussi ; puis, il
« s'explique : « Il a acheté avec l'argent volé la montre
« et le fouet ; ces deux objets feront plaisir, se disait
« l'enfant, et ainsi j'éviterai la punition. Il a eu d'une
« laitière une cruche avec du lait ; il a donc eu à
« manger pendant sa période de vagabondage et il
« apporte à la maison un objet utile ; « que pouvaient
« encore dire mes parents ? » ajoutait mentalement le
« gamin. « Quelle générosité et quelle habileté, con-
« clut le docteur Demoor ; ce n'est plus une simple
« impulsion à laquelle nous avons à faire ici et qui
« pousse l'enfant à faire un acte aveuglement. C'est
« un esprit dévié qui provoque la perturbation com-
« plète de l'allure enfantine. »

Le même auteur nous rapporte un autre cas inté-
ressant et qui dénote chez l'enfant une modalité mo-
rale toute particulière : « X... a huit ans ; il est voleur,
« mais il n'admet point qu'on le qualifie ainsi. L'au-
« tre jour, son camarade lui disait : « Comme il y a

« de belles pommes dans ce panier ! » Lui, aussitôt, « plonge la main dans le panier. Un fromage s'y trouvait, entouré d'une ficelle ; la ficelle s'est accrochée au bouton de la manche et l'enfant, « en s'encourant », a emporté ainsi, sans le savoir, l'objet dont on lui impute le vol. On dit aussi qu'il vole les toupies de ses camarades. Quelle erreur ! S'il a envie d'un de ces jouets, il cherche querelle à l'heureux possesseur et aussitôt il prend l'objet désiré et le jette au loin — toujours dans un endroit bien déterminé — regard d'égout, fenêtre de cuisine, etc... Pendant la bataille, l'autre enfant, le plus souvent, n'a pu voir où était lancé le jouet ; quelque temps après, notre malin s'en va le chercher, c'est un objet perdu, il n'a donc pas volé ! Au Parc, une dame passe, elle perd un franc, notre gamin empoche la pièce. Il nous raconte la chose et nous protestons. Mais, répond l'enfant, que voulez-vous, après cette personne, une seconde dame a passé et c'est alors seulement que j'ai ramassé l'argent, la pièce pouvait donc appartenir à la seconde personne aussi bien qu'à la première ; je ne savais que faire et j'ai gardé le franc ! » (1).

« Je pense à un enfant, — écrit le docteur Toulouse dans une étude sur « les arriérés », — qui manifesta de bonne heure les plus perverses dispositions. Un jour, il coupa la patte d'un petit chien, une autre fois il faillit noyer son frère. Tous les jours, c'était une malice nouvelle dont les parents simplement s'étonnaient. Ils croyaient qu'en grandissant les sen-

(1) Rapport par M. le docteur J. Demoor dans la *Revue de l'Université de Bruxelles*, avril 1898-1899.

« timents moraux se développeraient et s'affermi-
« raient, mais ce fut une attente vaine. Ce garnement,
« assez intelligent par ailleurs, resta un imbécile mor-
« ral. Comme d'autres sont bouchés pour les mathé-
« matiques et ne comprennent rien à ce raisonne-
« ment abstrait et continu, il resta atteint d'une véri-
« table cécité à l'égard des vérités morales communes
« les plus élémentaires et sa vie fut dès le début une
« longue suite de malhonnêtetés et de délits. » (1).

C'est dans ce groupe enfin que l'on trouve les criminels junéviles, ces jeunes recrues de l'armée du crime dont les effroyables forfaits défrayent trop souvent la chronique des tribunaux ; chez les uns l'impulsivité domine : c'est, par exemple, un enfant « qui se plaint de ce qu'il n'y ait plus de chair humaine à manger », puis cet autre « qui, voyant son frère saigner par le nez, veut le tuer pour pouvoir se laver les mains dans le sang » ; cet autre encore « qui se reconnaît actuellement trop faible pour assassiner sa mère, mais affirme qu'il le fera plus tard quand il aura la force nécessaire. » (2).

A côté de ceux-là, il y a le groupe des petits garçons et des petites filles profondément pervers, les tristes héros de crimes exécutés avec un cynisme féroce et une adresse remarquable. Le cerveau de ces enfants est normal ; ils sont intelligents, avisés, ce sont des déséquilibrés moraux dont la tare morbide se traduit par une effrayante insensibilité, une placidité décon-

(1) Docteur Toulouse : Extrait d'un article publié dans *Le Journal*, 4 avril 1907.

(2) Docteur J. Demoor : « Les Enfants anormaux et la criminologie », *Revue de l'Université de Bruxelles*, avril 1898-99.

certante même pour les magistrats qui ont l'habitude de les approcher et de les interroger.

Comme type de ce genre, voici la physionomie morale de Joseph Lepage, telle que nous l'esquisse le docteur Garnier : « Ce précoce criminel — il n'avait « pas encore dix-sept ans à la date du crime — fils « d'alcooliques et d'ailleurs d'intelligence alerte et « vive, tenta d'assassiner sa bienfaitrice pour lui voler « quelques francs. Il se promettait aussi, a-t-il affirmé, « de souiller son cadavre. En prison, il fit preuve du « cynisme le plus complet. Sa préoccupation était de « ne pas être considéré comme un criminel vulgaire, « timide et repentant. Il ne me cacha pas qu'il enviait « cette célébrité qui s'attache aux grands malfaiteurs. « Parlant de ses excès absinthiques, il déclare sur un « ton gouailleur : « Eh bien, oui, j'ai imité le principal défaut de mon père ; comme lui, je bois de l'absinthé ; quant à mes idées, les voilà en un mot : « gouaper, voler, massacrer... J'ai voulu faire comme « Pranzini... Maintenant, il me tarde d'aller en Cour « d'assises... Il y aura beaucoup de monde et les journaux parleront de moi. » (1).

Mais l'exemple le plus frappant peut-être de cette effrayante précocité dans le crime concerté à l'avance et accompli avec un cynisme révoltant, nous est fourni par la triste histoire de Robert Coombes, telle qu'elle nous est rapportée par le docteur Demoor qui, lui-même, l'a puisée dans l'ouvrage de M. D. Morrison « *Die Kinderfehler* ». Coombes est un enfant de treize ans, qui, il y a quatre ans, tua sa mère parce qu'elle

(1) Docteur Garnier : *La Criminalité juvénile*. Conférence faite à l'assemblée du Patronage familial, 7 mars 1902.

« avait puni son frère âgé de onze ans. Il la tua après
« avoir juré quinze jours d'avance de venger son
« frère. La condamnation à mort de la mère fut déci-
« dée par les deux enfants, et durant de longs jours
« ils économisèrent pour que Robert pût acheter le
« couteau dont il avait besoin. Au jour fixé, le meur-
« trier parvint à dormir dans la chambre de sa vic-
« time ; à quatre heures du matin, il réveilla son
« frère pour lui dire : « Ça y est. » Le crime était com-
« mis ; le cadavre fut abandonné et les enfants jouèrent
« durant deux jours dans la maison. A leur tante qui
« venait voir sa sœur, ils répondirent que leur mère
« était sortie. Albert alla demander, deux jours après,
« à la Compagnie à laquelle son père, cuisinier à bord
« d'un navire, appartenait, de pouvoir toucher un
« acompte sur le traitement de ce dernier : « Ma
« mère a besoin de cet argent et elle m'a envoyé »,
« ajoutait le meurtrier ; six jours après le crime, la
« vérité fut connue et Robert, tranquillement, avoua
« et raconta ce qui s'était passé.

« Qu'était Robert ? Un enfant de 13 ans, fils de
« mère hystérique, migraineuse, portant au front la
« cicatrice d'une application de forceps, probablement
« atteint d'épilepsie larvée. Il fut bon élève à l'école,
« quoique étrange et fantasque. Très jeune encore, il
« s'intéressait fortement aux procès à sensation et ses
« voyages à la ville voisine pour assister aux audiences
« de la Cour criminelle furent nombreux. Il était en
« proie à des hallucinations ; la nuit, une voix lui criait
« souvent : « Tue-la, tue-la et va-t'en ! »

« Il fut, après la découverte du crime, ce qu'il était
« avant : fier, hautain, énergique. Au pasteur de la
« prison, il écrit différentes lettres qui extériorisent

« les propriétés irrégulières de son esprit et il signe
« toujours : « Ton ami, Coombes. »

« Dans la cellule, on trouve, parmi d'autres, ces
« deux dessins caractéristiques : Le premier est inti-
« tulé : « Marche à l'échafaud. » Coombes marche
« entre deux surveillants ; il se tient droit et il dis-
« tribue de l'argent au peuple accouru. Le second a
« comme titre : « Pendu. » Il représente Coombes
« pendu ; de la bouche du cadavre, sortent ces mots :
« Vivez en paix, cela ne fait rien. »

« Tout cela est l'indice d'un cerveau faussé, mal
« équilibré, mais ne manquant point, dans ses acti-
« vités élémentaires, d'un développement remar-
« quable. L'enfant le dit, d'ailleurs, dans l'une de ses
« missives : « Je serai condamné, je serai pendu. Mais
« j'aurai mis mes beaux habits et le jour de la puni-
« tion dernière le déjeuner aura été bon ! » (1).

Arrêtons là cette sombre énumération. Ces mal-
heureux qui, à l'âge où leurs camarades se livrent
encore aux jeux innocents de l'enfance, ont pu conce-
voir et exécuter d'aussi abominables forfaits, ont droit
à notre pitié : ce sont des malades que la société doit
assister et protéger, si elle veut échapper aux plus
lourdes responsabilités et éviter les pires catastro-
phes.

2° De l'anormalité à la folie.

Dans le cycle des maladies qui désolent l'humani-
té par leur gravité et leur fréquence, la folie occupe

(1) Rapporté par le docteur J. Demoor (*Revue de l'Université de Bruxelles*, avril 1898-99).

une des premières places, tant par le caractère affligeant qu'elle présente que par les conséquences sociales qu'elle engendre. Non seulement, en effet, l'aliéné est frappé de la plus lamentable dégradation ; non seulement il est une cause d'affliction pour sa famille, mais encore il constitue une lourde charge pour la société.

C'est pourquoi s'il est du devoir de la société d'organiser l'assistance des aliénés sur des bases humanitaires, il est aussi de son intérêt d'enrayer les progrès de cette terrible maladie en combattant par une législation protectrice les causes mêmes du mal. Or, ces causes, quelles sont-elles ? Personne ne nie l'influence funeste de l'alcool. La concordance dans la progression de ces deux fléaux sociaux en est la meilleure preuve. Mais l'alcool n'est pas le seul coupable. La dégénérescence est également un terrain essentiellement propice à l'éclosion et au développement de la folie, mais ici l'accord n'est pas unanime.

Les mêmes auteurs (1), qui ne nous ont pas caché leur scepticisme à l'égard des relations qui peuvent exister entre l'anormalité et le crime, se sont déclarés tout aussi incrédules en ce qui concerne les rapports entre l'anormalité et la folie.

Ici encore, nous concéderons à MM. Binet et Simon que la question serait beaucoup plus facile à résoudre s'il existait une statistique précise. Or, il n'en existe pas. Pourquoi ? M. le docteur Paul Boncour, que nous avons interrogé à cet égard, nous répond : « Je ne « connais aucune statistique probante, et voici pour-
« quoi : les aliénistes ont une tendance à appeler

(1) Binet et Simon : *Les Enfants anormaux*.

« arriération et instabilité des états pathologiques que
« je considère moi-même comme des états d'imbécil-
« lité et d'idiotie ; on n'a pas encore fixé la termino-
« logie et on oppose ainsi des statistiques seulement
« comparables. »

L'obscurité qui règne en la matière provient donc du manque de précision dans les termes. Mais sans nous attarder à des batailles de mots, sans nous aventurer dans une dissertation médicale qui sortirait du cadre de notre sujet, posons-nous seulement la question de savoir si l'enfant atteint d'une tare psychique n'est pas exposé plus qu'un autre, sous l'influence de circonstances nouvelles qui viendront aggraver encore son état pathologique, à devenir un véritable dément ?

Il y a déjà longtemps qu'Esquirol écrivait : « Pres-
« que tous les aliénés confiés à mes soins avaient
« offert quelques irrégularités dans leurs fonctions
« intellectuelles dès leur première enfance ! Les uns
« avaient un orgueil excessif, les autres étaient colé-
« reux, tristes ou d'une gaieté ridicule ; quelques-uns
« d'une instabilité désolante. »

Tout récemment, M. le docteur René Charon, directeur de l'asile d'aliénés d'Amiens, dans une communication faite au Congrès des aliénistes et neurologistes à Dijon, en août 1908, disait : « Le relevé des obser-
« vations cliniques des deux cents derniers entrants
« de notre service d'aliénés, cent hommes et cent
« femmes, fait par notre collaborateur, le docteur
« Tissot, accuse 46 hommes et 51 femmes — c'est-
« à-dire tout près de la moitié des malades — dont
« on peut affirmer qu'ils ont été des arriérés ou des
« dégénérés de divers degrés, n'ayant reçu ni assis-

« tance ni traitement médico-pédagogique pendant
« leur enfance. » (1).

Nous-même avons tenu à demander à certains médecins le résultat de leurs observations cliniques à cet égard.

Voici ce que nous écrit à ce sujet M. le docteur Jean Lépine, médecin en chef de l'asile de Bron (Rhône) : « Il est de toute évidence que le fait d'être
« anormal, c'est-à-dire un faible d'esprit, en prenant
« ce terme dans sa plus large acception, constitue
« une forte prédisposition aux troubles mentaux d'origine organique ; un tel individu, simplement anormal, deviendra à la suite d'une fièvre typhoïde,
« d'une grippe, sous l'influence de la tuberculose, un
« *délirant* ; il n'y a sur ce point aucune contestation
« possible ; quant aux vésaniques, à ces gens qui se
« mettent à délirer sans troubles organiques importants, pour ceux-là, il est vrai, souvent ce ne sont
« pas des anormaux ; je crois, cependant, que les anormaux ne sont en rien prémunis par leurs troubles
« primitifs contre ces accidents et que, vis-à-vis de
« n'importe quelle cause de trouble cérébral, il est
« bon de n'avoir pas antérieurement un cerveau
« faible. »

M. le docteur Régis, professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux, nous écrit également : « L'anormalité est une constitution défectueuse de l'esprit,

(1) M. le docteur René Masselon, dans un article sur la « Démence précoce », publié dans *L'Éducateur moderne*, signale ce fait caractéristique que « la démence précoce se développe en général sur des cerveaux anormaux, héréditairement prédisposés et qui ont déjà manifesté des anomalies antérieurement au début apparent de l'affection. »

« la folie est une maladie de l'esprit. Une constitution
« défectueuse de l'esprit peut exister sans maladie de
« l'esprit, mais peut se compliquer de cette maladie.
« En d'autres termes, un anormal d'esprit peut rester
« simplement anormal, mais il peut aussi devenir fou.
« La situation est la même que pour le corps. Il y a
« des infirmités corporelles et des maladies corporelles,
« isolées ou coexistantes. »

M. le docteur Paul Boncour, médecin de l'Ecole
départementale Théophile Roussel, répond à notre
demande : « Les relations entre l'anomalie et la patho-
« logie sont indiscutables, et si on ne les trouve pas,
« c'est parce qu'on omet d'éclaircir ce point ; dans un
« diagnostic médical, on pêche souvent par omission. »

Et M. Paul Boncour conclut : « Les états d'arriéra-
« tion et d'instabilité sont bien d'origine pathologique,
« et là doit être la solution au point de vue de l'assis-
« tance. »

M. le docteur Jacques Roubinovitch, médecin en
chef de l'asile de Bicêtre, est absolument affirmatif :
« En ce qui me concerne personnellement — nous
« écrit-il — j'ai acquis cliniquement la conviction que
« la plupart de nos aliénés de la Seine et des départe-
« tements voisins sont d'anciens enfants psychique-
« ment anormaux à un degré plus ou moins accusé.
« Nos fous d'aujourd'hui seraient donc, à mon avis,
« des êtres constitutionnellement mal équilibrés, ins-
« tables ou intellectuellement déficients ; c'est pour-
« quoi je persiste à croire que « les fous de demain »
« se recruteront nécessairement parmi les enfants qui
« présentent des stigmates physiques de l'instabilité
« ou de l'insuffisance mentales. »

Cette conviction, M. le docteur Roubinovitch l'a

acquise après avoir noté beaucoup d'observations et recueilli beaucoup de confidences.

Voici, par exemple, telle qu'il nous la rapporte, l'histoire d'un enfant anormal chez qui l'anormalité a dégénéré, faute de soins, en véritable démente : « J'ai reçu
« tout dernièrement, écrit-il, la visite d'un père qui
« m'a raconté l'histoire suivante, qui montre jusqu'où
« peut aller l'ignorance des parents : son fils unique,
« âgé actuellement de quinze ans, s'est montré dès son
« enfance difficile, insupportable, jaloux, méchant
« pour ses camarades, cruel pour les bêtes. Sa qualité d'enfant unique (privilege bien dangereux, la
« plupart du temps), aveuglait les parents sur la véritable signification de ces défauts. Dans leur optimisme que rien ne justifiait, ils se disaient : « Ça
« passera avec l'âge... ».

« De temps à autre, lorsque les excentricités du
« petit monstre dépassaient en cruauté toutes les
« bornes, le père osait gronder son fils — c'était là le
« grand, l'unique moyen éducatif. Or, un jour, l'enfant
« avait alors treize ans, le chien de la maison, « Capi »,
« fut tellement torturé par lui, que le père, outré de
« colère, saisit le tortionnaire par le bras et le sépara
« violemment de la bête. Sans rien dire, le gamin
« combina séance tenante tout un plan de vengeance.
« Profitant d'un moment d'inattention des parents, il
« s'enferma avec le chien dans sa chambre et là
« l'étrangla tout doucement sans que sa victime ait
« pu proférer la moindre plainte... Son forfait épouvantable accompli, il resta de longues heures à
« contempler le cadavre du malheureux « Capi ». Puis
« subrepticement, à la tombée de la nuit, il transporta
« le corps de la bête dans la rue et le jeta au bord du

« trottoir. Taciturne et sombre, il se coucha, et, dans
« la nuit même qui suivit son crime, il fut pris d'un
« délire accompagné d'hallucinations de la vue et de
« l'ouïe. Dressé sur son séant, les yeux hagards, l'en-
« fant sanglotait de terreur. Il voyait « Capi », telle
« l'ombre de Banco, rôder autour de son lit ; il enten-
« dait les hurlements accusateurs et aussi les cris des
« passants qui, de la rue, l'appelaient : « Assassin !
« assassin !

« En quelques jours, ce petit garçon devint un vrai
« fou, un halluciné de la vue et de l'ouïe, un persécuté
« qu'il a fallu enfermer dans un asile d'aliénés, où il
« est encore aujourd'hui. Son corps est vivant, mais
« son esprit se meurt. D'après les médecins qui s'oc-
« cupent de lui, il tourne à l'idiotie.

« Et son père, inconsolable, a terminé son navrant
« récit par ces mots : « Voilà deux ans que mon pau-
« vre Claude est malade. Oh ! si nous avions pu savoir
« que ces bizarreries d'enfant étaient autant de signes
« révélateurs d'une folie pareille, nous aurions avisé...
« Pourquoi n'avertit-on pas les parents ? Pour-
« quoi ?..... » (1).

Sans aller jusqu'à la véritable démence, la tare
psychique de l'enfant anormal peut s'aggraver et faire
de ces enfants, plus tard, des demi-fous que leur état
morbide expose dans la vie aux pires dangers.

« Les demi-fous, écrit M. le professeur Grasset (2), se
« distinguent des sains d'esprit en ce qu'ils sont psy-
« chiquement malades et des fous en ce qu'ils conser-

(1) Docteur Jacques Roubinovitch : *Les Fous de demain*. Journal
Le Matin, 30 décembre 1906.

(2) Grasset : *Demi-fous et demi-responsables*. Paris, 1907.

« vent un certain degré de conscience et de raison. » Chez quelques-uns, cette demi-folie conduit au crime ; chez d'autres, elle aboutit à la démence complète. Voilà des accidents que l'on aurait pu éviter si l'on avait combattu le mal à ses débuts, si l'on avait donné à ces enfants une éducation appropriée à leur état de santé, sans se laisser arrêter par un sot orgueil et une funeste négligence.

3^e De l'anormalité au suicide (1).

Quelle tristesse se dégage de ce nom lugubre dont les colonnes des journaux reproduisent si souvent la trop riche chronique ! Que de misères il révèle, que de tares, de maladies, de combats malheureux, de luttes impuissantes, de déroutes lamentables, il avoue ! C'est le vaincu de la vie, de la santé, de la fortune qui s'en va, qui déserte, las de lutter et de souffrir ; et, si pour quelques-uns ce découragement n'est que la

(1) De récents suicides d'écoliers, accomplis dans des conditions particulièrement tragiques, divulgués et commentés par la presse tout entière, ont douloureusement ému l'opinion publique. A ce sujet, un débat a été soulevé à la Chambre où M. Maurice Barrès, sous la forme de questions adressées au ministre de l'instruction publique, a prononcé un sévère réquisitoire contre l'enseignement public dont il a voulu dénoncer, à la tribune, la prétendue incapacité moralisatrice. Les critiques du député de Paris procèdent du même esprit que celles qui imputent à l'école laïque la cause de l'augmentation de la criminalité juvénile ; le ministre de l'instruction publique a fait bonne justice de ces accusations. En réalité, tous les enfants qui se suicident dans ces conditions sont des *anormaux*, des *malades*, et si l'on a des reproches à adresser à quelqu'un, c'est aux parents qui ont eu le tort de n'avoir pas su discerner leur état maladif et de n'avoir pas su leur faire donner les soins nécessaires.

conséquence d'un revers passager, pour combien, en revanche, il est le dernier épisode de la bataille terrible qu'ils ont livrée toute leur vie contre la misère, la maladie, la mauvaise chance !

Mais les enfants, eux, n'ont pas eu encore à livrer cette bataille, et cependant, chaque année, la liste est plus longue de ceux qui n'ont pas le courage d'affronter l'avenir et qui, se sentant désarmés par avance, donnent à la société le spectacle affligeant d'une mort volontaire.

Ici encore les chiffres projettent sur la triste réalité la lumière brutale de leurs révélations.

Les statistiques nous montrent la progression effrayante du nombre des suicides d'enfants. Et, chaque jour, la maladie devient plus redoutable, continuant son œuvre de désorganisation au sein du corps social, qu'elle affaiblit tant par le mal en lui-même que par la contagion du mal.

En 1839, sur le chiffre total de 2.752 suicides : 20 suicides d'enfants âgés de moins de 16 ans, dont 16 garçons et 4 filles.

132 suicides de mineurs âgés de 16 à 21 ans, dont 80 garçons et 52 filles.

En 1849, sur le nombre total de 3.583 suicides : 20 suicides d'enfants âgés de moins de 16 ans, dont 13 garçons et 7 filles.

122 suicides de mineurs âgés de 16 à 21 ans, dont 76 garçons et 46 filles.

En 1859, sur le nombre total de 3.899 suicides : 16 suicides d'enfants âgés de moins de 16 ans, tous garçons.

139 suicides de mineurs de 16 à 21 ans, dont 94 garçons et 45 filles.

Pendant cette période de 1839 à 1859, en tenant compte de l'accroissement de la population, le nombre de mineurs est resté stationnaire : celui des suicides d'enfants âgés de moins de seize ans a même diminué ; mais à partir de 1869, on voit ces suicides augmenter d'une façon très notable :

En effet, en 1869, sur 5.114 suicides, on a constaté : 37 suicides d'enfants âgés de moins de 16 ans, 168 suicides de mineurs âgés de 16 à 21 ans.

En 1879, sur les 6.496 suicides, on a constaté : 61 suicides d'enfants âgés de moins de 16 ans, dont 38 garçons et 23 filles.

266 suicides de mineurs âgés de 16 à 21 ans, dont 187 garçons et 79 filles.

En 1889, sur 8.180 suicides, on a constaté : 56 suicides d'enfants âgés de moins de 16 ans, 392 suicides de mineurs âgés de 16 à 21 ans, dont 242 garçons et 150 filles.

En 1898, sur 9.438 suicides : 85 suicides d'enfants âgés de moins de 16 ans, 477 suicides de mineurs âgés de 16 à 21 ans.

Le nombre total des suicides des mineurs des deux catégories a donc été de 562 en 1898 ; ce même nombre avait été de 152 en 1839 ! Ce rapprochement suffit pour jeter un jour éclatant sur l'effrayante progression de cette triste maladie sociale.

La statistique officielle du compte général de 1905 constate 479 suicides de mineurs de 20 ans, mais il manque les chiffres de quelques départements.

Pour les adolescents proprement dits de 15 à 21 ans, le nombre des suicides était monté, en dix ans, de 259 à 395.

Mais le mal est encore plus grand qu'on ne l'avoue ; le nombre des suicides d'enfants constaté dans les statistiques du Ministère de la Justice, quelque élevé qu'il soit, est notablement inférieur au nombre réel. Dans bien des cas, les parents attribuent à une cause accidentelle la mort volontaire de leurs enfants. Beaucoup de tentatives de suicides ne sont pas révélées à la police ; les parents, les directeurs des écoles, des lycées, qui ont intérêt à les cacher, ne les révèlent pas toujours. Enfin, quand les commissaires de police ont connaissance de ces tentatives, ils s'abstiennent souvent d'en dresser le procès-verbal, s'il n'y a aucun soupçon de crime, aucun fait pouvant intéresser l'ordre public.

En Prusse, le docteur Baer a signalé la même progression ; dans le nombre des suicides d'enfants, pendant la période de 1869-1873, il donne comme moyenne par année 38,2 suicides d'enfants âgés de moins de 15 ans, dont 31,6 garçons et 6,6 filles, et pour la période de 1894-1898, 64,8 suicides dont 52 garçons et 12,8 filles. Une statistique parue dans *Les Annales médico-psychiques* (juillet-août 1901) montre la progression des suicides en Prusse : de 1884 à 1888, on y a compté 231 cas de suicides parmi les enfants fréquentant les écoles ; 41 cas en 1884, 54 en 1881, 56 en 1888.

Une autre statistique, il est vrai, semblerait indiquer que l'épidémie du suicide est entrée dans la voie de la décroissance, dans ces dernières années, en Allemagne. Cette statistique est produite par M^{lle} Vicki Tiemann, professeur à l'Ecole de filles de Barnem, en réponse à un article paru, sous le titre « Suicides d'Enfants »,

dans *Les Annales politiques et littéraires* du 22 novembre 1908. Voici les chiffres qu'elle donne :

1900.....	118
1901.....	119
1902.....	135
1903.....	177
1904.....	114

Quelles sont les causes des suicides d'enfants ? Si les causes immédiates sont restreintes, les causes lointaines, au contraire, sont multiples. Ici encore, nous retrouvons la terrible empreinte du mal héréditaire, nous retrouvons la lourde responsabilité de la famille, négligente ou vicieuse, la faute du milieu corrupteur et malsain ; ici encore, les causes sont les mêmes qui font les dévoyés et les criminels ; la dégénérescence paye au suicide son lourd tribut de victimes, comme elle le paye au crime et à la folie.

M. Proal, dans son ouvrage sur l'Education et le suicide des enfants (1), distingue trois catégories de suicides d'enfants :

1^o Les suicides vésaniques ; 2^o Les suicides névropathiques (neurasthéniques, hystériques, épileptiques) ; 3^o Les suicides non pathologiques.

Dans l'esprit de l'auteur, en effet, il est impossible d'attribuer tous les suicides d'enfants à un état névropathique, à un cerveau anormal. Il y a des suicides qui se produisent chez des enfants non dégénérés après réflexion, pour des motifs qui ne choquent point la raison ; lorsqu'un enfant martyrisé par ses parents, par exemple, se donne la mort pour se

(1) P. Proal : *L'Education et le suicide des enfants*, p. 167.

soustraire aux mauvais traitements qu'on lui inflige, l'acte qu'il commet n'est pas forcément le résultat d'une impulsion morbide. L'enfant naturel abandonné par sa mère, jeté sur le pavé sans ressources à un âge où il ne peut encore se suffire et qui se donne la mort pour échapper à la misère, n'est pas non plus un dégénéré. Ici encore, c'est le milieu qui est le grand coupable, le milieu qui fait des criminels, des tarés et des malades.

Un excès de travail expose également à une fatigue nerveuse, à un affaiblissement général de la santé, à des affections cérébrales qui peuvent quelquefois conduire au suicide. On hébête les enfants, on les épuise en surchargeant leur mémoire, en entassant dans leur esprit les connaissances les plus diverses. M. le docteur Matignon, attaché à la légation de France à Pékin, a constaté que le nombre des suicides augmente en Chine à l'époque des examens, que les candidats, fatigués par leur préparation, humiliés par leurs succès, ne veulent pas y survivre (1).

M. Proal, dans son ouvrage sur « l'Education et le suicide des enfants », déclare avoir fait la même constatation en étudiant les procès-verbaux de suicides du parquet de la Seine : un assez grand nombre d'enfants, d'adolescents et de jeunes gens se suicident après un échec aux examens, les uns par dépit et par découragement, par crainte de manquer leur carrière ; les autres par peur des réprimandes paternelles, par suite du chagrin qu'ils éprouvent de rester à la charge de leurs parents pauvres. Chez quelques-uns, le surmenage entraîne non seulement l'irritabilité, l'épuisement

(1) Archives d'anthropologie criminelle, 15 juillet 1897.

du système nerveux, mais la mélancolie, la prostration, des hallucinations, la sensation du vide dans le cerveau. M. Proal cite le fait suivant : « Je viens de voir « à la colonie de Vaucluse (Seine-et-Oise) un ancien « élève de la colonie, X..., âgé de seize ans, en appa- « rence vigoureux et bien portant, mais atteint de « mélancolie avec stupeur ; depuis son échec à un « examen, il garde un silence obstiné, refusant de « répondre à toutes les questions qu'on lui adresse ; « il a des hallucinations. Ces jours derniers, se croyant « persécuté par un camarade, il a lancé un coup de « poing dans une vitre de la fenêtre et s'est coupé la « main. » (1).

A côté de ces enfants qui ont été poussés au suicide par un état pathologique, conséquence d'une brutale révolution survenue dans leur vie normale, il en est d'autres que leur état mental, en dehors de toute circonstance imprévue, prédispose à se donner la mort. Certains auteurs sont même allés plus loin en affirmant que toute tentative de suicide est un indice certain de folie et que tous les suicidés sont des fous.

Sans aller jusqu'à prétendre que le suicide chez l'enfant est la caractéristique certaine d'une débilité du cerveau, sans déclarer, après Esquirol, Bourdin, Moreau de Tours, Trélat, que tout suicidé est un aliéné, on ne saurait renier la relation étroite qui existe entre le suicide et la dégénérescence. Les dégénérés sont des impulsifs qui agissent brusquement, automatiquement, sans réflexion. Or, les observations rapportées par les auteurs qui se sont occupés de la question établissent que la plupart des suicides d'enfants sont im-

(1) Proal, op. cit. : *L'Education et le suicide des enfants*, p. 26-63.

pulsifs, automatiques ; on ne saurait croire combien sont fréquents, par exemple, les suicides d'enfants par amour-propre froissé, par susceptibilité nerveuse. Voici le cas rapporté par M. Proal : « Le 2 mars 1900, le « jeune V..., âgé de 13 ans, fils d'un ouvrier d'Auber-
« villiers, se rend aux Halles avec sa mère pour ven-
« dre des légumes, et rentre ensuite avec elle à la
« maison. Dans l'après-midi, sa sœur, âgée de 12 ans,
« le prie de l'aider pour laver la vaisselle. Sur son
« refus, la mère le gourmande et l'appelle « grand
« fainéant. » Irrité, froissé par ce reproche, l'enfant
« se rend à l'écurie et se pend à une poutrelle, après
« avoir écrit sur un morceau de papier ses nom et
« prénoms, suivis de l'épithète que sa mère lui a
« adressée : GRAND FAINÉANT » (1).

Voici encore le cas du jeune P..., âgé de 10 ans, qui a été trouvé pendu à Paris, le 30 novembre 1904 ; on a fait aussitôt une enquête auprès des parents, de l'instituteur, du directeur de l'école, qui ont dit : « Cet en-
« fant était très intelligent et d'un caractère enjoué.
« Mais depuis la rentrée des classes, il était distrait,
« préoccupé, il semblait indifférent et parfois un peu
« extravagant. Ce matin, il a quitté l'école après une
« légère remontrance de l'instituteur, qui lui a re-
« proché son « apathie » ; lorsqu'il est rentré chez
« lui, sa mère l'a menacé, s'il ne travaillait pas mieux,
« de le placer dans une maison de correction, et l'en-
« fant est allé se pendre. » (2).

Je me souviens encore de l'émotion douloureuse que nous avons éprouvée, mes camarades et moi,

(1) L. Proal : *L'Education et le suicide des enfants*, p. 24.

(2) L. Proal : *L'Education et le suicide des enfants*, p. 102.

alors que je faisais mes études au lycée et que j'étais en sixième, quand nous avons appris le suicide d'un de nos camarades de classe ; le malheureux enfant, après une remontrance de l'un de nos professeurs pour une peccadille quelconque, était rentré chez lui, s'était enfermé dans sa chambre et s'était tiré un coup de revolver dans la tête.

Tous ces enfants étaient évidemment des anormaux, des malades comme il en existe malheureusement un trop grand nombre.

Les enfants impressionnables ont une telle sensibilité qu'une gronderie produit sur eux l'effet d'un choc moral, qu'un reproche les blesse jusqu'au fond de l'âme ; cette émotivité excessive, si elle n'est pas enrayée, les conduit à l'hystérie, à l'épilepsie, au suicide. A la suite d'une contrariété imprévue qui produit le découragement et le désespoir, l'idée du suicide naît subitement dans leur imagination morbide et elle est immédiatement exécutée.

Ce sont encore des anormaux — victimes d'une terrible loi héréditaire — ces malheureux enfants qui naissent et qui vivent avec l'obsession du suicide, jusqu'au moment où ils succombent à leur fatale tentation. Dernièrement, un enfant de 14 ans, voyant son père obsédé par l'idée du suicide, parvint à l'en détourner en le priant et en le suppliant de ne pas l'abandonner, en veillant sur lui, en ne le quittant jamais. Quelque temps après, ce malheureux enfant fut atteint lui-même de cette obsession du suicide et y céda. L'idée obsédante du suicide peut disparaître et réapparaître plusieurs années plus tard. Des enfants qui ont tenté de se suicider à 10, 12 ans, recommencent leurs tentatives, devenus hommes.

D'autres enfants, par suite de leur tempérament hystérique, sont enclins à la jalousie, au mensonge, à une extrême irritabilité, à des changements brusques d'humeur; d'autres encore sont naturellement mous, apathiques; on attribue leur lenteur d'esprit à une paresse volontaire et coupable, alors qu'elle n'est que le résultat de leur tempérament neurasthénique.

Les parents devraient être d'autant plus indulgents à l'égard de ces enfants malades, que c'est à eux que remonte la responsabilité de cet état maladif. Nous verrons l'influence considérable de l'hérédité sur les tares physiologiques et psychologiques de l'enfance; le premier devoir des parents serait donc d'user de patience et de bonté à l'égard de ces malheureux névrosés, de les encourager dans la bonne voie, en fortifiant leur bonne volonté par un redoublement d'affection. En agissant ainsi, bien souvent ils les aideraient à triompher de leurs mauvais penchants, toujours ils les préserveraient du désespoir. Car c'est le désespoir qui s'empare de ces pauvres petits êtres souffrant de n'être jamais compris et aimés, et un jour, las d'être toujours grondés et punis, de ne recevoir que des coups et jamais des caresses, ils quittent volontairement cette vie où ils n'ont connu aucune joie et aucune affection.

Les suicides d'enfants anormaux qui se donnent la mort par désespoir de ne pouvoir se corriger de leurs défauts et de ne pas être compris et soutenus par leurs parents, existent malheureusement trop souvent. M. Proal nous rapporte l'exemple de ce jeune homme à Paris qui, avant de se brûler la cervelle, le 1^{er} juillet 1900, écrivait à sa famille : « Chère mère, chers
« frères et sœurs, quand vous recevrez cette lettre, je
« ne serai plus de ce monde; car j'aime mieux mourir

« que de supporter plus longtemps cette vie de souffrances. Je ne vous demande qu'une chose, c'est
« d'oublier mon passé, c'est-à-dire toutes les fautes
« que j'ai commises; car vous savez que j'ai commis
« ces fautes par enfantillage ou, plutôt, par suite de
« mon caractère maladif. » Un autre enfant, avant
de se suicider, écrivait: « Je vois bien que je ne ferai
« rien de bien ici-bas, et qu'il vaut mieux que je m'en
« aille tout de suite. Me supprimer, c'est le seul moyen
« d'arrêter tous les ennuis que je me suis créés. » (1).

Nous arrêtons là cet essai de démonstrations. En visitant les cliniques et en interrogeant les médecins, nous n'avons pas voulu tenter de démontrer que tous les criminels, tous les fous, tous les gens qui se suicident sont des malades du cerveau qui auraient eu besoin d'être soignés et assistés dès leur enfance, mais du moins nous avons voulu prouver que dans la foule de ces malheureux il s'en trouve un grand nombre qui ont été, au début de leur vie, des enfants anormaux, qui auraient pu, si l'on s'était occupé d'eux, s'ils avaient eu la chance de naître et de vivre au sein d'une famille, d'une société, conscientes de leurs devoirs à leur égard, devenir des hommes honnêtes, capables de jouer un rôle utile avec une moyenne de succès et une moyenne de vertus; alors qu'au contraire, abandonnés à eux-mêmes, privés de protection et d'éducation, ils ont glissé peu à peu sur la pente fatale du vice et de la maladie et sont devenus de lamentables épaves, ces tristes déchets sociaux dont la lugubre théorie pourvoit chaque jour les prisons,

(1) Proal : *L'Education et le suicide des enfants*, pp. 99 et 100.

les hospices et les refuges. En faisant cette preuve, nous croyons avoir justifié suffisamment le devoir impérieux de protection et d'assistance qui incombe à la société à l'égard de ces enfants dans leur intérêt à eux, d'abord, dans l'intérêt de tous, ensuite. On se plaint tous les jours et on s'effraye de voir augmenter les crédits qui sont affectés dans le budget à l'entretien des prisons, des dépôts, des asiles, et quand on a constaté avec stupeur l'effrayante progression de la criminalité juvénile, quand on a déploré le nombre croissant des suicides, l'encombrement constant des asiles d'aliénés, quand on a dénoncé et flétri toutes les responsabilités en jeu dans ces catastrophes sociales, on ne fait rien pour en prévenir le retour ; ou pour en diminuer la fréquence ? Pourquoi ne pas agir tout de suite, ne pas tarir le mal dans sa source ? Pourquoi ne pas prévenir plutôt que guérir ? La société s'honorait en accomplissant à l'égard des enfants malheureux et malades un grand devoir de pitié, de solidarité et de protection ; elle leur éviterait la déchéance fatale qui les guette, la vie de misère, de délits et de prostitution qui les attend. Le devoir des sociétés n'est pas renfermé tout entier dans les doctrines utilitaires. L'âme sociale existe avec ses aspirations généreuses, son idéal toujours poursuivi et jamais réalisé du Beau, du Vrai et du Bien harmonieusement réunis dans la conception des institutions et des réformes nouvelles ; pourquoi le dessécher par un vain souffle de scepticisme, pourquoi vouloir taire en nous la voix qui, au milieu de nos préoccupations égoïstes, nous parle quelquefois d'amour et de pitié ?

Et, d'ailleurs, que les utilitaires se rassurent ! Cette générosité ne sera pas dépensée en pure perte, cette

philanthropie ne sera pas seulement la satisfaction d'une sentimentalité que d'autres encore appellent de la faiblesse : en protégeant les autres, la société se protégera elle-même.

Les sommes qu'elle consacrera à créer des écoles spéciales, des instituts médico-pédagogiques, à organiser des écoles de réforme, des colonies agricoles et familiales ne seront point des sommes gaspillées, puisque cet argent, s'il n'est pas appliqué à ces œuvres, sera dépensé plus tard — et bien au-delà de sa valeur — en frais de police, de justice et de prison, comme l'a dit le docteur Kusella.

Voilà pourquoi, au risque de passer pour dénués de sens critique, selon l'expression de certains auteurs ; nous donnerons raison au docteur Restin d'avoir écrit « qu'il n'y a pas de champ d'économie politique qui puisse être cultivé avec plus d'avantages pour la diminution du crime, du paupérisme et de la folie que celui des enfants idiots, arriérés, atteints d'imbécillité morale », et que nous répèterons après le docteur Roubinowitch, après avoir entendu des voix autorisées approuver nos conclusions : « Si la société ne s'occupe pas de ses enfants anormaux pour essayer de les redresser pendant qu'ils sont encore éducatibles, ils se tourneront contre la société et tomberont à sa charge entièrement et définitivement. » (1).

Voilà pourquoi aussi nous nous associons pleinement aux paroles prononcées par M. Strauss, à la

(1) Tel est l'avis également du docteur Mierzegewski, qui écrit : « La dégénérescence, ce n'est pas le crime, ce n'est pas l'aliénation mentale, mais le terrain de la dégénérescence prédisposé au crime et à l'aliénation mentale. » Docteur Mierzegewski : *Actes du III^e Congrès d'anthropologie criminelle*. Bruxelles, 1892.

tribune du Sénat, dans la séance du 9 mars 1909, au cours de la discussion du projet de loi ayant pour objet la création de classes pour enfants arriérés. « Tous les « enfants anormaux, tous les écoliers arriérés ne « deviennent pas inévitablement des délinquants, des « enfants vicieux, des adolescents criminels. Mais, « hélas ! ils n'en sont pas moins la pépinière la plus « abondante de la criminalité juvénile. Et le jour où « vous aurez tari dans sa source cette cause de « déchéance physiologique et morale, où vous aurez « restitué à l'atelier, au magasin, à la terre, des travail- « leurs qui seront en état de gagner leur vie, parce « qu'ils auront reçu non seulement les éléments de « l'instruction générale, mais encore les premières « notions de l'apprentissage professionnel, ce jour-là, « Messieurs, vous aurez rendu au pays un service « inappréciable, incalculable, qui dépassera de beau- « coup la valeur des légers sacrifices d'argent que « vous pouvez envisager. » (1).



(1) Sénat, séance du 9 mars 1909. *Journal officiel*, 10 mars.

DEUXIÈME PARTIE

LES CAUSES

Je crois qu'il y a au-dessus de nous, autour de nous, nous enserrant de toutes manières, une Solidarité naturelle dont nous ne pouvons nous dégager. Nous sommes tous débiteurs les uns des autres.

(Léon BOURGEOIS.)

En étudiant les relations entre l'anormalité et le crime, nous avons signalé les théories de l'Ecole italienne qui, recherchant les causes de l'augmentation et de la criminalité, affirme l'influence exclusive d'un atavisme inéluctable contre lequel toutes réformes seront impuissantes.

En face de ce déterminisme paresseux et stérile, qui ressemble à un laisser-aller de jouisseur égoïste et tranquille, nous avons posé la formule courageuse de l'Ecole française, qui s'élevant contre le dogme de cette conception de douloureuse fatalité, prend un poste de combat en dénonçant d'autres responsabilités à qui elle déclare la guerre et demande à la société

des armes pour combattre un péril qu'elle a contribué elle-même à créer et à entretenir.

Peu à peu, après les discours et les écrits d'hommes aussi autorisés que compétents, l'accord s'est fait entre les deux formules et l'on peut dire que le Congrès d'anthropologie criminelle d'Amsterdam a scellé l'entente des écoles française et italienne par l'intermédiaire de M. Enrico Ferri qui a indiqué la solution du problème dans une formule nouvelle :

« Le crime est toujours le résultat de deux ordres
« inséparables de conditions déterminantes, anthropo-
« logiques et sociales. »

Nous connaissons les rapports étroits qui existent entre l'anormalité et la criminalité ; nous pouvons donc sans témérité adopter pour l'une ou pour l'autre de ces deux grandes maladies sociales le même plan de combat, puisque toutes les deux sont issues des mêmes causes et engendrent les mêmes conséquences redoutables. Nous dirons donc que l'enfant anormal, comme le criminel, ne peut être étudié autrement que dans son être, dans son passé héréditaire, dans le milieu où il a vécu, et faisant la même part de pernicieuse influence aux facteurs physiologiques et aux facteurs sociaux (1), nous diviserons les causes de l'anormalité en deux grandes catégories :

1^o *Causes physiologiques.* .

2^o *Causes sociales.*

(1) Le docteur Mouret, parlant de l'enfant criminel, déclare :
« Nous ne connaissons pas, dans notre petite sphère, de cas où
« nous n'ayons pu découvrir soit le vice du milieu corrupteur, soit
« la tare initiale. » Docteur Mouret : *Patronage de l'Enfance coupable*.

CHAPITRE PREMIER

Causes physiologiques.

I. — AVANT LA NAISSANCE

1^o L'hérédité.

Voici placé en première place le mal terrible, d'autant plus redoutable qu'il est plus mystérieux. Médecins, philosophes, sociologues et romanciers se sont préoccupés de déterminer l'influence de l'hérédité dans la solution des graves problèmes que la vie humaine soumet tous les jours à leur examen. Que de fois ce nom fatal est revenu dans le diagnostic du médecin au chevet du malade qui s'effraye et se désespère, que de fois il a passé sur les lèvres de l'avocat réclamant la pitié des juges pour celui qui s'est rendu coupable d'une offense sociale quelconque, que de fois il a été inscrit dans l'ouvrage où le romancier sociologue recherche à travers l'histoire des générations successives le secret mystérieux du mal qui opprime cruellement une famille, paralyse ses efforts et détruit son énergie !

Il y a autre chose dans l'hérédité que la ressemblance des enfants à leurs procréateurs ou à leurs

ascendants, il y a autre chose aussi que le patrimoine moral de goûts, d'habitudes, de dispositions d'esprit et d'âme que se lèguent les générations successives et dont la tradition, interrompue à un stade quelconque, se renoue inéluctablement au stade suivant. D'après la définition qu'en a donnée M. Ribot, « l'hérédité est « la force biologique en vertu de laquelle tous les « êtres doués de vie tendent à se répéter dans leurs descendants... » L'hérédité est donc une forme de vie et c'est à la source de la vie que les savants vont en rechercher l'influence. « L'œuf, écrit M. F. L. Dantec, « est l'héritage que les parents laissent à l'enfant et « tout ce qui proviendra chez l'enfant de la nature « spéciale de l'œuf devra être considéré comme une « propriété héréditaire. »

Si l'influence du mal héréditaire est aussi certaine et aussi profonde, devons-nous admettre le dogme de la fatalité pesant sans espoir de rachat sur la famille et sur l'individu ? Non ; nous avons vu tout ce que cette théorie a de désolant et de stérile. Si l'on affirme à l'homme qu'il ne lui sera jamais permis de se libérer un jour de la servitude qui l'opprime, si, scientifiquement, on le décrète prisonnier perpétuel, si on ne fait luire à ses yeux aucun espoir de réhabilitation et de salut, on tue en lui l'énergie morale qui fait les races courageuses et fortes, on aggrave le mal au lieu de le guérir.

En réalité il n'y a point en principe d'hérédité fatale, c'est-à-dire, portant physiologiquement les enfants à des actes déterminés d'avance, mais il y a souvent des hérédités fâcheuses qui créent des prédispositions à la dégénérescence, au crime, au suicide, à la folie, qui permettent au microbe de se développer plus facile-

ment et enlève à l'organisme toute force pour résister soit aux attaques de la maladie, soit aux sollicitations mauvaises du monde extérieur.

Les impulsions héréditaires sont en somme une cause fréquente de dégénérescence physique et morale. Comme l'a dit Auguste Comte, le « cerveau est l'appareil de l'action des morts sur les vivants » et, suivant les conclusions du docteur Féré dans son ouvrage sur la famille névropathique « la prédisposition pathologique est souvent la cause prépondérante, la cause « des causes. »

Nous allons nous en convaincre davantage en étudiant l'influence de la loi héréditaire dans le développement de trois grandes maladies sociales, qui sont les facteurs par excellence de la dégénérescence physique et morale : L'alcoolisme, la tuberculose et la syphilis.

§ 1^{er} *Alcoolisme*. — Parmi les influences héréditaires qui appesantissent le plus lourdement leur fardeau de tares et de misères sur les générations successives, c'est à l'alcoolisme qu'échoit le triste privilège de mériter la première place.

Sous l'influence pernicieuse de l'alcool, l'homme devient criminel et il engendre des enfants qui apportent en naissant une fatale prédisposition au crime.

« La portée criminogène de l'alcool — a dit M. Paul « Garnier, dans une conférence faite à la société de « Protection de l'enfance — va bien plus loin que « l'existence du buveur ; elle lui survit...

« Quand on calcule la proportion des offenses « sociales directement provoquées par l'alcool, on n'a « encore attribué qu'une partie de la responsabilité qui

« lui revient dans la genèse si souvent mystérieuse
« et lointaine des délits et des crimes. » M. Garnier a
calculé que 80 % environ des criminels juvéniles sont
issus de parents alcooliques.

A Amsterdam, Mme Louise Roubinovitch compte
que 48 % des enfants criminels passés par le bureau
d'admission de Sainte-Anne étaient nés de parents
alcooliques (1).

L'aptitude criminelle constitue l'une des formes
dégénératrices engendrées par l'alcoolisme, comme la
folie en est une autre, car à la base de la folie et du
crime se trouve la dégénérescence dont l'alcoolisme
est le facteur étiologique le plus puissant.

A cet égard les témoignages abondent :

Le docteur Morel, étudiant la descendance d'alcooliques, a fait les constatations suivantes : Première
génération : dépravation alcoolique, excès alcooliques ;

Deuxième génération : manies, ramollissement
cérébral.

Troisième génération : hypocondrie, mélancolie,
suicides, homicides.

Quatrième génération : imbécillité, idiotisme, stérilité,
extinction de la famille.

Le docteur Ley est aussi convaincu du rôle nocif
de l'alcool.

Dans sa statistique il note une très forte proportion
d'alcooliques parmi les ascendants directs des arriérés.

« Nous avons, dit-il, considéré comme alcooliques
« ceux qui abusent manifestement de l'alcool sous

(1) Docteur Louise Roubinovitch : *Sur le devoir du Gouvernement dans la cause de l'empêchement de la naissance et de la propagation de la criminalité*. Congrès d'Amsterdam, 1901.

« forme de boissons distillées, principalement de
« genièvre, ceux qui prennent journellement une
« certaine quantité de ces liqueurs et qui manifestent
« de façon fréquente les symptômes de l'ivresse. Si
« nous avons dû considérer comme alcooliques tous
« ceux qui usent modérément de bière et de liqueurs,
« nous eussions dû les inscrire presque tous — hom-
« mes et femmes — sous la rubrique « alcoolisme. »
« Quelques parents s'abstiennent de boissons distil-
« lées ; deux pères sont abstinents complets.

« Sur 172 sujets, 73 ont un père nettement alcoolisé,
« soit 42,4 % ; 9 ont une mère alcoolique, soit 5,2 %.

« Dans douze cas, on constate aussi de l'alcoolisme
« prononcé chez les grands-parents, 6,9 % . »

Et l'auteur conclut : « L'alcool ne dément donc pas
ici sa vieille réputation étiologique dans l'affection
dégénérative qui nous occupe. »

Le docteur Legrain, médecin en chef des aliénés de
la Seine, a fait une enquête sur 215 familles d'alcool-
iques. Il a trouvé dans 168 la dégénérescence mentale,
dans 88 des enfants idiots à la première génération,
dans 52 des épileptiques, dans 106 des aliénés, dans
108 l'ivrognerie héréditaire.

Il a suivi 98 de ces familles à la deuxième généra-
tion ; dans 40 il a constaté l'épilepsie, dans presque
toutes, des arriérés, des criminels ou des fous.

Il a suivi la troisième génération dans sept de ces
familles ; tous les enfants (17) étaient arriérés ; 2 fous,
2 hystériques, 4 sujets à convulsions, 3 scrofuleux ;

Un auteur allemand, le docteur Demme, trouve sur
57 enfants de dix familles de buveurs, 43,8 % morts
en bas âge ; 17,4 % possédant des malformations ou
du nanisme ; 21 % idiots et épileptiques, tandis que

sur 61 enfants de dix familles de tempérants, il ne trouve que 8,2 % morts en bas âge et 10 % d'anormaux (1).

M. le docteur Rodiet, se basant sur les recherches du docteur Demme, classe les descendants des alcooliques dans les catégories suivantes « ou bien le buveur engendre un buveur qui dès l'enfance sera poussé à l'ivrognerie, ou bien le buveur procréera un dipsomane à excès alcooliques intermittents ; ou bien, le plus souvent, la tare héréditaire se manifeste par des accidents nerveux ; les plus fréquents sont l'hystérie, l'épilepsie, les diverses formes de folie et surtout la dégénérescence mentale à tous les degrés (2).

A Lyon, le docteur Chazal affirme que d'après les renseignements fournis par les mères qui ont amené leurs enfants au Dispensaire médico-pédagogique, il est arrivé, relativement à l'alcoolisme du père, à établir une proportion de 22 % et encore, ajoute-t-il « cette proportion ne représente que les cas d'alcoolisme avoués ; elle peut certainement être doublée sans exagération. » (3).

Il nous a été donné d'assister, nous-même, à quelques-unes des consultations médicales au Dispensaire au moment où étaient examinés les enfants destinés à être placés dans les classes de perfectionnement ; parmi les mères qui venaient là, toutes ou presque

(1) Demme : *Ueber den Einfluss des alkools auf den organismus des Kindes*. Stuttgart, 1901. Cité par le docteur Hugo-Hoppe (*Alkohol und Kriminalität*, Wiesbaden, 1906).

(2) Docteur A. Rodiet : *Les Enfants alcooliques*. — Rapporté par le docteur Mouret : *Patronage de l'Enfance coupable*. Th. Lyon, 1903, p. 23.

(3) Chazal : *Les Anormaux psychiques*.

toutes confessaient la terrible passion du père. « Mon mari boit » ou bien « mon mari a bu beaucoup. »

Un cas nous a particulièrement frappé et douloureusement ému : c'est celui d'une femme poussant devant elle une petite fille de 7 à 8 ans ; l'enfant était chétive, d'une maigreur effrayante. « Mon mari est alcoolique, a déclaré la mère ; la nuit, il a des hallucinations, il se met à pleurer et à crier ; je suis obligée de laisser une veilleuse allumée, car l'obscurité l'effraye. »

« Il croit voir tomber de la neige, » a ajouté alors la petite fille en se mettant à rire, et ce rire d'enfant était lugubre devant cette triste déchéance dont elle devait toujours peut-être porter l'ineffaçable souillure.

Enfin, pour clore ce sombre tableau et l'illustrer d'un exemple plus saisissant encore, voici l'histoire d'Ada Jurke, telle que nous le rapporte le docteur Mouret (1), qui lui-même l'a empruntée à M. Jules Morel et au docteur Thulié. Cette ancienne ivrogne, née en 1740, est décédée au commencement du siècle suivant. Elle a laissé une progéniture de 834 personnes ; dans ce nombre, il y avait 106 enfants naturels, 142 mendiants, 64 soutenus par la bienfaisance, 161 adonnés à la prostitution, 76 criminels et parmi eux 7 assassins. En soixante-quinze ans cette seule famille, par des calculs officiels, a coûté pour frais d'entretien, frais d'emprisonnement, dommages et intérêts, la somme de dix millions deux cent cinquante mille francs !

§ 2^e *Tuberculose*. — Les docteurs Anglade et Jacquin, dans une étude récente, ont recherché si l'hérédité

(1) Docteur Mouret : *Patronage de l'Enfance coupable*.

tuberculose n'était pas capable de produire un arrêt de développement intellectuel. Voici les conclusions que nous ont transmises ces deux auteurs :

« De nos observations personnelles et des observations publiées par d'autres, il ressort que l'hérédotuberculose se trouve absolument associée à l'hérédotalcoolisme dans 57,1 % des cas d'idiotie, et que dans 28,5 % la tuberculose des parents seule est responsable des encéphalopathies congénitales observées chez les enfants.

« La clinique, la pathologie expérimentale et comparée montrent la fréquence des dystrophies internes ou externes, viscérales, nerveuses, chez les descendants de tuberculeux. *L'idiotie* ne serait souvent qu'une modalité de ces dystrophies hérédotuberculeuses ».

De ces chiffres il est bon de rapprocher ceux fournis par Shuttleworth qui relève l'hérédotuberculose chez 28 % des arriérés et par Zichen qui l'a notée chez 56 % d'entre eux. M. le professeur Landouzy et M. le docteur Masny ont également étudié l'influence de cette terrible maladie.

Tous les auteurs s'accordent pour reconnaître qu'elle existe très fréquemment chez les parents d'enfants anormaux (15 à 50 % suivant les auteurs).

§ 3^e *Syphilis*. — Comme l'alcoolisme et la tuberculose l'hérédosyphilis est considérée par les médecins comme l'un des facteurs les plus importants de la dégénérescence et des troubles nerveux des enfants. Tout le monde connaît les remarquables études consacrées à cette redoutable maladie par M. le professeur Fournier

et son fils, le docteur E. Fournier ; la conclusion qui se dégage de leurs travaux, c'est que la syphilis héréditaire peut donner lieu chez l'enfant aux troubles les plus variés : idiotie, arriération intellectuelle, épilepsie, hystérie, neurasthénie, perversion des facultés morales, etc.....

Cassel a trouvé la syphilis chez les parents d'enfants arriérés pour 5,4 % des cas. Le docteur Ley donne le chiffre de 4,6 %. Le docteur Schlesinger, de Strasbourg, donne les chiffres suivants (1) :

Syphilis congénitale.....	8,5 %
Syphilis très probable des parents.....	1,5 %
(à cause des avortements et des mort-nés).	

2° Consanguinité.

Il faut arriver au XIX^e siècle pour voir se former l'opinion que les unions consanguines peuvent être une source de dégénérescence. Dès que cette idée a été signalée, elle a été l'objet de nombreuses études et de nombreuses controverses ; on comprend, en effet, l'intérêt passionnant d'un problème qui touche à la fois à la famille et à la société et l'importance de la solution s'imposant à la sagacité des chercheurs. Quels sont les dangers des mariages consanguins ? Et dans le cas de nocivité, n'y-a-t-il pas une mesure de prévoyance sociale à prendre pour prohiber les unions entre proches ?...

Certains auteurs se sont prononcés nettement pour

(1) Rapporté par le docteur Legrand : *Les Invalides cérébraux*. Th. Lyon, 1908.

la thèse de la nocivité; on a été si loin dans cette voie que le professeur Lacassagne pouvait écrire avec raison : « Il fut un temps où un individu né de consanguins ne pouvait avoir une maladie quelconque, être laid, et même avoir des taches de rousseur, sans qu'on s'en prit à la consanguinité. » Le savant professeur a formulé à cet égard des conclusions qui sont chaque jour confirmées par les plus distingués praticiens.

Il autorise ou prohibe les unions entre proches, selon qu'ils sont exempts ou affectés de tares et de maladies constitutionnelles. C'est la thèse soutenue également par Lagneau à l'Académie de médecine, et partagée par Ch. Féré (1), Comby (2), Le Gendre (3).

Pour affirmer que les mariages consanguins produisent souvent des enfants dégénérés, sourds-muets ou idiots, on s'est appuyé tantôt sur des faits particuliers, tantôt sur des statistiques. Ni les uns ni les autres ne sont très probants. En ce qui concerne les faits individuels, en effet, on peut toujours en citer, car s'il est possible que la consanguinité chez les parents n'engendre pas forcément la surdi-mutité ou l'idiotie chez les enfants, il est en revanche certain qu'elle n'en préserve pas; on peut donc citer des sourds-muets, des idiots et des épileptiques issus de mariages consanguins, mais cela ne prouve rien, car il serait trop beau que les mariages consanguins n'engendrent jamais que des enfants bien portants.

On a cité, d'autre part, non seulement de nombreux mariages consanguins dont les enfants étaient intel-

(1) Ch. Féré : *La Famille névropathique*. Paris, 1898.

(2) Comby : *Xe Congrès d'Hygiène*, 1900.

(3) *Traité de pathologie de Bouchard*.

ligents et bien portants, mais encore des familles dans lesquelles le mariage consanguin est une tradition héréditaire et qui n'en étaient pas moins prolifiques et exemptes de tares. Telle est la famille d'un certain docteur Bourgeois qui en a publié la curieuse généalogie dans sa thèse (Paris 1859). Cette famille était, d'après les termes mêmes de l'auteur, surchargée de consanguinité puisqu'on comptait jusqu'à soixante-quatre unions consanguines qui, toutes, ont donné d'excellents résultats !

On peut citer aussi l'exemple resté célèbre des « Frantcis. » En 1861, un voyageur français, M. Rousselet, qui faisait dans l'Inde centrale un voyage scientifique fut surpris d'y rencontrer une colonie française, catholique, ayant conservé avec une pureté frappante tous les caractères de notre race, gouvernée par un chef héréditaire appelé « Bourbon. » Ils se dénommaient eux-mêmes « Frantcis. » D'après le récit fait par leur chef, ils descendaient d'un certain Jean de Bourbon, se disant de race royale, qui, après de nombreuses aventures, arriva dans le pays en 1559 avec ses deux fils. Ceux-ci épousèrent des esclaves portugaises, catholiques comme eux, et en eurent de nombreux enfants. Etant catholiques, les Frantcis ne pouvaient se marier qu'entre eux et la consanguinité devint une de leurs traditions. La race n'en a pas moins résisté depuis trois cents ans à un climat redoutable.

On peut invoquer également l'opinion du docteur Voisin qui ne partage pas les appréhensions de beaucoup de ses confrères au sujet des conséquences redoutables que peuvent engendrer les mariages consanguins. « Pour ce qui concerne l'idiotisme, la folie et

« l'épilepsie, mes observations m'autorisent à déclarer
« que rien n'est moins certain que l'influence des
« unions consanguines. J'ai pris les observations de
« 1.537 malades dans les services de Bicêtre et de la
« Salpêtrière et j'ai constaté que la consanguinité ne
« pouvait être une seule fois incriminée, quoique j'aie
« eu bien soin d'interroger moi-même les parents. »

Le docteur Voisin a également étudié la question de la consanguinité après avoir visité la commune de Batz (Loire Inférieure) composée de 3.000 habitants, pour déterminer les conséquences produites par des mariages répétés entre les parents d'une dizaine de familles.

« Depuis longtemps, écrit l'éminent praticien, les
« habitants du bourg se marient entre eux, sauf de
« rares exceptions; c'est dans le pays un titre de
« noblesse d'être du bourg de Batz et il est rare de
« voir des unions avec des gens du Croisic ou du
« Poulinguen. Les habitants de Batz sont ou sauniers
« ou paludiers et passent leur existence en plein air
« dans des marais salins; leur industrie est la pré-
« paration du sel; femmes et hommes sont très
« robustes et d'une belle santé. Il est fort peu d'habi-
« tants qui soient parents au-delà du sixième degré.
« Les enfants sont très nombreux, de deux à huit par
« ménage. »

L'exemple de la commune de Batz n'est pas un exemple isolé; en 1890, Lancry, étudiant la population de Fort-Mardick (Dunkerque) où les mariages consanguins sont très fréquents, n'a compté qu'un idiot sur une population de 1.800 âmes. Des constatations analogues ont été faites au sein des populations maritimes de Pouillac, Granville, Aromanches.

Si l'on se tourne vers la statistique pour obtenir une solution de la question, on se trouve en présence de résultats également contradictoires. Un médecin militaire, le docteur Boudin, dans une enquête qu'il fit vers 1860, a trouvé des chiffres effrayants : sur 290 sourds-muets, il y en avait, d'après lui, 64 qui étaient issus de parents consanguins, soit une proportion de 22 %. D'autre part, une enquête faite en Angleterre par M. Georges Darwin, fils de l'illustre naturaliste, a donné des résultats tout différents ; il a trouvé que sur 4.822 aliénés, il y en avait 170 seulement (3 à 4 %) issus de mariages consanguins ; de même, sur 366 sourds-muets, il en a trouvé que huit soit (2 % environ) issus de mariages consanguins.

Quelles conclusions tirer de ces appréciations si divergentes ? Il semble bien que l'on puisse affirmer, après les nombreux auteurs qui ont étudié la question, qui ont recueilli des confidences et des observations, que la consanguinité exalte les tares héréditaires mais ne les crée pas. Il faudra donc, comme le conseille le professeur Lacassagne, autoriser ou prohiber les unions consanguines suivant que les futurs conjoints sont exempts ou affectés de tares et de maladies constitutionnelles (1).

Si les constitutions fortes et saines, si les races pures font bénéficier leurs descendants de l'apport cumulé de qualités irréprochables et donnent naissance à des produits luxuriants de santé, les consti-

(1) C'est également l'avis du docteur Ch. Féré qui écrit : « L'hérédité n'agit qu'en favorisant l'hérédité des qualités familiales bonnes ou mauvaises ; dans les familles saines, elle est à rechercher ; dans les familles morbides, elle est à éviter. (*La Famille névropathique*, 1898).

tutions intermédiaires et les tarés donneront naissance au contraire à des produits inférieurs, dégénérés, qui constitueront plus tard la lamentable armée des malades du corps et de l'esprit dont la vie tout entière sera pour eux une longue souffrance et une lourde charge pour leur famille et la société. « Dans la population des villes, dit Lancry, dans les familles sou-
« mises à tous les énervements de la vie moderne,
« souvent des diathèses existent, alors même qu'elles
« ne se manifestent pas, elles couvent en quelque
« sorte sous les dehors d'une santé florissante, sans
« que le médecin lui-même, peu consulté dans ces
« occasions, puisse éveiller à ce sujet l'attention des
« intéressés. Survienne une alliance consanguine
« dans ces conditions, et nous pourrions voir la dia-
« thèse latente jusque-là s'affirmer d'une façon écla-
« tante... Le même vice familial, puisé à la même
« source, avec les mêmes nuances, va se multiplier par
« lui-même sous l'influence de la consanguinité et pro-
« duire un dégénéré, alors que les générateurs n'é-
« taient que des déséquilibrés. »

C'est donc au médecin qu'il appartient, après un examen sérieux et approfondi, de permettre ou de prohiber les unions consanguines. A cet égard, Le Gendre lui trace nettement sa ligne de conduite (1) :

« 1^o Le médecin appelé à donner son avis sur une
« union consanguine doit procéder à un examen
« minutieux sur les deux futurs et s'enquérir de la
« santé de leurs familles ;

« 2^o Il devra rechercher si les futurs ont été élevés
« dans le même milieu, car un milieu identique peut

(1) Le Gendre : *Traité de pathologie générale de Bouchard.*

« créer chez le père et la mère les mêmes prédispo-
« sitions morbides et il y a beaucoup plus de chances
« pour qu'elles se manifestent chez les enfants ;

« 3° On ne donnera d'avis favorable à un mariage
« consanguin que si les familles sont sans tares et si
« les conjoints n'ont pas été élevés sous le même toit,
« sinon on préviendra les parents de la possibilité
« d'un mauvais résultat. »

Ces conseils sont sans doute fort sages, mais il est à craindre que le médecin n'ait que trop rarement l'occasion d'en expérimenter l'efficacité.

Ici encore, le remède ne peut venir que d'un progrès dans l'éducation des hommes qui les rendra plus conscients des devoirs qu'ils ont à remplir et des responsabilités qu'ils encourent. Une intervention de l'Etat à titre réglementaire irait à l'encontre de la liberté individuelle et elle risquerait fort d'échouer dans son œuvre de réformes.

L'exemple nous vient cependant des pays étrangers : en Amérique, il est habituel de demander aux futurs époux « une assurance récente sur la vie ». C'est l'occasion d'un examen médical, sorte de confession physique, dont le billet fournit du moins une garantie approximative. L'Etat de Michigan porte même ce principe jusqu'à ses plus extrêmes limites, en interdisant par un bill le mariage à toute une série de sujets.

En Allemagne, cette idée a fait de rapides progrès. Le professeur Hégar propose « d'interdire le mariage
« à toute personne affectée d'un vice de conformation,
« d'une infirmité, d'une maladie ou d'une infection
« du sang, toutes les fois qu'il peut en résulter des
« tares graves et persistantes pour les descendants. »

3° Conception et grossesse.

Avant de naître, l'enfant n'a pas à redouter seulement les lois mystérieuses de l'hérédité et de la consanguinité qui lui feront partager le fardeau d'une tare sous le poids de laquelle il succombera peut-être sans avoir jamais rien fait pour en mériter le châtiement ; les défaillances d'une conception tardive ou imprudente, les vicissitudes d'une grossesse éprouvée seront là pour marquer encore de leurs stigmates son entrée dans la vie, car « il y a solidarité absolue entre la mère et le fœtus. » (Docteur A. Proust : « Traité d'hygiène. » Paris, 1882), et si la mère souffre dans sa chair, cette souffrance atteindra cruellement l'enfant, la chair de sa chair.

Les causes qui peuvent apporter leur influence néfaste au moment de la conception sont nombreuses.

On a incriminé *l'âge des parents*. D'après le docteur Marro, les crimes les plus graves, c'est-à-dire les crimes prémédités sont commis en général par des criminels issus de parents âgés (docteur Marro : « Classification des délinquants d'après leurs caractères essentiels organiques et psychiques. » Congrès de Rome, 1885). Suivant d'autres auteurs, cette cause agirait seulement dans la production de l'idiotie et de l'imbécillité, mais les conclusions ne sont pas encore très affirmatives à cet égard.

Legrand du Saulle a dénoncé l'influence pernicieuse de la *misère physiologique* sur les enfants du siège ; sur quatre-vingt-douze enfants nés pendant les derniers mois de l'année terrible, Legrand du Saulle en a trouvé soixante-quatre atteints de troubles intel-

lectuels ou moraux, les vingt huit autres étaient petits et malingres.

De tout temps également, l'état psychique des parents, au moment de la conception, a été envisagé comme un facteur important. L'Enfant du Jubilé, nous apprend M. Lucas, fut conçu par M^{me} de Montespau dans une crise de larmes et de remords. Dans l'antiquité, Hésiode conseillait de s'abstenir du coït au retour des cérémonies funèbres, de crainte d'engendrer des enfants mélancoliques, et plus tard la Folie d'Erasmus s'écrie : « Je ne suis point le fruit d'un ennuyeux amour conjugal. » (Erasmus : « Eloge de la folie »). Ici le débat s'élargit et c'est le procès du mariage que l'on entame en cherchant les causes lointaines des déchéances lamentables qui affligent certaines familles dans leur postérité. Parmi ces auteurs qui vont à la source de l'union mal assortie chercher la cause profonde des dégénérescences, M. Sébastien Faure se place au premier rang et son verbe éloquent flétrit « les fonctionnaires du mariage qui prennent femme jeune
« ou vieille, laide ou belle, intelligente ou bête,
« pure ou tarée, pour, avec la dot de celle-ci, acheter
« une étude, une charge ou une pharmacie, devenir
« industriels ou commerçants, exercer la médecine ou
« l'éloquence. » (Sébastien Faure : « La douleur universelle. » Paris, 1895).

D'après l'auteur, les mariages ouvriers ne valent pas davantage et, neuf fois sur dix, ce n'est à proprement parler « qu'une forme spéciale et respectée de la prostitution. »

En faisant la part de l'exagération dans une pareille appréciation, en faisant toutes réserves sur une généralisation que l'on peut à bon droit estimer excessive,

nous ne pouvons pas moins faire que de reconnaître trop souvent le bien fondé de la thèse de M. Sébastien Faure ; la responsabilité des parents est ici consacrée une fois de plus, mais l'on ne peut malheureusement que s'en tenir à une constatation stérile ; outre qu'il est excessivement délicat et même matériellement impossible de bâtir une statistique précise sur des données aussi variables et aussi fugitives, alors même que les résultats obtenus constituent un terrible réquisitoire, quels remèdes directs et immédiats apporter à cette situation ? Ce n'est pas seulement une réforme spéciale à introduire par voie législative dans le corps de l'édifice social qu'il faut envisager pour tarir la source du mal ; le remède est plus haut, plus inaccessible ; il réside dans une transformation complète des mœurs, dans une amélioration du genre humain, dans la conception plus profonde que les hommes prendront en devenant meilleurs, de la terrible responsabilité qu'ils encourent en sacrifiant à de misérables instincts de jouissance égoïste, l'avenir de toute la race et, par suite, de toutes les familles et de toute la société.

Mais parmi les causes dont l'influence pernicieuse remonte à la conception, il en est une dont l'effet est plus fréquent et plus précis encore : c'est *l'ivresse des parents*. Avant les physiologistes et les psychiatres contemporains, les anciens philosophes grecs avaient observé l'influence fâcheuse de l'ivresse du père au moment de la conception. Diogène ne disait-il pas déjà à un jeune débauché : « Mon ami, ton père t'a engendré étant ivre. » A Sparte, une loi de Lycurgue interdisait sévèrement le vin aux jeunes époux le jour de leur mariage.

« Il est très important, disait Platon, que les
« enfants soient engendrés de parents sobres et maîtres
« de leur raison. Il faut que la conception se fasse en
« temps utile avec consistance, stabilité et tranquillité.
« En l'état d'ivresse, l'homme n'est point propre à
« engendrer, et il n'aura probablement que des enfants
« mal constitués, qui ne seront ni solides, ni droits,
« soit d'esprit, soit de corps... La disposition où l'on
« se trouve alors passe et s'imprime dans le corps et
« dans l'âme des enfants et ils naissent avec bien
« plus de défauts ». (Platon : « Les lois » VI).

Plus près de nous, Amyot soutenait avec autant d'énergie que de raison qu'un ivrogne n'engendre rien qui vaille (Bouchardat : « Traité d'hygiène », Paris, 1883, 2^{me} édit. p. 308).

« L'ivresse des parents au moment du coït, écrit
« le docteur Ch. Féré, est une véritable névropathie
« transitoire qui engendre chez l'enfant des troubles
« psychiques divers !! »

Le docteur Rodiet explique que la race bretonne de la côte s'abâtardit parce que les chefs de famille, pêcheurs d'Islande, qui ne boivent que de l'eau pendant leur campagne, dépensent à leur retour leur gain en saouleries et font la plupart du temps leurs enfants en état d'ivresse (Docteur Rodiet : « Les Enfants alcooliques ». (*Revue philanthropique*, septembre 1902).

Dans une communication faite au Congrès de Bruxelles en 1892, le docteur de Vaucleroy signalait les tares des « enfants du dimanche » qui portent en eux des traces irrécusables de l'intoxication alcoolique de leurs auteurs au moment de la copulation.

Encore une fois, nous avons donc à signaler ici l'influence éminemment nocive de l'alcool, mais ici encore

on ne pourra produire que des statistiques bien vagues ; on conçoit, en effet, la difficulté et même l'impossibilité qu'il y a à obtenir des parents des renseignements précis sur un fait qui remonte à plusieurs années et dont ils ne se souviennent pas... ou ne veulent pas se souvenir.

Et puis, quel remède y apporter ? La question dépend bien plus du domaine de la conscience individuelle que du domaine d'une réglementation tyrannique et arbitraire.

La société est impuissante à procéder ici par voie de coercition et ceux qui parlent en son nom, qui défendent ses intérêts, veillent à sa sécurité et à son bien-être, en sont réduits en dénonçant le péril et en signalant ses causes, à poursuivre l'espoir, chimérique peut-être, qu'ils arriveront un jour, en prodiguant leurs avertissements et leurs conseils, à faire naître dans les âmes égoïstes et frivoles le sentiment d'une responsabilité et d'un devoir dont l'ignorance ou le mépris volontaire engendrent les plus irremédiables calamités.

Mais si la société est désarmée pour combattre les pernicioeux effets d'une conception criminelle et imprudente, elle reprend tous ses droits en revanche pour protéger la *gestation*, car les conditions de la gestation sont de la plus grande importance pour qui veut examiner le rendement social des enfants. Voici posé ici le problème de la maternité douloureuse, avec toutes ses tristesses et toutes ses souffrances, de l'effrayante progression de la mortalité infantile, véritable cause de la dépopulation sur laquelle tout le monde se lamente sans chercher à en connaître l'origine et à en combattre les progrès.

Au premier rang, il faut admettre ici « l'empreinte du mal de misère », misère physiologique et morale dont le professeur Lacassagne a signalé la désastreuse influence. C'est le mal de misère qui marquera de son stigmate ineffaçable la grossesse des filles mères, chez qui les malaises d'une maternité cachée s'aggravent encore des souffrances morales causées par le lâche abandon, par les angoisses du lendemain, sans place et sans abri, par la terreur de la réprobation injuste qui va les accabler cruellement.

C'est le mal de misère encore qu'il faut incriminer chez la femme employée dans l'industrie et que des travaux pénibles contraignent à surmener son corps alors que l'enfant qu'elle porte dans son sein est déjà pour elle une cause de fatigue et d'épuisement.

C'est le mal de misère enfin dont le spectre est au chevet de la femme en couches, dans le taudis mal éclairé et mal aéré, où elle a vécu les heures de sa douloureuse maternité (1).

A toutes ces femmes, à toutes ces mères la société doit accorder sa protection la plus large, par sentiment d'humanité d'abord, parce qu'elles souffrent, par devoir ensuite, parce que les enfants qui naîtront d'elles, si elles ne sont pas assistées et secourues, feront leur entrée dans la vie marqués du stigmate de la dégénérescence.

(1) D'une enquête faite tout récemment à Milan il résulte que sur 100 enfants de mères *ouvrières* il y a une moyenne de 16,54 rachitiques, scrofuleux ou anémiques, tandis que le pourcentage général est de 12,93 %.

II. — APRÈS LA NAISSANCE

Voici enfin dressé le berceau dans lequel vagit doucement le petit être dont les yeux s'ouvrent à la vie ; il s'agite, se débat, il veut vivre quand même et si la tare héréditaire ne l'a pas encore frappé à mort, si les tortures de l'accouchement n'ont pas presque aussitôt changé ses cris plaintifs en un râle d'agonie, si l'on n'a pas dû jeter sur son berceau le linceul blanc des tout petits, il grandira et, tout de suite il aura à subir les rudes assauts de la maladie qui achèveront de ruiner son organisme débile.

Nous n'étudierons pas ici toutes les maladies, infections et intoxications capables de retentir sur l'état mental de l'enfant. Les médecins énumèrent les traumatismes craniens, les infections, les végétations adénoïdes, les glandes à sécrétion interne, les convulsions ; chacune de ces maladies a fait l'objet de leurs analyses et de leurs études, ils ont calculé et comparé l'influence pernicieuse que peut exercer chacune d'elles sur le cerveau de l'enfant ; nous tiendrons les résultats comme acquis, notre compétence ne nous permettant pas d'en discuter la valeur.

Mais il est deux causes de dégénérescence qu'il nous paraît utiles de signaler plus longuement, parce qu'en intéressant directement l'état physiologique de l'enfant, elles nous permettront de dénoncer la responsabilité de la famille et serviront ainsi de prémices au chapitre que nous consacrerons à l'influence du milieu : c'est *l'alcoolisme chez l'enfant et les châtiements corporels*.

1^o L'Alcoolisme chez l'enfant.

« Si la femme après l'homme, écrit M. le docteur Paul Garnier, est tombée sous le joug de l'alcoolisme, voici que les enfants à leur tour commencent à payer un tribut à ce minotaure.

« En 1900, par exemple, j'ai visité à l'infirmerie spéciale, avec mon excellent collègue, M. Legras, 21 enfants alcooliques au-dessous de seize ans !

« Ce n'est plus une exception d'entendre dire à un adolescent qu'il absorbe plusieurs verres d'absinthe par jour. Ne me signalait-on pas ces jours derniers ce fait : Dans une famille où l'alcoolisme est en honneur, *c'est avec de l'absinthe qu'on trempe la soupe* ». (1).

Le docteur Garnier constate une progression parallèle de la criminalité juvénile et de l'alcoolisme précoce chez l'enfant, progression rationnelle puisque nous connaissons les relations étroites qui existent entre les deux fléaux.

Et c'est souvent dès le berceau que l'enfant commence à absorber le néfaste poison. Il est un usage très répandu chez certains peuples du Nord, principalement en Ecosse, de faire têter aux enfants, pour apaiser leurs cris, un tampon, imbibé d'une liqueur alcoolique. L'enfant, soumis à un pareil régime, peut présenter des accidents allant jusqu'au délirium tremens.

(1) La moitié des enfants, écrit M. Chaigne, instituteur d'une classe spéciale pour enfants anormaux à Bordeaux, trouvent dans leur famille une nourriture appropriée à leurs besoins, tandis que huit déjeunent d'un bol de café noir, *parfois additionné d'alcool*.

C'est ainsi que le docteur Madden raconte qu'il a eu dans son service un enfant de huit ans qui présentait tous les symptômes du délirium tremens auquel il succomba. Fils d'une mère alcoolique, il avait lui-même des habitudes alcooliques depuis deux ans.

Le docteur Perrens (docteur Ch. Perrens : « Les arriérés scolaires. » Th. Bordeaux, 1908), après le docteur Garnier, écrit qu'il a vu dans de nombreux villages de la Meuse des enfants de 4, 5 et 6 ans manger les dimanches et jours de fête *la soupe à l'absinthe* !

La faute des parents ici est flagrante ; leur inconduite et leur débauche sont à la source des misères dont ils souffrent bien plus encore que le chômage et la mauvaise chance ! Combien de ménages qui pendant la semaine ne donnent pas à leur famille le pain nécessaire, s'adonnent le samedi et le dimanche à de honteuses orgies auxquelles ils n'ont pas la pudeur de soustraire leurs enfants ! Il suffit de traverser ces jours-là les quartiers ouvriers pour voir dans les cafés, dans les bars, des familles entières, père, mère, enfants tout petits, attablés pendant la plus grande partie de la nuit dans une atmosphère empuantie de fumée, devant la sinistre liqueur qui fait couler peu à peu dans leurs veines le terrible poison.

Et le lendemain l'enfant va à l'école, et l'instituteur s'étonne de son front blême, de son geste tremblant, de la lueur trouble de son regard, de sa mémoire défaillante, et de son intelligence qui s'obscurcit.

Lentement, sûrement, le mal fait son œuvre : c'est une victime nouvelle de l'alcool (1). Voici l'exemple

(1) A la Chambre des députés, dans la séance du 13 novembre 1908, au cours de la discussion du budget de l'Intérieur, M. Schmidt

d'un enfant de sept ans et demi, qui apprend très péniblement à lire et à écrire, quoique sa vision et son audition soient bonnes. L'instituteur remarque que si l'enfant ne parvient pas à écrire, c'est parce qu'il est atteint de tremblement des mains ; de plus il boit ; est-ce donc du tremblement alcoolique ? Le docteur Boulenger a examiné et interrogé cet enfant, il a avoué boire beaucoup de bière, de la Diest, du faro, du lambic, de la brune ; il s'est refusé à admettre qu'il boive du genièvre, mais il a dit boire des amers, du cognac, du punch, de l'anisette, qui ressemble à du sirop d'hôpital, a-t-il ajouté. Après avoir confessé qu'il buvait trois gouttes par jour, il s'est repris et a dit qu'il n'en buvait que le dimanche. En tous cas, il va souvent boire avec ses deux frères, le soir, dans l'estaminet de l'impasse proche de sa maison, où il reste de six heures du soir jusqu'à minuit ! Le docteur Boulenger a constaté, à l'examen de cet enfant, un état mental caractéristique d'alcoolisme chronique. « Il « existe, dit-il, une euphorie très semblable à celle de « vieux alcooliques venant dans les asiles, dépôts ou « aux consultations des hôpitaux. La fatigue est rapide « en classe et l'instabilité est grande. Il y a de la fai- « blesse mentale légère. L'enfant avoue même avoir « des hallucinations visuelles, à la tombée du jour : « il voit des bêtes noires qui viennent vers lui. Enfin, « il a souvent de la céphalée au réveil le matin et il « transpire souvent la nuit. » (Docteur Boulenger : Alcoolisme chronique chez l'enfant, communication

propose l'établissement d'un crédit de 50.000 francs destiné à préserver l'enfance contre l'alcoolisme, pour être versé à la Ligue contre l'alcoolisme. Le gouvernement a accepté le chiffre de 10.000 francs, qui a été voté.

faite à la Société belge de neurologie. Séance du 25 janvier 1908.)

Voici enfin à cet égard les résultats d'une enquête faite par le docteur Chazal dans deux écoles de Lyon (une de garçons et une de filles), tels que l'auteur les a consignés lui-même dans son ouvrage sur les « Anormaux psychiques » et qui nous ont semblé suffisamment suggestifs pour que nous les reproduisions ici :

ÉCOLE DE GARÇONS

En 5^e classe (enfants de 6 à 7 ans), sur 60 élèves :

- 10 boivent du vin pur à leurs repas.
- 20 boivent de l'alcool le dimanche et 3 tous les jours.
- 50 ont bu de l'absinthe et 20 en boivent le dimanche.

En 4^e classe (enfants de 7 à 8 ans), sur 53 élèves :

- 17 boivent du vin pur à leurs repas.
- 25 boivent de l'alcool le dimanche et 15 tous les jours.
- 15 boivent de l'absinthe le dimanche.

En 3^e classe (enfants de 8 à 10 ans), sur 50 élèves :

- 11 boivent du vin pur à leurs repas.
- 16 boivent de l'alcool le dimanche et 7 tous les jours.
- 26 ont bu de l'absinthe et 8 en boivent le dimanche.

En 2^e classe (enfants de 10 à 11 ans), sur 44 élèves :

- 18 boivent du vin pur à leurs repas.
- 7 boivent de l'alcool tous les jours.
- 10 boivent de l'absinthe le dimanche.

En 1^{re} classe (enfants de 11 à 12 ans), sur 42 élèves :

- 25 boivent du vin pur à leurs repas.
- 8 boivent de l'alcool tous les jours.
- 15 boivent de l'absinthe le dimanche.

ÉCOLE DE FILLES

En 5^e classe (enfants de 6 à 7 ans), sur 38 élèves :

- 38 boivent du vin pur à leurs repas.
- 22 boivent de l'alcool le dimanche.
- 20 boivent de l'absinthe le dimanche.

En 4^e classe (enfants de 7 à 8 ans), sur 35 élèves :

- 25 boivent du vin pur à leurs repas.
- 14 boivent de l'alcool le dimanche.
- 9 boivent de l'absinthe le dimanche.

En 3^e classe (enfants de 8 à 10 ans), sur 30 élèves :

- 20 boivent du vin pur à leurs repas.
- 12 boivent de l'alcool le dimanche.
- 10 boivent de l'absinthe le dimanche.

En 2^e classe (enfants de 10 à 11 ans), sur 36 élèves :

- 24 boivent du vin pur à leurs repas.
- 18 boivent de l'alcool le dimanche.
- 10 boivent de l'absinthe le dimanche.

En 1^{re} classe (enfants de 11 à 12 ans), sur 28 élèves :

- 13 boivent du vin pur à leurs repas.
- 13 boivent de l'alcool le dimanche.
- 0 (?) boivent de l'absinthe.

Ces chiffres sont suffisamment suggestifs pour prouver la dangereuse inconscience des parents, qui

seront peut-être bien étonnés plus tard des malheurs qui les frapperont dans leur famille. N'est-ce pas le cas de dire avec M. Lucien Descaves : « L'éducation de l'enfant est un problème et, pour le résoudre, c'est peut-être par l'éducation des parents qu'il faudrait commencer ? » (1).

2° Châtiments corporels (2)

Nous ne voulons pas parler ici des supplices infligés par des parents dénaturés à de malheureux petits êtres qu'ils se complaisent à torturer et à faire mourir à force de mauvais traitements, mais des châtimens corporels que certains parents infligent à leurs enfants, sous prétexte de corriger leur caractère défectueux ou de vaincre leurs mauvais penchants. Le système des coups est toujours condamnable, d'abord parce qu'on frappe généralement des irresponsables et ensuite

(1) Le docteur Weigert, dans une conférence à l'Œuvre de l'Enfance anormale, nous citait récemment l'exemple d'une petite fille, élève d'une école publique de Lyon, qui buvait à chacun de ses repas un demi-litre de vin pur ! Elle y était d'ailleurs poussée par son père, qui lui conseillait de boire beaucoup « pour se donner des forces ! »

Voici encore le cas d'une autre petite fille, qui répondait au docteur Weigert : « Je ne veux pas du chocolat, mais de la verte ! »

Ces exemples ne valent-ils pas, à eux seuls, une longue démonstration pour signaler le péril ?

(2) Le premier Congrès international d'éducation morale qui s'est tenu à Londres en septembre 1908 a traité avec précision la question des récompenses et des châtimens dans l'éducation. Dans les réponses au questionnaire, les avis étaient partagés quant aux châtimens corporels. La réprobation a été rarement formelle. La majorité des correspondants anglais les a approuvés au moins pour les cas graves et en les réservant exclusivement aux garçons.

parce qu'on habitue l'enfant à agir uniquement par peur des coups, ce qui est un détestable procédé d'éducation. Il y a des enfants qui tiennent d'un tempérament maladif, d'une constitution cérébrale défectueuse, des défauts de caractère involontaires, qu'ils veulent, mais ne peuvent pas toujours corriger. Les uns sont prédisposés à la colère et à la violence par un tempérament épileptique; on les croit méchants; on les bat pour les punir de « leur méchanceté », alors qu'ils sont malades, que les parents devraient en avoir pitié et tâcher de les guérir.

Au cours de nos visites dans les classes d'anormaux à Lyon, il nous a été donné de faire souvent la même remarque : la plupart des enfants qui s'y trouvent sont l'objet de corrections manuelles de la part de leurs parents; aussi chez ces enfants la peur des coups se trahit-elle par un geste instinctif de protection qui consiste pour eux, à la plus légère et à la plus affectueuse réprimande, à porter immédiatement leurs mains sur leur tête pour parer le coup qu'ils s'attendent à recevoir. Tous les instituteurs que nous avons interrogés nous ont fait la même remarque et ce n'est qu'au bout de quelque temps, quand ils ont appris à connaître et à aimer leur maître, que leurs élèves perdent cette habitude.

Il est évident que ce déplorable procédé d'éducation ne peut avoir que les plus fâcheux effets sur le développement de l'intelligence de l'enfant. On trouve dans les écoles des élèves à l'attitude affaissée, à la mine abrutie que l'on décrète « arriérés », alors qu'ils n'ont jamais pu donner la mesure de leur intelligence, car ils ont vécu dans la crainte perpétuelle des coups. M. Proal nous cite l'exemple d'un malheureux enfant

que sa mère maltraitait « parce qu'il ressemblait trop à son père », disait-elle ; et l'auteur ajoute : « Cet enfant « avait un air morne, stupide, complètement abruti. »

Voilà l'image de la plupart des enfants battus : ou bien ils tombent dans un profond abrutissement, restent insensibles aux exhortations comme aux reproches, demeurent stupides et font plus tard de mauvais apprentis et de mauvais ouvriers ; ou bien ils deviennent méchants et vicieux, conservent dès leur première enfance à l'égard de leurs parents qui les maltraitent un ressentiment qui s'accroît avec l'âge et éclate plus tard en terribles drames de famille dont la lamentable chronique défraye trop souvent les colonnes des journaux.

Plus que les enfants normaux encore, ceux qui se montrent d'un caractère difficile ou d'une intelligence plus lente ont besoin de soins persévérants et affectueux. Une éducation méthodique et patiente au sein de la famille sera leur premier remède et, sauvés de la déchéance physique et morale à laquelle ils sont trop souvent condamnés, ils trouveront peut-être un jour à occuper dans la société la place qui leur est due.

Voilà le devoir de la famille et au premier abord il semble impossible de croire qu'il soit permis, sinon de dicter des ordres, du moins de donner des conseils en pareille matière.

Les parents ne sont-ils pas les premiers amis des enfants, eux qui les ont mis au monde qui ont guidé leurs premiers pas, recueilli leurs premières paroles, qui chaque jour luttent et souffrent pour les nourrir et les élever ? Leur cœur n'est-il pas là pour leur dicter la bonne méthode à suivre qui fera de ces enfants des hommes bien portants et courageux, armés solidement

pour affronter la lutte de l'existence, et leur orgueil ne viendra-t-il pas encore s'ajouter à leur tendresse pour faire de ces enfants frêles et délicats d'honnêtes travailleurs et de bons citoyens, sans qu'une autorité tracassière et jalouse vienne leur enseigner des devoirs qui sont gravés dans leur cœur avant d'être inscrits dans les lois ?

Hélas ! qu'il y a loin du rêve à la réalité ! La famille, qui devrait être la meilleure amie de l'enfant, la plus affectueuse et la plus dévouée, devient souvent, trop souvent, sa plus cruelle ennemie. Nous allons dénoncer dans les chapitres suivants la responsabilité de ceux qui ne savent ni comprendre ni remplir le devoir sacré d'éducation et de protection qui leur est confié ; nous évoquerons le lamentable tableau du foyer sans honneur, sans dignité et sans vertu et nous comprendrons mieux alors combien le devoir s'impose à la société, impérieux et pressant, de protéger et de secourir les enfants qui sont privés, au sein de leur famille, de secours et de protection !

CHAPITRE II

Causes Sociales.

LE MILIEU

Nous avons étudié jusqu'ici les influences pernicieuses qui président à la naissance de l'enfant ; ce sont les mauvaises fées qui commencent l'œuvre de désorganisation et de ruine, qui marquent de leur signe fatal le pauvre petit être sans défense. Mais le mal est encore réparable ; la famille n'est-elle pas là qui aimera et soignera l'enfant avec des soins d'autant plus attentifs et dévoués qu'il est plus malingre et plus chétif ? A côté de la famille, n'y a-t-il pas l'école qui le recueillera, lui enseignera les grands principes d'honnêteté, de probité et de vertu en lui mettant sous les yeux de nobles exemples ? Entre ces deux tutelles si fortes et si respectées, l'enfant fortifiera son corps et son cœur ; la honteuse tare de naissance s'affaiblira de jour en jour jusqu'à ne devenir plus qu'un mauvais souvenir, un vilain cauchemar dont la hantise est à jamais effacée !

Hélas ! pourquoi la vie n'est-elle pas l'image fidèle du rêve que l'on se complait à imaginer si consolant et si doux ?

La famille et l'école devraient être par excellence des instruments de guérison et de relèvement pour l'enfant affaibli par les stigmates du mal héréditaire, mais si la famille est trop misérable, si elle est désorganisée, incapable ou indigne, si l'école par défaut de méthode faillit à la tâche qui lui est confiée, l'enfant trouvera, dans le monde où il a été jeté brutalement, des éléments nouveaux de désordre et de ruine qui le précipiteront dans une déchéance de jour en jour plus lamentable et plus profonde !

La responsabilité de la société est ici à la base du mal nouveau qui aggrave celui que nous avons déjà signalé. En traçant successivement les tableaux de la famille nécessiteuse, de la famille négligente, de la famille vicieuse, en constatant la défectuosité de la méthode adoptée par l'école qui compromet ainsi l'efficacité de ses efforts, en dénonçant l'influence pernicieuse de la rue pour l'enfant, nous signalerons une fois de plus le devoir impérieux qui s'impose à une société, soucieuse de sa dignité et de son bien-être, d'accomplir envers les enfants abandonnés et faibles, un grand devoir d'assistance et de protection sociale.

1^o **La Famille.**

A. — LA FAMILLE NÉCESSITEUSE

Si nous devons, au cours de ces chapitres, flétrir hautement la faiblesse et les fautes des parents indignes, il est cependant une circonstance que l'on peut souvent invoquer à leur excuse, c'est la misère dont ils sont victimes, la misère avec son sinistre cortège de souff-

frances et de privations, qui les rend jaloux, haineux et mauvais.

Nous avons déjà vu les effets désastreux de l'empreinte du « mal de misère » sur le fœtus au moment où la mère portant l'enfant dans son sein, traîne une existence douloureuse dans le taudis malsain, mal nourrie, mal vêtue, anxieuse du lendemain encore plus misérable peut-être.

Quand l'enfant est né, le mal subsiste, devient plus dangereux ; faute d'une alimentation suffisante, l'enfant souffre et s'étiole, la dégénérescence fait son œuvre. « Donnez-moi, écrivait le docteur Parot, un nouveau-né aussi robuste que vous voudrez ; avec l'influence nosocomiale et une mauvaise alimentation, nous en ferons un athrepsique. (*Progrès médical*, 1874).

Les médecins affirment que l'influence de la nourriture est prépondérante sur le développement des os du crâne ; le docteur Mouret, inspecteur général des enfants assistés de l'Isère, a apporté, à l'appui de cette vérité médicale, l'élément de ses observations et de sa documentation personnelle ; ainsi se vérifie chaque jour la formule de Kant : « l'homme est ce qu'il a mangé étant enfant. »

Le docteur Ley a constaté que sur 250 cas d'enfants anormaux pour lesquels une enquête a pu être faite, 104 (donc 41,5 %) appartenaient à des familles secourues par le bureau de bienfaisance, et il ajoute que parmi les autres cas il se montre des enfants très nombreux appartenant à des familles qui, pour n'être pas secourues officiellement, sont toutefois des familles très pauvres dont l'alimentation et l'hygiène sont insuffisantes.

« Nous trouvons dans les écoles, écrit le docteur Decroly, des enfants qui, pendant des semaines, n'ont

mangé que du pain ; c'est à peine si de temps en temps leur régime a été varié par un peu de pommes de terre ; comment veut-on que ces enfants puissent travailler en classe ? » (Docteur Decroly, 3^{me} conférence pour l'amélioration du sort de l'enfance anormale. Bruxelles, 29 mai 1905).

M. le docteur Abadie a fait les mêmes constatations lors du recensement des enfants anormaux dans les écoles publiques de la ville de Bordeaux. « N'ai-je pas vu dans mon enquête personnelle, écrit-il, un garçonnet de dix ans, frêle, hâve et triste, qui m'a avoué faire ses repas d'un seul morceau de pain, auquel on ajoutait parfois une pomme de terre bouillie ; c'était un arriéré léger à qui une nourriture confortable, mieux qu'une classe de perfectionnement, rendrait la plénitude de ses facultés intellectuelles. »

Mais il est encore d'autres risques qui vont assaillir l'enfant et l'atteindront dans le développement normal de sa constitution. Les périls vont s'accumuler à chaque pas de son existence, non seulement à cause du terrain pathologique sur lequel vont éclore des perversions et des anomalies, mais aussi parce que les conditions sociales mêmes vont installer dès la première jeunesse « des associations d'impressions, de représentations, de sensations et de sentiments qui ont une influence immense dans la vie de l'âme ». (Docteur Drill, compte rendu du V^e Congrès d'anthropologie criminelle).

C'est le cas du logement étroit, malsain, privé d'air et de lumière, où la mère a enfanté douloureusement, et où la famille vit pêle-mêle, sans distinction de sexe ni d'âge, comme des « harengs dans un baril. » (Docteur Drill).

La stagnation du linge sale, la fermentation des détritns culinaires, les émanations carboniques de la respiration, en font un laboratoire d'intoxication continue où l'air vicié plus pesant gagne les espaces inférieurs et atteint d'abord lentement, mais à coup sûr, l'enfant, en raison de sa taille.

On sait quelles relations étroites existent entre la dégénérescence physique et la dégénérescence mentale ; or, des expériences intéressantes ont été faites, pour démontrer dans quelle proportion effrayante la dégénérescence physique est le résultat de la pauvreté.

La ville de Glasgow vient de faire une enquête au cours de laquelle 73.000 enfants des écoles de la ville ont été examinés (Glasgow compte, avec ses faubourgs industriels, 1.260.000 habitants). Le rapport rédigé par le docteur Leslie Mackensie, et par le capitaine A. Foster, inspecteur des exercices corporels, a été publié sous la forme de livre bleu.

Les enfants ont été divisés en quatre catégories selon qu'ils occupent, avec leur famille, une, deux, trois ou quatre chambres.

Les résultats sont saisissants surtout au point de vue du poids et de la taille :

Sur une moyenne générale des garçons entre cinq et dix-huit ans, ceux qui sont confinés dans une chambre pèsent 52 livres 6 onces, et atteignent 46 pouces 6 de haut (la livre anglaise équivaut à 453 grammes et le pouce à deux centimètres et demi).

Deux chambres : poids 56,1, taille 48,1.

Trois chambres : poids 60,6, taille 50.

Quatre chambres : poids 64,3, taille 51,3.

Jeunes filles :

Une chambre : poids 51,5, taille 46,3.

Deux chambres : poids 53,8, taille 47,8.

Trois chambres : poids 59,4, taille 49,6.

Quatre chambres : poids 65,5, taille 51,6.

Et le rapport ajoute :

« L'effrayante uniformité qui règne dans les résultats de cet examen, le plus considérable qui ait été fait, indique préemptoirement que la pauvreté est « la dégénérescence par excellence.

« Ce n'est point par hasard que les garçons de « familles vivant dans une chambre pèsent 11 livres « et 7 onces de moins que ceux dont les familles « occupent quatre chambres et que leur taille est plus « petite de quatre pouces 6. Et ce n'est pas un accident si les jeunes filles les plus pauvres pèsent 14 « livres de moins et sont de 5 pouces 3 plus petites « que celles qui vivent relativement mieux, au point « de vue hygiénique et moral. »

En 1896, le collège échevinal de Bruxelles fit une enquête sur l'habillement, la nourriture et le logement des élèves des écoles normales ; voici les chiffres établis par cette enquête :

5.635 enfants couchent dans la même chambre que leurs parents.

590 enfants couchent dans le même lit que leurs parents.

578 enfants couchent avec une ou des sœurs.

576 filles couchent avec un ou des frères.

538 enfants n'ont pas de lit. (Rapport présenté par le Collège au Conseil communal. Bruxelles, 1896,

rapporté par M. Niko-Gunsburg : « L'Enfance en justice. » Revue de l'Université de Bruxelles, mars, avril 1907).

Une autre enquête, faite en 1890, a établi qu'il y avait à Bruxelles 2.895 familles n'habitant qu'une chambre où filles et garçons couchent sous le même plafond, et 406 d'entre elles, où garçons et filles dorment dans le même lit; le rapport cite un cas où 4 filles et 4 garçons âgés de 18 à 19 ans, dorment tous ensemble dans un vaste sac à paille ! (Enquête sur les habitations ouvrières à Bruxelles. Rapport de MM. Lagasse et de Quecker. Bruxelles, 1890).

D'une enquête faite tout récemment à Milan sur la mortalité infantile, par rapport à la situation des parents et à l'habitation, il résulte que 90 % de la population ouvrière enquêtée s'entassaient dans des logements n'ayant pas plus de deux pièces; dans 40 % des cas, la famille n'occupe qu'une seule pièce, la plupart de ces enfants payant de leur vie l'absence d'air, de lumière et de propreté à laquelle ils sont condamnés.

« Plus d'un cinquième des familles populaires —
« écrit M. Ch. Beaujean — vit dans la promis-
« cuité; c'est le cas de 10.000 familles comprenant
« 45.000 individus de plus de 10 ans et de 40.000
« autres composées de 65.000 individus de tous âges;
« au point de vue de l'habitation, les garçons souffrent
« de la situation; ils dorment sur les planchers, dans
« les corridors et souvent même fuient la maison la
« nuit. » (1).

(1) Ch. Beaujean : *Les Habitations populaires municipales à Milan.* — Communication faite à la Société belge d'économie sociale dans sa séance du 24 février 1908.

Les morts, pour chaque centaine d'enfants nés en 1903, furent :

Dans les familles habitant :

1 pièce :	27.08.
2 pièces :	23.48.
3 pièces :	17.89.
4 pièces :	15.50.
5 pièces ou davantage :	10.52.

En France, à Bordeaux, une enquête a été faite sur l'habitation des parents dont les enfants ont été placés dans les classes spéciales d'anormaux. Cette enquête a donné les résultats suivants : 10 familles logent dans une pièce unique ; 17 disposent d'une cuisine et d'une chambre ; 9 ont un appartement de trois pièces ; 2 ont un appartement de quatre pièces.

Il est à remarquer que dans la plupart des cas la famille nécessiteuse est en même temps négligente. Voici le cas qu' nous signale le docteur Decroly : « La « mère d'un élève avait reçu une indemnité assez « importante à raison de la mort violente d'un de ses « enfants ; savez-vous à quoi elle a employé cet argent ? A faire bombance ; au bout d'un mois tout « avait disparu (2.500 francs environ). L'enfant étant « de la fête avait disparu de l'école ; quand on a voulu « aller aux renseignements, il n'y a pas eu moyen d'en « obtenir. Les parents ont refusé de répondre à la « missive envoyée par l'instituteur. Que devient cet « enfant ? » (3^{me} conférence pour l'amélioration du sort de l'enfance anormale. Bruxelles, 29 mai 1905).

A tous les Congrès d'anthropologie criminelle, les rapports des médecins ont signalé le péril, dénoncé l'influence pernicieuse du milieu délétère des pauvres

qui, ainsi que l'écrit le docteur Manouvrier, par un enchaînement de circonstances souvent ridiculement petites en elles-mêmes, mène plutôt à la prison qu'au médecin.

Elargissons le pronostic du docteur Manouvrier : la mauvaise alimentation et la mauvaise hygiène du logement exercent les plus funestes influences sur le développement physique et moral de l'enfant ; si la fatalité a voulu que celui-ci fasse son entrée dans la vie, déjà prédisposé par la tare héréditaire, il trouvera dans le milieu misérable, où le sort l'a fait naître, un terrain dangereusement propice aux progrès d'une dégénérescence rapide qui fera de lui bientôt un malade et un incapable, élément inutile et souvent mal-faisant dans la société dont il constitue un déchet et une charge.

B. — LA FAMILLE NÉGLIGENTE

Si trop souvent nous devons incriminer la misère comme un facteur important de dégénérescence physique et morale, il ne faudrait pas croire cependant que seules les familles nécessiteuses ont le triste privilège d'avoir des enfants débiles et chétifs, arriérés de l'intelligence et possédant des tendances vicieuses. « Si « la pauvreté est funeste, l'excessive richesse n'est pas « une condition beaucoup plus avantageuse », écrit le docteur Bordier. (Docteur Bordier : « La Vie des sociétés ». Paris, 1887) et le docteur Bouchardat, dans son « Traité d'hygiène » apporte à cette thèse l'appui de son argumentation scientifique. « Il me semble démon- « tré que physiologiquement, il n'existe aucune diffé-

« rence essentielle entre un individu qui n'utilise pas
« une quantité suffisante d'aliments de calorification
« parce qu'il n'en a pas et celui qui peut en avoir et
« qui n'en use pas, parce qu'il est malade et qu'au
« point de vue alimentation ses goûts sont dépravés. »
(Docteur Bouchardat : « Traité d'hygiène publique et
privée »).

C'est ici la faute de la famille, égoïste et frivole, qui oublie dans le tourbillon des plaisirs mondains les devoirs domestiques; soucieuse de ses divertissements et de son luxe, désireuse avant tout de paraître, d'éblouir par le déploiement de sa richesse, elle néglige volontairement l'éducation de ses enfants qu'elle abandonne aux soins incapables et insuffisants des domestiques. Comme le dit très justement un proverbe russe : « L'enfant qui a sept bonnes a toujours un œil de moins. » Confié à des mains étrangères et serviles, maladroites et souvent malveillantes, l'enfant grandit et sur son cerveau viennent se déposer toutes sortes d'impressions fausses ou bizarres qui déforment son intelligence en éveil.

Plus tard, les parents s'étonnent de voir leur enfant ne prendre aucun goût à l'étude, demeurer apathique ou se montrer instable, manifester des tendances vicieuses et ils ne songeront pas à incriminer leur incurie, leur faiblesse coupable qui leur a fait oublier leurs devoirs les plus importants et les plus sacrés. C'est eux qui seront cependant les premiers artisans du malheur de cet enfant qui, malgré sa naissance, sa fortune, le rang qu'il sera appelé à occuper dans la société n'échappera pas lui non plus « au mal de vivre » suivant le mot amer et malheureusement trop souvent vérifié de Sébastien Faure.

Les familles aisées n'ont donc aucune excuse à leur faute; leur imprévoyance et leur négligence sont impardonnables et le spectacle affligeant de la déchéance de leur postérité qui les fait cruellement souffrir, quelquefois dans leur tendresse, souvent dans leur orgueil, n'est que le châtiment bien mérité de leur faiblesse coupable.

Dans les familles pauvres, il faut tenir compte de la misère qui atténue dans une certaine mesure, comme nous l'avons vu, la responsabilité des parents négligents. Dans ces familles le père va au travail; la mère de son côté est occupée dans un atelier; pendant ce temps ils n'ont pas le temps de prendre soin de l'enfant qui est censé fréquenter l'école, mais qui en réalité va trop souvent vagabonder, exposé à tous les dangers de la rue, dangers des mauvaises fréquentations, des mauvais exemples, des mauvais spectacles; mais le soir quand la famille regagne la maison, que chacun se retrouve autour de la table commune, va-t-on s'occuper de l'enfant, s'inquiéter de sa vie d'écolier? Malheureusement non: il existe des enfants dont l'éducation, comme les soins corporels, sont complètement négligés par leurs parents: non seulement ceux-ci ne s'intéressent pas à leur nourriture, à leurs vêtements; mais, en outre, que leur importe ce que leurs enfants font! Il en est qui passent des nuits dehors sans qu'on s'en inquiète!

« Je sais un petit, écrit le docteur Decroly, dont le
« père veuf avec des enfants est remarié à une veuve
« ayant elle aussi des enfants; du nouveau mariage est
« né un troisième groupe de descendants. Tout ce
« monde grouille dans deux ou trois mansardes. L'é-
« lève dont je parle n'a plus d'intérieur; l'action fami-

« liale est nulle ; aussi quitte-t-il la maison et s'abs-
« tient-il de venir en classe ? Que fait-il pendant ce
« temps ? » (Docteur Decroly : 3^{me} conférence pour
l'amélioration du sort de l'enfance anormale. Bruxelles,
29 mai 1905).

Voilà des enfants qui plus que les autres auraient besoin de soins éclairés et dévoués, d'une famille vigilante et affectueuse ; presque tous appartiennent à des parents dans la misère et cette influence, sans préjudice de celles qui peuvent s'y joindre (alcoolisme, débauche), se fait sentir dès la vie utérine ; à leur naissance et dès le premier âge, ils manquent des soins matériels les plus nécessaires. Dès que leur compréhension s'éveille, ils ont devant les yeux des exemples pernicioeux, ils sont l'objet de mauvais traitements, d'un manque de surveillance et de direction qui facilite le développement des instincts pervers. Aux tares héréditaires provenant des parents (misère, alcoolisme, syphilis), viennent s'ajouter les tares acquises : l'enfant devient un anormal.

Peut-être, s'ils avaient appartenu à des familles conscientes de leurs devoirs et soucieuses de leur dignité auraient-ils pu échapper à la déchéance fatale qui les attend dans la vie ; peut-être s'ils avaient été surveillés, soutenus, auraient-ils pu trouver dans la société une place honorable, mais le malheur a voulu qu'ils soient nés au sein d'une famille désorganisée ou négligente qui n'a rien fait pour les protéger et les guérir. Ils sont devenus alors ces pauvres petits déshérités que Jules Simon a définis « des orphelins qui ont « le malheur d'avoir des parents » et qu'en style administratif on appelle « les moralement abandonnés ».

Voilà encore une fois posé le problème de la responsabilité de la famille. Les statistiques en offrent un éloquent témoignage.

Voici les chiffres empruntés à un rapport d'Inspection générale, remarquablement documenté, de M. Ogier, directeur des services administratifs du Ministère de l'Intérieur : « Sur 207 enfants moralement abandonnés appartenant à 127 familles et « examinés médicalement, 145 présentaient des tares « physiques ou psychiques.

« Sur 127 familles, la presque totalité : 124 étaient anormales. »

M. le docteur Martin, dans une conférence faite au mois de décembre dernier à « L'Œuvre lyonnaise de l'Enfance anormale », nous disait que sur 2.983 enfants détenus, 319 étaient des enfants naturels, 767 des orphelins, 1.074 des orphelins de père ou de mère, 187 des enfants de parents vagabonds ou prostitués, 636 des enfants de parents ayant déjà subi des condamnations !

M. Bonjean, l'éminent magistrat du Tribunal de la Seine, dont le dévouement à l'œuvre de l'enfance malheureuse ne s'est pas démenti un seul instant au cours d'une longue et laborieuse carrière, après avoir étudié les dossiers des 30 enfants qui allaient former l'effectif d'une petite colonie, en signale un comme appartenant à des parents honnêtes sans restriction, un autre comme ayant des parents honnêtes, mais n'exerçant sur lui aucune surveillance en raison de leurs charges de famille. Pour les 28 autres, les indications étaient les suivantes : le père vit en concubinage ; enfant naturel d'une prostituée ; orphelin de mère ; le père condamné trois fois ; condamné avec la mère ;

père disparu ; orphelin de père, laissé à l'abandon par sa mère ; enfant naturel ; la mère en concubinage ; parents inconnus ; mère en prison ; père parti ; mère alcoolique ; père et mère vivant chacun de leur côté en concubinage. (Rapporté par M. Guiliani : « l'Adolescence criminelle ». Th. Lyon, 1908).

Mais si la responsabilité de la famille négligente doit être dénoncée hautement parmi les causes de la dégénérescence physique et mentale de l'enfant, combien nous devons nous montrer plus sévères encore pour les parents dénaturés qui, à l'encontre de leurs devoirs les plus sacrés, se font les bourreaux des malheureux petits êtres qui deviennent entre leurs mains d'innocentes et pitoyables victimes.

Plus que jamais la société doit intervenir pour arracher ces enfants au milieu maudit dans lequel ils ont été jetés ; elle se déshonorerait en refusant d'accomplir un grand devoir de charité et de protection.

C. — LA FAMILLE COUPABLE

a) *Les parents persécuteurs.*

Voici la première étape du calvaire de l'enfant martyr. Pauvre petite épave jetée par le hasard dans la vie au sein d'une famille débauchée et perversie, il a commis le crime de naître alors que l'on ne voulait pas de lui et on l'a maudit parce qu'il était une charge nouvelle, une bouche de plus à nourrir ; dès la première heure on a secoué avec colère son frêle berceau et ses premiers cris ont été des cris d'abandon et de souffrance. Chaque jour son martyr va devenir plus douloureux ; jamais une caresse, une parole de bonté,

jamais la douceur d'un geste de protection et de tendresse, mais des insultes, des grossièretés et des coups, toujours des coups, à propos de tout et de rien, pour le seul plaisir de le voir souffrir, et supplier.

Le cœur se révolte à lire les scènes atroces que nous révèlent les chroniques des journaux dans les navrantes histoires d'enfants martyrs ; il suffit de consulter les rapports des médecins légistes, de suivre les débats du Tribunal correctionnel ou de la Cour d'assises pour constater que trop souvent il n'y a rien d'exagéré dans les détails qu'elles nous ont donnés sur ces terrifiantes tragédies.

De pauvres enfants, petits, frêles, délicats sont sans motifs frappés à coups de pieds et à coups de poings, battus avec un bâton ou avec une cravache, lancés contre les murs, jetés à terre et piétinés. Des parents martyrisent leurs enfants, les laissent dans leurs excréments, les privent de nourriture et de sommeil pour les faire souffrir, les faire mourir lentement de misère physiologique. Les médecins ont donné le nom de « misopédie » à cette haine contre nature qui pousse des mégères à faire subir d'horribles tortures à de pauvres petits êtres sans défense. M. Georges Berry dans son ouvrage sur les « Petits Martyrs » rapporte quelques exemples particulièrement saisissants :

« Un des faits les plus terribles qu'on connaisse est celui-ci : F.... V..., âgé de cinq ans, fut ainsi martyrisé ; son père le saisit par la tête, fait une natte de ses cheveux à laquelle il attache une corde. Puis, après lui avoir imposé les pires tortures, il le suspend à l'intérieur d'un puits.

« Il le laissa durant une heure ; mais craignant d'être allé trop loin, il le retire et le jette dans les

« foin où peu après une voisine le trouve endormi.
« On l'éveille, on le questionne ; hélas ! il est atteint
« d'une paralysie de la langue, et ce n'est que bien plus
« tard qu'il put dire : « Je ne pouvais crier, parce
« que j'entendais mes cheveux craquer. »

« Un autre, au moment de sa dentition reçoit des
« mains de ses parents de tels coups sur la tête que
« ses dents ne poussent plus droites, traversent la
« langue, se dirigent vers la gorge, qu'elles éra-
« flent. »

Dans les familles pauvres, les enfants sont quelque-fois battus avec une incroyable brutalité, parce qu'ils ont usé trop vite leurs souliers ou leurs vêtements. M. Proal cite le cas de cet ouvrier qui avait frappé à la figure avec un martinet en cuir son fils unique âgé de huit ans, et lui avait fait ving-sept blessures parce qu'il avait troué ses chaussures. Un témoin avait entendu le père dire à son fils, après l'avoir cruellement battu : « Si tu crois que je travaille uniquement
« pour te faire réparer tes chaussures ! » Le prévenu, interrogé sur les motifs de ses actes de violence, répondit : « Je reconnais avoir frappé l'enfant à la
« figure avec un martinet en cuir : j'étais exaspéré ; je
« venais de constater qu'il avait usé une paire de
« chaussures que je lui avais fait réparer, il y a treize
« jours, pour la somme de deux francs cinquante cen-
« times. » (Proal, op. cit. : « L'Education et le suicide
« des enfants », p. 97).

Le même auteur raconte encore le fait suivant :
« Tout dernièrement, j'ai entendu une femme dire à
« l'audience, pour s'excuser des mauvais traitements
« qu'elle exerçait sur son enfant âgé de cinq ans : « Je
« reconnais que je corrige l'enfant pour un rien,

« parce que je ne l'aime pas ; je ne l'aime pas parce
« qu'il ressemble à son père, dont j'ai à me plaindre. »
« L'enfant de cette femme, ajoute l'auteur, avait le
« corps couvert de traces d'égratignures, d'ecchymo-
« ses ; l'air ahuri, hébété, les yeux brillants, il n'osait
« pas parler devant sa mère. »

Voilà l'image de ces malheureuses victimes. Si l'enfant ne succombe pas aux mauvais traitements qui lui sont infligés, si les privations qu'il endure et les coups qu'il reçoit n'entraînent pas sa mort, son âme se fausse, son intelligence s'étiole ; il reste un arriéré ou il devient un vicieux, tour à tour incapable ou dangereux dans la société où il vit.

b) *Les exploiters.*

« A côté des parents imprévoyants, a écrit Jules
« Simon, dont l'excuse est dans leur imprévoyance
« même et dans leur misère, sont deux sortes de
« parents criminels : les uns qui tuent leurs enfants
« pour s'en débarrasser, les autres qui les élèvent
« pour les exploiter. De ces deux catégories, il est
« difficile de dire quelle est la plus nombreuse et la
« plus odieuse. »

Nous avons déjà vu le sombre tableau des enfants battus et maltraités ; il existe une autre catégorie tout aussi lamentable d'enfants martyrs : ce sont les enfants exploités. Ce sont les milliers de petits malheureux que nous pouvons voir mendier dans les rues, sous la pluie, sous la neige, déguenillés, affamés, bleus de froid, trainés par des mégères ou surveillés de loin par des négriers. C'est la petite fille misérablement vêtue,

la mine abruti de misère, avec quelque plaie ou quelque difformité, qui traverse les cafés avec une corbeille de fleurs qu'elle porte de table en table, marmottant une offre... une prière.

C'est le petit garçon qui pleurniche en s'accrochant aux vêtements du passant, qu'il supplie de lui faire la charité « d'un petit sou. »

Mais les petits nourrissons surtout sont lucratifs pour les exploiters d'enfants. « Une femme tient « dans ses bras un enfant ; elle se fait suivre par deux « ou trois autres accrochés à ses vêtements. C'est une « pauvre veuve dont la famille va mourir, si vous ne « venez pas à son secours. Mais ce n'est pas une veuve, « ce n'est pas une mère, ce n'est pas une femme, ce « n'est pas une créature humaine. Elle s'est procuré « cette famille dans les lieux où l'on pratique la traite « des enfants, plus criminelle que la traite des nègres. « Je dirai seulement, pour montrer l'horreur de son « commerce, qu'elle a besoin d'exhiber des enfants « souffreteux. Plus l'enfant est malade, plus il rap- « porte. » (Jules Simon : Préface de l'ouvrage de M. Georges Berry : « Les petits Martyrs. »

M. Georges Berry dans son ouvrage sur les « Enfants Martyrs », M. Paulian dans « Paris qui mendie », nous racontent les sombres drames de ces honteux trafics, et cette lecture de si lamentables misères est infiniment émouvante.

Dans un bulletin de 1901, la Société contre la mendicité des enfants nous donne également d'intéressants détails sur cette coupable industrie. « Dans les « nuits de Noël et du Nouvel An, le bébé au maillot, « surtout s'il est chétif, se loue de 25 à 30 francs. « L'enfant de un à cinq ans ne vaut, à ces mêmes

« dates, que dix francs ; au-dessus de cet âge, ils ne sont plus cotés que cent sous. »

Il est à remarquer que ces exploiters cyniques choisissent de préférence des enfants maladifs, les font souffrir, les estropient pour que leurs gémissements ou leur infirmité attirent l'attention et éveillent la compassion des passants (1).

(1) Le martyrologe des petits mendiants est abondant, inépuisable. Les supplices que leur font subir des parents barbares sont divers et souvent atroces. On pourrait en citer mille exemples pris au hasard tant dans les chroniques judiciaires que dans les ouvrages consacrés à l'enfance ; qu'il suffise de rapporter deux ou trois faits caractéristiques. L'un se passait en province. Il y a quelques années, un misérable parcourait les campagnes sur une charrette trainée par des chiens, en compagnie d'un jeune garçon que ses violences et le défaut de soins avaient rendu difforme et qui tendait la main aux passants. Ce triste individu fut enfin arrêté, condamné à l'emprisonnement et l'enfant fut confié à l'Assistance publique.

Un autre fait monstrueux et qui prouve une fois de plus qu'il est vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable ». Une femme, une mère, demandait l'aumône à la porte d'une église de Paris, et pour apitoyer les fidèles elle leur montrait son enfant, une gentille petite fille de trois ans, qu'elle maintenait couchée dans ses bras, du matin au soir, dans une position pénible. Lorsque la pauvre petite, à qui cette immobilité prolongée était extrêmement douloureuse, faisait un mouvement, tentait de se relever, sa mère, pour l'obliger à ne pas bouger, la maltraitait impitoyablement. Dénoncée par un témoin de ces scènes monstrueuses, la mégère fut arrêtée, traduite en justice et condamnée à six mois d'emprisonnement.

Voici enfin quelques lignes extraites de la chronique judiciaire du journal *Le Matin*, du 4 août : « Portant sur son bras un enfant âgé de vingt mois, M^{me} Marthe Probot mendiait, le 16 juillet dernier, devant les terrasses des cafés de l'avenue de Clichy.

« Des consommateurs s'aperçurent que, dans le but de faire pleuvoir les aumônes, la mère pinçait ou piquait son bébé, qui alors poussait des cris déchirants. Un agent, informé de ce mode de procéder de la mendiante, intervint bientôt et mit en état d'arrestation M^{me} Probot.

« La prévenue, âgée de vingt-sept ans, poursuivie devant la onzième chambre correctionnelle, vient, pour mendicité et mauvais traitements à un enfant, d'être condamnée à six mois d'emprisonnement. »

Que deviendront plus tard ces pauvres petits êtres, sinon des infirmes du corps et de l'intelligence ou encore des vagabonds vicieux, toujours prêts à commettre un méfait pour pourvoir à leur existence ?

c) *Les parents vicieux.*

Ce sont les parents dont la mauvaise conduite, l'ivrognerie ou la débauche constituent un perpétuel danger pour l'enfant.

Il est vrai que l'école est là pour le soustraire à la contagion du foyer malsain, mais trop souvent il abandonne l'école pour la rue, où il trouve encore de pernicioeux exemples. Et puis même, malgré une fréquentation régulière, l'école n'a pu faire diminuer ni le vice, ni la débauche, ni la criminalité ; l'école, en effet, ne prend l'enfant que durant six heures sur vingt-quatre et les dix-huit heures restantes servent à la contagion de la rue, du quartier, de la maison ; car la nuit même, dans ces familles, est consacrée à des violences, à des batailles ou à des actes immoraux. L'alcoolisme, notamment, est bien souvent une maladie familiale encore plus peut-être que sociale. Que de pernicioeux exemples, que de tristes leçons, l'enfant prend souvent dans la maison où le père et la mère s'adonnent à leur funeste penchant, se ravalent au rang de la bête brute dans la débauche et dans l'orgie ! « L'étiologie du crime, écrit le docteur Boulenger, se « conçoit mieux quand on a pu interroger les écoliers « venant des ruelles et des impasses de nos grandes « villes. N'ai-je pas vu cet exemple d'un enfant de « neuf ans environ, dont la mère vivait séparée du père

« parce que celui-ci était buveur et querelleur. Le jour
« du petit carnaval, il y a deux ans, le père ayant
« attendu l'enfant à la sortie de la classe l'emmena
« boire avec lui et le décida, le soir, d'entrer dans la
« chambre de sa femme pour aller la tuer. Il trouva
« la porte bien barricadée, heureusement, et dut passer
« la nuit dehors. Cela calma les fumées de l'alcool et
« sa manie sanguinaire. Mais le lendemain l'enfant
« racontait avec un plaisir non dissimulé qu'il avait
« été avec son père, après avoir beaucoup bu, dans la
« maison de sa mère pour la tuer avec un revolver et
« un couteau...

« Ce gamin, ajoute le docteur Boulenger, est tout
« prêt à admettre pour plus tard qu'on doit et peut
« tuer sa femme ou sa maîtresse lorsque, dégoûtée
« d'un être brutal et alcoolique, elle veut le quitter!! »
(Docteur Boulenger : « Alcoolisme chronique chez un
enfant. » Communication faite à la Société belge de
neurologie. Séance du 25 janvier 1908).

Nous-même, au cours de nos visites dans les classes
spéciales à Lyon, nous avons souvent recueilli les
plaintes des instituteurs qui déploraient l'influence
néfaste de la famille sur la conduite et le caractère des
enfants placés sous leur garde.

En voici un exemple : « Il y a quelques jours, nous
« racontait l'un de ces instituteurs, le jeune Emile S...
« me disait : « Mon père boit l'absinthe ; quand il a bu,
« il bat ma mère, fait du tapage dans la rue ; les gar-
« diens de la paix l'ont déjà arrêté plusieurs fois. »
Tel est le cas encore de Marius B... qui, arrivant en
classe, racontait à ses camarades : « Mon papa est en
« prison. Il a couché au violon ; il s'est fait arrêter
« devant la préfecture, car il était saoul. »

La débauche des parents est encore une cause de dangers pour l'enfant ; elle est trop souvent, en effet, chez les filles mineures la source de la prostitution.

Chez la femme, la prostitution se confond avec la criminalité ; elle est la forme normale du vagabondage. D'autre part, les enquêtes faites dans le monde spécial des prostituées ont établi que la plupart de ces pauvres filles sont des anormales. Le docteur W.-A. Potts, de Birmingham, cite douze cas de fillettes recueillies dans un bureau de filles perdues ; il n'en a trouvé que deux de normales ; il a trouvé des choréiques, des tuberculeuses, des alcooliques, des microcéphales, des dégénérées physiques, des mongoloïdes, etc.

La cause du mal ? Souvent, c'est la misère, la difficulté à trouver du travail, l'extrême modicité du salaire ; quelquefois c'est l'abandon par l'amant après la séduction ; mais c'est aussi le crime des parents, qui les ont de bonne heure dressées au vice, qui ont trafiqué odieusement de leur jeunesse. M. Bonjean raconte les origines d'une fille X... que sa mère, pour quelque argent, avait livrée le jour de sa première communion à un officier qui avait manifesté le désir de la posséder au sortir de la messe et en robe blanche !

Parent-Duchatelet établit que sur 1.425 filles mineures adonnées à la prostitution, 260 ont été exploitées ou abandonnées par leurs parents.

M. le professeur Augagneur, dans un article paru aux « Archives d'anthropologie criminelle », expose d'une façon saisissante la pathogénie de la prostitution chez les filles mineures, prostitution dont l'augmentation est constatée chaque mois par les

bulletins municipaux officiels de la ville de Paris.
« La plupart des prostituées — écrit-il — sont nées à
« la prostitution en même temps qu'à la puberté. Leur
« sens moral, si tant est qu'on ait jamais essayé de le
« réveiller, s'est fait sans secousses à leur situation.
« Elles sont prostituées sans regret et sans honte. Elles
« sont sorties de la société honnête et morale sans se
« douter presque de son existence, sans le désir d'y
« rentrer jamais. Il leur a manqué pour devenir
« d'honnêtes femmes les enseignements de la vertu,
« les exemples de leurs proches, la surveillance soup-
« çonneuse de leur mère et le bien-être matériel. »

Voilà terminé l'exposé des lourdes responsabilités qui pèsent sur la famille dans la genèse de la dégénérescence physique, morale et mentale des enfants. D'aucuns penseront peut-être que nous nous sommes attardé avec trop de complaisance à la peinture de ce sombre tableau ; ils estimeront que nous avons exagéré la gravité du mal et que nous avons décrété généralité ce qui n'était qu'une exception. Nous pensons, quant à nous, être resté dans les limites de la vérité en dénonçant des faiblesses et des fautes qui sont la source d'un grave péril social. Et d'ailleurs, le nombre des familles miséreuses, négligentes et coupables ne serait-il qu'infime — ce qui n'est malheureusement pas démontré — qu'il justifierait encore l'intervention protectrice de la société pour prévenir des maux qui sont pour elle une cause de faiblesse et d'insécurité.

2° L'Ecole.

Voilà certes un titre qui peut paraître paradoxal dans l'étude des causes de la dégénérescence physique et morale des enfants. L'école n'est-elle pas, en effet, le bienfaisant refuge institué pour protéger l'enfant contre les périls de la vie, la corruption de la famille et la contagion de la rue ? N'est-ce pas là que l'enfant recevra les salutaires exemples d'honneur, de probité et de vertu ? Et cependant l'école a, elle aussi, sa part de responsabilités dans la naissance et l'accroissement de l'anormalité et, comme la famille, elle contribue trop souvent à créer et entretenir l'inadaptation des enfants à la vie sociale à laquelle son but, au contraire, est de les préparer.

La loi de 1882, qui établit en France l'obligation scolaire, a réalisé un progrès considérable, mais elle n'a pas encore rempli complètement son but : le principe de l'obligation scolaire est, en effet, excellent ; mais il restera lettre morte, s'il demeure sans sanction. Or, la loi de 1882 a omis de punir efficacement l'obstination des enfants à désertter l'école ou à la suivre irrégulièrement (1).

D'autre part, quoique poursuivant un but éminemment bienfaisant, l'école peut être défavorable à la

(1) Un des plus importants parmi les vœux émis par les Amicales d'instituteurs réunies au Congrès de Nancy, au mois d'août dernier, est celui qui adjure les pouvoirs publics de prendre, dans le plus bref délai possible, les mesures nécessaires pour accroître la durée légale de la scolarité élémentaire et rendre efficace la loi sur l'obligation scolaire.

Déjà M. Briand avait déposé, le 25 janvier 1907, un projet de loi modifiant les dispositions de la loi de 1882. M. Briand transférait

santé physique de l'enfant. Le docteur Proust prétend que la santé de l'enfant est gravement compromise si un quart d'heure de repos ne vient séparer chaque heure de travail assidu. (Docteur Proust : « Traité d'hygiène », p. 217).

Le docteur Bordier dénonce les dangers que courent les enfants dans les écoles ; « exposés aux inconvénients « qu'on devrait s'attendre à ne trouver que chez les « employés vieillis sur le rond de cuir : migraines, « constipations, hémorroïdes, scoliozes, myopies, et « toutes les déformations qui nous éloignent du bon « animal dont Spencer fait la première condition de la « prospérité nationale. » (« La Vie des Sociétés », p. 326.)

Le docteur Taverni estime qu'il faut surveiller chaque élève, « car beaucoup auraient besoin, plus que « de punitions et d'objurgations, d'hydrothérapie et de « bromure. »

Si ces avertissements et ces critiques sont légitimes en ce qui concerne les enfants normaux, ceux qu'aucune tare héréditaire ne prédispose à une faiblesse intellectuelle ou à une perversion morale dangereuse, combien ils sont plus justifiés encore quand il s'agit des enfants déjà malades sur les bancs de l'école, des arriérés, des instables, des vicieux !

Pour ceux-là, une éducation mal comprise, un enseignement mal approprié, les réprimandes intem-

au juge de paix saisi par l'inspecteur primaire d'une plainte en règle, c'est-à-dire à laquelle serait joint l'avis du maire, le droit de sévir qu'avait seule jusqu'ici la commission scolaire.

L'infraction, considérée comme une contravention, ne serait plus seulement punissable de l'affichage à la porte de la mairie pendant 15 jours ou un mois ; elle entraînerait condamnation à l'amende et même à la prison, conformément aux articles 479 et 480 du Code pénal.

pestives, les railleries injustifiées sont autant de causes qui détruisent toute l'efficacité de leur séjour à l'école.

Mais le plus grand écueil est surtout dans la composition des programmes scolaires.

Depuis quelques années déjà, un certain nombre d'auteurs réclament la substitution à notre enseignement « livresque », basé sur l'étude des mots et des textes, d'une méthode d'instruction plus rationnelle, c'est-à-dire de la méthode d'observation directe des choses et des êtres.

« Le problème de l'éducation des enfants anormaux — écrit M. le professeur Beauvisage, qui combat au premier rang des promoteurs de la réforme nouvelle — nous fournit une excellente occasion de saper par la base cet enseignement livresque qui commence par la lecture et l'écriture, se continue par la grammaire et l'orthographe et se prolonge, dans tous les ordres de connaissances ajoutées successivement aux programmes, par l'exercice de la mémoire, des mots, des phrases, des textes et des formules toutes faites. » (Docteur Beauvisage : « Les programmes de l'enseignement primaire et les enfants anormaux. » (Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences. Lyon, 1906).

Nous ne voulons pas envisager ici une question d'ordre strictement pédagogique que notre incompetence ne nous permet pas de discuter ; mais comme nous avons dessein de nous préoccuper surtout de l'adaptation à la vie sociale de la catégorie d'enfants qui fait l'objet de cette étude, nous ne pouvons que souhaiter ardemment la réalisation des prévisions que M. le professeur Beauvisage nous décrit ainsi : « Les enfants sans cesse tenus en éveil et intéressés par l'observation

« directe des « réalités » cesseront de s'ennuyer à
« l'école quand celle-ci leur fera comprendre la vie
« et la société, et d'être dégoûtés de l'étude quand ils
« en auront senti l'agrément et l'utilité... Ils entreront
« dans la vie solidement armés par des connaissances
« positives et pratiques, dressés par l'esprit de recher-
« che et de critique, à juger sainement de toutes choses,
« formés à l'action par l'exercice habituel de toutes
« leurs facultés physiques, intellectuelles et morales. »
(Docteur G. Beauvisage : « La refonte des programmes
de l'enseignement primaire. » Congrès de l'association
française pour l'avancement des sciences. Reims, 1907).

3° La Rue.

L'enfant qui est abandonné par sa famille et qui déserte l'école passe sa vie dans la rue, et là se continue pour lui la funeste initiation à la paresse, au vice et à la débauche.

Là se forment les liaisons dangereuses, se déploient les plus malsains spectacles, sévit la plus terrible contagion.

Il y a des quartiers ouvriers où la vie tout entière des enfants se passe dans la rue ; ils y organisent leurs jeux, troublent la sécurité de la circulation par leurs cris, leurs disputes, leurs batailles et tous les mauvais tours qu'ils peuvent inventer pour se distraire aux dépens des habitants du quartier.

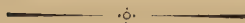
Les enfants au tempérament maladif, à la constitution physique défectueuse, les boiteux, les manchots, les borgnes, tous ceux qui sont affligés d'une plaie ou

d'une difformité quelconque, y sont insultés, battus par leurs camarades, qui en font leurs souffre-douleur, et certes l'imagination des enfants est inventive quand il s'agit de torturer un plus faible, de faire souffrir un autre enfant impuissant à se défendre ; les arriérés, les passifs, les apathiques, y sont les victimes des instables, violents et méchants, qui les brutalisent avec une incroyable sauvagerie.

Au cours de nos visites dans les écoles d'anormaux à Lyon, nous avons souvent entendu les plaintes des instituteurs qui avaient été témoins, au sortir de l'école, de quelques-unes de ces scènes de brutalité dont le triste héros est un anormal, au masque vicieux et sournois, qui baisse hypocritement la tête devant la réprimande et se venge ensuite par des coups quand le maître n'est plus là.

Mais c'est surtout par la contagion du vice, par la corruption des mauvais spectacles que la rue est dangereuse pour l'enfant. C'est là, en effet, s'il n'a déjà été initié par la famille, qu'il apprend toutes les laideurs, toutes les tristesses de la vie. Les gravures obscènes placardées dans tous les kiosques à journaux, les publications qui illustrent par des dessins aussi fantaisistes que terrifiants les faits divers de la semaine, éveillent et excitent ses instincts grossiers. Pour des cerveaux sains, pour des enfants qui sont protégés et fortifiés par l'influence salubre de la famille, ces répugnants spectacles constituent déjà un danger sérieux ; mais que dire de leur action sur les cerveaux malades, sur les enfants qui n'ont pour eux ni aide ni protection et qui sont abandonnés à eux-mêmes ? Voilà pourquoi il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans les rafles salubres que la police opère parfois dans les quartiers mal

famés, se trouvent trop souvent mêlés au monde des apaches, des souteneurs et des filles, de très jeunes enfants déjà initiés à tous les vices et à toutes les débauches. Ce sont les victimes de la famille négligente et vicieuse, les victimes de la rue, les victimes du milieu social, et la société doit accomplir à leur égard un grand devoir de protection en les retirant du milieu qui les corrompt et en leur accordant l'assistance bienfaisante qui leur évitera de devenir plus tard dans la vie des déclassés et des malfaiteurs.



TROISIÈME PARTIE

LES REMÈDES

Nous venons de voir combien les causes de l'anormalité sont lointaines et profondes ; causes physiologiques et causes sociales se pénètrent et s'aggravent mutuellement. Contre les premières, c'est au médecin qu'il appartient de lutter en réalisant tous les jours un progrès nouveau dans la sûreté de son diagnostic, dans l'efficacité de son traitement ; mais la société ne doit pas se désintéresser de la lutte, car trop souvent c'est à elle que remonte la responsabilité des maladies, et c'est à elle qu'il appartient, par une législation prudente et avisée, d'en tarir les causes et d'en enrayer les progrès.

Nous verrons bientôt le plan de combat que la société doit adopter contre la dégénérescence et le système législatif qui servira à cet égard de prophylaxie sociale. Avant d'aborder les grandes lignes de

cette étude, disons quelques mots des théories qui ont été développées dans les congrès par certains médecins, théories qui proposent de substituer à la prophylaxie et à la thérapeutique sociales un remède beaucoup plus énergique pour supprimer les causes de la dégénérescence.

A Sparte, sur la sentence du Conseil des anciens de la Tribu, le nouveau-né déclaré trop faible était projeté dans un barathre voisin de l'Eurotas. Les temps sont loin de ces mœurs barbares et notre tempérament se révolterait contre des mesures aussi draconiennes. Ne pouvant pas proposer d'enlever la vie aux êtres mal conformés, les savants s'ingénient à essayer de les empêcher de naître. Pour eux la sélection naturelle est trop lente et ils préconisent une sélection artificielle, plus prompte; cette méthode est surtout indiquée pour combattre les progrès de la criminalité. C'est ce que M. Beltrani Scalia appelle *le sarclage de la criminalité*, et voici le raisonnement qui soutient cette théorie : « Si on cultive l'art de perfectionner les
« animaux (zootechnie), je ne vois pas de raison pour
« laquelle nous devons prescrire l'art de perfectionner
« les hommes (hominiculture ou anthropotechnie).
« (Beltrani Scalia : « Ve Congrès pénitentiaire, rapport
« de la 4^{me} section. Paris, 1896, p. 559). » Pour certains, interdire le mariage aux dégénérés devient un devoir élémentaire et d'aucuns approuvent la loi d'Indiana (Etats-Unis) qui n'autorise les unions légitimes qu'après un examen subi devant une commission composée de deux mères de famille, de deux médecins et d'un avocat. Deux sortes d'objections ont été élevées contre cette réglementation. La première, essentiellement pratique, repose sur ce fait

indéniable qu'en arrêtant la procréation des enfants légitimes on ne supprime pas la conception libre, physiologiquement bien plus active que l'autre. La deuxième objection d'ordre purement moral, a été formulée par Frédéric Passy : « Je ne serais point
« surpris, écrivait le chef de l'école libre échangiste,
« si quelque jour l'intervention législative, comme
« vous l'appellez, venait à se charger d'organiser à
« l'usage de ceux où de celles de nos descendants qui
« en seraient jugés dignes, des haras perfectionnés ou
« prétendus tels. Seulement ce jour-là, à supposer que
« la savante sélection de l'Etat eût réussi à fabriquer
« de beaux étalons et de superbes poulinières, il n'y
« aurait plus ni hommes, ni femmes, ni familles, ni
« dignité, ni rien de ce qui constitue avec toutes ses
« imperfections la valeur de cette chose qui s'appelle
« l'humanité. Je persiste à penser que nous pouvons
« avoir un autre idéal que celui d'une étable même
« bien tenue. (Frédéric Passy. Lettre au journal
« *Le Siècle*, 12 décembre 1901).

Au Michigan, on répond à la première de ces objections par un système qui, pour être radical, n'en est pas moins contestable. Toutes les personnes enfermées dans une maison de santé pour aliénation mentale, pour épilepsie et toutes celles condamnées pour la troisième fois, avant de sortir de détention, doivent se soumettre à une opération qui produit leur asexualisation et qui annule leur aptitude à avoir des enfants.

M. le professeur Angelo Zuccarelli, de Naples, a présenté à un Congrès d'anthropologie criminelle une série de méthodes pour arriver à ce but. En ce qui concerne les femmes, il a rappelé que les gynécologistes s'efforcent de perfectionner leurs modes de sté-

rilisation des malades atteintes d'affections cardiaques, tuberculeuses, néphritiques ; quant à l'homme, on peut le castrer ou, ce qui est plus facile, lui couper les canaux déférents. (Angelo Zuccarelli : « Sur la nécessité et les moyens d'empêcher la reproduction des « hommes les plus dégénérés. » Congrès d'Amsterdam, 1901, p. 341).

En 1901, au Congrès d'assistance familiale, M. Paul Robin reprenait et développait ces théories malthusiennes et proposait de faire subir aux dégénérés une mutilation qui les empêcherait de procréer à leur tour de nouveaux dégénérés.

On conçoit aisément combien une pareille théorie peut paraître excessive et son application difficile. D'ailleurs, le problème de l'hérédité est essentiellement complexe et obscur ; qui pourrait affirmer que l'on possède à cet égard une certitude scientifique absolue ? Sans doute, Zuccarelli soutient que cette certitude existe en ce qui concerne les épilepsies graves, les formes les plus classiques de l'aliénation mentale, les alcooliques, les tuberculeux et les syphilitiques qui ne se sont pas soumis à des cures déterminées, mais malgré cette belle assurance et quelque précises et sérieuses que soient les observations qui l'aient motivée, on reste, malgré tout, timide, hésitant devant une méthode aussi audacieuse et qui aboutit à des conséquences aussi rigoureuses.

Abandonnons ces théories qui ne peuvent offrir une solution raisonnable au problème qui nous occupe et que nous n'avons énumérées ici qu'à titre purement documentaire.

Nous avons déjà montré que l'Œuvre de l'enfance anormale était par excellence une œuvre de charité,

de conscience et de préservation sociales. Ce sont ces trois considérations qui devront nous guider dans l'élaboration de la théorie des remèdes que nous opposerons à la théorie des causes.

Ces remèdes sont de deux sortes et les mesures législatives qui en préconiseront l'emploi obéiront à deux préoccupations essentielles : prévenir et guérir.

C'est en édictant des mesures de prévention sur le terrain économique et social que l'on arrivera à diminuer les causes du mal et à en atténuer la violence ; c'est en organisant un système d'assistance sérieux et complet que l'on évitera ses conséquences désastreuses dans l'intérêt de l'individu et de la société.

CHAPITRE PREMIER

Protection Sociale.

Nous avons vu comment la dégénérescence a des racines profondes, comment elle peut naître et se développer sous l'influence de causes multiples et lointaines dont l'effet pernicieux ne se révèle qu'à un examen attentif. La plupart des enfants anormaux appartiennent à des familles misérables dont l'existence se passe dans des taudis, sans air et sans lumière; la grossesse de la mère évolue douloureusement, gravement compromise par les privations, le travail accablant dans les mines et dans les usines; à leur tour les enfants souffrent de cette misère dès le berceau; mal soignés, mal nourris par indigence, par incurie ou par ignorance, ils sont victimes d'une dégénérescence précoce.

A la société il appartiendra d'enrayer ces causes en réglementant sévèrement le travail des femmes et des enfants dans l'industrie, en organisant la lutte contre les logements insalubres pour favoriser au contraire les constructions de maisons ouvrières, saines et claires, bâties suivant les prescriptions d'une hygiène rigoureuse.

La lutte contre le paupérisme, contre la tuberculose, la syphilis sera une des formes les plus efficaces de la protection de l'enfance anormale.

Mais parmi les mesures qui s'imposent et dont l'influence bienfaisante constituera la plus salubre prophylaxie sociale, nous étudierons plus longuement l'œuvre antialcoolique, la protection de la femme enceinte, l'hygiène du logement, la protection du travail des enfants dans le commerce et l'industrie et enfin le système de réglementation destiné à soustraire l'enfant à l'influence trop souvent néfaste d'une famille incapable ou indigne.

I. — L'ŒUVRE ANTIALCOOLIQUE

Parmi les mesures de prévention qui s'imposent pour lutter efficacement contre la dégénérescence, l'œuvre antialcoolique se place au premier rang. C'est l'alcool qui est le grand pourvoyeur de nos hôpitaux, de nos prisons, de nos asiles ; en faisant la guerre à l'alcool, on travaille à diminuer les causes de folie, de la criminalité, de la dégénérescence (1).

Sur 100 détenus pour assassinats, on compte 53 alcooliques ; sur 100 détenus pour incendies, on compte

(1) « Il n'y a pas à se dissimuler, disait M. le Provost de Launay à la tribune du Sénat, le 11 février 1909, au cours de la discussion du projet de loi relatif à la création d'écoles de perfectionnement pour les enfants arriérés, que la principale cause de la naissance des enfants anormaux, c'est l'alcoolisme qui fait dans notre pays des ravages effrayants ; dans la contrée que je représente, ils sont désastreux. Cela devrait être ici le but d'une croisade, cela devrait

57 alcooliques ; sur 100 détenus pour vagabondage, on trouve 70 alcooliques ; sur 100 détenus pour coups et blessures, on compte 90 alcooliques. (Renon : « Les maladies populaires »). Dans le département de la Creuse, l'un de ceux où l'on boit le moins, on compte un condamné pour 1.504 habitants ; dans la Seine-Inférieure, un des départements où l'on boit le plus, on compte un condamné pour 138 habitants.

Voilà pour les criminels, voici pour les aliénés : En 1865, 900.000 hectolitres d'alcool consommé : 15.000 cas d'aliénation. En 1892, 1.800.000 hectolitres d'alcool consommé : 60.000 cas d'aliénation. Dans les départements non alcooliques, les buveurs ne forment qu'un nombre infime de la clientèle des asiles. Dans la Seine-Inférieure, ils sont plus de la moitié de la population totale des internés, femmes comprises.

Nous connaissons l'influence considérable exercée par l'alcool sur l'hérédité, la naissance, le développement physique et intellectuel de l'enfant ; en enrayant les progrès de l'alcoolisme, on travaillera à tarir les sources de l'anormalité.

Grâce à l'appel des hommes les plus éminents de toutes les nations, médecins, juristes, écrivains, législateurs, les initiatives ont surgi, la lutte a été organisée ; des congrès ont été institués, des ligues se sont fondées pour dénoncer le fléau, signaler les causes et préconiser les remèdes.

être notre « delinda Carthago » et nous devrions tous ici, chaque fois que nous constatons, des désastres pareils à ceux qu'on nous signale à Lyon et ailleurs, prendre les résolutions de proposer et de voter au plus vite des mesures efficaces... Je vous en conjure, messieurs, songez à nous donner des armes pour arrêter ce fléau ; c'est l'intérêt non seulement du pays, mais de la race. » (Sénat, séance du 11 février 1909. *Journal Officiel* du 12 février).

Les remèdes proposés sont nombreux : au Congrès international de Budapest, auquel assistaient les délégués officiels de 22 puissances, M. le docteur Legrain a préconisé la création d'asiles spéciaux pour buveurs.

Ce projet avait déjà été proposé sous la forme d'un vœu au Congrès national contre l'alcoolisme qui tint ses assises à Paris, le 25 octobre 1903, sous la présidence de M. Casimir-Perier.

Au sujet de cette proposition, on peut rappeler l'opinion de Carl Stoss qui, dans un rapport présenté au Congrès international contre l'alcoolisme à Vienne, en 1901, disait : « L'ivresse et l'alcoolisme engendrent « des maladies qu'il faut combattre. L'internement « dans des asiles de buveurs est un des moyens de le « faire. Il ne doit pas être considéré comme une peine « et doit durer, en principe, sauf certaines restrictions, « jusqu'à guérison complète du buveur. »

En Suisse, il existe à Hélicon une colonie agricole où l'on traite les alcooliques. De 1889 à 1893, on a reçu 190 alcooliques; sur ces 190, 75 sont sortis et restés abstinents, 25 ont rebu, mais modérément, 41 ont rechuté, 25 ont disparu.

Aux Etats-Unis, on a traité dans 500 asiles 3.000 buveurs et on a obtenu 40 % de cas de guérison.

En Angleterre, les alcooliques inguérissables sont enfermés continuellement.

La législation française n'a pas encore prévu la création de ces asiles : l'action législative en France est d'ailleurs excessivement timide.

Quelle efficacité en effet peut-on attendre des lois *sur les ivrognes*? L'ivrogne bruyant est rarement un alcoolique et puis pourquoi ne pas emprisonner égale-

ment — comme l'écrivit le docteur Bordier — « le viveur
« à qui le potage à la bisque, le madère et la fine
« champagne ont donné une indigestion ou celui qui
« paie d'une attaque de goutte des excès gastrono-
« miques ? »

Les lois *contre les débitants* seraient une plus sage mesure, mais malheureusement la bonne volonté a cédé ici à des considérations absolument étrangères à l'hygiène et à la santé publique.

Seule, la loi du 17 février 1873 fixe l'heure de la fermeture des cafés, interdit aux cabaretiers de vendre de l'alcool aux mineurs et les rend responsables des conséquences ; mais, outre que cette loi est incomplète, son application est purement illusoire.

Le Congrès national contre l'alcoolisme, qui a ouvert ses séances à Paris le 26 octobre 1903, avait proposé entre autres vœux la modification de l'article 2 de cette loi pour permettre l'isolement des alcooliques dans des asiles pendant une durée à déterminer.

Quant à la réglementation des débits de boissons par voie législative, elle n'existe pas en France.

La Révolution avait affranchi le commerce des boissons de toute entrave et ce ne fut qu'un décret-loi du 29 décembre 1851 qui le remit en tutelle, soumettant l'ouverture des débits à la permission préalable, toujours révocable, de l'autorité administrative.

Le résultat de cette mesure fut des plus heureux, puisque de 1850 à 1880 le nombre des débits ne s'augmenta pas.

La loi du 17 juillet 1880 vint malheureusement remplacer l'autorisation par la simple déclaration avec interdiction pour quelques catégories de personnes d'ouvrir des débits. Leur nombre grandit alors prodigieusement.

gieusement ; dans les six mois qui suivirent la loi nouvelle, il s'en ouvrit 10.000 et l'on estime à plus de 50.000 les débits clandestins. Nous avons ainsi un débit pour 75 habitants, un débit pour 20 hommes majeurs. Dans le Nord, on arrive à un débit pour 46 habitants !

L'exemple de la Hollande pourrait cependant constituer à cet égard pour notre pays un enseignement salubre. En Hollande, en effet, la loi du 28 juin 1882 a réduit en six mois les débits de 45.000 à 32.000 et la recette des taxes sur l'eau-de-vie a diminué de 100.000 florins, tandis que la consommation de la bière et du sucre a augmenté.

En France, dans les divers Congrès, des vœux ont été émis concernant l'application des lois du 17 juillet 1880 et du 5 avril 1884 et, depuis quelques années, usant des pouvoirs que ces lois leur confèrent, des municipalités comme celles de Lyon, Nîmes, Montbéliard, Arles, Vienne, Villefranche, en vertu de la première, les préfets en vertu de la seconde, ont réglé la création des cabarets et la vente de l'alcool ; c'est le seul progrès que le pouvoir réglementaire ait pu réaliser jusqu'ici dans l'œuvre antialcoolique (1).

Le législateur peut encore lutter contre la consommation alcoolique en frappant l'alcool de droits qui en élèvent le prix.

(1) En 1904, une proposition de loi Siegfried-Bérenger fut déposée au Sénat pour la limitation du nombre des cabarets. La Ligue nationale antialcoolique provoqua des vœux des conseils généraux ; 33 furent favorables, 4 seulement furent hostiles ; les autres gardèrent le silence. Cette proposition n'aboutit pas.

Une proposition tendant à interdire la fabrication de l'absinthe a été déposée en décembre 1906 par 53 députés sur le bureau de la Chambre. La Commission d'hygiène publique de la Chambre à

La loi du 29 décembre 1900 constitue notre loi fondamentale à cet égard, sa portée antialcoolique s'affirme en ce qu'elle a parallèlement dégrevé les boissons dites hygiéniques et surtaxé l'alcool.

Pour les boissons hygiéniques, il n'y a plus qu'un droit général de 1,30 pour les vins, de 0,80 pour les cidres par hectolitre et un droit de fabrication modique pour les bières.

Pour l'alcool, au contraire, le droit de consommation est porté de 156 francs à 220 francs par hectolitre d'alcool pur, ce qui équivaut à plus de sept fois le prix de l'alcool produit industriellement. D'autre part, un droit d'entrée est perçu au profit de l'Etat, dont le taux varie selon la population des villes de plus de 4.000 âmes, entre 7 fr. 50 et 30 francs par hectolitre. Enfin, des droits municipaux sont établis par des Conseils municipaux ; ces droits pour les seules villes de plus de 30.000 habitants étaient prévus en 1906 pour 34 millions.

laquelle la proposition a été renvoyée s'est prononcée en mars 1907 pour le principe de l'interdiction par paliers (interdiction immédiate de la fabrication de l'essence — un an de délai pour la fabrication de la liqueur — deux ans pour la vente).

Une proposition similaire déposée sur le bureau du Sénat le 23 juin 1908 (115 signatures : Ch. Dupuy, Audiffred) a été prise en considération.

M. Joseph Reinach, député des Basses-Alpes, en sa qualité de président du groupe parlementaire de l'antialcoolisme, a écrit récemment au président de la Commission du budget pour appeler l'attention de celle-ci sur la nécessité de combiner la taxe d'ouverture sur les nouveaux débits de boissons qui est proposée par le ministre des finances avec la proposition sur la limitation des débits de boissons qu'il a présenté, et que la Chambre a prise en considération.

Cette proposition s'applique seulement aux débits qui vendent des boissons alcooliques, les débits qui vendent exclusivement des boissons hygiéniques n'y sont pas soumis.

Malheureusement, l'application de cette loi bienfaisante est battue en brèche par le fait du ruineux privilège des bouilleurs de cru, malgré les généreux efforts tentés pour lutter contre ce privilège en 1872-74 d'abord, en 1900-1903 ensuite ; la loi du 27 février 1907 a consacré purement et simplement la situation antérieure.

Pour lutter contre l'alcool, la Commission extraparlamentaire instituée par M. Rouvier en 1907, a indiqué et recommandé comme moyens préventifs l'action sur les enfants, l'enseignement, les conseils, l'assainissement des habitations, la surveillance de l'hygiène des ateliers, l'application rigoureuse de la loi du 15 février 1902 sur la santé publique.

Parmi les remèdes curatifs, elle indique :

1^o La réglementation des débits de boissons au point de vue de la fraude, des abus ou de la moralité avec suspension ou fermeture comme sanction des délits constatés ;

2^o Application stricte de la loi de 1880 en donnant un caractère d'obligation impérative à l'article 9 conférant au pouvoir administratif le droit de constituer des zones réservées en dedans desquelles aucun débit nouveau ne pourra s'établir ;

3^o Surveillance sévère des commerces auxquels est annexé un débit de boisson ;

4^o Application effective de la loi de 1873 sur la répression de l'ivresse publique ;

5^o Création d'asiles où seraient soignés comme des malades les alcooliques de bonne volonté et les ivrognes récidivistes condamnés à l'emprisonnement pour infraction à la loi de 1873 ;

6° Assimilation de l'intempérance habituelle aux causes légales de divorce et de déchéance de la puissance paternelle ;

7° Octroi aux médecins-inspecteurs du droit de retirer le livret de garde en nourrice à toute femme convaincue d'intempérance ou coupable d'avoir introduit de l'alcool dans l'alimentation des nourrissons ou des petits enfants confiés à ses soins ;

8° Interdiction, à peine de nullité, du paiement de tout ou partie du salaire en alcool ;

9° Réduction du taux de l'impôt dont l'exagération rend l'alcool de consommation plus nocif.

Enfin, dans sa séance du 18 mars 1908, la Société des agriculteurs de France a adopté deux vœux dont voici le texte :

1° La Société, se référant à l'article 13 de la loi du 29 décembre 1900 et à la délibération de l'Académie de médecine du 10 mars 1903, attendu, d'ailleurs, que la consommation de l'absinthe fait une concurrence dangereuse à celle des boissons hygiéniques, invite le Parlement à voter une proposition de loi interdisant la fabrication, la circulation ou la vente de la liqueur d'absinthe ;

2° La Société, vu la proposition déposée au Sénat le 3 février 1905, est d'avis qu'il y a lieu, tout en appuyant cette proposition, de la modifier en proportionnant le nombre de débits de boissons à la superficie de la commune en même temps qu'au chiffre d'habitants, de subordonner toute nouvelle ouverture de débit à une enquête sur la moralité du tenancier ; de publier, préalablement à la discussion de la loi, la

statistique de l'augmentation progressive des cabarets et d'en donner le nombre actuel.

On voit combien la lutte contre l'alcool est encore timide et incertaine en France. Que n'imitons-nous l'exemple des pays étrangers. La Belgique, la Suisse, l'Angleterre, trois peuples, tous voisins de nous, qui ont compris la nécessité de lutter contre l'alcool par la loi !

En Belgique, notamment, où le fléau a sévi avec le plus d'intensité, une campagne législative a été menée qui a abouti au vote de nombreuses lois bienfaisantes :

Loi du 18 août 1887, réprimant l'ivresse publique.

Loi du 19 août 1889, établissant un droit de licence sur les nouveaux débits de boissons alcooliques.

Loi du 19 août 1893, permettant le contrôle de la qualité de boissons alcooliques.

Loi du 15 avril 1896, relevant les droits sur la fabrication de l'alcool.

Loi du 18 février 1903, surélevant ces droits.

Loi du 25 septembre 1906, prohibant la fabrication, la vente, la détention pour vente des absinthes ;

En *Angleterre*, la campagne antialcoolique est encore plus énergiquement menée.

De tous temps les débits ont été en Angleterre, l'objet de licences délibérées par les juges de paix, renouvelables chaque année, les pouvoirs des juges pour les maintenir ou les révoquer étant variables.

Le bill du 15 août 1904, œuvre du ministère Balfour vint décider que les licences ne pourraient plus être retirées dans le but de diminuer le nombre des débits que contre une indemnité payée sur un fonds formé de versements des débitants.

Le 4 décembre 1905, le ministère Balfour démissionnait ; le 8 janvier 1906, la Chambre des communes était dissoute et les libéraux, qui avaient vivement combattu le bill de 1904, faisaient de la lutte antialcoolique l'un des articles essentiels de leur programme. C'est ce programme qui triompha : les libéraux aidés par les antialcooliques sortirent victorieux de la lutte contre le « parti de l'alcool. »

Le couronnement de ce mouvement fut le projet déposé par M. Asquith, successeur de M. Bannermann au ministère, en 1908. Voici ses principales mesures :

1^o Il ne permet de conserver que de 1 débit pour 1.000 à 1 pour 500 selon la densité de la population et, ainsi, 32.000 débits sur 100.000 existant doivent disparaître ;

2^o Pendant quatorze ans, les débits ne doivent être fermés que contre indemnité payée sur un fonds constitué par un impôt spécial portant sur les débitants ;

3^o Ensuite, ces suppressions se feront sans indemnité ;

4^o Les débits peuvent être réglementés : emploi des bairmaids, admission des enfants, fermeture les jours d'élection ;

5^o Les débits ne peuvent être ouverts que trois heures le dimanche.

En Suisse, la lutte contre l'alcool commença dès 1886 par la loi du monopole de fabrication. Grâce à cette loi, la consommation de l'alcool en Suisse passa d'une moyenne de 4.175 en 1880-1884 à une moyenne de 2.140 en 1901.

Mais ce qui signale surtout la Suisse à notre attention, c'est le vote par le peuple suisse, le 5 juillet 1908, d'un amendement à la Constitution qui interdit « la fabrication, l'importation, le transport, la vente, la détention pour la vente, de l'absinthe. »

La Suisse n'était pas pourtant atteinte profondément par l'absinthisme. La consommation de l'absinthe ne dépassait pas 9.000 à 18.000 hectolitres et 5 à 6 cantons seulement y participaient.

Mais, parmi ceux-ci, certains souffraient déjà sérieusement du mal. Genève avait une consommation annuelle moyenne de 482 absinthes par homme adulte. A Vaud, la moyenne était de 136. Un crime abominable, provoqué par l'absinthisme, émut douloureusement l'opinion et fournit l'occasion de la campagne prohibitionniste. Au lendemain du crime, se tint à Commugny, commune du canton de Vaud, une réunion publique qui décida de mettre en circulation deux pétitions, l'une des femmes, l'autre des hommes, pour demander à l'autorité législative (Grand Conseil) l'interdiction de la vente de l'absinthe au détail. Le mouvement s'étendit rapidement à tout le canton de Vaud, où les pétitions réunirent 83.000 signatures sur 220.000 habitants.

Le canton de Genève fut gagné par cet exemple retentissant. Une pétition au Grand Conseil, demandant la prohibition de la vente au détail de l'absinthe, fut déposée en janvier 1906, revêtue de 34.702 signatures, dont 9.432 électeurs.

Le 23 septembre 1906, le peuple vaudois a accepté la loi prohibitive par 22.500 oui contre 15.676 non, à une majorité approximative de 7.000 voix.

Le 14 avril 1907, le peuple genevois a accepté la

loi prohibitive à une majorité de 700 voix seulement (1).

Quelque bienfaisantes que se soient révélées ces mesures, elles étaient encore impuissantes à enrayer les progrès du mal : l'alcool circulant librement, se vendant en gros, la consommation continuait. Ceux que le péril alcoolique effraie, imaginèrent alors d'user du droit, qu'ont les citoyens suisses, de prendre eux-mêmes l'initiative d'un amendement constitutionnel.

Il suffit, en effet, que 50.000 citoyens suisses déposent et signent un projet d'amendement pour que le Gouvernement d'abord, les Chambres ensuite, donnent leur avis sur ce projet et qu'il soit soumis à la votation populaire.

C'est ainsi que le 31 janvier 1907, l'Initiative contre l'absinthe fut déposée avec la signature de 167.314 citoyens. Le Conseil fédéral proposa le rejet de l'initiative par 6 voix sur 7 membres. Les deux Chambres, au contraire, abandonnant le Gouvernement, se prononcèrent pour l'adoption du projet. C'est dans ces conditions que le Peuple suisse eut à voter ; il a accepté le projet par 236.582 voix contre 135.888, c'est-à-dire à plus de 100.000 voix de majorité !

En France, pour remédier à l'insuffisance législative, certains esprits préconisent l'action bienfaisante des *sociétés de tempérance* et de *l'enseignement anti-alcoolique*.

Les *sociétés de tempérance* ne constituent souvent que des palliatifs à influence variable et éphémère.

(1) La lutte contre l'absinthe. Rapport de M. Fulliquet au Congrès d'alliance d'hygiène sociale. (Lyon, 13-16 mai 1907).

Dans les établissements où l'on ne donne que des boissons hygiéniques : vin naturel, thé, il est nécessaire d'attirer les clients par la modicité des prix, et les prix sont quelquefois si modiques que les sociétés périssent et finissent par disparaître. Et puis, si nous reconnaissons le but louable de leur existence, nous sommes moins certains de l'efficacité de leurs efforts, car la pression ne s'exerce le plus souvent que sur ceux qui n'en ont pas besoin.

On peut attendre de meilleurs résultats de *l'enseignement antialcoolique* : conférences, images, manuels scolaires. « De l'instruction, toujours de l'instruction, « encore de l'instruction, écrit M. le professeur Lacassagne, on n'en donnera jamais suffisamment pour « qu'il y en ait assez. » C'est en s'inspirant de cette méthode que le Congrès pénitentiaire international qui s'est réuni à Bruxelles en 1900, a posé le principe de conférences antialcooliques dans les prisons ; des comités se sont créés, notamment dans le Nord de la France, qui organisent régulièrement des conférences à la prison de Fresnes, à la Petite Roquette, dans les maisons centrales de Melun, Poissy, Clairvaux et dans les prisons des grandes villes.

Certes, si nous écrivons, nous aussi, après le docteur Roche, « que c'est de l'éducation qu'il faut attendre le « meilleur appoint dans la lutte nécessaire contre « l'alcool », nous ajoutons aussi que le remède est plus large et que trop souvent le problème de l'alcoolisme se confond avec le problème de la misère. « Le peuple « renoncera surtout au fatal alcool, écrit M. le professeur Lacassagne, quand on lui aura donné de saines « distractions, des livres, du théâtre à bon marché, un « intérieur où il lui sera possible de trouver quelques-

« unes des satisfactions que la classe bourgeoise a
« dans ses maisons. »

Le devoir de la société s'élargit : ce n'est pas seulement par des mesures législatives, des dispositions réglementaires, concernant la fabrication et la vente des produits alcooliques, que la société pourra lutter efficacement contre le fléau meurtrier ; l'œuvre de défense sociale n'est complète que si elle sait prévoir et dénoncer les causes profondes du mal contre lequel elle combat.

II. — PROTECTION DE LA FEMME ENCEINTE

Nous connaissons l'influence considérable que peut exercer la gestation sur la santé publique et intellectuelle de l'enfant.

Les lois protectrices doivent donc s'occuper de l'enfant dès avant sa naissance, car, à cette heure, il est déjà menacé. Il est déjà exposé par le travail de sa mère qui, sous l'empire du besoin ou pour ne pas perdre sa place, n'interrompt son travail qu'à la dernière minute, ou le reprend le plus vite possible après la naissance.

Cruel conflit entre deux vies, l'une qui réclame le travail pour subsister, l'autre qui voudrait le repos pour se produire !

Qu'elles soient ouvrières ou employées, l'appel impérieux des besoins de la vie contraint les femmes à oublier que donner le jour à un être humain est le

plus beau des sacerdoces. Dans leur hâte de gagner du pain, elles ruinent leur chair.

Elles restent courbées sur les besognes, alors qu'elles devraient être au foyer, attendant que mûrisse le fruit dans le repos. Par centaines de mille, les nouveau-nés meurent, parce qu'ils sont nés avant terme, parce qu'ils sont victimes dès le sein maternel, des privations et des fatigues de celles qui les portent. Si malgré les misères de la gestation, ils survivent, toute leur vie ils auront à porter l'empreinte de cette période initiale.

Des privations de la femme enceinte à la dégénérescence du nouveau-né, la corrélation est évidente.

Et cependant, notre législation, pour protéger la mère et l'enfant aux heures critiques de la maternité, est absolument insuffisante. « Alors qu'on dirige et
« qu'on surveille avec le plus grand soin la repro-
« duction de races chevaline, bovine, canine et autres,
« écrit M. le sénateur Strauss, un indolent laisser-
« faire préside aux destinées de l'humanité... Et si la
« société n'intervient pas par charité ou pour ac-
« complir un devoir social, elle devrait encore le faire
« dans le but d'économiser. En effet, si le travail de la
« femme s'accomplit dans de mauvaises conditions,
« au lieu d'une mère et d'un enfant bien portants
« qui rapporteront à la société, il y aura une femme
« anémiée et un enfant malingre qui demeureront tous
« deux à la charge de l'Assistance publique. »

En 1892, M. Pinard avait déjà élevé une éloquente protestation au Conseil supérieur de l'Assistance publique : « Certes, disait-il, dans les mêmes condi-
« tions, l'animal est moins à plaindre que la femme.

« Le fermier n'attelle pas sa poulinière à sa char-
« rette quand il en attend un poulain ; il l'entoure
« de soins attentifs. A la vache qui va lui donner
« un veau, il ne demande plus le lait depuis quel-
« ques mois, il lui offre une nourriture abondante
« et choisie et il semble naturel à cet homme de
« jeter sa fille de ferme sur le chemin quand elle est
« enceinte. »

L'assistance des femmes enceintes et accouchées date seulement d'hier et ce sera, comme l'a dit très justement M. Strauss (1), « l'un des étonnements de
« nos arrière-neveux que pendant si longtemps, les
« mœurs et les lois aient laissé les femmes sans
« défense et sans protection, en pleine crise de gros-
« sesse et de maternité. »

La femme enceinte subit dans tout son être des modifications profondes qui l'affaiblissent et peuvent mettre en danger sa vie propre en même temps que celle de l'enfant qu'elle porte dans son sein.

Et ces périls s'accroissent encore lorsque cette femme est une ouvrière employée dans l'industrie ; les ouvrières qui travaillent dans la laine, le coton, la plume, respirent des poussières irritantes et nocives. D'autres, comme les polisseuses, les faïencières, vivent dans un air qui tient en suspension des poussières métalliques dont la respiration est dangereuse. Par suite, le travail à lui seul, quand il se prolonge trop longtemps, crée le surmenage.

Voilà des dangers qui grandissent chaque jour parce que chaque jour augmente le nombre des femmes qui sont obligées de demander à l'industrie un salaire

(1) P. Strauss : *L'Enfance malheureuse*. Paris, 1896.

quotidien. C'est pourquoi c'est un devoir impérieux d'organiser pour elles une assistance bienfaisante qui assurera l'évolution normale et régulière de leur grossesse et leur facilitera après l'accouchement le repos nécessaire à l'élevage de leur enfant.

1^o **Avant l'accouchement.**

Le devoir commence avant l'accouchement. A ce moment, la femme a besoin de conseils d'hygiène pour ne pas compromettre par une imprudence le succès de sa grossesse ; il est de toute nécessité alors de répandre et de multiplier les « consultations pour femmes enceintes » non pas seulement dans les villes où elles sont déjà nombreuses, mais aussi dans les campagnes où elles sont très faciles à instituer pendant toute la durée de la grossesse ; la consultation constitue pour la protection de la mère un organisme indispensable.

Mais pour que les consultations atteignent complètement leur but, elles doivent se doubler d'une assistance qui donne à la femme les moyens de suivre les conseils et de se conformer aux prescriptions des médecins. Deux modes d'assistance trouvent ici leur application : « les secours de grossesse » et « l'hospitalisation. »

« Faisons entrer de plus en plus dans les mœurs, dans la pratique, dans la loi, a dit M. Strauss, que la femme enceinte nécessiteuse est assimilable à un malade, qu'elle a droit à des secours réguliers, à domicile et à un abri tutélaire. »

En ce qui concerne les *secours de grossesse* depuis 1894, à l'instigation de M. Strauss, le Conseil municipal de Paris affecte annuellement une somme de 100.000 francs à secourir à domicile les femmes enceintes hors d'état de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Malheureusement, cette organisation n'existe qu'à Paris ; il serait à désirer, comme l'a proposé Budin au Congrès international d'assistance de Milan, en 1906, que les bureaux de bienfaisance des différentes villes allouent eux aussi des secours qui permettraient à la femme enceinte de rester chez elle, s'y soigner et observer le repos prescrit.

Mais c'est surtout dans *l'hospitalisation* que l'on s'accorde à voir le remède préventif le plus efficace pour éviter les accidents de la grossesse.

Dans sa première proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, M. le sénateur P. Strauss demande que les femmes qui travaillent dans les usines, manufactures, chantiers et ateliers, ne soient pas admises au travail dans la dernière quinzaine de leur grossesse.

M. le docteur Bonaire demande le repos pendant les deux derniers mois.

M. Pinard propose le repos pendant les trois derniers mois.

M. Engerand, dans son projet de loi sur la protection de la femme avant et après l'accouchement, ne prescrit le repos absolu que pour les femmes malades ; chez les femmes saines, la grossesse n'est pas un accident qui prive la femme de ses moyens d'existence, mais une fonction normale qui doit seulement être protégée.

Quoi qu'il en soit, si les considérations budgétaires étaient un obstacle à l'hospitalisation des femmes enceintes, il est certaines lois protectrices qui pourraient être édictées, notamment pour interdire aux femmes de travailler debout, leur éviter les intoxications causées par le tabac, le plomb ; les empêcher de travailler dans les dernières semaines de la grossesse, en leur donnant une indemnité et en spécifiant bien aux patrons, chefs d'ateliers, comme le demande M. Engerand, que le contrat de travail ne peut être rompu du fait de la grossesse, à quelque époque qu'ait été interrompu le travail (1).

Jusqu'ici, c'est à l'initiative privée que revient la plus large part de bienfaisance dans l'œuvre de protection de la femme enceinte. A Paris, l'hospitalisation est assurée notamment par le « Refuge ouvrier de la Société d'allaitement maternel », « l'Asile ouvrier de la Société philanthropique », le « Refuge municipal Pauline Roland », « l'Asile Michelet. »

A côté de ces institutions, deux œuvres méritent particulièrement d'être signalées, qui ont organisé un système de protection basé sur le secours à domicile, mais avec surveillance médicale de la femme qui en bénéficie.

Ce sont : la *Mutualité maternelle* et l'*Œuvre de Plaisance*.

Ces œuvres arrivent ainsi à tourner la difficulté du repos avant l'accouchement qui est indiqué dans les différentes propositions de loi que nous avons examinées.

(1) Assistance de la femme ouvrière avant et après l'accouchement. (Rapport présenté au 4^e Congrès national d'assistance publique et privée de Reims).

2^e Pendant l'accouchement.

Au moment de l'accouchement, la femme est exposée à de sérieux dangers ; aussi doit-elle être surveillée et entourée de tous les soins nécessaires, techniques et hygiéniques.

A Paris, ces soins sont assurés par l'Assistance publique ; les œuvres privées réalisent elles aussi une large part de bienfaisance.

Mais en province, tout est encore à organiser ; les maternités n'existent guère que dans quelques grandes villes pourvues d'Ecoles et de sages-femmes.

La loi de 1893, cependant, assimile les femmes en couches aux malades de l'assistance médicale gratuite et met les communes et les départements dans l'obligation de faire pratiquer les accouchements au même titre que les interventions chirurgicales. Il serait désirable que dans les hôpitaux cantonaux créés ou à créer, suivant l'article 4 de la loi de 1893, il y ait un service spécial isolé des autres où les femmes enceintes puissent être reçues pendant leur grossesse, assistées efficacement pour l'accouchement et isolées des autres malades (1).

Ici encore la bienfaisance privée exerce son action charitable. Certaines œuvres, comme la « Société de charité maternelle », « l'Association des dames Mauvoises », « l'Assistance maternelle de Plaisance », la « Mutualité Maternelle » envoient à la femme

(1) Assistance à la femme ouvrière avant et après l'accouchement. (Rapport général présenté au 4^e Congrès national d'assistance publique et privée de Reims).

accouchée une sage-femme, des médicaments, les linges nécessaires, la layette, etc...

3° Après l'accouchement.

L'accouchement, même normal, retentit douloureusement sur la santé de la femme et la condamne à une période de repos plus ou moins prolongé.

Dans les familles aisées les femmes observent généralement ce repos, mais dans les classes ouvrières, dans les familles pauvres, c'est là un luxe que la misère ne leur permet pas de s'octroyer. Aussi, ce lever hâtif est-il très souvent préjudiciable à la santé des mères et à celle des nourrissons abandonnés dès le berceau.

C'est ici un devoir impérieux pour la société d'organiser pour ces femmes malheureuses une assistance bienfaisante qui leur donne le repos nécessaire après le douloureux travail de l'enfantement.

Il y a dix-huit ans, au Congrès de Berlin, le vœu a été émis : que toute femme soit astreinte à un repos obligatoire de quatre semaines après son accouchement.

Cette proposition figure encore dans les projets de lois les plus récents de MM. Strauss et Engerand.

La « Mutualité maternelle », à Paris, a fait de l'obligation au repos, le principe de son assistance ; elle constitue une association mutuelle des mères pauvres et riches et a pour but de donner aux sociétaires, lorsqu'elles sont en couches, une indemnité suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir de travailler pendant quatre semaines après leurs couches.

L'œuvre bienfaisante des « Mutualités maternelles »

est destinée à s'accroître encore, si, comme on l'a déjà proposé, elles admettent, à titre de participants, les bureaux d'assistance et de bienfaisance et, à titre de sociétaires, les clients de l'assistance publique, moyennant une somme à déterminer.

Elles sont d'ailleurs soutenues dans leur tâche par les pouvoirs publics ; tout récemment, le Parlement a voté une somme de 400.000 francs à répartir entre les œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants, qui auront fait du repos de quatre semaines après les couches une obligation.

A côté des « Mutualités maternelles », il existe des établissements hospitaliers qui reçoivent les femmes après leurs couches et les aident à réparer leurs forces chancelantes.

Ce sont : « l'Asile maternel de la Société philanthropique », « l'Aide maternelle », « l'Asile Ledru-Rollin », « l'Asile National du Vésinet ». Ce stage hospitalier est d'autant plus nécessaire à la mère quand l'enfant né prématurément a besoin de soins tout particuliers, qu'elle serait à elle seule incapable de lui donner. Dans ce cas, il est vrai, certains se récrient contre les charges imposées à l'assistance par ces enfants maladifs, débiles, qu'il vaudrait mieux abandonner à leur sort, sans s'efforcer de leur conserver une existence coûteuse pour la société. Nous connaissons déjà cette théorie ; qu'il nous suffise de transcrire ici la réponse d'un médecin :

« Une expérience déjà longue et les remarquables
« résultats obtenus par Budin, et nous-mêmes à sa
« suite, nous permet d'affirmer que ces enfants débiles
« guettés par la mort à leurs premiers jours peuvent,
« lorsqu'ils ont franchi ce pas difficile, devenir des
« enfants tout à fait normaux présentant tous les attri-

« buts de la santé et de l'intelligence. » (Docteur Ch. Maygrier : *Revue philanthropique*, 15 juin 1908).

Nous connaissons maintenant l'importance du problème ; quels efforts le législateur a-t-il faits pour le résoudre ? Posée devant le Parlement dès 1892 (1), la question paraissait, dès 1903, sur le point de recevoir une solution favorable, le Sénat ayant voté, en première lecture, le 3 décembre 1903, une proposition Strauss, sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, prescrivant le repos absolu de l'ouvrière dans les quatre semaines qui suivent l'accouchement et assurant à la mère pendant cette période de chômage obligatoire, le secours prévu par la loi du 15 juillet 1893 (art. 1^{er}) sur l'assistance médicale gratuite (sans préjudice des avantages que peut lui procurer son affiliation à une mutualité maternelle).

Dans l'intervalle des deux délibérations, le texte a été amendé ou plutôt complété par une disposition spécifiant que les femmes enceintes travaillant dans les établissements visés par les lois de 1893 et 1903, lorsqu'elles sont arrivées à la dernière période de leur grossesse, ne peuvent être admises à continuer leur travail que si cette continuation est sans danger pour la mère et l'enfant ; les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir à cet égard un certificat médical.

(1) Le 4 novembre 1892, la Chambre votait, en première lecture, une proposition de MM. Dron et Brousse, inspirée du vœu émis par M. J. Simon en 1890, à la Confédération de Berlin, interdisant tout travail industriel, pendant un certain délai (4 semaines), aux femmes accouchées et mettant l'indemnité journalière de secours (1 fr.), à la charge de l'Etat et des communes. Ce texte n'a jamais fait l'objet d'une seconde délibération.

(Rapp. suppl. de M. Strauss. Sénat, 23 mars 1906, ann. n° 124).

Ouverte sur ce texte nouveau le 21 mars 1907, la seconde délibération a été interrompue presque aussitôt et n'a été reprise que dans la séance du 30 octobre 1908, ensuite du vote de la proposition Engerand. Malgré les efforts de M. Strauss, et à la suite d'une intervention du Ministre des Finances, qui a protesté contre le coût de la réforme, le projet a été renvoyé à la Commission (1).

La proposition Engerand a obtenu plus de succès que la précédente. Dans sa séance du 9 avril 1908, en effet, la Chambre a voté, sur le rapport de M. Bonnevey (30 mars 1908), un projet présenté par M. Engerand garantissant leur travail et leur emploi aux femmes en couches et décidant que, en aucun cas, le contrat de travail ne pourrait être rompu à raison de la suspension de travail par la femme, soit pendant le mois qui termine la grossesse, soit pendant le mois qui suit l'accouchement.

Dans sa séance du 30 octobre 1908, le Sénat a voté ce projet avec certaines modifications qui ont nécessité son retour devant la Chambre.

Dans sa séance du 28 novembre 1908, la Chambre a voté sans débats, sur le rapport de M. Bonnevey, le

(1) La dépense à répartir entre l'Etat, les départements et les communes, conformément aux barèmes annexés à la loi de 1893, serait assez faible. D'après les calculs de M. Strauss, il faudrait tabler sur une moyenne de 70.000 ouvrières appelées à bénéficier chaque année de la protection légale. En prenant pour base une indemnité journalière de 1 franc pour la plupart d'entre elles, majorée de 1 fr. 50 pour les plus nécessiteuses, le coût total de la réforme n'excéderait pas 4 millions 1/2. (V. Pic : *Traité de législation industrielle*, 1909.)

texte adopté par le Sénat. Quelques remaniements y ayant été apportés, le projet a dû faire retour au Sénat (1).

Ainsi, on est encore en France à la période de préparation et de discussion, tandis que les nations étrangères nous ont depuis longtemps devancé dans la voie de l'application pratique. En *Espagne*, notamment, la question est entrée, depuis quelques années déjà, dans la voie de la réalisation (2).

Une loi du 13 mars 1900 interdisait le travail des femmes pendant les trois semaines qui suivent l'accouchement. Elle obligeait le patron à accorder aux mères pendant la période de l'allaitement et sans retenues sur le salaire deux pauses d'une demi-heure chacune à prendre à leur convenance.

Une loi nouvelle du 8 janvier 1907 a augmenté la durée du repos. L'article 9 de la loi dispose :

« On ne permettra point aux femmes de travailler
« durant les quatre ou six semaines qui suivent l'accou-
« chement. En aucun cas, ladite période sera inférieure
« à quatre semaines ; elle en comprendra cinq ou six
« s'il ressort d'un certificat médical que la femme ne
« peut, sans détriment pour sa santé, reprendre son
« travail.

« Le patron réservera à l'ouvrière, pendant ce temps,
« sa place dans l'établissement.

« La femme qui sera entrée dans le huitième mois
« de sa grossesse pourra demander à cesser le travail

(1) Dans sa séance du 11 juin 1909, le Sénat a repris en première délibération la discussion du projet revenu de la Chambre des députés.

(2) Voir « Questions pratiques de législation industrielle et d'économie sociale ». 1907, p. 193.

« et y sera autorisée si le rapport du médecin est
« favorable, auquel cas d'ailleurs elle aura droit à ce
« que sa place lui soit réservée. »

En Allemagne, également, l'assistance des femmes en couches a pris un remarquable développement. La ville de Magdebourg a été la première à former des infirmières spéciales pour accouchées. La femme en couches ne peut pas, en effet, remplir ses devoirs de mère et de ménagère ; il faut qu'elle soit remplacée si l'on ne veut pas que le ménage et la famille en souffrent. A ce point de vue, la Société de soins à domicile fondée à Francfort-sur-le-Mein en 1892, a donné l'exemple ; cette Société procure, contre une rétribution convenable, des femmes de mœurs irréprochables qui se chargent de diriger la maison pendant la maladie de la ménagère.

Nous pouvons donc constater, au terme de ce chapitre, l'insuffisance de nos lois d'assistance pour la protection de la femme enceinte. A ceux qui élèvent la voix en faveur des mères malheureuses, on répond en invoquant la question pécuniaire : « Il n'y a pas de « crédits au budget pour soulager la misère, » On oublie trop souvent les paroles de J. Simon au Conseil supérieur de l'Assistance publique : « Les soins que l'on donne à la femme enceinte ne sont point un cadeau qu'on lui fait, non plus qu'à son enfant ; on le fait à l'humanité, au pays ; j'appelle cela : *une impense*. »

Mais puisque les hommes dédaignent de faire des lois de prévoyance qui assureraient à la mère la bien-faisante quiétude et cette trêve des labeurs que les

éleveurs, plus humains, accordent à leurs bêtes, il convient du moins de donner toute l'ampleur qu'elles méritent à des œuvres qui, précisément, s'appliquent, telle « la Mutualité maternelle » à organiser la défense des mères et la protection des enfants contre les dangers innombrables qui les menacent.

Parmi d'autres, cette union fraternelle, cette famille de mères, n'est-ce point, au milieu de nos égoïstes batailles, comme un magnifique geste social qui peut nous consoler de bien des turpitudes. Syndicats de bonheur, associations de faiblesses, de quelle arme puissante ces groupements doteraient-ils la France si, rapprochés, ils devenaient un jour la Confédération générale des berceaux !

Les Mutualités maternelles ont d'ailleurs au Parlement d'éloquents défenseurs. A la Chambre des députés, dans sa séance du 13 novembre 1908, où l'on discutait le budget de l'Intérieur, M. Engerand a demandé sur le chapitre 35 un relèvement de crédit de 600.000 francs pour secours aux œuvres d'assistance maternelle et de protection des enfants du premier âge, alors que la somme prévue n'était que de 400.000 francs.

« Il y a des œuvres admirables en France, a dit « l'orateur, qui se consacrent à la protection de l'en-
« fance, notamment l'œuvre de la Mutualité mater-
« nelle. Il faut aider au développement de telles œu-
« vres de bienfaisance. Il y va de l'intérêt de la France.
« L'Etat accorde 400.000 francs pour combattre la
« mortalité infantile, alors qu'il accorde 900.000 francs
« pour combattre la mortalité du bétail. Il est de la
« dignité de l'Etat français de faire au moins autant
« pour ses enfants que pour son bétail.

« En contribuant à la prospérité des œuvres de protection de l'enfance, on aura vite rendu à la France le corps d'armée que font disparaître la misère et l'alcool ! » (1).

III. — PROTECTION DE LA SANTÉ DE L'ENFANT DANS LA FAMILLE L'HYGIÈNE DU LOGEMENT (2)

Nous avons vu l'importance de la question du logement au point de vue hygiénique et social ; nous avons vu combien il constituait un facteur essentiel du développement physique et mental de l'enfant, quel rôle prépondérant il jouait dans la vie matérielle et morale de la famille : « Doter l'ouvrier d'un logement hygiénique, écrit M. le professeur Courmont (3) est un des problèmes les plus importants que puissent se poser les municipalités soucieuses de leur rôle ; au point de vue purement médical, le logement vaste,

(1) *Journal Officiel* du 14 novembre 1908. A la suite du discours de M. Engerand, la Commission a proposé le chiffre de 500.000 fr. soit une augmentation de 100.000 francs sur la somme prévue. M. Engerand a retiré alors son amendement et le chapitre a été voté.

(2) Consulter sur la question le remarquable rapport consacré par M. Pic, à « l'habitation ouvrière et la législation française », (Loi du 12 avril 1906. Alliance d'Hygiène sociale. Congrès de Lyon, 1907).

— H. Turot : « L'habitation ouvrière et la législation française » (*Revue politique et parlementaire*, 1907).

— G. Cahen : « L'habitation ouvrière et les pouvoirs publics » (*Revue politique et parlementaire*, avril 1906).

(3) *Le Progrès de Lyon* : « Questions d'hygiène », 21 décembre 1906.

ensoleillé, bien pourvu d'eau, à l'abri de l'humidité, est le meilleur moyen de lutter contre la tuberculose et de faire une génération robuste et saine. Au point de vue moral et social, la disparition du taudis est encore plus souhaitable. La seule façon de retenir l'ouvrier au foyer, de lui faire oublier le chemin du cabaret, de lui donner le goût de l'étude et de la réflexion, c'est de lui fournir un appartement convenable. »

Il faut donc mettre l'ouvrier en état de disposer d'une maison absolument conforme aux exigences élémentaires de l'hygiène, dans la mesure de ses ressources économiques ; résoudre le problème de l'habitation hygiénique à bon marché, c'est résoudre la plupart des problèmes qui se rattachent à la vie sociale ouvrière et surtout celui de la mortalité infantile et de la dégénérescence : s'il est absurde de procréer des enfants pour les voir décimer par la mort dès le berceau, il est non moins cruel de les voir s'étiooler et mener une existence misérable pendant toute leur vie. C'est pour un peuple l'indice d'une infériorité dans les conditions générales d'hygiène et de civilisation.

Nous connaissons l'importance de la question ; examinons maintenant les efforts que le législateur a faits pour la résoudre.

La loi du 30 novembre 1894 sur les *habitations à bon marché* constitue la première étape dans l'œuvre de protection de la santé publique : analysons brièvement ses principales dispositions.

Aux termes de l'article 1^{er}, l'habitation à *bon marché*, admise à bénéficier des faveurs légales, se détermine non par la qualité de l'occupant, mais par la

valeur locative de la maison (ou des logements pour les maisons collectives), cette valeur variant suivant les localités entre 90 et 375 francs.

Ces habitations sont exemptes pendant cinq années, à compter de leur achèvement, de la contribution foncière et de l'impôt des portes et fenêtres. Sont également affranchies des taxes de mainmorte (lois des 20 février et 25 décembre 1875) les sociétés qui ont pour objet exclusif la construction et la vente des maisons du type précité. Les actes de sociétés sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement. Les bureaux de bienfaisance, hôpitaux ou hospices peuvent employer un cinquième au plus de leur capital à des constructions de ce genre ou à des prêts hypothécaires aux Sociétés. La Caisse des dépôts et consignations est également autorisée à employer en obligations négociables de ces sociétés le cinquième de la réserve provenant des fonds des caisses d'épargne (postales ou ordinaires). Les caisses d'épargne ordinaires, de leur côté, peuvent employer le revenu et le cinquième du capital de leur fortune personnelle en constructions ou en prêts aux sociétés d'habitations à bon marché.

Enfin, la Caisse d'assurances en cas de décès, instituée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à passer avec les acquéreurs ou constructeurs de maisons à bon marché, qui se libèrent du prix de leur habitation au moyen d'annuités, des contrats d'assurances temporaires ayant pour but de garantir, à la mort de l'assuré, si elle survient dans la période d'années déterminée, le paiement des annuités restant à échoir.

Des comités locaux sont installés dans les départements en vue d'encourager la construction de logements ouvriers ; les rapports envoyés par ces comités

sont centralisés au Ministère du Travail par le Conseil supérieur des habitations à bon marché qui prépare tous les règlements destinés à assurer l'application de la loi.

Par dérogation au Code civil, l'indivision peut être maintenue pendant cinq ans, à partir du décès du propriétaire, à la requête soit de l'un des enfants, soit de l'époux survivant. Elle peut également, s'il y a des mineurs parmi les descendants, être maintenue pendant cinq ans à partir de la majorité de l'ainé des mineurs, sans que la durée totale de l'indivision puisse, à moins d'un accord, excéder dix ans.

Telle est l'économie générale de la loi ; voyons maintenant les résultats qui ont été obtenus.

Au cours de l'année 1905, 41 sociétés nouvelles d'habitations à bon marché se sont constituées, 14 se sont dissoutes ; le gain est donc de 27. Les 174 sociétés existantes ont leur siège dans 107 villes ; on en compte notamment 36 à Paris, 6 à Lyon et à Calais, 4 à Marseille. Au point de vue de la forme, elles se répartissent de la manière suivante :

98 Sociétés coopératives.

69 Sociétés anonymes.

7 Sociétés civiles (1).

(1) D'un rapport que M. E. Cheysson vient de publier, il résulte que depuis un an il a été formé 48 demandes d'approbation, mais en éliminant les Sociétés dissoutes, celles qui n'avaient pas donné suite à leur constitution dans les six mois, enfin en tenant compte des demandes en cours, le nombre des nouvelles Sociétés approuvées et en exercice, à la date du 5 mai 1909 est exactement de 22, ce qui élève le nombre des Sociétés approuvées à 238. Ces Sociétés se répartissent entre 149 localités, dont 56 à Paris et 17 dans 13 autres villes du département de la Seine ; ce qui ne laisse pour le reste de la France que 165 Sociétés ayant leur siège social dans

Les statistiques officielles nous révèlent également dans quelle mesure les pouvoirs publics ou les établissements publics de bienfaisance et d'épargne ont coopéré à l'œuvre entreprise par les sociétés de construction. En ce qui concerne l'Etat, les immunités fiscales accordées ont été évaluées à 150.033 francs pour 1905; d'autre part, la Caisse des dépôts et consignations a fait aux sociétés de construction l'avance d'une somme totale de 4.439.800 francs.

En ce qui concerne les établissements d'épargne ou de bienfaisance on relève, au 31 décembre 1905, la somme de 4.191.732 francs, total des sommes affectées par les Caisses d'épargne soit à la construction directe de maisons ouvrières, soit à des prêts hypothécaires à des sociétés de construction. « Ces chiffres sont bien « faibles — écrit M. le professeur Pic — si on les « met en regard soit des avances considérables faites « par les Caisses italiennes, (la Caisse de Boulogne « par exemple, en la seule année 1887, avait avancé « 1.500.000 francs à une société de construction) soit « des disponibilités considérables de ces divers éta- « blissements. C'est ainsi que la Caisse des dépôts au- « rait pu — d'après la loi — disposer pour cet objet « de 36 millions et que les Caisses d'épargne ayant « une fortune personnelle de 175 millions auraient pu « y affecter 35 millions. Ces établissements auraient

135 localités. Après Paris, viennent Calais avec 5 sociétés, Bordeaux, Douai, Lyon, Marseille et Nantes avec 3 sociétés.

Ces sociétés qui se divisent en coopératives, anonymes et civiles, se décomposent ainsi :

Sociétés coopératives.....	149	—	63 %
Sociétés anonymes.....	88	—	37 %
Société civile.....	1	—	»
Total.....	238		

« donc pu consentir des avances six ou sept fois plus
« considérables. » (1).

Bien faible également a été l'action des établissements de bienfaisance (2), des hôpitaux et des hospices. Il faut mentionner cependant l'affectation d'une somme de 500.000 francs à titre de prêt aux sociétés de construction par l'administration de l'assistance publique de Paris.

L'initiative privée s'est montrée plus courageuse dans le concours apporté à la loi ; d'importantes sociétés industrielles ont fait de gros sacrifices pour loger leur personnel ou subventionner des coopératives ; ce sont notamment les sociétés du Creusot, de Blanzzy, la maison Menier (éta-bl. de Noisiel), les Compagnies P.-L.-M. et de l'Est, etc...

En dehors des sociétés régies par la loi de 1894, d'autres sociétés indépendantes, sans participer aux faveurs fiscales de la loi, ont cependant concouru d'une manière efficace au développement de l'œuvre des logements ouvriers. Telles sont : la société philanthropique de Paris, la société des logements économiques de Lyon, l'Association fraternelle des ouvriers et employés de chemins de fer.

Tels sont les résultats qu'a donnés l'application de la loi du 30 novembre 1894, résultats bien modestes et qui ont fait ressortir davantage la nécessité de l'exten-

(1) P. Pic : « L'habitation ouvrière et la législation française. »

(2) A Lyon, sur une question posée par M. Pic au Conseil municipal, sur la participation possible du Bureau de bienfaisance à l'œuvre des logements à bon marché, la commission du Bureau a pris une délibération motivée concluant à l'impossibilité de distraire de son budget une somme quelconque pour être affectée à cette œuvre.

sion des dispositions légales, pour favoriser l'essor d'une œuvre d'une haute portée sociale.

Comme nous l'avons vu, la loi de 1894 avait omis d'énumérer les départements et les communes au nombre des établissements et personnes morales publiques ayant le droit soit de subventionner les sociétés de construction, soit d'édifier elles-mêmes des logements ouvriers. Or, en l'état actuel de notre législation, il est impossible pour une ville de construire un immeuble de quelque valeur sans l'approbation préfectorale (art. 68 et 114 de la loi municipale de 1884). Il y avait donc là une lacune à combler et le Parlement l'a comblée en votant la proposition Strauss, tendant à modifier et compléter la loi du 30 novembre 1894, qui est devenue la *loi du 12 avril 1906*.

La loi du 12 avril 1906 a eu un double but : étendre d'abord les facilités légales offertes aux initiatives privées par la loi de 1894 pour la construction de maisons ouvrières et ensuite autoriser formellement la participation des communes ou des départements à cette œuvre d'hygiène sociale et déterminer les modalités de cette participation.

Sur le premier point, voici les principales modifications consacrées par la loi nouvelle :

1^o Le maximum de valeur au delà duquel l'immeuble n'est plus considéré comme habitation à bon marché, a été majoré d'un cinquième ;

2^o Des facilités nouvelles ont été accordées pour l'établissement des assurances garantissant, après le décès de l'acquéreur, le paiement des annuités restant à courir ;

3^o De nouvelles facultés d'emploi des fonds ont été accordées aux caisses d'épargne et autres établissements ci-dessus visés, qui ont désormais le droit d'émettre des

actions et celui de consentir des prêts hypothécaires amortissables par annuités même aux particuliers.

4^o L'impôt sur le revenu attribué aux actions et parts d'intérêt des Sociétés de construction est supprimé, alors même que le capital dépasserait 2.000 fr. L'exonération des contributions foncières et des portes et fenêtres est étendue à douze années.

5^o La mission des comités locaux qui prennent le titre de « Comités de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale », a été élargie : les institutions de crédit populaire, de mutualité ou de retraites sont comprises dans le cadre de leur mission d'études.

Mais à côté de l'extension des facilités légales offertes aux initiatives privées, la loi de 1906 a apporté une innovation plus importante encore : les communes et les départements omis dans l'énumération donnée par la loi de 1894 des institutions appelées à coopérer à l'œuvre des habitations à bon marché, sont formellement invités à y participer financièrement, et les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 énumèrent les divers procédés entre lesquels les villes auront l'option si elles désirent s'associer aux travaux de reconstruction et d'aménagement hygiénique des quartiers populaires. Cet article est ainsi conçu :

« Les communes et les départements peuvent
« employer leurs ressources en prêts, en obligations,
« ou, dans les conditions ci-dessus spécifiées, en
« actions, sous réserve : 1^o Que les maisons ne puissent être aliénées au-dessous du prix de revient
« ou louées à des prix inférieurs à 4 0/0 de ce prix. Ce
« revenu sera considéré comme un revenu net de

« toutes charges et notamment de l'amortissement
« en trente années pour les maisons individuelles et
« en soixante années pour les maisons collectives ;
« 2^o que les emplois de fonds soient préalablement
« approuvés par décision du Ministre du Commerce
« (aujourd'hui du Ministre du Travail) après avis du
« comité permanent du Conseil supérieur des habita-
« tions à bon marché, aux délibérations duquel parti-
« cipera, pour ces affaires, le directeur de l'adminis-
« tration départementale et communale du Ministère
« de l'Intérieur.

« Sous réserve d'approbation dans les mêmes for-
« mes, les communes et les départements pourront
« faire apport aux Sociétés susvisées de terrains ou
« de constructions, pourvu que la valeur attribuée à
« ces efforts ne soit pas inférieure à leur valeur réelle,
« établie par expertise. »

Ils peuvent de même : 1^o céder de gré à gré aux Sociétés susvisées dont ils ne prennent ni actions, ni obligations, des terrains ou constructions, sans que le prix de cession puisse être inférieur à la valeur réelle établie par expertise ; 2^o garantir jusqu'à concurrence de 3 % au maximum le dividende des actions ou l'intérêt des obligations desdites Sociétés, pendant dix années au plus, à compter de leur constitution (1).

(1) La loi de 1906 a suscité à Lyon une initiative intéressante. Par une pétition en date du 18 janvier 1908, M. Jacoton agissant au nom d'un groupe d'ouvriers du V^e arrondissement, constitué en Société conformément à la loi, faisait connaître à la municipalité que ce groupe avait l'intention de faire construire à Vaise des maisons hygiéniques à bon marché, avec cour et jardin, à l'usage d'une seule famille. Dans un rapport présenté au Conseil municipal dans sa séance du 27 avril 1908, M. le Maire de Lyon, en

L'examen de la loi soulève une question intéressante : le texte est muet sur la construction et l'exploitation en régie par les municipalités ; la question se pose donc de savoir si le législateur a entendu interdire cette initiative aux municipalités.

Il semble bien résulter, tant de l'analyse des travaux préparatoires de la loi, que de la rédaction de son texte même et des termes de la circulaire adressée aux préfets par M. le Ministre du Travail, le 27 février 1907, que le principe de la construction et de l'exploitation en régie des habitations à bon marché par les municipalités a été implicitement condamné par le législateur.

Si l'on se reporte en effet à la discussion du projet de loi devant le Sénat, on peut lire, au *Journal officiel*, les paroles suivantes prononcées par M. Strauss, rapporteur, au cours de la séance du 13 février 1906 : « En ce qui concerne les communes et les départements, nous avons prévu avec des précautions très minutieuses, des facilités de prêts, des apports de terrains, des souscriptions d'actions et d'obligations, des garanties d'intérêt, sans qu'il puisse

transmettant au Conseil la pétition qui lui avait été adressée, faisait connaître le devis approximatif qu'entraînerait l'adoption de cette proposition et concluait en demandant à ses collègues un vote favorable. Dans son rapport au nom de la Commission générale, M. Vial déclarait s'associer complètement au désir manifesté par M. le Maire. Les conclusions de ces deux rapports ont été ratifiées par le Conseil municipal qui a voté à l'unanimité les crédits demandés.

D'autre part, l'Union fraternelle des employés de commerce et d'industrie de Lyon a constitué dans son sein une Société mutualiste et prévu dans des statuts l'emploi des économies de gestion à la constitution des biens collectifs pour l'achat de terrains à bâtir et l'édification de maisons individuelles mises à la disposition de ses futurs retraités.

résulter, de cet agrandissement du champ d'action municipal et départemental, aucun danger. »

L'honorable rapporteur, en parlant ainsi, semble bien avoir eu hâte de rassurer tous ceux qui auraient pu regarder avec méfiance le nouveau texte législatif, s'ils avaient craint d'y voir consacrer une trop large extension des libertés communales ou départementales. »

A cet égard d'ailleurs la circulaire de M. le Ministre du Travail aux préfets, du 27 février 1907, est un document plus significatif encore : « Je dois ajouter, dit le ministre, que si la loi a permis le cumul de ces divers modes d'intervention, vous devrez veiller, néanmoins, à ce que, sous le couvert d'avantages multiples, consentis à une entreprise privée d'intérêt général, ne puisse se réaliser une exploitation purement départementale ou communale en régie déguisée. »

A fortiori, on doit en déduire que le législateur a voulu proscrire le procédé de la régie à découvert. La loi de 1906, comme celle du 15 février 1902, sur la santé publique, s'est inspirée d'un sentiment de défiance à l'égard des entreprises communales ; la loi de 1902, en effet, a, sans doute, renforcé les pouvoirs des communes en matière d'hygiène en prévoyant expressément pour elles la faculté d'acquérir, par voie d'expropriation, la totalité des propriétés comprises dans le périmètre des travaux, en cas de destruction d'un quartier insalubre ; mais nulle part il n'est dit, dans la loi, que la ville devra ou même pourra reconstruire elle-même le quartier démoli.

Le législateur de 1906 ne s'est pas montré plus confiant à l'égard des communes, et cependant le légis-

lateur français avait sous les yeux, comme nous le verrons tout à l'heure, l'exemple fécond des pays étrangers qui n'ont pas craint de faire appel à l'initiative communale pour hâter la solution du problème de l'habitation ouvrière.

La loi de 1906, malgré les progrès réalisés sur la législation antérieure, conserve donc encore intacte dans son esprit et dans son texte la longue méfiance que le pouvoir législatif n'a cessé de témoigner envers les entreprises communales. Cette disgrâce, dont la loi a frappé les communes, peut-elle, sinon entraîner son échec complet, du moins compromettre le succès de son application ?

Certains auteurs le craignent (1) et regrettent que le législateur se soit arrêté en bonne route, guidé par des considérations étrangères au but même de la loi. Il semble, en effet, que la question n'ait pas été placée sur son véritable terrain ; quand il s'est agi de prévoir et de déterminer les divers modes d'intervention des communes dans la construction des habitations à bon marché, on a un peu trop oublié qu'il s'agissait essentiellement d'une loi d'hygiène publique et qu'à cet égard l'intervention directe de la commune offrirait le plus de garanties à ceux qui devaient bénéficier de son application. Il est fâcheux, en effet, dans certains cas,

(1) Voici ce qu'écrit à cet égard M. H. Turot, conseiller municipal de Paris : « La loi du 12 avril 1906 n'est qu'une étape et, malgré « les efforts faits et les progrès réalisés par rapport à l'ancienne « loi de 1894, nous ne pensons pas être trop injuste dans notre « pessimisme en disant qu'elle est aussi impuissante à provoquer « la construction d'habitations véritablement à bon marché que la « loi du 15 avril 1902 sur la protection de la santé publique l'a été « à provoquer la disparition des logements insalubres. »

(H. Turot : *Revue politique et parlementaire*, 1907).

que les villes désireuses de raser un quartier malsain, soient obligées d'attendre le bon plaisir des propriétaires. Et puis, en admettant même que les capitalistes n'apportent aucun retard dans la construction d'immeubles nouveaux, n'est-il pas à craindre que le loyer des logements offerts ne soit en raison directe de l'importance des capitaux engagés dans l'entreprise, plutôt qu'en proportion des ressources de ceux qui sont appelés à en bénéficier.

D'ailleurs, on pourrait imposer aux villes des mesures de prudence destinées à assurer l'équilibre de leur budget, puisque la gestion financière est le gros argument des adversaires systématiques de la régie directe.

« Pourquoi ne pas imposer aux communes qui se
« proposent d'entreprendre une exploitation en régie,
« écrit M. Pic (1), certaines règles précises tendant à
« faire de chaque régie une entreprise industrielle
« ayant ses recettes et ses dépenses distinctes du
« budget municipal, sa comptabilité spéciale et une
« large autonomie administrative, suffisante pour
« l'affranchir des influences politiques ? Chaque
« régie serait aussi plutôt une filiale financière de la
« commune qu'un simple rouage de l'administration
« communale. » (2),

(1) P. Pic : « L'habitation ouvrière et la législation française. »

(2) Se basant sur l'ambiguïté du texte de la loi, M. le maire de Lyon, au mois de juillet 1908, soumettait à l'approbation du Conseil municipal un rapport inséré dans le *Bulletin municipal officiel* du 19 juillet et dont nous extrayons les passages suivants : « Une autre solution m'est apparue, qui semble préférable à tous les points de vue ; elle consisterait à faire construire les habitations à bon marché par la ville qui les louerait à son profit. C'est sur cette question de principe que je vous propose de statuer dès à présent.

Telles sont les principales critiques qui ont été adressées à la loi de 1906; quelle qu'en soit leur valeur, cette loi n'en constitue pas moins un incontestable progrès. Elle a été complétée par la loi Siegfried du 10 avril 1908, tendant à étendre les avantages de la loi de 1906 aux jardins et champs n'excédant pas 25 ares. Cette loi n'est elle-même qu'un essai d'introduction en France du régime de l'homestead ou bien insaisissable de famille (maison d'habitation et lot de terre contigu).

Malgré les progrès réalisés par la législation française pendant ces dernières années, il suffit de jeter

Si vous approuvez le principe, mon administration fera procéder à un concours pour l'établissement de maisons ouvrières entre les rues Ravat, Quivogne, Smith et le cours Bayard. » Ce projet fut adopté par le Conseil municipal, mais comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement a refusé les autorisations nécessaires. (Dépêche de M. le Ministre du Travail, du 19 novembre 1908).

L'administration s'est alors adressée au bureau de bienfaisance de la ville de Lyon, qui, usant de la faculté que lui laisse la loi, a décidé de consacrer le maximum de ses ressources légalement disponibles à des constructions pour logements ouvriers : la ville sera appelée à subventionner cette entreprise par une importante réduction sur le prix de vente des terrains.

Dans un rapport inséré au *Bulletin municipal officiel*, M. le maire de Lyon a proposé une autre solution : « Il importerait soit de constituer une Société à caractère nettement démocratique et philanthropique, soit de rechercher dans les propositions qui nous ont déjà été faites, une Société à laquelle la ville pourrait accorder l'aide que la loi avait prévu. Pour arriver à ce résultat, l'administration a décidé de nommer une commission. Cette commission ne devra en rien porter atteinte aux attributions du comité local des habitations à bon marché, constitué conformément à la loi. »

Dans sa séance du 28 juin, le Conseil municipal, après avoir entendu le rapport de M. Guilhot, tendant à solutionner, conformément aux propositions de l'administration, la question de construction de maisons à bon marché, a choisi, dans son sein, une commission composée de treize membres.

Cette commission a procédé à l'élaboration de statuts pour la constitution d'une Société anonyme démocratique pour la construction de logements ouvriers.

les yeux sur les législations étrangères pour voir que la France a été devancée par toutes les autres nations dans la réalisation du problème si important des logements ouvriers.

En *Angleterre*, notamment, l'effort a été considérable ; il est vrai que les villes anglaises ont reçu du législateur un précieux encouragement dans leur lutte pour le triomphe de toutes les questions d'hygiène sociale. L'*Angleterre* peut être considérée comme la nation où l'initiative municipale en matière de construction des habitations à bon marché a pu prendre son essor le plus large ; les villes anglaises, en effet, ont été franchement engagées dans la voie de la construction et de la régie directe par le législateur. Le « *Housing of the Working classes act* » de 1890, amendé par la loi du 14 août 1903, concède aux villes sans restriction aucune, le droit de construire elles-mêmes des maisons ouvrières et d'en tirer le meilleur parti, soit sous forme de revente au détail, soit sous forme de location ; des facilités particulières sont encore accordées aux villes qui veulent construire en régie, une caisse de prêts leur est ouverte et il leur est loisible, pour parer aux déficits, de percevoir une taxe spéciale sur les occupants de tous les immeubles bâtis, au prorata de leur revenu imposable à la taxe des pauvres.

Aussi la plupart des villes anglaises et spécialement les grandes cités, Londres, Birmingham, Liverpool, Glasgow, Edimbourg, Huddersfield, Aberdeen, ont-elles entrepris des transformations considérables et remplacé les vieux quartiers sombres et contaminés par des quartiers nouveaux où l'air et la lumière pénètrent partout. A Londres, les travaux d'édilité pour la transformation des quartiers populaires se chiffrent par des

centaines de millions. A Liverpool, d'après une étude faite sur place par M. J.-Benoît Lévy, en 1905, les maisons construites à l'intérieur de la ville par la municipalité comprennent 2.160 appartements. A Glasgow, à la fin de l'année 1905, les maisons ouvrières construites et livrées par la ville se répartissaient en 40 groupes, comprenant 1.990 logements, occupés par 12.000 personnes environ.

En *Allemagne*, comme en Angleterre, les Etats et les villes rivalisent de zèle pour la transformation des quartiers ouvriers. L'empire allemand avait, en 1904, consacré 18 millions de marks à la construction de logements à bon marché pour les ouvriers d'Etat et les fonctionnaires les moins rétribués ; parmi les villes dont les initiatives méritent particulièrement d'être signalées, il faut citer : Dusseldorf, Francfort, Hambourg ; en Alsace-Lorraine, Strasbourg a inscrit à son budget, depuis 1899, la somme considérable de 100.000 marks, exclusivement affectée à l'amélioration des logements ouvriers.

Dans les villes du royaume de Wurtemberg, à Stuttgart, notamment, c'est la municipalité qui se charge de renseigner les habitants en quête d'un logement, d'une maison, d'un magasin, et ce faisant, les édiles n'accomplissent pas un acte de pure complaisance, ils se conforment à des ordonnances ministérielles qui rendent obligatoire, dans les cités du royaume, l'installation d'un office municipal de l'habitation ; à Stuttgart, une ordonnance du ministère de l'Intérieur du 21 mai 1901, a prescrit l'inspection de l'habitation et, dès les 4 et 25 juin de la même année, les collèges de la ville ont organisé cet office.

A Cologne, on trouve une organisation analogue ;

dans cette ville, l' « office du logement » est rattaché à l'office général du travail ; son fonctionnement s'étend sur la ville et la banlieue (1).

En *Belgique*, les villes, qui jouissent d'une liberté presque égale à celle des villes anglaises ou allemandes, ont coopéré à l'œuvre bienfaisante des maisons ouvrières tant par la souscription d'actions que par la construction en régie directe ; à cet égard Bruxelles, Gand, Saint-Gilles ont déjà obtenu des résultats merveilleux. Les bureaux de bienfaisance d'Anvers, Mons, Verviers, Ixelles sont entrés aussi dans la voie de la construction directe. Les hospices de Bruxelles, de leur côté, ont souscrit pour 40.000 francs d'actions d'une Société de construction.

En *Italie*, les régies municipales ont fait de rapides progrès depuis la loi du 29 mars 1903. Rome a créé un organisme intermédiaire « l'Institut pour les maisons populaires » qui pourra, à son gré, bâtir lui-même ou subventionner les coopératives.

La ville de Venise est entrée dans la voie des constructions directes en s'associant pour cette œuvre à la Caisse d'épargne.

En 1903, Milan a voté une somme de 4 millions destinée à la construction en régie de logements ouvriers à la périphérie de la ville. Le 4 mai 1904, le premier terrain destiné aux habitations populaires fut acquis et au mois de juin suivant on décida d'y construire un groupe de huit bâtiments comprenant au total 438 locaux.

(1) « L'office municipal de l'habitation à Stuttgart et à Cologne » par MM. Lévy-Dorville et A. Fillassier. (Extrait de l'*Hygiène générale et appliquée*, Octobre 1906).

De nouveaux terrains, 174 hectares environ, furent acquis à des prix avantageux et dans ses séances du 22 mai et du 25 juin 1906, le Conseil se prononça sur leur destination.

En mai 1907, on décida de construire trois nouveaux groupes comprenant des appartements de 1, 2 ou 3 locaux répartis dans des bâtiments à trois étages et de petites maisons à un étage, avec potager et jardin.

En résumé, conclut M. Ch. Beaujean, à qui nous empruntons ces détails (1), la commune pourra mettre à la disposition de la population, d'ici à une bonne année, environ 3.000 locaux d'habitation ; elle aura alors consacré près de 6.500.000 francs à l'œuvre des habitations populaires.

En Suisse, enfin, des initiatives intéressantes méritent d'être signalées ; à cet égard, les villes de Genève, Zurich et Bâle ont fait des progrès particulièrement heureux dans la voie de la régie directe.

Comme on peut s'en convaincre par ce rapide examen des législations étrangères, dans tous les autres pays d'Europe, l'Etat et les communes tiennent à honneur d'encourager l'initiative privée non seulement par des faveurs, mais encore par l'exemple. Seul, le législateur français s'est encore refusé à entrer dans cette voie. Quoi qu'il en soit et quelques conséquences que puisse engendrer cette méfiance du législateur à l'égard du département et de la commune, il faut constater ici encore combien nous avons été devancés par les nations voisines dans l'œuvre de protection de

(1) Ch. Beaujean : *Les habitations populaires municipales à Milan*. Avril 1908.

la santé publique : lutte contre l'alcool, protection de la femme en couches, assainissement des logements, tout cela a été réalisé depuis longtemps chez les autres, tandis que nous perdions un temps précieux en hésitations et en discussions stériles. Souhaitons qu'après cette longue période de préparation, notre pays entre enfin résolument dans la voie de l'application pratique de ces réformes d'une haute portée sociale.

IV. — PROTECTION DE LA SANTÉ DE L'ENFANT DANS LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (1)

Nous connaissons l'importance, au point de vue hygiénique et social, de la question du logement : plus encore que l'adulte, l'enfant est exposé à souffrir des dangers que présente le logement étroit et malsain et ces dangers sont encore plus redoutables si l'enfant est venu au monde, affaibli et diminué par une tare quelconque. La construction d'habitations claires et bien aérées, où il pourra trouver la nuit un repos réparateur, constitue donc à cet égard une mesure de protection bienfaisante, mais l'hygiène de l'habitation ne suffit pas à elle seule pour préserver complètement l'enfant. Appartenant à une famille pauvre, il doit cesser de bonne heure d'être une bouche à nourrir et courber ses faibles épaules sous le joug d'un travail souvent rude ; à l'âge où il n'est pas encore adolescent,

(1) V. P. Pic : *Traité élémentaire de législation industrielle*, 1909.
— P. Pic : *La Protection légale des travailleurs*. Paris, 1909.

il va prendre sa place dans la longue théorie des ouvriers qui se rendent chaque matin au magasin, à l'atelier, à l'usine ou à la mine. C'est le petit manoeuvre qui seconde l'ouvrier devant le feu terrible des forges, c'est l'apprenti inhabile dont le marteau meurtrit les mains frêles ; c'est encore, au pays du charbon, le petit mineur qui roule les wagonnets de houille sur le carreau de la mine, au fond des galeries sans air et sans lumière. Pour ceux-là qui commencent si tôt le dur apprentissage d'une vie faite de privations et de fatigues, la société n'a-t-elle pas aussi un large devoir de protection à accomplir ? Ne doit-elle pas veiller à ce qu'ils ne soient pas obligés de surmener leur corps en accomplissant une besogne au-dessus de leurs forces que pourraient leur imposer un patron trop cupide ou des parents trop nécessiteux ? Ne doit-elle pas, par des prescriptions hygiéniques et des règlements sévères, protéger la faiblesse de leur corps contre toute exploitation et l'innocence de leur âme contre toute corruption ?

La nécessité d'une réglementation du travail des enfants employés dans le commerce et l'industrie s'impose comme un des premiers devoirs d'une société soucieuse de sa dignité ; sur le principe même de l'intervention, la plupart des économistes, même les plus libéraux, sont d'accord. Seuls, quelques-uns érigent en dogme la liberté de l'industrie et contestent la légitimité de l'intervention de l'Etat en invoquant d'abord la liberté du travail et ensuite le droit intangible de puissance paternelle. A ceux-là, il est facile de répondre : l'argument fondé sur le principe de la liberté du travail ne signifie rien, car il ne peut pas y avoir de libre consentement chez un enfant âgé de

treize ans. A cet âge l'enfant obéit à un ordre, mais il ne peut avoir assez de réflexion, assez de volonté pour le discuter ou l'enfreindre. Quant au droit de puissance paternelle que l'on invoque comme argument souverain, on se méprend, en droit, sur sa véritable portée : la puissance paternelle n'est plus considérée dans notre société moderne comme un *droit* pour le père, comme une sorte de propriété *sui generis*, suivant la conception de l'époque romaine, mais elle est organisée avant tout dans l'intérêt de l'enfant, et aussi dans l'intérêt de la société. En fait, c'est une erreur que de croire à l'efficacité de son souverain exercice ; nous avons vu quel douloureux préjudice pouvait causer à la santé physique et morale de l'enfant, la famille nécessiteuse, la famille négligente, la famille vicieuse ; nous refusons de nous laisser bercer par cet optimisme béat qui subordonne la solution du problème social au libre exercice des droits naturels et nous demandons pour l'Etat un droit de contrôle actif qu'il exercera avec le souci de la sauvegarde des intérêts de l'enfant et de la société toute entière.

1° Historique de la législation française.

Dans l'ancien régime, la vie physique et morale du jeune ouvrier était protégée par les statuts des corporations qui investissaient à cet égard les maîtres-gardes d'un pouvoir de contrôle sur la situation faite aux apprentis par leurs patrons ; aujourd'hui encore le contrat d'apprentissage est réglementé ; mais, si elles se bornaient là, les mesures de protection seraient

insuffisantes, car l'industrie s'est transformée et dans les fabriques et usines actuelles l'enfant ne débute plus comme apprenti mais comme ouvrier à salaire réduit. Le premier en date, le décret du 3 janvier 1813, spécial aux mines, a interdit d'employer dans les mines des enfants au-dessous de dix ans.

La loi générale sur le travail des enfants dans les manufactures, usines et ateliers, du 22 mars 1841 institua la première réglementation, manifestement insuffisante d'ailleurs, car elle autorisait l'admission des enfants dans les manufactures depuis l'âge de *huit* ans et ne régissait que la grande et la moyenne industrie (établissements occupant plus de 20 ouvriers).

Ce n'est qu'en 1874 que le législateur assura aux jeunes ouvriers une protection vraiment efficace ; la loi du 15 mai 1874 fixa à *douze* ans l'âge d'admission des enfants dans les manufactures et détermina la durée maxima de la journée de travail : douze heures pour l'enfant mineur de seize ans, six heures pour les enfants de dix à douze ans admis par exception au travail dans certaines industries. La même loi interdisait le travail de nuit aux mineurs de seize ans et aux filles majeures de vingt et un ans, consacrait pour les enfants le principe du repos du dimanche et prohibait le travail souterrain tant pour les femmes de tout âge que pour les enfants du sexe masculin mineurs de douze ans.

La loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes consacra d'une manière générale la réglementation de la journée de travail ; elle institua quatre régimes légaux différents dans l'industrie : celui des enfants (dix heures), celui des adolescents de seize à dix-huit ans (soixante heures par semaine avec onze heures comme maximum), celui des femmes

(onze heures) et enfin celui des hommes adultes (douze heures). Mais l'application de cette loi se heurta à la résistance des industriels, qui s'obstinèrent à exiger des enfants un travail de onze heures. Il ne subsistait donc en fait, à la veille de la loi de 1900, que deux régimes légaux : celui des femmes et des enfants (onze heures) et celui des adultes (douze heures) dans les établissements visés par la loi de 1848 (établissements à moteur mécanique ou à feu continu et fabriques occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier). La liberté était complète dans tous les autres.

C'est pour remédier à cet état de choses qu'est intervenue la loi du 30 mars 1900, fixant provisoirement à onze heures la journée de travail et décidant que la durée légale serait de dix heures et demie deux ans après sa promulgation et de dix heures au bout d'une nouvelle période de deux ans. Depuis le 1^{er} avril 1904, la journée légale se trouve donc réduite à dix heures de travail pour les enfants, les femmes et une grande partie du personnel adulte des établissements industriels.

La législation protectrice de l'enfance a encore bénéficié des dispositions édictées par trois lois subséquentes : la loi du 29 décembre 1900, qui a eu pour résultat d'étendre aux établissements purement commerciaux le droit de contrôle des inspecteurs du travail ; la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines, qui a consacré législativement pour la première fois le principe de la journée de huit heures ; la loi du 13 juillet 1906, établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers et fixant en principe le *dimanche* pour jour de repos légal (1).

(1) Il faut citer également la loi du 7 décembre 1874 sur les enfants employés dans les professions ambulantes.

2^e Etat actuel de la législation française.

Le travail des enfants et des adolescents dans l'industrie est régi actuellement en France par la loi du 2 novembre 1892, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1893, amendée par la loi du 30 mars 1900.

Ces lois doivent elles-mêmes se combiner avec les lois des 22 février, 4 mars 1851 sur l'apprentissage ; 20 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Examinons maintenant quelles sont leurs conditions d'application. Au point de vue de l'*âge*, les mineurs se divisent en trois catégories : 1^o mineurs de 13 ans ; 2^o mineurs de 16 ans, majeurs de 13 ; 3^o jeunes ouvriers et ouvrières majeurs de 16 ans, mineurs de 18. La même protection est accordée aux mineurs de 18 ans des deux sexes sauf en ce qui concerne les travaux souterrains interdits aux filles et aux femmes, accessibles aux majeurs de 13 ans du sexe masculin.

Au point de vue de la *nature du travail*, une double condition est requise : il faut que le travail soit *industriel* et ensuite que ce travail industriel ne soit pas exécuté dans un atelier de famille.

1^o La première condition exclut donc du champ d'application de la loi : 1^o les *travaux agricoles* ; 2^o le *commerce* ; cependant en ce qui concerne le commerce, un premier pas a été fait dans la voie de la réglementation par la loi du 29 mars 1900, prescrivant l'établissement dans les magasins de vente d'un nombre de siège égal à celui des femmes qui y sont employées ; grâce à cette loi les inspecteurs du travail ont accès

dans un grand nombre d'établissements nouveaux ; 3^o les *professions libérales* ; 4^o les professions se rattachant à la *domesticité*.

En ce qui concerne les *théâtres* et les *spectacles forains*, le travail des enfants dans ces établissements a été réglementé, pour les théâtres par l'article 8 de la loi de 1892, et pour les spectacles forains par la loi du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

En dehors des exceptions précitées, tout travail industriel est soumis à la réglementation ; la loi de 1892 a modifié et complété la loi de 1874 en soumettant au régime de protection tous les *ateliers*, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel et de bienfaisance, et d'autre part, en assimilant les établissements publics aux établissements privés (1).

2^o La seconde condition d'application de la loi exige que le travail industriel ne soit pas exécuté dans un atelier de famille.

Une situation exceptionnelle est faite à ces établissements qui échappent ainsi à tout contrôle, sauf en ce qui concerne certains détails. C'est pourquoi la loi exige certaines conditions précises pour que l'établissement puisse être considéré au point de vue légal, comme atelier de famille : l'atelier ne doit comprendre que des enfants, descendants ou pupilles de l'em-

(1) « Le principe de l'assimilation des établissements publics « aux établissements privés — écrit M. Pic — ne comporte aucune « exception. Nous en concluons donc que la loi de 1892 doit être « étendue même au travail des enfants détenus dans les maisons « de correction. » (P. Pic : *La Protection légale des travailleurs*, 1909).

ployeur et ensuite, ces enfants ou pupilles doivent être, dans l'atelier, sous l'autorité de leur père, mère ou tuteur.

Telles sont les conditions d'application de la loi. Examinons maintenant les prescriptions qu'elle édicte pour protéger le travail de l'enfant.

3^e Réglementation légale.

Au point de vue de *l'âge d'admission* des enfants dans les établissements industriels, la loi de 1892 a modifié la loi de 1874 en fixant uniformément la limite d'âge minima à treize ans. Cependant, un enfant majeur de douze ans et mineur de treize peut être admis exceptionnellement : 1^o s'il possède son certificat d'études primaires; 2^o s'il produit un certificat médical constatant son aptitude au travail pour lequel il est engagé.

Quant aux mineurs de douze ans, ils peuvent être recueillis dans des ouvroirs, orphelinats, écoles techniques, à condition que l'enseignement primaire soit organisé dans l'établissement, que la durée du travail n'excède pas trois heures par jour et que ce travail ne soit pas industriel.

La *durée légale du travail* a été unifiée, comme nous l'avons vu, par la loi du 30 mars 1900 qui a institué en France à compter du 1^{er} avril 1904 la journée légale de dix heures pour les parties des établissements mixtes employant dans les mêmes locaux des enfants ou des femmee et des hommes adultes (1).

(1) Il faut signaler deux exceptions aux prescriptions générales de la loi : l'une concerne les établissements admis à faire veiller

Le *travail de nuit* a été également réglementé ; le travail de nuit, et la loi entend par là tout travail compris entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, est interdit en ce qui concerne les enfants des deux sexes âgés de moins de dix-huit ans. La loi autorise cependant la division du travail par équipes successives et continues, la première équipe ne pouvant pas commencer le travail avant cinq heures du matin, la seconde devant être licenciée à neuf heures du soir. En outre, dans les usines à *feu continu*, les enfants du sexe masculin peuvent être employés, la nuit, aux travaux indispensables, à condition qu'on leur accorde au moins un jour de repos par semaine.

La loi comporte encore d'autres dérogations au principe de l'interdiction du travail de nuit en ce qui concerne les enfants : c'est ainsi que certaines industries, privilégiées à raison de la nature des produits à manipuler, produits alimentaires par exemple, sont autorisées à faire travailler leur personnel la nuit, sans en excepter les enfants ; il est vrai qu'il n'y a là qu'une tolérance dont la loi réglemente l'usage.

Enfin, il convient de signaler les décisions en vertu desquelles un inspecteur divisionnaire peut faire bénéficier un chef d'industrie, en cas de chômage accidentel, d'une dérogation passagère au principe de l'interdiction.

Le *repos hebdomadaire* constitue également une mesure de protection du travail des enfants : l'article 5 de la loi de 1892 prescrit que les enfants âgés de

leur personnel, à certaines époques de l'année, où les patrons peuvent être autorisés à faire travailler les ouvriers pendant douze heures ; l'autre est contenue dans l'article 7 de la loi qui accorde aux inspecteurs le droit de lever temporairement pour certaines industries les prescriptions légales.

moins de dix-huit ans ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier (1).

En ce qui concerne les *travaux souterrains* des mines, minières et carrières, interdits aux filles et aux femmes de tout âge, la loi met à leur exercice certaines conditions pour les jeunes ouvriers de 13 à 18 ans : de 13 à 16 ans, l'enfant ne peut travailler au fond plus de huit heures ; de 16 à 18 ans, plus de dix heures. De plus, les jeunes ouvriers ne peuvent être employés qu'à des travaux accessoires.

Telle est, brièvement exposée, l'organisation législative actuelle, protectrice de la santé physique et morale de l'enfant. Les dispositions qu'elle édicte trouvent leur sanction dans une double série de mesures : mesures *préventives* d'abord, destinées à en assurer l'application, et mesures *répressives* ensuite à l'égard des contrevenants.

L'institution du *livret de travail* sur lequel sont inscrits les nom, prénoms, âge, lieu de naissance et domicile de l'enfant, l'obligation imposée au patron d'*afficher* dans chaque atelier les dispositions légales concernant la réglementation du travail, l'organisation des services d'*inspection* et la création de *commissions* (2)

(1) Cet article est partiellement abrogé aujourd'hui par la loi du 13 juillet 1906 qui a posé le principe du repos hebdomadaire obligatoirement fixé le dimanche pour toutes les catégories de travailleurs.

(2) Ce sont dans chaque département la Commission départementale et les Comités de patronage. Au-dessus de ces organisations régionales, la loi a placé auprès du Ministre du Travail une « Commission supérieure du travail dans l'industrie » qui surveille l'application des lois réglementaires sur toute l'étendue du territoire.

destinées à surveiller et à protéger le travail de l'enfant, constituent l'ensemble des mesures préventives. Quant aux mesures *répressives*, elles consistent dans un système d'amendes que la loi de 1892 a réduit au taux des peines de simple police (5 à 15 francs) prononcées par le juge de paix.

Tel est le système législatif en vigueur ; nous avons voulu nous borner à une sèche nomenclature des dispositions réglementaires actuelles sans en aborder le commentaire qui ne saurait trouver place dans le cadre de cette étude (1). Le système évidemment n'est pas encore parfait et les griefs qu'on formule contre lui sont assez nombreux (2). Nous citerons — pour les énumérer seulement — les griefs relatifs, au champ d'application trop restreint de la loi qui offre de graves lacunes en ce qui concerne les enfants employés dans les petites industries de l'alimentation et dans les établissements commerciaux de tout ordre, à l'abus des exceptions que nous avons déjà signalées, à l'absence de contrôle sérieux sur certaines organisations du travail, susceptibles d'engendrer des abus, telles que les établissements de *bienfaisance privée* et le travail à *domicile* ou travail *en chambre*.

La question du travail à domicile ou travail en chambre a fait l'objet de nombreuses études et de nombreuses enquêtes en France et à l'étranger ; les auteurs sont unanimes à reconnaître que ce système,

(1) Consulter le « Traité de législation industrielle » (1909) de M. Pic, et l'ouvrage du même auteur sur *La Protection légale des travailleurs*. On y trouvera le sujet traité avec une remarquable documentation et des références bibliographiques utiles.

(2) V. l'exposé des motifs du projet de loi sur la réglementation du travail déposé le 10 juillet 1906 par le Ministre du Commerce, et le rapport de M. J. Godart (21 mars 1907).

flétri sous le nom de « Sweating System » entraîne les plus déplorables abus : dépression du salaire de la profession, surmenage préjudiciable à la santé des ouvriers, ouvrières et enfants qui y sont employés, tels sont les deux vices de ce mode de travail. Pour y remédier, plusieurs économistes, appartenant aux écoles allemande et autrichienne, préconisent une réglementation sévère et même la prohibition absolue du travail hors de l'atelier, lorsque le travail à domicile est évitable. La plupart des auteurs sont hostiles à cette solution draconienne. « Nous estimons, écrit M. Pic, qu'une telle sévérité dépasserait le but... Nous pensons qu'il serait préférable de favoriser, par l'action commune des municipalités et des chefs d'industrie, la reconstitution du *petit atelier* plus facile à surveiller que les locaux purement privés dans lesquels s'exerce le travail dit familial... La rénovation de l'apprentissage, le développement des écoles professionnelles, notamment dans l'industrie dentellière, pourraient également avoir une certaine utilité pour l'amélioration du sort des ouvriers à domicile. » (1).

M. Pic admet d'ailleurs un droit de contrôle en ce qui concerne ces établissements, notamment la légitimité de l'inspection, spécialement au point de vue de l'hygiène, de tous les locaux dans lesquels un travail industriel quelconque s'exécute pour le compte d'un entrepreneur. « Nous estimons, ajoute cet auteur, qu'il y aurait tout profit à emprunter à certaines lois étrangères, notamment à la loi anglaise, le principe de la déclaration obligatoire pour les entrepreneurs,

(1) P. Pic : *Op. cit.*

« du nom et du domicile de tous les ouvriers travaillant hors de l'usine ou de l'atelier. Une telle déclaration faciliterait sensiblement le contrôle des inspecteurs et ferait disparaître certaines formes d'exploitation, manifestement abusives. »

Telles sont les principales critiques qui ont été formulées contre notre système législatif sur la protection du travail des enfants dans le commerce et l'industrie ; à l'heure actuelle, le Parlement est saisi d'un projet de révision des lois réglementaires ; le vote de ce projet permettra de combler les lacunes que nous avons signalées et de fortifier encore notre législation protectrice de l'enfance (1).

Avant de terminer ce chapitre, examinons brièvement quels ont été les efforts tentés par les nations étrangères pour résoudre le problème de la protection de l'enfance dans le commerce et l'industrie.

En *Allemagne*, l'enfant ne peut entrer dans une fabrique que lorsqu'il a satisfait à la loi scolaire (13 ou 14 ans suivant les Etats). Jusqu'à 14 ans révolus, l'enfant ne peut travailler que dix heures par jour ; de 14 à 16 ans, le jeune ouvrier peut travailler dix heures au maximum ; le travail de nuit et le travail du dimanche lui sont interdits en principe. La loi de 1900 a soumis les exploitations commerciales à la réglementation : un repos ininterrompu d'au moins dix heures doit être accordé à tous les employés, apprentis et ouvriers dans ces établissements. Enfin certaines dis-

(1) Ce projet a été déposé le 10 juillet 1906 par le Ministre du Commerce ; il a fait l'objet d'un remarquable rapport de M. J. Godart, déposé le 21 mars 1907, mais il n'est pas encore venu en discussion devant le Parlement.

positions protectrices sont édictées au profit des jeunes ouvriers travaillant en chambre (1).

En *Autriche*, l'enfant est admis à douze ans dans les bureaux et ateliers, à quatorze ans dans les fabriques ; de douze à quatorze ans, la journée est de huit heures, de quatorze à seize, de onze heures. Pour tous les enfants le travail de nuit et le travail du dimanche sont interdits.

En *Belgique*, les enfants ne peuvent être admis qu'à douze ans dans les fabriques (loi du 13 décembre 1889). De douze à seize ans pour les garçons, de douze à vingt et un ans pour les filles, la durée du travail est de douze heures. Le travail de nuit est interdit ; les enfants ont droit à un jour de chômage hebdomadaire.

Aux *Etats-Unis*, il n'existe pas de législation fédérale sur le travail industriel, à l'exception de la loi du 28 juin 1868 qui a fixé la durée de la journée de travail à huit heures pour « tous les ouvriers qui pourront être employés par le gouvernement ou pour son compte. » Mais la plupart des Etats ont réglementé le travail industriel ou commercial des enfants.

L'âge d'admission des enfants dans les fabriques varie entre douze et quatorze ans ; la durée moyenne de la journée est de dix heures.

La loi du 17 août 1901, en *Angleterre*, a fixé à douze ans l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels. De 11 à 14 ans, l'enfant ne peut être employé qu'au demi-temps, c'est-à-dire le matin ou l'après-midi et trente heures par semaine au maxi-

(1) V. Pic : « Traité de Législation industrielle, 1909 », où l'on trouvera un exposé très complet de la législation étrangère.

mum. Les jeunes ouvriers de 14 à 18 ans ne peuvent travailler plus de cinquante-cinq heures et demie par semaine dans l'industrie textile ni plus de soixante heures dans les autres fabriques et ateliers.

La loi de 1892 a étendu la protection légale aux enfants employés dans les magasins, restaurants et auberges : les ateliers de famille sont également soumis à l'inspection.

Dans les colonies anglaises, en *Nouvelle-Zélande* et en *Australie*, par exemple, la réglementation du travail des enfants a été organisée comme dans la métropole : l'enfant n'est admis à l'usine qu'à l'âge de quatorze ans ; au-dessous de seize ans — s'il est du sexe masculin — l'enfant ne doit pas travailler plus de quarante-huit heures par semaine.

En *Italie*, la loi du 19 juin 1902, amendée le 7 juillet 1907, a fixé à douze ans l'âge d'admission des enfants à tout travail industriel ; de douze à quinze ans, la durée de la journée légale est de onze heures. Enfin, les enfants bénéficient des dispositions de la loi du 7 juillet 1907 qui consacre le principe du repos du dimanche pour tous les travailleurs.

En *Russie*, l'âge d'admission dans les fabriques est fixé à douze ans. De douze à quinze ans, la journée légale est de huit heures ; pour les enfants, le travail de nuit et le travail du dimanche sont interdits.

La loi fédérale du 23 mars 1877 en *Suisse* a interdit aux enfants l'accès des fabriques avant l'âge de 14 ans. La journée maxima est de onze heures ; enfin, le travail de nuit et le travail du dimanche sont prohibés pour les enfants.

V. — PROTECTION DE L'ENFANT CONTRE LA FAMILLE

1^o Les enfants matériellement et moralement abandonnés.

La protection de l'enfance tend à juste titre à prendre dans les services de l'assistance publique une place de plus en plus importante.

Cette protection s'applique d'abord aux enfants qui se trouvent en état d'abandon matériel volontaire ou involontaire, c'est-à-dire, ceux que l'on appelait jadis les « enfants trouvés », ceux dont les père et mère ont disparu sans qu'on sache ce qu'ils sont devenus et les orphelins sans moyen d'assistance. (Loi du 15 pluviôse an XIII et décret du 19 janvier 1811).

Le régime appliqué ici est le placement familial, il y a simplement substitution d'une autre famille à la famille naturelle défaillante.

Les enfants assistés proprement dits sont donc placés dans des conditions se rapprochant le plus possible de celles où se trouvent les enfants élevés dans leur foyer naturel.

Si l'on considère, d'autre part, qu'au point de vue des tares héréditaires, en ce qui concerne les abandonnés de naissance, et au point de vue des tares acquises, en ce qui concerne les orphelins, ils ne sont pas sensiblement plus dégénérés que la généralité des autres enfants, on comprend aisément que le placement familial donne des résultats aussi satisfaisants.

Pendant la plus grande partie du siècle dernier, la

protection n'a été assurée qu'à cette première catégorie d'enfants.

La loi du 24 juillet 1889 a innové dans notre législation, en étendant la protection aux enfants maltraités ou moralement abandonnés, c'est-à-dire ceux pour qui le lien matériel n'est pas rompu mais dont les père et mère ont abusé ou mésusé de la puissance paternelle.

Avant cette loi, aucune disposition législative n'était intervenue en faveur des enfants maltraités ou abandonnés. Sans doute, l'article 335 du Code pénal proclamait déchu de la puissance paternelle les parents coupables d'avoir excité leurs propres enfants à la débauche ; la loi du 7 décembre 1874 relative « à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes » organisait une déchéance plus large que celle de l'article 335, mais la déchéance n'était que facultative et n'édifiait rien sur ce qu'elle détruisait.

Obéissant au courant impérieux de l'opinion publique, la jurisprudence inaugura, timidement d'abord, le mouvement de réforme ; les tribunaux et les cours déclarèrent dans leurs jugements et arrêts : « que si au lieu d'élever son enfant, le père le soumet à de mauvais traitements, il viole son devoir et la justice a celui d'intervenir. » (1).

Il arrivait même à certains tribunaux de franchir les bornes de la légalité et d'anticiper sur la loi du 19 avril 1898 en remettant le droit de garde à une Société ou même à un simple particulier (2).

Les œuvres privées apportèrent également un concours dévoué à l'œuvre de bienfaisante réforme : le

(1) Cass. 3 mars 1856. (D. 56. 1.290).

(2) Cass. Crimin. 28 juillet 1893. — (*Gaz. Trib.* 2 août 1893).

service des « moralement abandonnés » du département de la Seine organisé par le Conseil général de la Seine en 1880, la « Société générale pour la protection de l'Enfance abandonnée ou coupable », fondée à la même époque par M. Georges Bonjean, l'« Union Française du sauvetage de l'enfance » et le « Comité de défense des enfants traduits en Justice » par leurs efforts continus et leur énergique persévérance, devaient préparer le vote de la loi du 24 juillet 1889.

Cette loi a fait échec au principe de la puissance paternelle dont le Code civil avait ancré la notion dans les esprits comme celle d'une « potestas » intangible, existant dans le seul intérêt du père et non dans celui des enfants.

Elle prévoit des causes obligatoires et facultatives de déchéance de la puissance paternelle.

Les parents sont déchus de plein droit : 1^o S'ils sont condamnés par application du § 2 de l'article 334 du Code pénal, lequel punit le délit d'excitation habituelle de mineurs à la débauche commis par les père, mère, tuteur, ou gardiens sur leurs enfants, ou sur ceux dont ils ont la surveillance ;

2^o S'ils sont condamnés soit comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants, soit comme co-auteurs ou complices d'un crime commis par un ou plusieurs de leurs enfants ;

3^o S'ils sont condamnés deux fois comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un délit commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants ;

4^o S'ils sont condamnés deux fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

D'autre part, la déchéance facultative peut être encourue :

1^o Par les père et mère condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps, ou à la réclusion, comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 et 101 du Code pénal ;

2^o Par les père et mère condamnés deux fois pour les faits suivants : séquestration, suppression, exposition, abandon d'enfant ou pour vagabondage ;

3^o Par les père et mère condamnés par application de l'article 2 § 2, de la loi du 23 janvier 1873, ou des articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 ;

4^o Par les père et mère condamnés une première fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche ;

5^o Par ceux dont les enfants ont été conduits dans une maison de correction par application de l'article 66 du Code pénal ;

6^o Par les père et mère qui par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, compromettent, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants.

Le Tribunal, en prononçant la déchéance paternelle, décide si la tutelle sera constituée dans les termes du droit commun ou si elle sera exercée par l'Assistance publique qui peut, tout en gardant la tutelle, remettre le mineur à d'autres établissements et même à des particuliers.

La loi de 1889 ne protège pas seulement les enfants maltraités ou pervertis par une famille indigne, sa

protection s'étend également aux enfants que leur famille, soit par misère, soit par infirmité, est incapable d'élever. Avant le vote de la loi, ces enfants étaient recueillis par des œuvres de bienfaisance privée ; aujourd'hui, les parents incapables d'élever leurs enfants peuvent se dessaisir de la puissance paternelle au profit de l'Etat qui puise dans l'intérêt public le droit de se substituer à eux lorsqu'ils ont abdiqué cette autorité (1). Ces enfants sont donc assimilés, au point de vue de la protection sociale, aux enfants maltraités ou exploités. L'Etat se substitue à la famille indigente, la famille incapable et la famille vicieuse pour accomplir une œuvre bienfaisante d'éducation et de relèvement.

La loi de 1889 avait laissé de côté une certaine catégorie d'enfants dont le martyr et l'abandon sont pourtant très fréquents : les enfants naturels non reconnus.

Il ne pouvait être question pour eux de déchéance, puisque pour eux il n'y avait même pas de paternité.

La loi du 19 avril 1898 a réalisé à leur égard un grand et légitime devoir de protection en permettant de retirer le droit de garde « à toute personne qui, même ne jouissant pas de la puissance paternelle, l'exerce en fait. »

Cette même loi du 19 avril 1898 a complété heureusement les dispositions de la loi de 1889 contre les employeurs d'enfants, parents coupables, qui trafiquent de leurs enfants ou de ceux que des tiers leur confient.

(1) Si les parents veulent s'adresser à une œuvre privée, ils ne se dessaisiront à son profit que de l'exercice de la puissance paternelle. Le véritable titulaire en restera l'Etat, représenté par l'Assistance publique qui sera investie d'un droit de contrôle absolu.

La loi du 7 décembre 1874 édictait déjà contre ces sinistres exploiters de l'enfance les pénalités suivantes :

« Les pères, mères, tuteurs ou patrons et généralement toutes les personnes ayant autorité sur un enfant ou en ayant la garde qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de 16 ans à des individus exerçant les professions ci-dessous spécifiées (art. 1^{er} : acrobates-saltimbanques, monstres d'animaux et directeurs de cirque) ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité, seront punis de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement et de 16 à 200 francs d'amende (art. 2). »

« Quiconque emploiera des enfants âgés de moins de 16 ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence de professions, sera puni des mêmes peines (art. 3). »

La loi de 1889 a sanctionné encore ces pénalités en édictant la peine accessoire de la déchéance facultative frappant les père et mère condamnés par application des articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874.

La loi du 19 avril 1898 a complété les dispositions de la loi de 1889 en punissant des mêmes peines que les exploiters « les intermédiaires ou agents qui auront livré ou fait livrer des enfants. »

Enfin la loi du 17 avril 1908, qui est entrée en vigueur le 15 avril 1909, régleme la prostitution des mineurs et organise un régime nouveau qui permet aux tribunaux seuls, à la suite d'une procédure assez compliquée, de faire enfermer dans des établissements spé-

ciaux (écoles de réforme) les mineurs de 18 ans qui se livrent à la débauche (1).

On voit donc quelle différence profonde existe entre ces enfants et les enfants « assistés proprement dits. » Il ne s'agit plus de nouveau-nés ou d'enfants jusqu'alors élevés normalement dans leur famille et devenant orphelins. Ce sont au contraire des enfants élevés jusqu'alors d'une façon absolument anormale, qui n'ont eu ni la discipline, ni le soutien indispensable à toute éducation, mais qui, en revanche, ont été en butte aux sévices, aux exemples les plus mauvais, aux contacts les plus démoralisants; aux tares héréditaires possibles, ils joignent des tares acquises certaines.

Les tares héréditaires sont fréquemment constatées: sur 207 enfants moralement abandonnés appartenant à 127 familles et examinés médicalement à l'Asile de l'Union française, 145 présentaient des tares physiques et psychiques (scrofules, syphilis héréditaire, instabilité morale, débilité mentale, kleptomanie, etc...).

Quant aux tares acquises, elles sont malheureusement trop certaines. Sur les 127 familles dont nous avons parlé tout à l'heure, la même enquête constate que la presque totalité des parents était alcoolique; on

(1) Dans la séance du Sénat du 11 juin 1909 (*Journal officiel* du 12 juin), M. Béranger a posé une question au président du Conseil et au garde des sceaux sur la lenteur apportée par le Conseil d'Etat dans la rédaction du règlement d'administration publique destiné à préciser les conditions d'existence des maisons de réforme créées par la loi et à compléter cette loi sur certains points de son exécution.

M. Clemenceau a répondu, au nom du gouvernement, qu'en l'état actuel des choses il était préférable d'ajourner à un an l'exécution de la loi. Il a annoncé son intention de déposer un projet de loi ayant pour but de retarder d'un an l'exécution de la loi du 11 avril 1908.

trouvait la prostitution de la mère dans 48 cas ; presque toujours la famille était anormale (concubinat, enfants naturels, père et mère disparus, séparés ou divorcés) (1).

Il faut constater d'ailleurs que la loi est impuissante à prévenir cette dangereuse contamination ; la déchéance paternelle, en effet, n'intervient pas à la première manifestation de l'abandon moral. Si, aux termes des paragraphes 1 et 2 de l'article premier de la loi, elle est de droit lorsque les parents sont condamnés par application du § 2 de l'article 334 du Code pénal (prostitution ou corruption favorisée par les parents), soit comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur un ou par un de leurs enfants, elle n'intervient dans les mêmes conditions qu'après deux condamnations des parents, soit comme auteurs, co-auteurs, ou complices d'un délit commis sur un de leurs enfants, soit pour excitation habituelle de mineurs à la débauche. Elle n'est que facultative à l'égard des parents condamnés deux fois pour séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants ou pour vagabondage.

Etant donné ce système, il n'est pas douteux que dans le cas où la déchéance, soit facultative, soit de droit, est prononcée après une seconde condamnation, l'abandon moral ait commencé lors de la première condamnation et même avant. Il en est de même pour les cas prévus au § 6 de l'article 2 de la loi, visant les parents qui par ivrognerie habituelle, inconduite notoire et scandaleuse, mauvais traitements, compro-

(1) Docteur Roubinovitch : Congrès international d'assistance publique et de bienfaisance privée de 1900.

mettent la santé, la sécurité ou la moralité de leurs enfants.

La justice n'est saisie et le jugement n'intervient qu'à la suite de manifestations extérieures permettant d'établir l'ivrognerie ou l'inconduite des parents indignes et les résultats qu'elles ont produits. Mais l'enfant est depuis longtemps déjà en état d'abandon moral.

Nous devons donc tenir pour certain que la plupart des enfants moralement abandonnés sont déjà des enfants tarés, affaiblis « physiquement et intellectuellement » par le mal de misère, dépravés par les mauvais exemples, la débauche précoce ; c'est de cette considération que devra s'inspirer la société pour organiser un système de protection efficace à l'égard de ces enfants.

Or, quel est le sort qu'elle leur réserve actuellement ?

Avant la loi du 28 juin 1904, sur « l'Education des pupilles de l'Assistance, difficiles ou vicieux » l'Assistance publique, à qui était confiée la garde des enfants moralement abandonnés, mélangeait le plus souvent ces enfants aux petits assistés et les plaçait comme eux chez des familles de paysans. Or, le placement familial, si fécond pour les enfants assistés, compte pour les moralement abandonnés, de nombreux insuccès. Ceux-là, en effet, par leur inconduite, par leur inaptitude à s'adapter au milieu familial, déconsidèrent ce mode de protection et d'assistance et dans certaines régions, le rendent impossible. Lorsque, par exemple, un moralement abandonné s'est rendu coupable d'un crime contre les personnes ou la propriété, il y a de ce fait même toute une région où le placement familial devient impossible, car la méfiance des

nourriciers s'éveille et tous les enfants sont confondus dans la même hostilité.

Aussi parfois l'Assistance publique n'a-t-elle pas hésité à remettre l'enfant à ses propres parents.

Cette solution n'en est pas une, car c'est justement pour soustraire l'enfant à la famille incapable ou indigne de l'élever, que la déchéance paternelle a été prononcée.

L'Assistance publique a essayé également du système des placements industriels par groupes en passant des traités avec de grands établissements, pour recevoir à titre d'apprentis un certain nombre d'enfants, mais ce placement se heurte trop souvent en pratique au refus des patrons qui prévoient les difficultés qu'ils auront en prenant à leur service des enfants corrompus et indisciplinés.

Le législateur de 1904 s'est préoccupé de cette catégorie de pupilles qu'il a désignés sous le nom de pupilles *difficiles*. C'est pourquoi la loi du 27 juin qui a si bien organisé la protection et la tutelle de l'enfance malheureuse a été suivie de celle du 28 juin qui prévoit des moyens spéciaux d'éducation pour les enfants auxquels ne convenait pas le placement familial.

Aux termes de la loi du 28 juin 1904, la dénomination de « pupilles difficiles » s'applique aux enfants de l'Assistance publique qui, tout en n'étant pas susceptibles de bénéficier du placement familial, n'ont pas été considérés par l'administration de l'Assistance et par l'autorité judiciaire comme assez pervertis pour devoir être remis à l'administration pénitentiaire (1).

(1) En principe, c'est l'appréciation des différents services départementaux et des tribunaux d'arrondissement compétents qui

Administrativement, la loi sépare donc complètement les pupilles « difficiles » des pupilles « vicieux. » Ces derniers dépendant des services pénitentiaires, l'administration de l'Assistance publique n'a à s'en occuper que pour les distinguer des autres et pour les éliminer.

« Au point de vue scientifique, écrivent MM. J. Roubinovitch et Paul Boncour dans leur rapport au nom de la sous-commission du Ministère de l'Intérieur — on se guidera dans le diagnostic différentiel entre « difficiles » et « vicieux » par la considération suivante : Les défauts intellectuels ou moraux des enfants « difficiles » sont moins profonds, plus *occasionnels* ; ceux des enfants « vicieux » sont d'ordre constitutionnel. Ces derniers se sont montrés réfractaires à toutes les tentatives d'éducation et de réforme morales. Néanmoins, la séparation entre ces deux catégories de pupilles ne pouvant rien avoir d'absolu, la sous-commission est d'avis, conformément à la proposition du docteur Thulié, d'admettre dans les nouveaux établissements des pupilles dits « très difficiles » qui ne seraient autres que des « vicieux » susceptibles d'amélioration. » (2).

régit le classement administratif des enfants dans la catégorie des difficiles, élevés par l'assistance publique, ou dans la catégorie des vicieux, élevés par l'administration pénitentiaire. Si bien que, suivant les régions, des enfants qui par leur conduite et leurs tares morales, présentent des ressemblances indéniables, sont traités de façon diverse. La différenciation est donc purement empirique et régionale.

(2) Rapport présenté au nom de la sous-commission du Ministère de l'Intérieur et adopté par la Commission dans ses séances des 25 mai, 2 et 5 juin 1908.

La loi du 28 juin 1904 a été dénommée loi *médico-pédagogique* parce que les enfants auxquels elle s'adresse ne sont pas autre chose que des anormaux et que, pour le redressement de leurs tares, il y a nécessité d'établir une collaboration complète entre le médecin et l'instituteur.

On rencontrera parmi ces pupilles certains enfants présentant des défectuosités dans le caractère, d'autres dans la mentalité ; parfois ces deux tares seront réunies. Parmi les pupilles offrant des défauts de caractère, se trouvent ceux qui étaient à l'école des indisciplinés incorrigibles et chez les nourriciers des enfants difficiles. Médicalement parlant, ce sont des instables à un degré quelconque. On rencontrera également des pupilles d'une paresse invétérée, qualifiés de « mauvaises têtes », opposant toujours la force d'inertie et que, dans le langage clinique, on étiquette « apathiques » ou « asthéniques. » La plupart de ces pupilles présentent une altération de l'intelligence qui va depuis une légère insuffisance jusqu'à une arriération manifeste.

L'état de tous ces enfants, pour ne pas nécessiter l'alitement ou une intervention chirurgicale, exige cependant une attention constante, car c'est dans cet état morbide que réside le plus souvent l'obstacle à toute éducation, à tout relèvement moral. Tant au point de vue de l'accomplissement du devoir de solidarité que comporte le principe de la protection de l'enfance, que pour prévenir l'extension des maux qui découlent de son inobservation, il importe d'appliquer à ces enfants un traitement approprié à leur état.

Voici les indications que donnent à cet égard MM. J. Roubinovitch et G. Paul Boncour dans le rap-

port qu'ils ont présenté au nom de la sous-commission du ministère de l'Intérieur. « En créant des établissements pour l'éducation et l'instruction des pupilles difficiles, il est nécessaire de tenir compte de l'âge pour les répartir rationnellement dans les diverses sections ou quartiers de l'établissement. Car il serait imprudent, dangereux même, de mettre des pupilles trop âgés avec des pupilles trop jeunes.

« La période de la puberté peut être un bon critérium physiologique pour la répartition des enfants d'après leur âge : les prépubères d'un côté, les pubères et les postpubères de l'autre.

« La raison principale, en faveur de cette division, est qu'elle permet de préserver d'une façon aussi absolue que possible les pupilles les plus jeunes du contact et des suggestions des pupilles plus âgés.

« On conçoit d'ailleurs facilement une organisation dans laquelle le même établissement comprendrait différents quartiers complètement séparés l'un de l'autre et consacrés chacun à un groupe d'enfants d'âge analogue, en rapport avec leur évolution pubérale.

« La classification des pupilles difficiles, d'après leur état *biologique* et *mental*, est un des points les plus importants pour leur amélioration ; elle ne peut se faire qu'après un examen médical et pédagogique pratiqué dans un service temporaire d'observation où seront conduits au fur et à mesure les enfants auxquels ne convient pas le placement familial. Chaque enfant ainsi proposé pour le placement dans un établissement spécial aura, à partir de ce moment, un dossier médico-pédagogique qui le suivra pendant toute la durée de la tutelle.

« Ce dossier comprendra d'abord le rapport ou les
« notes de l'inspecteur qui propose le placement à
« l'établissement.

Dans ce rapport figureront aussi :

« 1^o Les renseignements des parents nourriciers
« ou des patrons ;

« 2^o Les renseignements du maître d'école, actuel
« ou antérieur ;

« 3^o Les renseignements du médecin désigné par
« l'administration ;

« 4^o D'autres renseignements, s'il y a lieu.

« On aura de cette façon une idée précise et aussi
« complète que possible des motifs pour lesquels le
« pupille signalé doit être envoyé en observation
« médico-pédagogique.

« A l'aide de ce dossier, on pourra procéder utilement
« à l'examen du pupille et déterminer son type mental. »

Il semble que ce soit à une préoccupation de cette nature qu'ait répondu la législation belge en disposant que le placement, chez des particuliers ou dans des institutions publiques ou privées, des enfants mis à la disposition de l'Etat, ne pourrait avoir lieu qu'après que ces enfants auraient séjourné pendant six mois sans interruption dans une école de bienfaisance de l'Etat.

En Hongrie, également, l'Etat a appliqué d'une façon systématique et efficace la méthode d'assistance biologique : le principe du système hongrois consiste à prendre l'enfant moralement abandonné, difficile ou même criminel, et à le soumettre avant tout à l'observation biologique (1).

(1) Ce qu'il y a de nouveau dans l'organisation hongroise, c'est le système de la protection *obligatoire* pour l'Etat en faveur des

Même système pratiqué en *Suisse* : les enfants peuvent se présenter eux-mêmes ; ils peuvent être amenés par les parents, signalés par des voisins, des philanthropes, des comités de quartier. Ils sont d'abord placés dans des asiles provisoires ; il existe des asiles distincts pour les jeunes gens et pour les jeunes filles, sous la surveillance d'une commission de l'enfance abandonnée qui est un rouage de l'Etat ; là, on les soumet à un examen au point de vue physique et mental, et suivant qu'ils sont plus ou moins atteints, on les place dans des familles ou on les garde dans des établissements spéciaux. S'ils sont placés chez des particuliers, ils restent, toujours néanmoins, sous la surveillance du médecin et de l'instituteur qui sont chargés de veiller sur eux et de consigner leurs observations sur la conduite, le caractère et la santé du pupille dans un rapport transmis au Comité du district. A l'âge de quatorze ans, on s'occupe de les faire entrer en apprentissage. Une subdivision de la Commission de l'Enfance se charge de cette question et l'enfant est placé comme serrurier, menuisier, si c'est un garçon ; comme

enfants non seulement moralement abandonnés, mais difficiles et criminels. D'autre part, la Hongrie a compris que le devoir de l'Etat consiste à protéger d'une façon obligatoire tous les enfants anormaux, *quelque soit leur état de fortune*. L'Etat prend sous sa protection les enfants quelle que soit la partie de la société à laquelle ils appartiennent. Il ne s'inquiète pas de savoir si les parents peuvent ou non participer à la dépense ; il n'a qu'un objectif : essayer de guérir l'enfant mentalement anormal. Enfin, le droit de l'enfance abandonnée a en Hongrie un caractère international : l'enfant étranger, s'il est abandonné sur le territoire hongrois, a droit aux mêmes avantages et à la protection de l'Etat au même titre que les enfants hongrois, qu'il y ait ou non réciprocité. (Communication de M. le docteur Szana, directeur médecin de la clinique royale des enfants assistés de Budapest, à la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance. (*Revue philanthropique*, 15 juillet 1909).

bonne d'enfant, repasseuse, couturière, si c'est une fille (1).

En *France*, malheureusement, les promesses de la loi du 28 juin 1904 ne sont pas encore entrées dans le domaine de la réalisation et l'on ignore à quel moment seront créées les écoles professionnelles prévues par l'article 1^{er} (2).

Seules, les œuvres privées ont pu jusqu'ici réaliser quelques progrès dans la voie de la protection efficace des enfants moralement abandonnés et parmi elles « l'Œuvre du Sauvetage de l'Enfance », dont le but est de placer l'enfant dans un nouveau milieu, normal, où il puisse montrer sa véritable nature, où l'on puisse

(1) En Suisse, la question de la protection de l'enfance est une question cantonale et, jusqu'à présent, certains cantons ont légiféré sur l'enfance, sur la puissance paternelle par exemple. Genève a pris l'initiative de préparer une législation confédérale. On a préparé un concordat entre les cantons de la Suisse romande : Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève pour avoir une législation uniforme sur la protection de l'enfance.

A Genève, il existe une loi sur la puissance paternelle (20 mai 1891) et une loi sur l'enfance abandonnée (28 mai 1898).

(2) « Le délai de cinq ans imparti par la loi du 28 juin 1904 — écrit M. P. Strauss — vient d'expirer. L'heure est venue de se préoccuper des résolutions prises par les Conseils généraux. Les écoles professionnelles publiques ou privées créées par cette loi reposent sur le principe du traitement médico-pédagogique ; elles constituent la deuxième étape de l'éducation des anormaux. Il faut donc agir au plus tôt avec méthode et de tous les côtés à la fois, tant sur le domaine de l'Intérieur que sur celui de l'Instruction publique. Peut-être à un moment donné pourra-t-on supprimer certaines cloisons séparatives et opérer avec moins de formalisme. Pour l'heure, ce qui importe et ce qui presse, c'est d'employer les moyens légaux, c'est de se servir de la loi du 28 juin 1904 pour en tirer tout ce qu'elle peut donner, sans préjudice des efforts préalables ou concomitants qui doivent être tentés dans les divers compartiments administratifs. » (P. Strauss, *Revue philanthropique*, août 1909).

se rendre compte dans quelle mesure il est réellement anormal, difficile ou criminel. Cette œuvre a actuellement à sa charge plus de neuf cents enfants provenant de milieux infectés, alcooliques ou criminels. Ces enfants sont placés en observation à l'asile de Neuilly. Là, ils sont soumis à une étude biologique, à l'analyse de leurs fonctions physiques et psychiques. Suivant le diagnostic, on les destine à tel placement familial où à tel ou tel établissement. Les uns vont dans une famille du centre de la France ou du Midi ou du littoral ; les autres, ceux qui ont besoin d'être traités d'une façon particulière sont dirigés sur une école professionnelle, et enfin, ceux qui sont plus ou moins gravement atteints dans leur santé physique et morale, sont envoyés dans les hôpitaux ou asiles appropriés à leur état (1).

La loi de 1889 a mérité d'ailleurs d'autres critiques que cette confusion qu'elle laisse substituer entre les enfants normaux et les enfants anormaux.

Depuis longtemps déjà certaines modifications ont été instamment réclamées. Dans un discours prononcé en 1901 à l'audience de rentrée de la Cour de cassation (2), M. l'avocat général Feuilloley, examinant la législation de l'enfance abandonnée, estimait que le moment était venu de signaler à l'attention des pouvoirs publics, les dispositions de la loi de 1889, qui pourraient être utilement complétées ou modifiées. L'émi-

(1) Communication du docteur J. Roubinovitch, à la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance. (*Revue philanthropique*, juillet 1909).

(2) *Journal officiel*, 18 octobre 1901.

ment magistrat indiquait notamment que le caractère absolu et indivisible de la déchéance paternelle tel qu'il résultait de la loi, était un des obstacles les plus sérieux à l'extension de son application.

D'autre part, cette loi rencontre dans la pratique des difficultés d'application qui l'empêchent de produire son plein et entier effet.

En résumé, tout en rendant un hommage légitime aux auteurs de notre législation sur l'enfance abandonnée, aux efforts qu'ils ont faits pour y faire pénétrer de plus en plus les principes de protection et d'assistance, on est amené cependant à constater que cette législation ne remplit pas absolument son but ; des modifications s'imposent, la plupart réclamées d'ailleurs depuis longtemps. Il semble qu'elles devraient être conçues en vue d'appliquer à l'enfance abandonnée un principe unique : la remise du droit de garde à l'Etat, avec, suivant les cas, la déchéance ou non de la puissance paternelle.

Ces modifications permettraient à l'Etat d'intervenir d'une manière plus fréquente et plus efficace dans l'œuvre de protection et de relèvement des enfants abandonnés sans avoir à redouter les difficultés pratiques contre lesquelles viennent trop souvent se briser les plus louables initiatives et les plus généreux efforts.

Ainsi disparaîtrait de notre législation ce caractère de timidité à l'égard des droits de la famille qui apparaissent encore inviolables et sacrés, malgré les abus tyranniques et les répugnants trafics que l'on commet sous leur nom.

En *Australie*, la loi de 1904 a été instituée pour organiser la recherche de la paternité et la contribution pécuniaire du père naturel au bien-être de l'en-

fant ; la loi de 1905 pour organiser la protection des enfants abandonnés ou négligés, c'est-à-dire des enfants vagabonds, mendiants ou vivant dans la société des gens sans aveu, ou maltraités par leurs parents, ou dont les parents sont ivrognes, ou dont le parent survivant est absent, ou qu'on a trouvés dans un lieu mal famé ; bref, des enfants qui vivent dans de telles conditions que leur santé physique ou morale est en péril.

En *Suède*, la loi de 1902 a fortement organisé l'éducation des enfants vicieux et moralement abandonnés. On les place dans des maisons privées ou dans des établissements spéciaux, suivant les cas, sous la surveillance de commissions et d'inspecteurs dont la sollicitude doit les suivre après leur sortie définitive.

En *Angleterre*, non seulement la déchéance paternelle résulte de l'indignité judiciairement prononcée, mais elle peut être provoquée par un parent, par un tiers charitable quelconque. Pour la protection des enfants, comme pour la protection des bêtes, n'importe quel honnête homme, sans autre titre que l'ordre de sa conscience et l'impulsion de son cœur, peut secouer l'inertie des autorités, intenter une action, sauver une victime.

En *Angleterre*, l'honnête homme est armé par la loi, soutenu par la justice ; les magistrats lui donnent un droit de garde sur l'enfant déjà mis en sûreté, un droit de perquisition pour arriver jusqu'à l'enfant battu, mal nourri et mal traité. Comme à New-York et à Boston, l'inviolabilité de domicile cède à cette raison suprême : « Le salut de l'enfant. »

En *Suisse*, non seulement nous retrouvons très minutieuses et très sévères les mêmes mesures de défense, la même protection du corps, de l'âme et du patrimoine de l'enfant contre les parents indignes ou incapables, insuffisamment intelligents ou dévoués, mais le nouveau code civil fédéral va plus loin ; il s'immisce dans l'éducation positive ; il exige que les parents élèvent leurs enfants selon leur condition sociale, il exige que les aptitudes corporelles, les facultés intellectuelles, les aspirations de l'enfant soient consultées pour le choix de sa profession.

Dans l'*Etat de New-York*, l'abandon des enfants au-dessous de 16 ans, est durement puni, et, pour en faciliter la découverte, la loi déroge aux dispositions du code pénal qui interdisent, en tout autre matière, la production en justice des correspondances conjugales. Pas plus que le domicile, l'intimité conjugale n'est sacrée, dès qu'il s'agit de l'enfant ; l'intérêt de l'enfant prime tous les droits, même les plus inviolables.

En *Allemagne*, le Tribunal des tutelles intervient dès que le droit de l'enfant est compromis moralement ou matériellement, par l'abus, l'incurie, ou l'inconduite du père. Le Tribunal peut placer l'enfant dans une famille honorable ; il peut exiger du père, mauvais administrateur, ou mauvais usufruitier, des comptes et des garanties ; il peut mettre en sûreté le patrimoine propre de l'enfant ; le tout, aux dépens du père suspect. Si le père veut se remarier, le Tribunal pourvoit à la liquidation des biens, aux placements sûrs. Si le juge des tutelles manque à ces devoirs, il devient responsable des conséquences à l'égard des

enfants. Dès que le père se trouve, pour une cause quelconque, limité dans sa capacité juridique, le Tribunal donne aux enfants un représentant légal, dont l'avis prévaut en tous cas. La jouissance parentale est suspendue en droit par le Tribunal, quand il constate que l'exercice en est suspendu en fait par l'éloignement ou la maladie du père.

En *Espagne*, d'énergiques efforts ont été faits pour arracher l'enfant à la mendicité : loi de 1888, prononçant la suspension ou la déchéance de la puissance paternelle, loi de 1903, prononçant l'amende et l'emprisonnement. Parents, tuteurs et gardiens de fait, tous les responsables sont frappés. Des juntas locales chargées de la surveillance des nourrissons, des crèches, des asiles doivent aussi chercher l'origine des enfants vagabonds et mendiants, les défendre contre l'exploitation, provoquer la déchéance des parents indignes, assurer une réglementation tutélaire du travail.

En *Russie*, emprisonnement d'un mois, amende de cent roubles, contre les parents qui placent dans une usine, fabrique, exploitation minière un enfant au-dessous de l'âge légal ; contre les parents qui poussent un enfant à la mendicité, à l'immoralité ; contre les parents dont la négligence est cause d'un délit commis par l'enfant.

Aux *Etats-Unis*, les lois sont nombreuses. Dans l'Etat de Massachusetts, le bureau de charité appointe un fonctionnaire spécial pour veiller sur les enfants au-dessous de sept ans. Toutes les maisons doivent s'ouvrir aux investigations de cet agent dès qu'il suppose qu'un enfant est séquestré, maltraité, insuffisamment soigné. Le respect des Anglo-Saxons pour le

domicile privé, cède ici devant une raison supérieure : il n'y a plus de droit contre la sauvegarde de l'enfant !

Il serait donc à souhaiter que le législateur français s'inspire à son tour des mêmes principes que le législateur étranger pour réaliser complètement l'œuvre bienfaisante de protection de l'enfance. L'éducation des enfants incombe à la famille, mais si la famille se montre négligente, incapable ou indigne, l'Etat ne doit pas hésiter à se substituer à elle : c'est pour lui une question de dignité et de sécurité ; c'est un devoir qu'il doit remplir dans toute sa rigueur et toute son étendue.

CHAPITRE DEUXIÈME

Assistance.

C'est dans le problème de
l'éducation que git le grand secret
de perfectionnement de l'humanité.

(KANT.)

I. — ANORMAUX D'ÉCOLE

1^o **Historique et Législation. La loi du 15 avril 1909.**

On désigne généralement sous le nom d'anormaux d'école les enfants qui, pour n'être privés d'aucun sens (vue-ouïe), ne s'en trouvent pas moins au point de vue intellectuel et moral, hors des conditions normales qui permettent de recevoir l'enseignement en commun. Les prescriptions de la loi de 1882 ne leur sont pas appliquées ; ils ne suivent les classes ni des écoles publiques, ni des écoles privées, ou, s'ils sont inscrits et parfois présents dans les écoles primaires publiques, ils ne tirent aucun bénéfice de leur scolarité ; ils restent presque tous pendant leur existence une charge pour la collectivité (1).

(1) Cette catégorie d'enfants anormaux a fait l'objet des travaux récents du « Comité Girondin d'Alliance d'hygiène sociale » et du

Les anormaux d'école peuvent se diviser en deux grandes catégories : 1^o *Les arriérés* ; 2^o *les instables*.

Les *arriérés* que l'on appelle encore *diminués*, *phré-nasthéniques* en France et en Belgique ; *zuruckgebleibene* en Allemagne ; *backward ou feeble minded* en Angleterre ; *tardivi* en Italie ; *achterligke* en pays flamand et hollandais, sont ces enfants que nous avons tous connus dans les écoles, étrangers, silencieux, mous, lents et passifs, que le professeur, avec un geste découragé, plaçait au fond de la classe, comme des paresseux incorrigibles ou des obtus, ces souffre-douleur, chétifs et malingres, dont leurs camarades, avec l'insouciance de leur âge, se faisaient un jouet obéissant et apeuré.

Les *instables*, au contraire, sont les indisciplinés, les agités, incapables de fixer leur attention sur une besogne quelconque, troublant sans cesse la classe dont ils ne retirent aucun profit.

Arriérés ou instables, ces enfants forment le poids mort de nos écoles publiques, à tel point — comme le disait M. Léon Bourgeois — qu'il arrive pour eux, ce qu'il arrive toutes les fois que l'on trouve un fardeau trop lourd : « on le dépose à ses pieds. »

A l'école, on a trouvé que le poids de ces enfants était trop lourd et qu'il n'était pas possible d'entraîner cette masse retardataire à la suite des autres élèves. L'école a déclaré — et la raison était en soi très accep-

« Groupe régional lyonnais pour l'étude et la protection de l'enfance anormale » au point de vue du recensement des enfants dans les écoles publiques, ainsi que des études du docteur Manheimer-Gomez, dans la *Revue pédagogique* ; de M. Bager, dans la *Revue philanthropique*, et de M. le professeur Régis, dans un « Rapport à la municipalité de Bordeaux. »

table — qu'on ne peut pas sacrifier au bien possible d'un seul enfant le bien certain de tous les autres, que ce n'est pas une bonne action de compromettre l'enseignement de trente, de cinquante élèves pour un seul qui ne peut pas suivre ; qu'après tout, il y a une discipline commune qui fait que les autres enfants tendent à devenir de mauvais élèves parce qu'il y a un mauvais élément parmi eux.

« Il y a cependant quelque chose de plus vrai encore — a dit M. Léon Bourgeois (1) — c'est que la « société a un devoir à remplir envers ceux-là. C'est « précisément parce qu'ils sont arriérés, c'est précisément parce qu'ils sont instables, parce qu'ils n'ont « pas en eux-mêmes les moyens et les ressources « nécessaires pour leur développement intellectuel et « moral, parce que leur nature est insuffisante pour « les faire devenir de braves petits jeunes gens et « plus tard des hommes normaux, bien constitués et « fortement armés pour la vie ; c'est précisément parce « qu'ils sont dans cet état d'infériorité involontaire « dont ils ne sont pas responsables, qu'il y a vis-à-vis « d'eux, plus encore que vis-à-vis des autres, un devoir « social à remplir. Il est nécessaire de faire quelque « chose pour eux, et comme on ne peut le faire en les « mettant en commun, il faut le faire en les mettant à « part.

« Mais, prenons-y garde : il ne s'agit pas précisément de les classer à part, de retomber ainsi dans ce « mal de l'isolement dont je parlais tout à l'heure.

(1) Discours prononcé à l'inauguration du nouveau bâtiment à l'Institut départemental des Sourds-Muets et des Sourdes-Muettes de la Seine, le 25 mai 1907.

« Il importe que ces enfants soient placés dans des
« classes ou dans des écoles dites de perfectionne-
« ment, classes ou écoles spéciales dirigées par le
« même personnel, appartenant au même enseigne-
« ment primaire, assimilées aux autres écoles de la
« République, ayant le même régime légal, le même
« régime disciplinaire, la même pédagogie générale,
« les mêmes méthodes d'ensemble, sinon les mêmes
« procédés particuliers et un même but commun, un
« même aboutissement : l'Education générale dans le
« sens général de nos lois scolaires.

« Voilà quelle est la méthode à suivre si on veut les
« prendre à part pour leur donner cette préparation
« spéciale qui les garantit contre tout isolement futur.
« Oui, il importe de les isoler momentanément, de
« même qu'on met quelque temps à l'abri dans un
« coin d'une serre les plantes qui ont besoin de plus
« de soleil et de lumière, pour les mettre plus tard au
« milieu d'un parterre aussitôt qu'elles auront pris la
« force nécessaire pour vivre. »

C'est en faveur de cette idée généreuse d'éducation et d'assistance que les divers Congrès réunis pendant ces dernières années ont lutté par leurs discussions et leurs vœux.

C'est le Congrès international d'assistance publique et de charité privée, réuni à Paris en 1900, qui réclame la création dans les grandes villes de classes spéciales annexées ou non aux écoles primaires.

C'est la Ligue de l'Enseignement qui signale l'urgence de cette solution humanitaire au Congrès de Rouen (1896), de Rennes (1898), de Paris (1900).

Les mêmes vœux ont été formulés par la Ligue pour la défense des Droits de l'homme et du citoyen (Paris

1901), par l'Association française pour l'avancement des sciences, par le Congrès d'anthropologie criminelle de 1901, par le deuxième Congrès d'assistance familiale de 1902, par le cinquième Congrès national du patronage des libérés en 1903.

C'est en 1904 seulement que l'Etat a commencé à intervenir dans la question d'assistance des *anormaux d'école*. A la suite d'une mission confiée au docteur Gauraud, relative à la situation de ces enfants à l'étranger, M. Chaumié, alors ministre de l'Instruction publique, chargea M. Charlot, inspecteur général de l'Instruction publique, de lui fournir un rapport sur les anormaux de France. Ce rapport fut dressé et publié le 30 septembre 1904; il mettait puissamment en lumière la situation scolaire des enfants anormaux. Le mois suivant, le ministre de l'Instruction publique instituait une Commission à l'effet d'étudier les conditions dans lesquelles les prescriptions de la loi du 28 mars 1882 sur l'obligation de l'enseignement primaire pourraient être appliquées aux enfants anormaux des deux sexes.

La constitution de cette Commission ministérielle, ainsi que la création, le 19 novembre suivant, d'une chaire de *pédagogie anormale* à l'Ecole Normale d'instituteurs de la Seine, avec le docteur Gauraud comme titulaire, étaient dues à l'éminent président de la Société pour l'éducation sociale, à l'homme qui fut l'apôtre de la solidarité, l'âme de ce mouvement de régénération sociale : M. Léon Bourgeois. La Commission travailla beaucoup et aboutit rapidement (1).

(1) C'est sur la demande de cette Commission que, par un arrêté en date du 12 novembre 1906, M. le Ministre de l'Instruction publi-

Des définitions furent établies, une statistique générale fut dressée, des résolutions furent prises, et sur les conclusions adoptées et publiées, M. Briand, alors ministre de l'Instruction publique, déposa sur le bureau de la Chambre, le 13 juin 1907, au nom du Gouvernement, un projet de loi ayant pour objet la création *de classes de perfectionnement annexées aux écoles élémentaires publiques et d'écoles autonomes de perfectionnement pour les enfants anormaux*.

Le 29 juin 1908, M. Rabier, rapporteur, au nom de la Commission chargée d'examiner le projet, soumit au vote de la Chambre le texte définitif, qui fut adopté à l'unanimité; ce texte différait sur plusieurs points de celui proposé par le Gouvernement (1).

Au Sénat, une Commission fut nommée qui avait à sa tête M. Léon Bourgeois; cette Commission, par l'organe de son rapporteur, M. Strauss, se contenta d'abord d'adopter, dans un premier rapport, le texte voté par la Chambre qui établissait le principe d'un enseignement spécial pour les écoliers mentalement anormaux avec rémunération par l'Etat du personnel enseignant (2).

La Commission annonçait, d'ailleurs, son intention de soumettre à brève échéance au Sénat les dispositions du projet gouvernemental « qui — suivant les « termes mêmes du rapport — permettra pour les

que chargea deux membres de la Commission : M^{lle} Stupuy et M. Baguer, d'une mission ayant pour but de rechercher les bonnes volontés et de préparer l'organisation de l'enseignement pour les enfants anormaux.

(1) On avait modifié notamment le titre de la loi et substitué aux mots « enfants anormaux » les mots « enfants arriérés. »

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 1^{er} décembre 1908.

« externats comme pour les internats l'éclosion des
« initiatives départementales et communales dans
« toutes les agglomérations urbaines, sans excep-
« tion. » (1).

Mais ce ne fut pas le texte voté par la Chambre des députés qui fut soumis à la discussion du Sénat ; dans un second rapport, en effet, annexé au procès-verbal de la séance du 4 février 1909, la Commission annonçait qu'en raison de modifications qui avaient dû être apportées à la rédaction du deuxième paragraphe de l'article 3, relatif aux surveillants et surveillantes, elle avait estimé qu'il était préférable de régler tout ensemble, la situation des classes annexées et celle des internats de perfectionnement ; elle reprenait donc le texte présenté par le gouvernement comme plus complet et plus précis, et c'est ce texte qu'elle soumettait au vote du Sénat.

Dans sa séance du 11 février, le Sénat aborda la discussion du projet, qui fut voté en première délibération ; avant de passer à la discussion des articles, le Sénat entendit deux discours très intéressants, prononcés, l'un par M. Paul Strauss, rapporteur, au nom de la Commission, sur l'historique de la question, et l'autre par M. Beauvisage, sénateur du Rhône, sur la création, à Lyon, de quatre classes de perfectionnement et l'organisation de l'enseignement pour enfants anormaux dans cette ville.

La discussion fut reprise, par le Sénat, dans sa séance du 9 mars, continuée dans celle du 11 mars.

(1) Ce rapport donnait en regard du texte de la loi votée par la Chambre le texte du projet présenté par le Gouvernement pour signaler les différences qui existaient entre les deux rédactions.

Au cours de cette séance, l'ensemble du projet fut définitivement adopté.

A la Chambre des députés, le texte voté par le Sénat fut adopté sans discussion, après lecture du rapport de M. Fernand Rabier, au nom de la Commission de l'enseignement, dans la séance du 1^{er} avril 1909.

La loi a été promulguée le 15 avril 1909 et publiée dans le *Journal officiel* le 27 avril.

Voici le texte intégral de la loi nouvelle :

LOI

AYANT POUR OBJET LA CRÉATION DE CLASSES DE PERFECTIONNEMENT ANNEXÉES AUX ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES PUBLIQUES ET D'ÉCOLES AUTONOMES DE PERFECTIONNEMENT POUR LES ENFANTS ARRIÉRÉS (1).

ARTICLE PREMIER. — Sur la demande des communes et des départements, pourront être créées pour les enfants arriérés des deux sexes : 1^o des classes de perfectionnement annexées aux écoles élémentaires publiques ; 2^o des écoles autonomes de perfectionnement qui pourront comprendre un demi-pensionnat et un internat. Les classes annexées et les écoles autonomes sont mises au nombre des établissements d'enseignement primaire public.

ART. 2. — Les classes annexées recevront les enfants de six ans à treize ans. Les écoles autonomes pourront en outre continuer la scolarité jusqu'à seize ans, donnant à la fois l'instruction primaire et l'enseignement professionnel. Les élèves des classes annexées qui, vers treize ans, seront reconnus incapables d'apprendre une profession au dehors, pourront être reçus dans les écoles autonomes. Les enfants trop gravement atteints pour que leur éducation puisse se faire dans la famille, suivront de préférence le régime de l'internat.

(1) Le Sénat a conservé la modification apportée par la Chambre des députés au texte du projet du gouvernement dans la rédaction du titre même de la loi, en substituant aux mots « enfants anormaux » les mots « enfants arriérés. »

ART. 3. — Dans aucune classe de perfectionnement, ne seront admis des enfants de sexes différents. Les écoles autonomes pourront grouper sous une même direction deux sections différentes, l'une de garçons, l'autre de filles.

ART. 4. — La subvention accordée par l'Etat, pour les dépenses de première installation, d'appropriation et d'agrandissement, sera fixée dans les proportions déterminées par l'article 7 de la loi du 20 juin 1885. Les travaux devront être exécutés conformément aux plans approuvés par le Ministre de l'Instruction publique et régulièrement reçus.

ART. 5. — Les dépenses ordinaires des écoles de perfectionnement et des classes annexées sont supportées par les communes et départements fondateurs sous déduction des subventions accordées par d'autres départements et communes. Les dépenses de l'enseignement sont à la charge de l'Etat dans les conditions prévues pour les écoles primaires, élémentaires et supérieures.

ART. 6. — Une école de perfectionnement peut être fondée par une commune sur le territoire d'une autre commune, après accord des communes intéressées.

Dans le cas où l'école autonome de perfectionnement n'est pas située dans le même département ou dans la même commune que l'administration départementale ou communale qui l'a fondée, les autorités compétentes pouvant exercer les attributions leur appartenant en exécution des lois scolaires sont, sous réserve de l'art. 11 ci-après, les autorités du département ou de la commune où siège ladite administration.

ART. 7. — Les directeurs et directrices, maîtres et maîtresses, appelés à exercer dans les écoles de perfectionnement et dans les classes annexées, jouissent des mêmes droits et avantages que les fonctionnaires des écoles élémentaires publiques.

Les fonctions de surveillants et surveillantes dans les internats peuvent leur être confiées.

Les directeurs et directrices sont nommés par le Ministre.

Les instituteurs et institutrices chargés de classe sont proposés par l'Inspecteur d'académie et nommés par le Préfet; ils doivent être choisis de préférence parmi les candidats

pourvus du diplôme spécial créé pour l'enseignement des arriérés.

Les surveillants et surveillantes des internats départementaux sont proposés par le chef de l'établissement et nommés par le préfet.

ART. 8. — En sus des émoluments légaux, le personnel des écoles de perfectionnement et des classes annexées recevra des indemnités ou des avantages en nature, à raison du service supplémentaire qui lui sera imparti.

Ceux qui justifieront du diplôme spécial créé pour l'enseignement des arriérés recevront un supplément de traitement de trois cents francs (300) soumis à retenues pour la retraite, pendant qu'ils exerceront dans les écoles de perfectionnement ou les classes annexées.

ART. 9. — La décision ministérielle portant création de la classe annexe ou de l'école autonome déterminera pour chacune d'elles les conditions spéciales de son organisation et de son fonctionnement, notamment :

1^o Le nombre maximum d'élèves à admettre dans chaque division ;

2^o Le nombre hebdomadaire de jours d'enseignement, la durée des classes et des exercices quotidiens ;

3^o Les conditions dans lesquelles des institutrices pourront être attachées aux diverses classes et sections de l'établissement.

ART. 10. — Les internats et demi-pensionnats peuvent être administrés en régie directe au compte du département ou de la commune. Ils peuvent être administrés au compte du directeur ou de la directrice en vertu d'un traité par lequel la gestion est remise au chef de l'établissement, qui s'en charge à ses risques et périls.

ART. 11. — Les classes et écoles de perfectionnement seront soumises : 1^o à l'inspection dans les conditions prévues par l'article 9 de la loi du 30 octobre 1886 ; 2^o à une inspection médicale organisée par les communes fondatrices et les départements fondateurs. Elle portera sur chacun des enfants qui seront examinés au moins chaque semestre.

ART. 12. — Une Commission, composée de l'inspecteur primaire, d'un directeur ou maître d'une école de perfectionnement et d'un médecin, déterminera quels sont les enfants qui ne peuvent être admis ou maintenus dans les écoles primaires publiques et pourra autoriser leur admission dans une classe annexée ou dans une école de perfectionnement, si l'enseignement ne doit pas leur être donné dans la famille ; un représentant de la famille sera toujours invité à assister à l'examen de l'enfant.

ART. 13. — Un Comité de patronage sera constitué auprès de chaque école de perfectionnement. Les membres seront nommés par le Ministre de l'Instruction publique après avis du préfet, et si l'établissement est communal, après avis du maire.

Des dames en feront nécessairement partie. Un Conseil d'administration nommé par le Conseil municipal, si l'établissement est communal, ou par le Conseil général si l'établissement est départemental, sera institué auprès de chaque école de perfectionnement ; il comprendra toujours un représentant du Ministère de l'Instruction publique, un représentant du préfet du département dans lequel est situé l'établissement et au moins un médecin.

ART. 14. — Des décrets et arrêtés rendus après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique détermineront la nature du programme d'enseignement et les conditions d'obtention du certificat spécial.

ART. 15. — Il sera statué par les règlements d'administration publique sur les conditions dans lesquelles :

1° Seront rétribués les maîtres auxiliaires, chefs de travaux et maîtres ouvriers employés dans les écoles de perfectionnement et classes annexées ;

2° Seront astreints à la possession d'un livret de la Caisse nationale de la vieillesse et à des versements réguliers, les employés et agents inférieurs des écoles de perfectionnement et des internats.

La loi nouvelle a pour but d'organiser l'assistance des enfants qui ne peuvent bénéficier des prescriptions

de la loi de 1882, sur l'enseignement obligatoire, et dont le nombre révélé par les travaux de la Commission constituée en 1904, sous la présidence de M. Léon Bourgeois, paraît atteindre 20.000 (1).

C'est pour cette population de 20.000 enfants qu'il y a lieu d'organiser des établissements spéciaux, si les prescriptions de la loi du 28 mars 1882, constituant l'obligation de l'instruction, ne doivent pas rester lettre morte à leur égard : nous savons, en effet, ce qui se passe dans la généralité des cas ; ces enfants qui, pour une cause quelconque, sont en état d'infériorité à l'égard de leurs camarades, ou bien sont laissés complètement de côté ou bien finissent eux-mêmes par perdre complètement l'habitude de fréquenter l'école primaire. C'est dans cette situation qu'on rencontre un certain nombre de ces enfants en état de vagabondage ou même parfois de mendicité. Il est donc nécessaire de les préserver, car, plus tard, s'ils n'ont pas reçu les éléments d'instruction générale et professionnelle, ils ne donnent pas dans la vie tout ce qu'ils pourraient produire ; ils sont exposés à faire des déclassés et à devenir un poids mort, voire même un danger pour la société toute entière.

La loi du 15 avril 1909 a pour but de remédier aux lacunes de notre législation actuelle concernant ces enfants : elle a pour objet de déterminer la nature des établissements à fonder, les conditions dans les-

(1) Il est à remarquer que dans ce chiffre, on n'a pas compris les enfants que la Commission a rangés sous le nom d'anormaux médicaux (idiots, crétins, imbeciles, épileptiques, hémiplegiques, etc...) qui ne peuvent être soignés et éduqués collectivement que sur la responsabilité des médecins et dont le plus grand nombre est et restera hors d'état d'acquérir une véritable instruction.

quelles les constructions seront élevées et appropriées, le mode de recrutement et le fonctionnement des écoles nouvelles.

Le texte prévoit la création, sur l'initiative des départements et des communes, de deux types d'établissements (art. 1 et 2) :

1^o Des classes spéciales annexées aux écoles ordinaires publiques ;

2^o Des écoles spéciales avec plusieurs classes, un internat et un demi-pensionnat.

Au cours de la discussion générale qui a eu lieu au Sénat, dans la séance du 9 mars 1909, au moment de la deuxième délibération, M. Denoix, tout en déclarant s'associer au projet d'organiser par la loi le fonctionnement très régulier des externats dans toutes les villes où la situation le permettrait, a formulé de très vives critiques contre le système de l'internat.

Ce système, a déclaré l'orateur, exclut la gratuité pour les enfants qui seront obligés d'y avoir recours et ces enfants, ce seront ceux des communes rurales, où l'on ne trouvera pas les éléments de formation d'une classe d'externat ; la loi favorisera donc les intérêts urbains au détriment des intérêts des campagnes.

D'autre part, ajoutait M. Denoix, la création d'écoles spéciales, avec demi-pensionnat et internat, suppose la formation préalable d'un personnel parfaitement organisé ; or, ce personnel n'existe pas encore et l'orateur invoquait à ce propos la haute autorité en la matière de M. le docteur Beauvisage qui déclarait, quelques jours auparavant, à la tribune du Sénat « qu'il n'était pas mauvais, avant de créer des internats,

d'avoir, tout d'abord, dans les classes annexées, formé à la pratique des enfants arriérés, un personnel d'instituteurs et d'institutrices spécialisé, déjà familiarisé théoriquement par la bibliothèque, la conférence, à l'éducation de ces enfants. » (1).

Le système de l'école de perfectionnement, qui pourra être soit un externat, soit un demi-pensionnat, soit un internat, selon les nécessités dictées par les circonstances, a été défendu à la tribune du Sénat par le rapporteur, au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, par le président de cette Commission et par le Ministre de l'Instruction publique.

« Il n'y a rien, dans le projet de loi, a dit M. Strauss, « rapporteur, qui impose à aucune collectivité des « classes plutôt que des écoles, des internats plutôt « que des demi-pensionnats. Il y a liberté entière pour « toutes les collectivités de recourir à l'un de ces « instruments nécessaires et indispensables. Mais, a « ajouté M. Strauss, en allant au fond du débat, je « prétends que la classe annexée qui répond à des « besoins divers et qui donne des résultats si remarquables, ne suffit pas. » (2).

M. Strauss en a trouvé la preuve dans l'exemple des pays étrangers : à Bruxelles, comme à Berlin, la municipalité, après s'être tout d'abord attachée exclusivement à la classe d'externes a fini par reconnaître l'absolue nécessité de l'école avec plusieurs classes. Au surplus, cette école n'est pas nécessairement un internat ; elle a sa raison d'être parce qu'elle groupe plusieurs classes

(1) *Journal officiel*, 12 février 1909.

(2) Sénat, séance du 9 mars 1909. *Journal officiel* du 10 mars.

et qu'elle permet de répartir les élèves en plusieurs catégories suivant leurs aptitudes ou leur degré de préparation.

Le principal avantage des classes spéciales annexées aux classes ordinaires est de n'exiger qu'un minimum de frais d'organisation et, par suite, de permettre leur multiplication dans les centres de population où elles seront jugées utiles, de manière à ne pas éloigner les enfants du domicile de leurs parents.

Mais ce système offre en revanche des inconvénients qui n'ont pas tardé à se manifester dans les applications qui en ont été faites, avant le vote de la loi, dans les villes de Paris, Bordeaux et Lyon.

En réunissant dans un même local, sous la direction d'un seul maître tous les enfants anormaux de l'école, c'est-à-dire des enfants qui n'ont ni le même âge, ni le même degré d'instruction, on opère une réunion regrettable au point de vue pédagogique et on rend l'enseignement collectif bien difficile.

D'autre part, le séjour de l'enfant à l'école est insuffisant et les dangers qu'il court dans sa famille peuvent compromettre le succès de l'œuvre d'éducation et de relèvement entreprise par le maître.

Les événements ont largement justifié ces appréhensions dont l'exposé des motifs de la loi nouvelle s'était fait l'écho. En visitant les classes d'anormaux créées à Lyon, grâce à l'initiative de la municipalité, nous avons partout recueilli les mêmes constatations. Les instituteurs se plaignent d'avoir dans leur classe des éléments trop disparates au point de vue de l'âge, du caractère, de l'intelligence; les arriérés passifs y coudoient les instables méchants, querelleurs et vicieux et il est fort difficile au maître de s'occuper de

tous ces enfants à la fois pour donner à chacun les soins éducatifs qui lui conviendraient.

Les instituteurs se plaignent aussi de l'influence néfaste exercée sur leurs élèves par la famille ; trop souvent, en effet, ces enfants appartiennent à des parents dont le moindre tort à leur égard est de les négliger complètement et de les laisser à la rue ; trop souvent ils ne leur donnent que des exemples pernicieux d'ivrognerie et d'immoralité (1). Il y a un danger réel contre lequel le maître est impuissant à lutter, car l'enfant n'est sous sa domination que pendant six heures de la journée — et il faut encore en excepter le jeudi et le dimanche — tandis que le reste du temps il appartient à la famille.

C'est pour remédier à ces inconvénients, qu'il y a lieu d'instituer des écoles spéciales, avec demi-pensionnat et internat. D'ailleurs, il est des circonstances où leur création s'impose : comme l'a fait très justement remarquer M. Strauss, rapporteur, répondant à ses interlocuteurs qui reprochaient au projet de loi d'avoir été conçu uniquement dans l'intérêt des grands centres, leur création s'impose surtout en faveur des campagnes, des petites agglomérations où l'on ne trouverait pas dans chaque commune les éléments suffisants pour constituer une classe, mais où les enfants pourront être réunis au chef-lieu du département dans un internat qui leur permettra de bénéficier des dispositions de la loi nouvelle.

(1) C'est le conflit ridicule et profondément immoral rapporté par M. L. Frapié dans son livre *La Maternelle*, entre le manuel de morale lu à l'école et les exemples donnés par les parents. Le manuel dit : « Il faut respecter vos parents et les imiter. » Et la petite fille a une mère qui prend tous les jours un mari nouveau et le petit garçon voit son père entrer ivre tous les soirs.

Par conséquent, des nécessités tirées non seulement de la dissémination, de l'isolement des sujets, mais encore de certaines conditions de milieu, de logement, de famille, commandent et nécessitent en certains cas le séjour dans un internat.

Mais il est une autre considération encore plus probante qui milite en faveur de la création d'établissements spéciaux. La scolarité est obligatoire dans les écoles primaires jusqu'à l'âge de 13 ans; or, parmi les enfants arriérés, tous seront-ils à cet âge aptes à gagner leur vie, à entrer à l'atelier? Ne risque-t-on pas, en interrompant brusquement leur préparation spéciale, leur initiation technique et professionnelle, d'en faire des non-valeurs? Est-ce que le bon moyen de les utiliser socialement, de les adapter à la vie, alors qu'ils éprouvent tant de difficultés à le faire, n'est pas de prolonger pour eux, jusqu'à 16 ans au moins, cette scolarité spéciale, professionnelle, dont ils ont besoin pour être préservés de la mendicité, du vice, de la déperdition? Voilà pourquoi la création de classes autonomes qui continueront la scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans, donneront à la fois l'instruction primaire et l'enseignement professionnel, nous paraît éminemment utile.

En ce qui concerne la préparation du personnel enseignant, les exemples de Paris, Lyon et Bordeaux sont là pour donner confiance en l'avenir : dans ces villes, en effet, des maîtres et des maîtresses ont été improvisés qui se consacrent avec un inlassable dévouement à l'éducation et à l'instruction des enfants qui leur ont été confiés; il faudra que leur exemple se propage. Il appartiendra au ministre d'aider à la formation de ce personnel par l'ouverture de cours spéciaux,

l'institution de conférences, la création d'un diplôme spécial.

Voilà l'objet de la loi : donner aux départements et aux communes la faculté de créer des classes spéciales ou des écoles autonomes suivant qu'ils jugeront plus utile à leurs intérêts, et aux intérêts des enfants qui seront appelés à en bénéficier, la création de tel ou tel de ces établissements (art. 1 et 2).

Les articles 4 et 5 de la loi ont pour but de régler la question financière et cette question a fait l'objet d'une très vive discussion au Sénat.

L'article 4 qui règle la participation de l'Etat aux dépenses de première installation, n'avait pas été reproduit dans le texte voté par la Chambre le 29 juin 1908 ; M. Strauss, rapporteur de la Commission au Sénat, dans son rapport supplémentaire, annexé au procès-verbal de la séance du 4 février 1909 ; en demanda le rétablissement en le présentant comme le pivot de la loi nouvelle.

Nous ne saurions mieux faire, pour démontrer combien cet article est en effet indispensable, que de reproduire la partie de l'exposé des motifs qui s'y rapporte :

« Ces écoles devraient avoir un internat avec des
« bâtiments assez considérables. Or, en ce qui concerne
« les frais de première installation, la loi de 1885 ne
« permettrait pas à l'Etat la participation aux dépenses
« pour les établissements fondés par les départements,
« cette loi n'ayant visé que les écoles primaires supé-
« rieures, c'est-à-dire des établissements fondés par
« les communes. Cependant, il est à prévoir que c'est
« auprès des Conseils généraux que l'on aurait le plus
« de chances de trouver des concours efficaces si l'Etat

« leur faisait connaître qu'il est disposé à les aider
« dans les dépenses d'installation. Les assemblées
« départementales, assurées du concours de l'Etat, ne
« refuseraient sans doute pas d'organiser des établis-
« sements où serait reçue une population appartenant
« à tous les arrondissements, à toutes les communes
« du département.

« Il est à remarquer, d'autre part, que si, comme il
« y a lieu de l'espérer, des agglomérations importan-
« tes, des communes peuplées, des villes populeuses,
« sont disposées, elles aussi, à créer des établissements
« spéciaux, elles demanderont la participation de
« l'Etat, mais cette participation serait nulle si le
« Parlement n'autorisait pas une dérogation aux pres-
« criptions de la loi de 1885 et des tableaux annexes.

« Cette loi, en effet, n'a eu en vue que des écoles
« dans lesquelles le service du pensionnat n'existe pas
« ou n'a que peu d'importance ; c'est dans ces condi-
« tions qu'elle a fixé le maxima de dépense pouvant
« entrer en ligne de compte pour la participation de
« l'Etat ; enfin, elle n'a prévu ni l'installation d'ateliers,
« ni l'acquisition de jardins et de champs, d'outils,
« etc... ; elle a même interdit toute participation du
« trésor dans le cas où la valeur du centime communal
« dépasse 6.000 francs. Or, il y a quarante villes en
« France où la valeur du centime est supérieure à
« 6.000 francs et il est évident que c'est à peu près
« exclusivement auprès de ces quarante villes que des
« démarches auraient des chances de succès, si l'Etat
« pouvait promettre de participer aux frais de première
« installation... Ainsi l'initiative de l'Etat se trouve
« paralysée par les dispositions de notre législation sur
« l'enseignement primaire. »

Les adversaires du projet de loi, au moment de sa discussion au Sénat, ont surtout insisté sur le côté financier de la question et M. Le Provost de Launay ne craignait pas de dire à la tribune du Sénat : « C'est
« la première fois que j'aurais vu, depuis trente ans,
« une dépense aussi imprévue, aussi indéfinie, engagée
« sans qu'un mot ait été dit par le ministre des finan-
« ces, gardien de nos finances, par la Commission
« des finances, gardienne, elle aussi, des deniers
« publics. » (1).

L'émotion que ces paroles ont pu susciter au sein de la Haute Assemblée a été vite calmée par les réponses rassurantes tant du ministre de l'instruction publique que du président et du rapporteur de la loi nouvelle.

En ce qui concerne les départements et les communes, en effet, les dépenses sont facultatives ; aucune obligation ne leur est imposée ; la loi n'a pas voulu édicter une disposition impérative quelle qu'elle fut ; elle a voulu seulement éveiller des sollicitudes, stimuler un noble sentiment de solidarité et de bienfaisance ; mais n'est-il pas à craindre — comme l'a fait remarquer M. Denoix — que les communes et les départements, pris d'une belle émulation, se mettent à vouloir imiter la ville de Paris et qu'ainsi la loi favorise la prodigalité et les dépenses disproportionnées aux ressources modestes des collectivités provinciales ?

M. le Ministre de l'Instruction publique a tenu à rassurer le Sénat à cet égard : les internats, en effet, pourront être constitués non pas seulement par des communes ou des départements isolés, mais par des

(1) Séance du 9 mars 1909, *Journal officiel* du 10 mars.

groupements de départements et de communes ; ainsi, en autorisant ces groupements, la loi diminue d'autant les dépenses que les départements et les communes auraient à s'imposer s'ils étaient livrés isolément à leurs seules ressources. L'économie qui résulte de cette faculté d'association permettra donc de faire face à la scolarité nouvelle, non seulement à Paris, mais partout où ce sera nécessaire en province, et ainsi tombe la critique que l'on a faite à la loi d'avoir favorisé Paris aux dépens de la province, en ne permettant l'organisation pratique des internats qu'à Paris.

La prodigalité des départements et des communes est d'autant moins à craindre que le passé permet de redouter de leur part plus un excès de tiédeur qu'un excès de zèle : la loi de 1875 impose aux départements l'obligation de créer des prisons cellulaires ; or, actuellement — ainsi que l'a fait remarquer M. Strauss — quarante prisons seulement sur trois cents ont été aménagées et modifiées conformément à la loi (1).

On a encore objecté que si les dépenses locales sont facultatives pour les départements et les communes, elles n'entraînent pas moins pour l'Etat, au moment où elles sont engagées, des charges qui, elles, sous forme de subventions, seront obligatoires. Mais quelles sont ces charges ? Les dépenses d'enseignement d'abord : est-ce de là que va naître le péril pour le budget ? Non, puisque la loi nouvelle n'a pas pour objet d'ajouter un seul enfant au nombre total de ceux à l'égard desquels l'Etat a à remplir un devoir d'enseignement

(1) Discours de M. Strauss à la tribune du Sénat. Séance du 9 mars 1909. *Journal officiel* du 10 mars.

public ; qu'il ne s'agit pas de créer une classe de plus, mais seulement de séparer les classes dans lesquelles seront appelés les enfants normaux et les enfants anormaux.

Il en est pour le personnel comme pour les enfants ; le nombre des enfants est le même, le nombre d'emplois dans l'école reste le même aussi. Etant donné la présence des classes distinctes, un personnel distinct sera placé à leur tête ; mais ce personnel sera pris parmi les maîtres de l'enseignement public, purement et simplement. Le nombre des enfants et des maîtres ne change pas ; on spécialise les uns et les autres et l'on adapte les maîtres spécialisés aux enfants qui ont besoin de l'enseignement spécialisé. Donc, en ce qui concerne le personnel et en ce qui touche les écoles, il n'existe pas de raisons d'augmentation de charges pour l'Etat.

Quant à la participation de l'Etat accordée sous la forme de subventions pour les dépenses de première installation, d'appropriation et d'agrandissement (art. 4), le principe s'en justifie aisément : le concours financier de l'Etat sera obligatoire lorsque les départements et les communes construiront des écoles ; il en sera alors comme pour les écoles primaires élémentaires, comme pour les lycées et collèges, car c'est une partie de la clientèle des écoles primaires, c'est une fraction des enfants qui doivent bénéficier de la loi de 1882, en faveur desquels s'ouvriront des classes et des écoles spéciales.

Comment l'Etat pourrait-il se soustraire à l'obligation qui lui incombe et au devoir qui lui est dévolu de prendre sa part dans les dépenses de premier établissement des institutions d'ordre départemental et communal ?

Quel va être le mode de calcul des subventions accordées par l'Etat ? Ici, ce n'est pas le régime de la loi de 1882, relatif aux écoles élémentaires, qui a été adopté par le législateur, mais le régime de la loi de 1885 relatif aux établissements d'enseignement secondaire.

En matière d'écoles élémentaires, le taux des subventions est en effet régi par un barème fixé par la loi ; en matière d'établissements secondaires au contraire, et c'est le régime que la loi du 15 avril 1909 a adopté pour les écoles autonomes, le taux de la subvention est gouverné par des règles plus simples et plus mobiles : seule, une limite maxima : la moitié de la dépense totale avec possibilité pour l'Etat de se mouvoir en deçà de cette limite. Le mode de fixation des subventions est donc de nature à rassurer toute crainte ; mais sur quels crédits accordera-t-on ces subventions ?

M. le Président de la Commission l'a dit en termes fort clairs à la tribune du Sénat (1) : On accordera les subventions pour les constructions scolaires sur les crédits qui se trouvent inscrits à la loi de finances ; or, ce sont, chaque année, la Commission du budget, la Commission des finances et le Parlement qui détermineront d'une manière globale le montant du crédit qui pourra être affecté aux constructions d'écoles d'une part et qui détermineront globalement, d'autre part, le nombre de postes à créer.

Ainsi, en résumé, les dispositions qui sont obligatoires dans la loi nouvelle sont celles même de l'enseignement obligatoire ; les dépenses facultatives qui pourront en résulter sont celles que tous les ans, en

(1) Séance du 9 mars 1909. *Journal officiel* du 10 mars.

conformité avec les principes généraux du droit commun, le Parlement ouvre par les crédits annuels sur les demandes des Ministres de l'Instruction publique et des Finances, soit pour des constructions d'écoles et des créations de classes, soit pour des créations d'emplois.

Il n'y a donc aucun péril pour le budget, mais en échange il y a un progrès social énorme, réalisé : si l'on met de côté tout ce que pourront coûter les établissements qui font l'objet de la loi nouvelle, et de l'autre ce que coûte à la société le mal moral et social dont souffrent les enfants abandonnés à eux-mêmes, on n'hésitera pas à reconnaître, suivant les paroles mêmes de M. le président de la Commission au Sénat, que si l'économie financière est d'un côté, l'économie morale et sociale est toute entière de l'autre.

L'article 5 de la loi stipule « que les dépenses ordinaires des écoles de perfectionnement et des classes annexées sont supportées par les communes et départements fondateurs, sous déduction des subventions accordées par d'autres départements et communes. »

« Les dépenses de l'enseignement sont à la charge de l'État dans les mêmes conditions que pour les écoles primaires élémentaires et supérieures. »

Cet article a donné lieu au Sénat à une observation de M. Bienvenu-Martin qui a demandé des explications sur la signification précise des expressions « dépenses ordinaires » et « dépenses d'enseignement » que l'on oppose l'une à l'autre. Les dépenses ordinaires des écoles primaires, a répondu M. le Ministre de l'Instruction publique, sont les dépenses d'enseignement ; elles comprennent le traitement des professeurs enseignants. Les dépenses ordinaires des écoles

de perfectionnement sont, au contraire, les frais de premier établissement, l'entretien, les subventions et les réparations. Dans l'espèce, l'innovation est la suivante : on a prévu que des écoles, contrairement à la règle en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et l'enseignement primaire supérieur, pouvaient être créées par des groupements de communes ou de départements. L'article 5 de la loi a pour but d'indiquer qu'en outre des subventions accordées par l'Etat, les communes ou les départements intéressés pourraient participer à la dépense. La répartition de cette dépense se fera naturellement dans les proportions où chacune de ces communes ou chacun de ces départements enverra des enfants dans ces classes, en d'autres termes, au prorata des élèves recueillis. L'article 5 consacre une dérogation à ce qui existe en matière de création d'écoles. Actuellement c'est la commune sur le territoire de laquelle l'école est créée qui supporte les dépenses ordinaires de premier établissement. Or, comme la loi prévoit que les écoles de perfectionnement peuvent être créées par des collectivités, départements ou communes, qui se sont concertées, on est obligé d'indiquer que les dépenses ordinaires actuellement supportées par une seule commune, pourront être supportées par des communes autres que celles où se trouve l'école ou par des départements autres que celui dans lequel l'école est créée.

La question du personnel enseignant est réglée par l'article 7 de la loi ; cet article a subi une modification au cours de la discussion au Sénat après une observation présentée par M. le docteur Beauvisage, à propos de la nomination des surveillants et surveillantes.

Le texte primitif de l'alinéa final de cet article portait en effet : « Les surveillants et surveillantes sont proposés par le chef de l'établissement et nommés par le préfet. » M. le docteur Beauvisage, en invoquant ce qui s'est passé à Lyon où des surveillants et surveillantes ont été attachés aux classes annexées dues à l'initiative de la municipalité, a proposé de compléter le texte, pour éviter toute confusion, en ajoutant : (les surveillants et surveillantes) *des internats départementaux*. Cette modification a été approuvée par le Sénat, après avis conforme de M. le rapporteur et figure dans le texte définitif.

Le vote de l'article 41 de la loi a provoqué l'intervention de M. Cazeneuve dans la discussion ; cet article prévoit, dans son deuxième alinéa, la visite médicale organisée par les communes fondatrices ou les départements fondateurs et à laquelle seront soumis les enfants au moins chaque semestre ; M. Cazeneuve a fait part à ses collègues de l'importance qu'il y aurait à ajouter au texte proposé une phrase disant que les enfants, dont les aptitudes et les connaissances seront reconnues répondre à la moyenne de leur âge, seront rendus aux écoles primaires publiques, et cela — a ajouté le sénateur du Rhône — pour deux raisons : raison d'économie d'abord, car si l'enfant est guéri, il faut décharger le département fondateur des frais que lui impose la présence de cet enfant à l'école spéciale ; intérêt de l'enfant ensuite, car son stage dans cette école sera toujours pour lui dans la vie une sorte de tare morale dont il est préférable d'effacer au plus tôt le souvenir, s'il n'y a pas de danger à le faire (1).

(1) Sénat, séance du 41 février 1909. *Journal officiel* du 12 février.

Le texte de la loi a été défendu par M. Strauss, rapporteur, qui a démontré au Sénat qu'il ne saurait y avoir plus de précautions à prendre pour garantir l'enfant contre un séjour trop long qui lui serait imposé à l'école spéciale : non seulement, en effet, un examen médico-pédagogique doit avoir lieu tous les six mois obligatoirement, mais encore la commission, instituée par l'article 12 de la loi, qui a prononcé l'admission, est compétente pour statuer sur le maintien des enfants.

Cette Commission, aux termes de l'article 12, composée de l'inspecteur primaire, d'un directeur ou maître d'une école de perfectionnement et d'un médecin, déterminera quels sont les enfants qui ne peuvent être maintenus dans les écoles primaires publiques et pourra autoriser leur admission dans une classe annexée ou dans une école de perfectionnement si l'enseignement ne doit pas leur être donné dans la famille. Un représentant de la famille sera toujours invité à assister à l'examen de l'enfant.

Le texte prévoit donc la présence au sein de cette commission « d'un directeur ou maître d'une école de perfectionnement ; » or, pour le moment, il n'existe pas encore d'école de perfectionnement ; comment va-t-on procéder au début ? Le stage accompli par les maîtres dans les classes déjà créées à Paris, à Levallois-Perret, à Bordeaux, à Lyon, à Tours leur donnera-t-il qualité pour être considérés comme ayant obtenu le diplôme et leur permettra-t-il de faire partie de cette commission ainsi que de celle qui sera chargée de décerner le diplôme à d'autres ? Tel est l'objet de la question posée au Sénat par M. le docteur Beauvisage et voici la réponse que lui a fait M. le rapporteur :

« Il apparaît à la commission que, durant la période
« transitoire, les maîtres des classes annexées devraient
« provisoirement faire partie des commissions. Il faut
« que la loi puisse jouer au lendemain même de sa
« promulgation, que toutes les garanties soient don-
« nées pour la sélection, pour le recrutement des
« enfants arriérés qui devront fréquenter les classes
« ou écoles. Par conséquent, je crois que M. le Minis-
« tre sera d'accord avec la Commission pour investir
« d'un mandat provisoire jusqu'au jour où fonction-
« neront des écoles de perfectionnement, les maîtres
« et maîtresses des classes existantes d'arriérés. » (1).

A côté de la Commission chargée de statuer sur le placement des enfants, la loi prévoit dans son article 14 l'institution d'un Comité de patronage auprès de chaque école de perfectionnement; les membres en seront nommés par le Ministre de l'Instruction publique, après avis du préfet, et, si l'établissement est communal, après avis du maire.

En outre (art. 14, § 2), un Conseil d'administration nommé par le Conseil municipal si l'établissement est communal ou par le Conseil général si l'établissement est départemental sera institué auprès de chaque école de perfectionnement.

Le Comité de patronage et le Conseil d'administration vont-ils faire double emploi et pourrait-on supprimer sans inconvénient — comme le proposait M. Halgan à la tribune du Sénat — le Comité de patronage comme un rouage inutile et compliqué? Non, car — ainsi que l'ont démontré M. le Ministre de l'Instruction publique et M. le rapporteur — ces deux insti-

(1) Sénat, séance du 12 mars 1909. *Journal officiel* du 12 mars.

tutions auront un rôle et une utilité bien distincts. Le Conseil d'administration est un conseil de gestion ; il est investi de fonctions purement administratives ; il est chargé de contrôler la gestion des établissements et il représentera très bien les intérêts du Conseil général, du Conseil municipal ou des communes et des départements intéressés ; il est d'autant plus indispensable qu'il peut y avoir plusieurs communes, plusieurs départements intéressés à la création et au fonctionnement des écoles.

Mais à côté du rôle administratif joué par le conseil d'administration, il y a place pour un rôle social et moral : c'est celui qu'assumera le comité de patronage ; c'est lui qui doit exercer une sorte de tutelle morale sur les enfants sortis des classes et des écoles de perfectionnement.

Il faut qu'à côté du conseil de gestion, il y ait un comité de patronage composé de personnes de la localité qui, à raison de leur honorabilité indiscutable et de leur situation matérielle et sociale, puissent s'intéresser utilement à ces enfants, en constituant autour d'eux comme une sorte de famille. Ce comité local, lorsque les enfants auront terminé leurs études, s'occupera de leur chercher des situations d'emplois, des débouchés de carrière, et ceci nous apparaît comme une disposition essentiellement bienfaisante de la loi nouvelle.

Il ne suffit pas, en effet, de donner aux enfants arriérés une instruction qui les élèvera presque au niveau des autres enfants mieux doués ; il faut qu'à la sortie de l'école cette protection de la société puisse se prolonger.

L'œuvre de l'enfance anormale, comme nous l'avons

déjà dit, est non seulement une œuvre de charité et de justice, mais encore et surtout une œuvre de relèvement et de protection sociale. Certes, cette œuvre de relèvement et de protection est en partie réalisée par l'école où l'on s'applique à guérir l'enfant, à fortifier sa santé, à modifier son caractère, mais quand on a créé ces établissements d'assistance, la tâche n'est pas encore terminée. Il arrivera un moment où l'enfant quittera les bancs de l'école, amélioré ou guéri, il entrera alors dans le monde et tout de suite il aura à lutter contre cette déchéance presque fatale qui guette les anormaux, comme elle guette les malheureux abandonnés dans la vie sans protection et sans ressources. C'est pour le soutenir dans cette lutte, fortifier son inexpérience et sa volonté qu'il faut créer des comités de patronage, organiser des œuvres post-scolaires.

Les *œuvres post-scolaires* serviront à déterminer ce que MM. Binet et Simon appellent très justement le *rendement social* des établissements spéciaux pour enfants anormaux. Le rendement social résulte du classement de ces enfants dans la société. Que deviennent les anormaux dans le monde ? Jusqu'à quel point peut-on espérer les voir se tirer d'affaire à la sortie de leur stage spécial ? Quelle est leur tendance au crime, à la folie, à l'alcoolisme ? Quelle est la durée moyenne de leur vie ? Quelles sont les maladies qui les atteignent le plus fréquemment ? Que deviennent leurs enfants s'ils se marient ? Les filles anormales ont-elles souvent des enfants et ceux-ci sont-ils des dégénérés ? Telles sont les questions auxquelles auront pour but de répondre les statistiques auxquelles se livreront les œuvres post-scolaires.

« Ce ne sera que lorsque d'une part à l'école, écrit
« le docteur Boulenger, on aura examiné sérieuse-
« ment l'enfant tant au point de vue médical, social,
« pédagogique et psychologique, c'est-à-dire après
« avoir fait un diagnostic sérieux et non après avoir
« émis quelques vagues appréciations sur de non
« moins vagues progrès pédagogiques et lorsque,
« d'autre part, à la sortie de l'école, on sera en posses-
« sion de ce dossier et que pas à pas on suivra durant
« des années un grand nombre d'anormaux, que l'on
« pourra dire à quels résultats exacts l'enseignement
« spécial a pu aboutir.

« Est-on parvenu, par l'école spéciale, à empêcher
« le parasitisme des anormaux ? Quel est le nombre
« d'anormaux qui peuvent se tirer d'affaire, seuls dans
« le monde ? Quels étaient le diagnostic et le pronostic
« médico-pédagogiques dans ces cas ? » (1).

Nous partageons absolument l'avis du docteur Boulenger sur la nécessité absolue de la protection de l'enfant anormal à son départ de l'école : c'est pourquoi la création d'œuvres postsecondaires serait éminemment efficace à cet égard. Tout enfant anormal, quand il quitte l'école d'enseignement spécial, devrait être immédiatement signalé à l'une de ces œuvres. Un membre de l'œuvre mis en possession du dossier scolaire du petit protégé le ferait transférer dans une colonie industrielle, un asile pour épileptiques ou bien lui trouverait une occupation conforme à sa mentalité.

(1) Docteur Boulenger : « Les œuvres postsecondaires pour les anormaux. » *Bulletin de la Société protectrice de l'enfance anormale*. Octobre 1907.

Si les parents quittaient la commune, on signalerait le cas à un comité local existant dans la nouvelle commune d'habitation des parents. Ainsi, chaque enfant serait suivi, protégé, traité aussi longtemps que possible ; il serait nécessaire également que les membres des comités de soins postcolaires soient en relations constantes avec les instituteurs qui ont instruit les enfants pour recevoir d'eux tous renseignements utiles sur le caractère et l'intelligence de l'enfant.

Ces comités existent et fonctionnent en Belgique et en Angleterre où ils exercent une œuvre de bienfaisante protection sur les enfants sortis des établissements spéciaux ; c'est un exemple à imiter.

Tel est le mécanisme de la loi nouvelle ; il y a encore beaucoup de questions de détail à régler.

La nature du programme d'enseignement et les conditions d'obtention du certificat spécial, notamment, seront déterminées, aux termes de l'article 14, par des décrets et arrêtés rendus après avis du Conseil supérieur de l'instruction publique.

L'élaboration et l'application du programme spécial, la formation d'un personnel enseignant apte à rendre les services que l'on attend de lui, tout cela se fera peu à peu, avec beaucoup de patience et de bonne volonté de la part de tous ceux qui auront à concourir à l'œuvre nouvelle. En attendant, qu'il nous suffise de constater que la loi du 15 avril 1909 marquera une étape féconde dans l'œuvre de protection et d'assistance de l'enfance anormale. En ne traitant plus ces enfants comme des incurables, en leur donnant dans leur propre intérêt comme dans l'intérêt de la collectivité une éducation appropriée à leurs facultés, la

République a fait un nouveau pas en avant dans l'accomplissement de son devoir social.

Voilà pourquoi nous nous associons entièrement aux paroles que prononçait à la tribune du Sénat, au cours de la discussion du projet de loi, dans la séance du 9 mars 1909, l'éminent rapporteur, M. le sénateur Strauss : « Le jour où vous aurez tari dans sa source
« cette cause de déchéance physiologique et morale,
« où vous aurez restitué à l'atelier, au magasin, à la
« terre, des travailleurs qui seront en état de gagner
« leur vie, parce qu'ils auront reçu non seulement les
« éléments de l'instruction générale, mais encore les
« premières notions de l'apprentissage professionnel,
« ce jour-là, Messieurs, vous aurez rendu au pays un
« service inappréciable, incalculable qui dépassera de
« beaucoup la valeur des légers sacrifices d'argent
« que vous pouvez envisager. »

2^o L'organisation en France de l'enseignement spécial pour enfants anormaux.

Avant même que le projet de loi ne fût voté par la Chambre des députés dans sa séance du 29 juin 1908, des applications avaient été réalisées tant à Paris qu'à Lyon et à Bordeaux.

A. — LES CLASSES SPÉCIALES A PARIS

A Paris, M. Bédorez, directeur de l'Enseignement du département de la Seine, autorisa, en 1907, M. Jeannot, inspecteur primaire du XVII^e arrondisse-

ment, à ouvrir provisoirement une première classe de perfectionnement dans l'école primaire de garçons située rue Lecomte, n° 6 (1).

Cette classe fut inaugurée le 4 mai 1907, elle a servi de modèle aux autres.

En avril 1907, une classe annexée à l'école de filles a été ouverte rue de Belzunce ; elle comprenait au début 16 élèves recrutées dans un groupe de 6 écoles.

L'admission fut prononcée sur des listes de présentation, comprenant les élèves en retard de 3 ans au moins, après un examen pédagogique et médical fait par M. Belot, inspecteur primaire, avec la collaboration de M. Binet, directeur du laboratoire de psychologie physiologique à l'école des Hautes-Etudes et de M. le docteur Simon, son assesseur.

Au mois de juin 1907, une nouvelle classe a été créée, annexée à l'école de garçons du groupe de la rue des Ecluses Saint-Martin. Elle a eu d'abord 17 élèves choisis, comme pour les filles, après une enquête et un examen pédagogique et médical dans des écoles dont l'effectif s'élève à 1.700 élèves.

Au cours de la même année, deux classes ont été ouvertes à Levallois-Perret : classe de filles, rue Rivoy et classe de garçons, rue Marjolin.

Nous allons voir comment en province, deux grandes villes ont suivi l'exemple de Paris, et, avant que le législateur ne soit intervenu, ont déjà réalisé d'importants progrès dans l'œuvre de protection et d'assistance des enfants anormaux (2).

(1). M. le docteur Ch. Perrens, qui a visité cette classe, donne d'intéressants détails sur son organisation et son fonctionnement dans sa thèse sur les *Arriérés scolaires*. Bordeaux, 1908.

(2) En dehors de Paris, Lyon et Bordeaux, d'autres villes se sont

B. — L'ŒUVRE DE L'ENFANCE ANORMALE A LYON

C'est par une campagne de conférences et de congrès que les Lyonnais ont commencé leur propagande aussi ardente que dévouée en faveur des enfants anormaux. En 1901, en effet, au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, à Ajaccio, M. le docteur Courjon entamait la lutte en exposant les causes de l'idiotie, en s'efforçant d'en démontrer la curabilité et en indiquant les différentes méthodes employées pour y remédier. En 1902, le docteur Larrivé exposait la même thèse à Grenoble, au douzième congrès des médecins neurologistes et aliénistes. En 1903, le docteur Courjon assistait au Congrès international de médecins de Madrid et faisait adopter les vœux émis l'année précédente par le congrès de Grenoble sur la proposition du docteur Larrivé. A Bruxelles, la même année, au Congrès des aliénistes et neurologistes, le docteur Larrivé intervenait une fois de plus, rappelait les efforts tentés jusqu'alors en France, les mettait en parallèle avec ceux tentés si fructueusement en Belgique, avec l'appui du gouvernement. En 1904, à Grenoble, le docteur Courjon réussissait de nouveau à intéresser à l'œuvre de l'enfance anormale, l'Association française pour l'avancement des sciences qui émettait le vœu « que les « enfants anormaux soient l'objet de la sollicitude des « pouvoirs publics et que les assemblées municipales

préoccupées de la situation des enfants anormaux. Ce sont notamment : Nantes, Le Mans, Tours, Poitiers, Mâcon, Dijon. A Angers, une section de filles a été créée et à Tours, deux classes fonctionnent déjà.

« et départementales leur réservent, à titre de subvention, une place dans leur budget. »

Enfin, au commencement d'octobre 1904, à Amiens, au Congrès de la Ligue française de l'enseignement, M. Grandvilliers faisait adopter par la deuxième commission, puis en assemblée générale, les vœux suivants :

1^o Le conseil général de la Ligue est invité à faire figurer à l'ordre du jour du prochain congrès la question suivante : « Moyens pratiques d'assurer, aux enfants, que leur état psycho-physiologique empêche de fréquenter utilement l'école, l'éducation morale, intellectuelle et professionnelle dont ils sont susceptibles de bénéficier » ;

2^o Partout où faire se pourra, des conférences sur l'éducation psycho-physiologique des anormaux seront faites aux élèves des écoles normales primaires et aux instituteurs réunis en conférence pédagogique ;

3^o Que les pouvoirs publics votent des crédits utiles pour la fondation d'asiles, écoles, ateliers, réservés aux anormaux ;

4^o Que l'initiative privée, sans attendre l'action des pouvoirs publics, toujours trop lente, prépare et réalise si elle le peut, la fondation de classes spéciales et d'asiles ateliers réservés aux anormaux ;

5^o Que transitoirement, l'Etat, les départements et les communes inscrivent à leur budget les sommes nécessaires pour placer les enfants anormaux peu fortunés dans les établissements médico-pédagogiques déjà existants.

A l'issue du premier Congrès international d'assistance et de protection de l'enfance dans la famille tenu

à Liège, en septembre 1905, un certain nombre de congressistes se réunirent sur l'initiative de MM. Louis Grandvilliers, directeur de l'enseignement à l'établissement médico-pédagogique de Meyzieu, et Armantaire Courjon, externe des hôpitaux de Lyon.

L'assemblée se constitue en Comité international provisoire pour l'étude et la protection de l'enfance anormale. Elle choisit un secrétaire, puis elle procéda à la désignation parmi ses membres de délégués chargés d'organiser dans leur patrie respective un Comité national d'étude et de protection de l'Enfance anormale. Les délégués élus parmi ces Comités nationaux devaient former le comité international définitif à qui incomberait le soin de rédiger lui-même ses statuts et d'organiser son action.

Déjà en 1903, à Bordeaux, au troisième Congrès national d'assistance publique et de bienfaisance privée, M. Grandvilliers avait préconisé la fondation d'une Société philanthropique sous le titre d' « Association française pour le patronage, l'assistance et l'éducation des enfants arriérés ». Un comité d'initiative s'était formé à Lyon, pour la création de cette société. Grâce au concours dévoué de ses membres, des docteurs Beauvisage, Courjon et Larrivé, ce comité avait réuni 129 adhésions. Au mois de mars 1905, une conférence fut faite au Palais des Arts à Lyon, par M. le docteur Legrain, médecin en chef des asiles de la Seine, président de la Société française antialcoolique. Une assemblée générale allait avoir lieu au mois de décembre 1905 ; quant à la demande de MM. Grandvilliers et Armantaire Courjon, le comité d'initiative décida de transformer l'Association française en « Comité national français pour l'étude et la protection

« de l'enfance anormale » et de convoquer ses adhérents pour ratifier cette décision.

Le 5 avril suivant, une assemblée générale constitutive avait lieu sous la présidence de M. le professeur Beauvisage, dans laquelle furent adoptés les statuts du Comité national français pour l'étude et la protection de l'enfance anormale, rattaché au Comité international constitué à Liège.

Le paragraphe 4 de l'article 2 des statuts était ainsi conçu : « § 4. Le but du Comité est de provoquer la « fondation, dans les villes importantes et plus spécialement dans les villes possédant une Université, de « groupes régionaux affiliés au Comité, mais autonomes ; ces groupes, ayant pour mission : de fonder « ou de faire fonder par les pouvoirs publics ou par « l'initiative privée des établissements médico-pédagogiques régionaux ou de patronner, s'il y a lieu, les « établissements de ce genre déjà existants ; de fonder « ou de faire fonder des asiles ateliers pour anormaux « adultes améliorés ; de patronner, après leur sortie « des établissements médico-pédagogiques, les enfants « anormaux guéris et de leur procurer autant que « possible les moyens de gagner leur vie honnêtement. »

Le siège social du Comité était fixé provisoirement à Lyon, au Palais des Arts ; le docteur Bourneville fut nommé membre d'honneur ; M^{me} Lucie Félix-Faure-Goyau, présidente d'honneur, et le docteur Legrain, président.

L'œuvre bienfaisante de ce nouveau Comité ne devait pas tarder à se faire sentir : c'est Lyon, qui devait avoir l'honneur d'en recueillir les prémices.

Après une première réunion présidée par M. le

recteur de l'Université, entouré de diverses personnalités appartenant au monde médical et universitaire, le 21 juin 1906 fut créé « le groupe régional lyonnais pour la protection de l'enfance anormale » dont le siège social était à l'Hôtel municipal, rue de la Tunisie.

Dans la réunion provisoire, M. le professeur Beauvisage avait expliqué le but et souligné la portée de cette institution dont la création devait être la première manifestation, à Lyon, de ce grand mouvement de sympathie à l'égard de l'enfance déshéritée.

Son but était, d'après l'article 2 des statuts :

1^o D'associer les philanthropes, les médecins et les éducateurs qui s'intéressent aux enfants anormaux dans la région lyonnaise, de rendre leurs efforts plus féconds par l'union.

2^o D'étudier les questions relatives à l'observation, au traitement, à l'éducation et à l'assistance de ces enfants.

3^o De vulgariser le résultat de ses études par la voie du « Bulletin officiel du Comité national français », par des cours, etc., etc., et de faciliter aux instituteurs et institutrices les moyens de se spécialiser dans l'éducation des anormaux ;

4^o a) D'organiser des consultations médico-pédagogiques.

b) De fonder ou de faire fonder par les pouvoirs publics ou par l'initiative privée des classes spéciales et établissements médico-pédagogiques régionaux.

c) De fonder ou de faire fonder des asiles ateliers pour anormaux adultes améliorés.

d) De patronner après leur sortie des établissements médico-pédagogiques les enfants anormaux guéris et

de leur procurer, autant que possible, les moyens de gagner leur vie honnêtement;

5^o De participer par ses délégués aux travaux du Comité international pour l'étude et la protection de l'enfance anormale.

Dans la séance du 21 juin 1906, l'Assemblée générale des adhérents au Groupe régional lyonnais adopta définitivement les statuts qui avaient été élaborés par une commission spéciale et l'on procéda à l'élection d'un bureau provisoire.

Le 21 mars 1907, un bureau définitif fut constitué, composé de 18 membres et M. le professeur Weil élu président. « Le groupe régional lyonnais pour l'étude et la protection de l'enfance anormale » était définitivement fondé; il n'a cessé depuis, en prenant chaque jour une importance grandissante, de rester fidèle au but que ses promoteurs avaient conçu et défini, et de servir la cause de l'enfance anormale tant en cherchant à former au milieu des instituteurs et institutrices un personnel enseignant pour l'œuvre nouvelle de scolarité à entreprendre, qu'en apportant aux pouvoirs publics animés d'une juste émulation, une collaboration intelligente et dévouée.

C'est, en effet, grâce à la collaboration du groupe tout entier, grâce à l'intervention particulière de M. le professeur Beauvisage, qu'en décembre 1906, la municipalité lyonnaise créait un dispensaire médico-pédagogique municipal et apportait ainsi la première pierre pour l'édification de ce beau monument de solidarité et de justice sociales dont la création restera toujours à l'honneur de la ville de Lyon et de sa municipalité.

Le dispensaire médico-pédagogique municipal.

La création d'un dispensaire médico-pédagogique municipal est d'autant plus intéressante à signaler qu'elle constituait les prémices de ce grand mouvement de réformes que philanthropes, professeurs et médecins avaient appelé de leurs vœux dans toutes leurs réunions et congrès et dont ils s'étaient institués auprès des pouvoirs publics les prosélytes aussi dévoués qu'éloquents. Au congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, qui se réunit à Lyon, au mois d'août 1906, M. le docteur Courjon, à l'issue d'une communication qu'il avait faite dans la séance du 4 août sur « Le problème des Anormaux en province », après avoir rappelé les courageuses campagnes qu'avaient entrepris dans les milieux pédagogiques et médicaux les promoteurs de ce grand mouvement en faveur de l'enfance anormale, saluait la création d'un dispensaire médico-pédagogique à Lyon, comme la preuve la plus décisive et la plus heureuse de la collaboration des pouvoirs publics et de l'initiative privée dans une œuvre commune de justice et de progrès.

Voici en quels termes M. le sénateur Strauss a apprécié la création de cet organe nouveau : « A eux
« seuls, les arriérés proprement dits, ceux qui, d'après
« la définition de la commission interministérielle,
« sont en état de débilité mentale, ne possèdent qu'une
« intelligence ou qu'une responsabilité atténuée, pa-
« raissent être au nombre de 20.000. L'évaluation n'est
« qu'approximative. Un dénombrement rigoureux
« ne pourra résulter que du fonctionnement de ces

« dispensaires tels que la ville de Lyon en a institué
« un, sur l'intelligente initiative de M. l'adjoint au
« maire, M. le professeur Beauvisage et de M. le maire
« Herriot. » (1).

Voici le texte de la circulaire adressée par M. le maire de Lyon, aux directeurs et directrices d'écoles publiques de la ville, pour annoncer la création du dispensaire :

*Le Maire de Lyon, à M... l... Direct .. de
l'Ecole de...*

L'enquête faite en 1905 par les soins de la commission pour l'éducation des enfants anormaux, constituée au Ministère de l'Instruction publique, fait connaître notamment la présence, dans les écoles publiques de la ville de Lyon, de plus de 400 enfants appartenant aux diverses catégories des anormaux médicaux, des arriérés et des instables.

Cette pénible constatation m'a vivement ému et j'ai estimé que mon administration avait le devoir de rechercher le moyen de remédier au mal révélé par cette inquiétante statistique. Les 400 enfants signalés par les instituteurs et les institutrices comme ne se trouvant pas au point de vue physique intellectuel et moral dans des conditions normales pour recevoir l'enseignement commun et dont la présence dans les classes constitue toujours un embarras, devront être retirés de ces classes lorsque nous aurons trouvé le moyen de leur assurer d'une part les moyens médicaux que réclame leur état et, d'autre part, l'éducation physique intellectuelle et morale qu'ils sont susceptibles de recevoir et qui peut leur être donnée que par des méthodes médico-pédagogiques spéciales.

Cette éducation spéciale pourra leur être donnée soit dans des établissements existants, soit dans des établissements

(1) Strauss : Article paru dans la *Revue-Bleue* du 12 septembre 1908.

nouveaux dont il y a lieu de mettre à l'étude la future organisation.

Il est nécessaire tout d'abord de connaître et d'examiner scientifiquement les enfants en question, pour pouvoir se rendre compte des soins qui sont nécessaires à chacun d'eux, et se faire une idée du nouveau régime à instituer pour leur amélioration.

A cet effet, j'ai décidé la création d'un dispensaire médico-pédagogique municipal, rattaché administrativement au Bureau d'hygiène et à l'Inspection médicale des écoles. Cette création m'a été facilitée par le concours d'une œuvre privée, le « Groupe régional lyonnais pour l'étude et la protection de l'enfance anormale » qui poursuit le même but et qui apporte à la municipalité la collaboration gracieuse d'un certain nombre de spécialistes.

Le dispensaire médico-pédagogique est installé, dès maintenant, à l'Hôtel municipal, 7, rue de la Tunisie où des consultations médicales gratuites auront lieu tous les jeudis, à trois heures et demie de l'après-midi, à dater du jeudi 6 décembre prochain.

Les enfants devront être présentés à ces consultations de préférence par leurs parents ; ils pourront y être amenés également par les institutrices et les instituteurs qui voudront bien accepter des parents la mission de les représenter ; en aucun cas, ils pourront y être conduits d'office sans l'autorisation expresse de leur famille. Je vous serais donc très obligé, M... L... Direct..., de vouloir bien signaler aux parents intéressés cette nouvelle création et user de votre autorité persuasive pour les convaincre de la nécessité de faire examiner leurs enfants nerveux arriérés ou instables. Votre collaboration et celle de vos adjoint... sera des plus précieuses pour démontrer aux familles les avantages qu'elles peuvent attendre de la possibilité d'avoir gratuitement des conseils et des indications sur la manière de diriger et de soigner leurs enfants suivant l'état particulier de chacun d'eux.

Monsieur l'Inspecteur d'académie a bien voulu donner son entière approbation à cette institution nouvelle et m'assurer de tout le dévouement du personnel enseignant pour la mener à bien. Elle intéresse, en effet, l'avenir de nos écoles et elle

permettra à ces jeunes déshérités de se créer une place souvent honorable dans la société où ils sont appelés à vivre.

En conséquence, j'espère, M... l... Direct... qu'à partir du 6 décembre prochain, les enfants de votre école qui seraient dans un des cas prévus seront amenés à l'une des consultations médicales qui se poursuivront régulièrement tous les jeudis, 7, rue de la Tunisie.

Le Maire de Lyon,
Edouard HERRIOT.

Le dispensaire ouvrit ses portes le 6 décembre 1906 et depuis il n'a cessé de fonctionner très régulièrement. Dans une communication faite au Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale qui s'est tenu à Lyon, au mois de mai 1907, M. le docteur Chazal, médecin inspecteur des écoles, a donné des renseignements très intéressants sur le fonctionnement du dispensaire au début :

« L'examen médical y est fait chaque jeudi par un
« des médecins suivants, membres du Groupe régional
« lyonnais pour l'étude et la protection de l'enfance
« anormale : MM. Rousset, Viallon, Papillon, Doderò,
« Jean Lépine, Tatty, Audemard. En outre, deux
« médecins spécialistes, MM. Royet et Rivière, vien-
« nent, à tour de rôle tous les quinze jours, examiner
« et opérer au besoin les enfants atteints de lésions
« nasales et auriculaires qui peuvent être une cause
« déterminante ou aggravante de leur état d'arriération
« intellectuelle.

« Les 93 enfants venus au dispensaire comprennent
« 31 garçons et 62 filles.

« 81 fréquentent les écoles publiques de notre ville
« (70 pour les écoles primaires et 11 pour les écoles
« maternelles) ;

3 sont à l'Institution des sourds-muets de Villeurbanne dirigée par M. Lafontaine ;

« 3 vont dans des écoles libres ;
« 3 ne fréquentent aucune école ;
« 3 enfin n'habitent pas Lyon, et ont été amenés de
« Neuville-sur-Saône, de Vienne et de Saint-Etienne.

« La classification précise de ces enfants n'a pu
« encore être établie, la plupart d'entre eux n'ayant
« été examinés qu'une seule fois et un peu superficiel-
« lement. En tous cas, si de ces 93 enfants, on en
« retranche 15 qui ne semblent pas être des anor-
« maux, plus un sourd-muet actuellement boursier
« de la ville à l'Institution de Villeurbanne, il en
« reste 77 qui sont franchement, à un degré plus
« ou moins accentué, des anormaux intellectuels ou
« moraux.

« Nous sommes persuadés, d'après les recherches
« que nous avons faites depuis que nous nous occu-
« pons de cette question, que le chiffre de 400 anor-
« maux fréquentant nos écoles publiques, révélé par
« l'enquête faite il y a deux ans, est de beaucoup
« inférieur à la réalité. Il faudrait donc plusieurs
« années pour que tous ces enfants fussent examinés
« dans nos consultations hebdomadaires du dispen-
« saire. Cette lenteur est un premier point faible du
« fonctionnement du dispensaire. Un autre provient
« de la variabilité dans le nombre des enfants qui
« nous sont amenés chaque jeudi ; un jour il en vient
« un ou deux, la semaine suivante il s'en présente 15
« et leur examen est forcément des plus rapides. Enfin,
« une troisième difficulté vient du refus d'un grand
« nombre de parents d'amener leurs enfants au dis-
« pensaire ; c'est pour ces divers motifs que l'orga-
« nisation actuelle va sans doute être modifiée prochainement. »

A la suite de ce rapport, que précédait une communication faite par MM. Weil et Beauvisage, sur l'étude et la protection de l'enfance anormale à Lyon, le congrès adoptait le vœu suivant proposé par M. le docteur Chazal :

« Le congrès émet le vœu qu'en attendant la sanction légale des conclusions déposées par la commission ministérielle pour l'éducation des enfants anormaux, il soit procédé, de suite, dans toutes les communes de France, ainsi qu'il l'est fait actuellement à Bordeaux et à Lyon, au dénombrement et à l'examen médical des enfants anormaux de toute catégorie fréquentant les écoles publiques et que les départements assurent, le plus rapidement possible, à ces déshérités, le traitement médico-pédagogique qui leur convient et auquel ils ont droit. »

Contrairement à la méthode adoptée par la ville de Bordeaux, des scrupules avaient empêché les organisateurs du mouvement de réformes à Lyon, de faire pratiquer directement dans les écoles, sans en avoir averti les parents, l'examen de l'état mental des élèves.

C'est afin de combler cette lacune et d'obtenir, par des moyens d'investigation mieux appropriés, des résultats plus complets et plus précis que la municipalité demanda à un certain nombre de médecins spécialistes, en particulier à ceux qui prêtaient déjà leur concours, de vouloir bien se rendre dans les écoles mêmes pour y procéder sur place à l'examen médical des enfants.

Un arrêté municipal du 18 juin adjoignit au service de l'inspection médicale des écoles MM. les docteurs Audemard, Devay, Dodero, Feuillade, Jean Lépine et

M^{me} Lépine, Etienne Martin, Papillon, Reymond, Tatty et Viallon.

Ces onze médecins, auxquels se joignirent les médecins du bureau d'hygiène, MM. les docteurs G. Roux, directeur ; Borry, sous-directeur ; Coste-Labaume, Goujon, A. Musy, M^{lle} Trufinet, MM. Chazal et Vigne furent répartis en sept commissions qui se partagèrent les écoles dans lesquelles les anormaux avaient été signalés.

Cette enquête devait avoir pour but de renseigner exactement l'administration municipale sur le nombre d'anormaux de chaque catégorie se trouvant dans les écoles publiques.

Pour faciliter le travail de ces commissions, M. le professeur Beauvisage, en collaboration avec M. le docteur Chazal, établit un modèle de fiche médico-pédagogique qui devait rendre de précieux services pour le travail de classification des enfants examinés. Cette fiche est conçue d'après le système de classification adoptée par ses auteurs.

Ce recensement fait un peu tardivement, à la veille des vacances, époque où la fréquentation scolaire est déjà moins assidue, ne donna encore qu'un chiffre inférieur à la réalité : 259 anormaux, dont 104 garçons et 155 filles dans les écoles primaires élémentaires ; les écoles maternelles n'avaient pas été visitées.

A la rentrée des vacances, le dispensaire médico-pédagogique reprit ses consultations sur convocations spéciales pour examiner successivement les enfants anormaux recensés dans les écoles.

Nous étudierons plus loin les organisations spéciales que la municipalité lyonnaise a créées en faveur de ces enfants qu'un examen médical avait reconnu

inaptes à suivre l'enseignement des classes ordinaires, mais nous ne voulons pas terminer l'historique de cette période de préparation et d'études sans donner encore quelques détails sur l'organisation et les travaux de l'institution lyonnaise qui a toujours été l'auxiliaire intelligent et dévoué de la municipalité dans son œuvre de protection et de relèvement de l'enfance anormale : « Le Groupe régional lyonnais. »

Dans son modeste local de la rue de la Tunisie, où se donnent les consultations du dispensaire médico-pédagogique, le groupe a peu à peu constitué une bibliothèque, où tous ceux qui s'occupent à Lyon de la question de l'enfance anormale ont pu trouver les journaux périodiques, thèses et brochures susceptibles de leur fournir des documents intéressants. Les instituteurs notamment, qui sont actuellement à la tête des classes d'anormaux, ont pu, grâce à cette bibliothèque, profiter des conseils et des enseignements donnés par les auteurs qui ont déjà acquis la sagesse de l'expérience.

Pendant le cours de l'année 1907, quelques conférences ont été faites par MM. les docteurs Weil, Jean Lépine et Pierret, professeurs à la Faculté de médecine, sur les enfants anormaux en général.

En 1908, la mission envoyée par la municipalité à Paris et à Bordeaux fit l'objet de divers entretiens ; deux conférences eurent lieu au Palais des Arts : l'une fut faite par M. le docteur Rivière, qui traita la question de la « Gymnastique respiratoire » et l'autre par un instituteur de Lyon, M. Lorentz, qui fit un exposé de l'organisation et du fonctionnement des classes destinées aux enfants plus ou moins arriérés à Mannheim (Allemagne).

Entre temps, le Comité national français pour l'étude et la protection de l'enfance anormale, ayant échoué dans la constitution d'une Fédération des groupes régionaux, considérait sa tâche comme accomplie et laissait au groupe régional lyonnais le soin de poursuivre son œuvre.

Celui-ci, dans sa séance du 28 mars 1908, revisa ses statuts et prit le titre d'« Œuvre de l'Enfance anormale. »

L'« Œuvre de l'Enfance anormale » est constituée à l'état de société déclarée à la préfecture du Rhône depuis le 27 avril 1908 (*Journal officiel*, 13 mai 1908 (1).

L'« Œuvre de l'Enfance anormale » — écrit M. le professeur Beauvisage, qui a été l'un des plus infatigables promoteurs de l'organisation de ce groupement — « n'a apporté aucun changement à son programme « primitif ; elle continue à se préoccuper, surtout « pour le moment, de la formation professionnelle de « ceux de ses membres appartenant au personnel « enseignant qui se destinent à l'éducation des enfants « anormaux, sans cesser d'apporter au dispensaire « médico-pédagogique le concours gracieux de ses « sociétaires médecins. » (2).

(1) Depuis le mois de novembre 1908 jusqu'au mois de mai 1909 des conférences de quinzaine ont été données au siège de « l'Œuvre », 7, rue de la Tunisie, le mercredi ; ces conférences ont obtenu le plus grand succès auprès du nombreux public qui les a toujours suivies avec assiduité ; les instituteurs et institutrices ont pu en retirer le plus grand profit pour l'accomplissement de leur tâche — souvent fort lourde — d'instruction et d'éducation des enfants anormaux.

(2) Communication faite à la section de pédagogie du Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences (Clermont-Ferrand, août 1908).

— Grâce aux documents et aux renseignements qui lui ont été fournis par M. le professeur Beauvisage, M. le docteur Armand Laurent a pu créer à Roanne (Loire) une société semblable à l'Œuvre lyonnaise de l'Enfance anormale.

Création de classes spéciales.

Sans attendre le vote du projet de loi par les deux Chambres, la municipalité lyonnaise décida d'entrer résolument dans la voie des réformes. Déjà à Bordeaux, deux classes de perfectionnement venaient d'être constituées dans des écoles publiques. En même temps trois classes analogues étaient ouvertes coup sur coup à Paris et deux à Levallois-Perret.

La municipalité lyonnaise décida de s'inspirer de ces créations récentes et de profiter de l'expérience déjà acquise par les organisateurs de ces établissements nouveaux ; toujours avec la collaboration du Groupe régional lyonnais, elle entreprit de suivre l'exemple que venaient de lui donner les villes de Paris et de Bordeaux en créant des classes spéciales annexées à leurs écoles publiques.

C'est pour aller étudier sur place le fonctionnement de ces classes spéciales que le Conseil municipal, après avoir entendu le rapport du maire, du 1^{er} octobre et du conseiller-rapporteur, au nom de la Commission générale, vota dans sa séance du 17 octobre 1907 les crédits nécessaires à l'envoi d'une mission à Paris et à Bordeaux.

Cette mission d'études, composée de MM. le professeur Beauvisage, adjoint au maire de Lyon, le docteur Chazal, secrétaire-archiviste du dispensaire médico-pédagogique municipal, médecin inspecteur des écoles et trois membres de l'enseignement primaire public désignés par M. l'Inspecteur d'académie : M^{me} Michaud, directrice d'école, MM. Monternier et Roux, instituteurs, cette mission d'études partit de Lyon le 19 octo-

bre 1907 et y rentra le 29 octobre, rapportant de son voyage une copieuse moisson de souvenirs, notes et documents destinés à éclairer et guider les administrations municipale et académique dans l'institution de nouveaux établissements à l'usage des enfants anormaux.

Et aussitôt l'on se mit au travail. Dans un rapport présenté au Conseil municipal le 12 novembre 1907, M. le docteur Beauvisage donnait à ses collègues du Conseil un compte rendu aussi instructif que détaillé de l'intéressant voyage qu'avait effectué la mission et des profitables enseignements qu'elle avait recueillis.

Le rapporteur, après avoir étudié le fonctionnement des classes spéciales organisées à Paris et à Bordeaux, après avoir recueilli dans ces villes le témoignage de tous ceux qui ont collaboré à cette œuvre scolaire, proposait à la municipalité la création à Lyon, de quatre classes de perfectionnement (1).

L'autorité académique consultée se montra absolument favorable à ce projet ; dans son rapport présenté le 6 février 1908, M. l'Inspecteur d'académie de Lyon écrivait « que les classes projetées contribueraient
« d'une part à alléger la tâche des maitres et, d'autre
« part, à assurer à ces enfants les soins médicaux que
« réclame leur état et à leur faire donner en même
« temps par des méthodes médico-pédagogiques appro-
« priées, l'éducation physique, intellectuelle et morale
« que chacun d'eux est susceptible de recevoir. »

Cette appréciation est consignée dans le rapport présenté par le maire de Lyon au Conseil municipal, dans sa séance du 13 avril 1908 ; ce rapport désignait les

(1) Ce premier rapport n'est que la préface d'un rapport beaucoup plus important actuellement en préparation et destiné à paraître bientôt.

locaux qui devaient être affectés aux classes nouvelles ; c'étaient pour les garçons : les écoles publiques de la place Morel, rue de la Part-Dieu, rue Bossuet ; pour les filles : l'école publique de la Grande rue de la Guillotière. Le maire de Lyon, exprimait le désir de voir fonctionner ces classes, à titre d'essai, le 1^{er} mai 1908 et M. Gorjus, au nom de la Commission générale, s'associait à ce vœu.

Grâce à l'activité de M. le docteur Chazal, médecin inspecteur des écoles et secrétaire-archiviste du dispensaire médico-pédagogique municipal, à qui échet la tâche délicate de préparer la liste d'admission dans ces classes nouvelles au moyen de fiches d'observations recueillies au dispensaire, tout fut prêt à la date prévue et, le 1^{er} mai 1908, quatre classes de perfectionnement étaient ouvertes pour recevoir les enfants qui avaient été désignés.

A l'heure actuelle, six classes fonctionnent régulièrement (1).

Classe de la rue de la Part-Dieu. Instituteur, M. Chaillet (classe de garçons). — La classe de perfec-

(1) Les classes de perfectionnement à Lyon, ont déjà fait l'objet de très intéressants travaux, notamment une communication de M. le professeur Beauvisage au Congrès pour l'avancement des sciences à Clermont (août 1908) et une communication de M. le docteur Audemard au Congrès de Lyon (août 1908). M. le docteur Audemard a étudié l'organisation, le fonctionnement et le résultat de ces classes pendant les mois de mai, juin et juillet 1908. On trouvera dans son rapport des observations très complètes et très instructives.

— Au mois d'août 1909, au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, qui s'est tenu à Lille, M. le professeur Beauvisage, sénateur du Rhône, a fait une nouvelle et importante communication sur *l'Œuvre de l'Enfance anormale à Lyon et les classes de perfectionnement, avec présentation de travaux d'enfants arriérés*.

tionnement annexée à l'école primaire 141, rue Pierre-Corneille, à l'angle de la rue de la Part-Dieu, a été ouverte le 1^{er} mai 1908 ; elle compta 13 élèves jusqu'au 31 juillet. A la rentrée du mois d'octobre 1908, 16 élèves se sont présentés, parmi lesquels 9 anciens et 7 nouveaux.

Quatre anciens élèves ne se sont pas représentés, l'un s'occupe à faire des courses, un second a déménagé et a quitté le quartier, un troisième est bien revenu à l'école, mais la mère, quoique étant satisfaite du travail et des progrès scolaires de son fils, n'a pas voulu qu'il reste dans la classe de perfectionnement, car, a-t-elle dit, dans cette classe il est avec des enfants trop âgés ou idiots ; c'est pour la même raison que le quatrième ne s'est pas présenté.

Les 16 élèves qui composent actuellement la classe forment un groupe très hétérogène tant au point de vue de l'âge, que des infirmités physiques et des tares mentales (1).

Ils se répartissent ainsi : 5 retardés, turbulents, querelleurs, batailleurs, de 10 à 13 ans ;

4 arriérés profonds ayant respectivement 8 ans, 9 ans, 10 ans et 15 ans ;

2 agités de 7 à 8 ans ;

2 retardés calmes de 8 à 9 ans ;

1 retardé vicieux, méchant, qui prend des crises nerveuses, 13 ans ;

1 retardé paralysé des deux jambes, 12 ans ;

(1) Tous ces renseignements nous ont été donnés au cours de nos fréquentes visites par l'excellent instituteur que la confiance de ses supérieurs a placé à la tête de cette classe, M. Chaillet, qui s'occupe de sa tâche souvent bien ingrate avec un admirable dévouement.

1 intelligent calme, mais souffrant d'une paralysie partielle de la jambe gauche à la suite d'une méningite grippale, 7 ans (1).

Classe de la rue Bossuet. Instituteur, M. Roux. — Cette classe, qui comptait 8 élèves au moment où elle a été ouverte en mai 1908, en compte aujourd'hui 17. C'est une classe de garçons.

Classe de la place Morel, 4. Instituteur, M. Monternier. — Cette classe a eu successivement, pendant le dernier trimestre de l'année scolaire 1908 2, 5, puis 8 élèves; elle en compte maintenant 12. C'est également une classe de garçons.

Classe de la Grande rue de la Guillotière, 126. Institutrice, Mme Chaillet. — C'est une classe de filles; elle comprenait l'année dernière 8 fillettes. A la rentrée d'octobre 1908, 13 élèves se sont présentées qui ont suivi régulièrement les cours. Elle compte actuellement 15 élèves (2).

Classe de la route de Vienne. Institutrice, Mme Carrihon (classe de filles). — Cette classe a été créée dans le courant du mois de janvier 1909. A la fin de l'année 1908, dix-huit pères de famille de la route de Vienne signaient une pétition réclamant instamment l'ouverture d'une classe de perfectionnement dans leur quartier. C'était le meilleur encouragement que pouvaient recevoir les maîtres après une expérience de trois mois. Les enfants destinés à être placés dans cette

(1) Au cours de l'année scolaire, la classe s'est augmentée d'un élève; elle en comptait donc 17 au mois de juillet dernier.

(2) Ces chiffres nous ont été donnés au mois de juillet dernier, à la fin de l'année scolaire 1909.

classe furent examinés au dispensaire médico-pédagogique de la rue de la Tunisie au cours des mois d'octobre, novembre et décembre, et la classe a été ouverte au mois de janvier suivant. Au mois de juillet dernier, elle comptait 17 élèves.

Classe de la rue du Chapeau-Rouge (classe de garçons). — Une sixième classe de perfectionnement (pour garçons) a été ouverte, le 1^{er} octobre dernier, au groupe scolaire de Lyon-Vaise, 28, rue du Chapeau-Rouge. La direction a été confiée à M. Picornot (1).

Il ne nous appartient pas d'exposer ici l'organisation et le fonctionnement de ces classes nouvelles et d'apprécier les résultats qu'elles ont pu donner jusqu'ici au point de vue pédagogique. Les rapports de MM. les docteurs Beauvisage et Audemard contiennent à cet égard des observations aussi précises que complètes dont pourraient s'inspirer avec fruit tous ceux qui s'intéressent à l'œuvre d'éducation des enfants anormaux. Constatons seulement que les maîtres, rompant avec la vieille tradition de l'enseignement livresque, s'efforcent de donner avant tout à leurs élèves des leçons de choses, d'éduquer leurs sens en même temps qu'ils éveillent et disciplinent leur intelligence. Certes, l'œuvre est seulement ébauchée et il reste encore beau-

(1) En dehors des classes d'externes créées par la municipalité, il faut encore citer deux classes pour enfants anormaux — garçons et filles — organisées par M. Lafontaine dans l'établissement pour sourds-muets et aveugles qu'il dirige à Villeurbanne. M. Lafontaine a adopté à l'égard de ces enfants le système de l'internat. Un certain nombre de bourses d'internes a été accordé par la municipalité. Les enfants qui en sont bénéficiaires appartiennent à la même catégorie que ceux des classes municipales de perfectionnement.

coup de progrès à réaliser. Devra-t-on séparer les calmes des agités ? N'y aura-t-il pas lieu de poser d'ores et déjà la question de l'internat pour les indisciplinés, les vicieux, les méchants ? Ne devra-t-on pas faire une sélection entre les enfants suivant leur âge, leur caractère, leur degré d'éducation et d'instruction ? Voilà autant de questions à examiner et à résoudre, mais tout cela, c'est l'avenir que nous espérons plus bienfaisant encore pour ces enfants que l'on a si longtemps négligés. Pour le moment, il nous suffit de constater que l'on a déjà fait quelque chose pour eux, d'enregistrer les résultats que M. le professeur Beauvisage, l'instigateur de ce grand mouvement de solidarité, constate dans son rapport sur les classes d'anormaux à Lyon.

« Certes, au point de vue de l'instruction proprement dite, ces résultats n'ont pas été bien grands ;
« les élèves les plus avancés n'ont pas appris beaucoup
« de grammaire, d'histoire ou de géographie, mais
« dans ce milieu aimable et gai, ils ont travaillé de bon
« cœur et avec goût ; ceux qui n'étaient que moyennement arriérés ont fait de très sérieux progrès en
« dessin, calcul, lecture, écriture. Les arriérés profonds
« n'ont appris encore que peu de choses, mais la plupart ont pourtant fait quelques petits progrès, assez
« pour que leurs parents reprennent un peu d'espoir.

« Mais au point de vue moral, les résultats ont été
« considérables sur certains points : les malpropres
« sont devenus soigneux, les agités plus calmes, les
« querelleurs plus pacifiques, les menteurs plus francs,
« les soursnois plus expansifs, les craintifs plus rassurés... tous ont compris qu'on ne leur voulait que
« du bien et ont commencé à aimer leurs maîtres et

« leurs surveillantes... ; ils sont devenus meilleurs
« camarades et ont paru comprendre le sentiment de
« la solidarité. »

C. — L'ŒUVRE DE L'ENFANCE ANORMALE A BORDEAUX

L'Œuvre lyonnaise de l'Enfance anormale a eu comme devancière et comme modèle l'œuvre de Bordeaux, où la collaboration des pouvoirs publics et de l'initiative privée a su susciter un grand mouvement d'opinion et de réformes en faveur des anormaux.

Le 20 décembre 1905, eut lieu à Bordeaux, sous la présidence de M. Thamin, recteur de l'Université, la première réunion de la section d'hygiène scolaire. M. Thamin, pensant que le problème d'éducation des enfants anormaux avait sa place marquée en tête des travaux futurs de la section d'hygiène scolaire, exposa l'état actuel de la question et ce qui pourrait être fait à Bordeaux, à commencer par le recensement des anormaux se trouvant dans les écoles publiques.

Au mois de mai 1906, M. le professeur de Nabias, président du Comité girondin de l'Alliance d'hygiène sociale, et M. le professeur Régis, président de la section d'hygiène sociale de ce comité, demandaient à un certain nombre de médecins, que leurs études et leur compétence désignaient plus particulièrement à ce choix, d'accepter la mission de procéder dans les écoles publiques de la ville à l'examen des enfants présumés anormaux.

Les médecins sollicités par MM. de Nabias et Régis, acceptèrent avec empressement la tâche qui leur était proposée, et ainsi fut constituée, sous la direction de

M. le professeur Régis, la Commission spéciale instituée à Bordeaux pour l'examen des enfants anormaux.

La collaboration des directeurs d'écoles et de leurs adjoints était nécessaire à une pareille enquête. Elle leur fut demandée par l'administration académique. Les directeurs et directrices des écoles avaient reçu, en effet, à la date du 17 mai 1906, la lettre suivante :

INSPECTION ACADÉMIQUE
DE LA GIRONDE

Bordeaux, le 17 Mai 1906.

*L'Inspecteur d'académie de la Gironde,
à M... l... Direct... de l'école de...*

J'ai l'honneur de vous informer que la commission spéciale instituée à Bordeaux pour l'examen des enfants anormaux, élèves de nos écoles publiques, compte commencer très prochainement ses travaux. Cette commission, à la tête de laquelle se trouvent M. le recteur de l'Académie et MM. les professeurs de Nabias et Régis, et qui est composée de docteurs déjà connus par les études qu'ils ont faites sur la question dont il s'agit, demande instamment que Messieurs les directeurs et Mesdames les directrices des écoles publiques de la ville de Bordeaux veuillent bien lui prêter leur concours et l'aider dans la tâche si délicate qu'elle s'est imposée ! Elle sait qu'elle trouvera, dans l'expérience pédagogique de nos maîtres et dans la connaissance qu'ils ont des enfants confiés à leurs soins, des concours non seulement précieux mais indispensables au succès de son entreprise. Elle est persuadée — et l'administration académique partage cette persuasion — que les maîtres toujours si dévoués de nos écoles ne resteront pas sourds à son appel.

Une réunion générale aura lieu le samedi 19 mai, à huit heures et demie du soir, au siège social.

Dans cette réunion on exposera comment la commission a organisé son travail, de quelle façon les instituteurs et institutrices peuvent lui venir efficacement en aide.

Au nom de Monsieur le Recteur, en mon nom personnel et au nom de la commission, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien assister à cette réunion, et je vous exprime par avance tous nos remerciements pour le concours que vous nous donnerez et pour les services tout nouveaux et si nécessaires dans les temps présents que vous rendrez à l'enfance anormale.

Agréé, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

L'Inspecteur d'Académie,

ALLIAUD.

Cette réunion préliminaire eut lieu le 19 mai 1906 au siège de l'Alliance d'hygiène sociale. Elle fut présidée par M. le recteur Thamin, entouré de MM. les professeurs de Nabias et Régis, de M. Alliaud, inspecteur d'académie, et M. Rotgès, inspecteur de l'enseignement primaire ; des directeurs et directrices des écoles primaires de Bordeaux, des médecins inspecteurs de ces écoles, des médecins enquêteurs de la commission spéciale.

Après avoir entendu l'exposé de M. le Recteur sur la question scolaire de l'enfance anormale et les explications de M. le professeur Régis sur l'utilité d'une enquête médicale sérieuse, l'assemblée décida de scinder la commission médicale en cinq « sous-commissions. » A chaque sous-commission devaient s'adjoindre le médecin inspecteur de l'école, le directeur de l'école, le maître de la classe à laquelle appartenait l'enfant examiné.

Par une lettre adressée le 5 juin 1906, M. l'Inspecteur de l'enseignement primaire transmettait aux sous-commissions les noms des écoles à visiter par chacune et le nombre des enfants présumés anormaux qu'avaient déjà relevé les directeurs d'écoles et leurs adjoints.

Le 10 juin 1906, les sous-commissions se réunirent et arrêterent les bases de leur enquête. Elles décidèrent de dresser pour chaque enfant anormal une fiche ; ces fiches furent confectionnées par les soins de l'Alliance d'hygiène sociale et distribuées aux directeurs d'écoles. Dès le 20 juin 1906, les enquêtes commencèrent dans les écoles de garçons ; elles se poursuivirent activement, mais elles ne purent être terminées avant la fin de l'année scolaire, ce qui n'a rien d'étonnant si l'on songe que chaque sous-commission eut à examiner de 120 à 200 enfants, et que dans une heure elle ne pouvait examiner que 4 ou 5 enfants au maximum.

Enfin, les rapports particuliers furent réunis et déposés dans la séance du 9 décembre 1906 ; ils servirent de base au rapport général de la commission d'enquête établi par le docteur Jean Abadie, professeur à la Faculté de médecine, et publié dans le « Bulletin de l'Alliance d'hygiène sociale » du mois de janvier 1907 (1).

Voici comment s'exprime le docteur Abadie, rapporteur : « La population des écoles publiques de garçons de Bordeaux comprenait, pendant les mois de juin et juillet 1906, environ 8.735 enfants. Les directeurs et les maîtres présentèrent à l'examen des sous-commissions d'enquête 777 d'entre eux.

« Sur ces 777 enfants, 452 seulement furent reconnus anormaux, ce qui donne une proportion de 5.17 % d'enfants anormaux dans les écoles de garçons de notre ville. Ce chiffre est tout à fait comparable à la proportion obtenue par des enquêtes individuelles dans certaines écoles parisiennes ; cette proportion

(1) *Annales de l'Alliance de l'hygiène sociale*. Janvier 1907, n° 6.

« est, disent les auteurs de ces enquêtes, de 5 % au
« moins. »

La commission de Bordeaux a classé ces enfants en deux catégories principales : 1^o les anormaux non arriérés ; 2^o les anormaux arriérés.

Dans le premier groupe, on rencontre des types divers (épileptiques, hystériques, vicieux, instables) ; l'instabilité est leur principal caractère. Leur nombre total est de 135, soit de 29,64 % dans le pourcentage des anormaux.

Dans le deuxième groupe, la commission range :

1^o *Les arriérés profonds* (arriérés d'hôpitaux, d'asiles). — Ils comprennent les idiots, les imbéciles, les crétins. Ils sont peu nombreux dans les écoles, car on ne les y accepte pas. Sur 8.735 élèves, on en a trouvé 6.

2^o *Les arriérés moyens et légers*. — Ils sont au nombre de 309 sur 452 anormaux, soit 123 arriérés légers et 186 arriérés moyens.

La commission a réparti cette seconde catégorie en deux classes : les agités ou instables, les déprimés ou calmes ; les chiffres sont les suivants : 1^o arriérés légers : a) agités ou instables, 74 ; b), déprimés ou calmes 49 ; 2^o arriérés moyens : a) agités ou instables, 77 ; b) déprimés ou calmes, 109.

Voici les conclusions de ce remarquable rapport, résumant les principaux résultats de l'enquête médico-pédagogique pratiquée par la commission spéciale, chargée du recensement des enfants anormaux dans les écoles de garçons de la ville de Bordeaux.

I. — La proportion des anormaux dans les écoles publiques de garçons de la ville de Bordeaux était, au

mois de juillet 1906, de 5, 17 % de la population totale de ces écoles (8.735 enfants).

II. — Ces anormaux, suivant qu'ils présentent ou non des signes d'arriération mentale, peuvent se diviser en anormaux non arriérés et en anormaux arriérés ; ces derniers se divisent en trois variétés : arriérés légers, arriérés moyens, arriérés profonds

III. — Sur 100 anormaux des écoles de garçons, on peut établir la proportion suivante :

Anormaux non arriérés	29,64	
Anormaux arriérés légers, ...	27,21	} 68 36
Anormaux arriérés moyens	41, 5	
Anormaux arriérés profonds.....	2	»
		100 »

IV. — Les arriérés profonds doivent quitter l'école ; leur place est dans les hôpitaux, les asiles, les colonies spéciales ; ils comprennent des enfants atteints d'imbécillité mentale ou d'idiotie.

V. — Les arriérés légers et moyens ou arriérés d'école constituent plus des deux tiers des anormaux des écoles ; ils sont formés par les enfants atteints de débilité mentale à différents degrés.

VI. — Les anormaux non arriérés entrent pour moins d'un tiers dans la proportion des anormaux des écoles : ce sont des enfants atteints d'instabilité motrice et mentale ; quelques-uns d'entre eux présentent des vices moraux qui rendent leur présence dangereuse à l'école.

VII. — Il faut débarrasser les classes communes de tous ces anormaux, source de gêne constante pour le maître et pour les élèves.

VIII. — Il est nécessaire d'appliquer à ces anormaux des principes spéciaux d'éducation et d'instruction. Pour ce faire, une collaboration constante est indispensable entre le maître, le médecin spécialiste et les enfants.

Nous empruntons au rapport du docteur Abadie le tableau ci-contre, qui indique la récapitulation exacte des travaux de la commission de recensement des enfants anormaux dans les écoles publiques de garçons et de filles de la ville de Bordeaux.

RECENSEMENT	GARÇONS	FILLES	TOTAUX
Population scolaire.....	8.735	8.820	17.555
Enfants présumés anormaux	777	752	1.529
Enfants reconnus anormaux	452	511	963
Pourcentage des anormaux.	5,17	5,79	5,48
<i>Répartition :</i>			
Nombre des anormaux non arriérés..	134	123	257
Pourcentage des anormaux non arriérés	1,55	1,40	1,47
Nombre des anormaux arriérés....	318	388	706
Pourcentage des anormaux arriérés..	3,58	4,39	3,98
<i>Division des anormaux arriérés :</i>			
a/ Légers { 1 ^{er} calmes. ..	49	75	124
{ 2 ^{me} agités.....	74	107	181
b/ Moyens { 1 ^{er} calmes....	109	129	238
{ 2 ^{me} agités.....	77	70	147
c/ Profonds.....	9	7	16

La statistique méthodique des enfants anormaux des écoles de garçons de la ville de Bordeaux a été

complétée par une statistique analogue des enfants anormaux des écoles de filles.

On a procédé pour cette enquête comme pour celle pratiquée dans les écoles de garçons. Une Commission a été nommée, dirigée par M. le docteur Régis, et comprenant MM. les docteurs Abadie, Anglade, Cornillot-Cruchet, Lalanne et Laude fils. Elle se divisa en cinq sous-commissions entre lesquelles furent réparties les écoles à recenser. Chaque sous-commission pratiqua ses examens avec la collaboration du médecin inspecteur, de la directrice et des maîtres de chaque école. Les enfants avaient été préalablement choisies par les maîtresses de chaque classe et les directrices d'école. Cette première sélection devait comprendre, suivant l'avis donné aux directrices par l'Inspecteur de l'enseignement primaire, toutes les élèves présentant quelque anomalie du système nerveux, de l'intelligence ou du caractère.

Ce sont les enfants signalées après cette opération préliminaire que les sous-commissions eurent à examiner.

Les résultats des enquêtes de chaque sous commission, communiqués en réunion générale, servirent de base au rapport général de la Commission présenté par M. le docteur Jean Abadie (1).

D'après la lecture de ce rapport, la population des écoles publiques comprenait, à l'époque de l'enquête pratiquée dans ces écoles, environ 8.820 enfants. Les directrices et les maîtresses présentèrent à l'examen

(1) Recensement des enfants anormaux des écoles publiques de filles de la ville de Bordeaux. Rapport général de la Commission d'enquête, par le docteur Jean Abadie. Bordeaux, 1908.

des sous-commissions 752 d'entre elles ; sur ces 752 enfants, 511 seulement furent reconnues anormales, ce qui donne une proportion de 5,79 % d'enfants anormales dans les écoles publiques de filles de la ville de Bordeaux.

La Commission a conservé, dans cette enquête, la classification qu'elle avait adoptée lors du recensement des écoles de garçons.

Elle a réparti ces enfants en trois groupes :

1^o *Anormales non arriérées* (instables, vicieuses). — Leur nombre total a été de 1,40 %, soit un peu plus du quart du nombre total des anormales ;

2^o *Arriérées profondes* (arriérées d'hôpitaux et d'asiles). — La commission d'enquête a trouvé dans les écoles recensées 7 fillettes présentant des troubles profonds des facultés cérébrales ;

3^o *Arriérées légères et moyennes* (arriérées d'écoles). — Le nombre des arriérées d'écoles relevé parmi les anormales des écoles de filles est de 388 sur 511 anormales, soit une proportion de 4,39 % ; ce nombre se décompose ainsi :

Arriérées légères.

Agitées.....	107
Calmes.	75

Arriérées moyennes.

Agitées.....	70
Calmes.	129

En résumé, les 511 filles qui ont été classées par la commission comme anormales, représentent une proportion de 5,79 % d'enfants anormales dans les écoles

publiques de Bordeaux. Cette moyenne est légèrement supérieure à celle obtenue par la même commission d'enquête, l'année précédente, dans les écoles publiques de garçons et qui était de 5,17 %. Il y aurait donc dans les écoles publiques de Bordeaux un plus grand nombre de filles anormales que de garçons anormaux. Et encore les chiffres relevés par la commission sont-ils — aux dires du rapporteur — au-dessous de la réalité ; en effet, le choix des enfants présentées aux diverses sous-commissions a été généralement fait avec une timidité souvent excessive. Telle directrice a déclaré n'avoir aucune anormale dans son école, qui renferme cependant plus de deux cents élèves ; cette appréciation est certainement inexacte et cette école a dû être éliminée de la statistique générale pour compromettre le moins possible les résultats obtenus.

Telle autre directrice, qui avait réuni 8 anormales dans son école, intéressée par les examens des médecins enquêteurs et rassurée de craintes qu'elle n'a pas dites, a présenté 19 petites filles qui ne figuraient pas sur sa liste et qui, toutes, étaient des anormales.

Une autre directrice déclarait, à la fin de l'enquête de son école, qu'elle aurait dû présenter un plus grand nombre d'enfants susceptibles d'être retenues.

Cette réserve des directrices a été presque générale et le fait a été noté par la plupart des sous-commissions (1).

D'autre part, on n'a pas compris dans le recensement quelques absentes et les enfants ayant dépassé l'âge de scolarité ; on a éliminé également les retardées pédagogiques, c'est-à-dire celles dont le retard scolaire

(1) Voir Rapport du docteur Abadie, page 4.

est dû à une cause absolument étrangère à un trouble quelconque de l'intelligence ou du caractère.

Les classes spéciales (1). — Les travaux de recensement ont servi de préface, à Bordeaux, à l'organisation des établissements spéciaux pour l'éducation des enfants anormaux.

Le 1^{er} mai 1907, deux classes de perfectionnement ont été ouvertes, l'une rue Saint-Charles et l'autre rue Montgolfier.

La classe de la rue Saint-Charles comprend actuellement 20 élèves se décomposant ainsi : 11 arriérés légers, 8 arriérés moyens, 1 arriéré profond. « Sauf « ce dernier, écrit M. Rotgès, tous les autres anormaux sont agités. L'un d'entre eux est si instable, « son incapacité d'attention est si manifeste, qu'on « est souvent obligé de lui tenir la tête pour l'amener « à diriger son regard sur un point déterminé. »

L'école de la rue Montgolfier comprend 21 élèves, parmi lesquels on compte 13 arriérés légers, 6 arriérés moyens, 2 arriérés profonds.

M. Rotgès, dans un article qu'il consacre aux classes d'anormaux à Bordeaux, dans la Revue « l'Enfant », nous donne des renseignements intéressants sur les familles des enfants qui fréquentent ces classes spéciales. « Les 41 anormaux des classes spéciales de

(1) La *Revue pédagogique* du 15 juillet 1907 a publié un rapport de M. l'Inspecteur d'académie de la Gironde, exposant le fonctionnement de deux classes d'anormaux psychiques ouvertes à Bordeaux depuis le 1^{er} mai précédent.

D'autre part, M. Rotgès, inspecteur primaire à Bordeaux, a publié dans la Revue *L'Enfant* (20 janvier et 20 février 1909) deux articles sur ces mêmes classes.

Voir également l'article de M. le docteur Régis sur « Les classes d'anormaux à Bordeaux ». (*Revue philanthropique*, 15 mai 1909).

« Bordeaux, écrit-il, appartiennent à 39 familles ;
« 10 élèves sont orphelins de père et 6 de mère. De
« ces 16 décès, 12 sont imputables à la tuberculose
« ou à l'alcoolisme.

« Sauf un douanier et un employé des contributions
« indirectes dont les quatre enfants sont anormaux,
« tous les pères vivants exercent un métier manuel :
« manœuvres, 6 ; charretiers, 3 ; marins, 3 ; mar-
« chands ambulants, 2 ; charpentier, 1 ; arrimeur, 1 :
« domestiques, 2 ; boulanger, charcutier, raffineur,
« tonnelier matelassier, corroyeur, cordonnier, chauf-
« feur, 1.

« Quant aux mères, 16 sont journalières, porta-
« nières ou marchandes des quatre-saisons ; 8 ont une
« profession définie : giletière, couturière, matelas-
« sière, cordière, enflaconneuse, capsulière en bou-
« teilles ; 2 tiennent un débit-restaurant ; 1 est une
« femme de chambre (mari mort tuberculeux).

« Ces 39 familles comptent ensemble 101 enfants,
« dont 77 sont actuellement vivants. Sur ces 77,
« outre les 41 anormaux de nos classes, il y en aurait
« 12 autres atteints d'arriération mentale, prononcée
« pour 2 jusqu'à l'idiotie. » (1).

(1) L'organisation de l'enseignement spécial à Bordeaux se perfectionne de jour en jour. M. Régis a écrit à ce sujet :

« Une création au sujet de laquelle nous n'avons pas hésité un
« seul instant, c'est celle d'une association — le mot est trop gros
« — d'une réunion médico-pédagogique. Il nous a semblé que nous
« ne pouvions réussir dans notre œuvre de philanthropie éducative
« et y accomplir des progrès réels et durables qu'à la condition
« d'entretenir et de resserrer les liens qui nous unissaient, méde-
« cins et maîtres, et qui avaient fait jusqu'ici notre force... Cette
« réunion médico-pédagogique est, du reste, dans notre esprit
« l'amorce d'un futur comité de patronage. (Docteur Régis : « Les
« classes d'anormaux à Bordeaux. » *Revue philanthropique*, mai
1909).

II. — ANORMAUX D'HOPITAL, D'HOSPICE ET DE COLONIE

1° Historique.

Bien que les causes de l'anormalité soient aussi vieilles que l'humanité elle-même, la question du traitement et de l'assistance des enfants anormaux est une question presque neuve et dont la réalisation pratique est demeurée encore en l'état embryonnaire (1).

Sans doute, au siècle dernier, ces enfants ont fait l'objet des études d'Esquirol, Brierre de Boismont, Legrand du Saulle, Morel, Moreau de Tours; mais ces auteurs n'ont guère apporté de contribution qu'à la solution de certains problèmes de psychologie morbide et, malgré les longues et savantes dissertations des aliénistes, pendant longtemps encore les idiots sont restés terrés au fond des maisons où on les cachait comme un objet de honte et de dégoût, tandis que les moins atteints, les innocents, les benêts, couraient la campagne, sans soins ni surveillance, exposés à tous les dangers, mêlés à tous les méfaits dont ils étaient tour à tour les victimes pitoyables ou les auteurs inconscients.

Ce n'est guère qu'à la seconde moitié du ^{xvii}e siècle que remontent en France les premiers essais d'hospitalisation des enfants anormaux. Lorsqu'on créa les hôpitaux généraux pour le renfermement des

(1) L'histoire de l'assistance aux enfants anormaux a été exposée au Congrès national de Bordeaux dans les remarquables rapports de M. Strauss et du docteur Jacquin (1903).

mendiants, à Paris, on hospitalisa un certain nombre d'enfants infirmes de toutes les catégories ramassés parmi les mendiants à Bicêtre et à la Salpêtrière. Le recensement de 1656 accuse à Bicêtre 600 pauvres comprenant des vieillards et des enfants ; en 1716, on trouve 23 enfants épileptiques ou innocents ; en 1750, on en compte 383 infirmes de tout genre, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral ; en 1820, il n'y en avait que 32 ; en 1842, il en entra 50 ; en 1852, ils sont 52 ; en 1860, 102 ; pendant la guerre, Bicêtre fut évacué et le 31 décembre 1871 44 enfants seulement étaient rentrés.

Pendant longtemps, la situation des malheureux enfants que l'on recevait à Bicêtre fut des plus lamentables ; au point de vue matériel, ils manquaient des soins les plus élémentaires ; « ils couchaient jusqu'à « huit dans le même lit, sans distinction de mal ni « d'habitude... Les cuisines étaient infectes, la nourriture détestable. » (1).

D'ailleurs, on se contentait de leur fournir la nourriture et le logement ; il n'était pas question de leur appliquer un régime éducatif quelconque, d'essayer de les tirer de la torpeur dans laquelle ils étaient plongés. Considérés à peine comme des êtres humains, ils étaient abandonnés à eux-mêmes. La société estimait qu'elle avait rempli tout son devoir à leur égard en leur donnant un abri, en les enlevant à leur famille pour qui ils constituaient une lourde charge, en les retirant du milieu où ils couraient eux-mêmes et faisaient courir aux autres les plus graves dangers.

(1) Rapporté par le docteur Maurice Royer : *De l'absolue nécessité de l'assistance des enfants anormaux*. Th. Paris, 1907.

En 1798, Itard, le premier, conçut l'idée d'une méthode d'enseignement et d'éducation applicable aux idiots. Cette année-là, en effet, trois chasseurs aperçurent dans les bois de la Caure (Aveyron) un être sauvage, qui tenait plus de la bête que de l'homme et qui prit la fuite à leur approche ; ils lui donnèrent la chasse et s'en saisirent au moment où il essayait de grimper sur un arbre.

Le cas du « Sauvage de l'Aveyron » défraya pendant longtemps la chronique des journaux ; la presse commenta longuement cet événement curieux et l'opinion publique en fut si vivement intéressée que le Ministre de l'Intérieur à cette époque, M. de Champigny, donna l'ordre d'amener à Paris cet être bizarre pour qu'il puisse être soumis à l'observation des plus illustres médecins. C'est ce qui eut lieu : le Sauvage de l'Aveyron fut examiné par Pinel et par Itard ; le premier le déclara atteint *d'idiotie incurable* ; Itard, au contraire, jugea qu'il était perfectible et, pour vérifier son diagnostic, il consacra cinq années de son existence à entreprendre le traitement méthodique et lent de ce malheureux, à essayer de faire jaillir dans ce cerveau la divine étincelle de l'intelligence ! Les résultats ne répondirent pas à l'attente du médecin : Itard s'était trompé sur le cas de son malade, mais du moins cette erreur de diagnostic donna naissance aux deux rapports dans lesquels Itard expose les nombreux procédés qu'il a employés pour perfectionner le malheureux enfant qui lui avait été confié, rapports qui constituent un premier chapitre important de l'éducation des idiots. L'histoire du Sauvage de l'Aveyron constituait ainsi la préface de l'histoire du traitement et de l'éducation des idiots en France.

Continuateur de la théorie d'Itard, Belhomme, en 1824, concluait dans sa thèse intitulée : « Essai sur l'idiotie » à la possibilité de l'éducation des idiots.

Après lui, Ferrus en 1828, Fabret en 1831, Voisin en 1834, poursuivirent l'œuvre de l'éducation des idiots en organisant des écoles spéciales pour ces malades.

Mais c'est à Edouard Seguin qu'appartiennent l'honneur et le mérite d'avoir créé la véritable méthode du traitement médico-pédagogique de l'idiotie.

Reprenant les travaux d'Esquirol, Seguin put montrer que cette maladie, résultant le plus souvent d'un simple arrêt de développement mental déterminé par des causes diverses, pouvait être enrayée par un traitement approprié et que l'idiot, autrefois placé au ban de la société, pouvait espérer y tenir un jour une place honorable.

C'était — enfin développée et raisonnée — la théorie du relèvement social qui faisait luire — encore vacillante — la flamme de l'espérance aux yeux de tous ceux qui s'intéressaient au sort lamentable des milliers de malheureux entassés pêle-mêle dans les asiles, comme l'on parque les troupeaux à l'étable. Les travaux de Seguin, publiés en 1837 (1), firent l'objet d'un rapport élogieux d'Orfila, au Conseil général des hôpitaux et hospices civils de Paris. Installé à Bicêtre en 1842, Seguin se heurta bientôt à des difficultés de toute nature ; calomnié par ses ennemis, mal soutenu par l'administration, il dut se retirer en 1843 et alla

(1) La première publication avait pour titre : *Résumé de ce que nous a. ons fait pendant quatorze mois*. La seconde était intitulée : *Théorie et pratique de l'éducation des enfants arriérés et idiots*. Sous ce titre, Seguin avait publié les leçons qu'il avait été chargé de faire par le Ministre de l'Intérieur à l'Hospice des incurables.

fonder, rue Pigalle, une école privée. En 1851, Seguin se rend aux Etats-Unis, où il continue l'œuvre commencée, collaborant à l'établissement de nouvelles institutions dans le Connecticut, l'Ohio et la Pensylvanie; après un court séjour en France, où il était revenu, il s'installa définitivement dans l'Etat de New-York, où il mourut le 28 octobre 1880.

Son nom était alors connu dans tous les pays civilisés; de presque toutes les parties du monde, philanthropes et savants étaient venus en France étudier sa méthode et assister à ses leçons. L'école de Seguin fut visitée par des savants et des philanthropes de presque toutes les parties du monde civilisé et, sa méthode portant l'épreuve de l'expérience, d'autres écoles basées sur cette méthode furent bientôt établies dans diverses contrées.

La méthode de Seguin ne tarda pas à être appliquée dans les pays étrangers. A Berlin, en 1842, une école pour instruction des idiots fut ouverte par le docteur Saegert. Il commença avec une vingtaine d'idiots en même temps qu'il continuait l'éducation des sourds-muets dont il dirigeait l'école. A la même époque, Guggenbulh établit sur le versant de l'Abendberg, en Suisse, une école pour les soins et l'éducation des enfants crétins.

En Angleterre, les asiles-écoles pour les enfants idiots furent dus à l'initiative de Miss Withe de Bath, en 1846. Un article sur l'idiotie, paru en 1847 dans le « Journal des Chambres d'Edimbourg », attira vivement l'attention. L'école de Park-House, Highgate, fut ouverte par M. Plumbe et les docteurs Gascel, Andrew Reed et Connoly. Bientôt Essex-Hall, Colchester furent fondées.

Aux Etats-Unis, la plus belle part dans l'organisation des asiles d'enfants idiots revient à Seguin, qui compléta ses études à New-York, où il s'était rendu pour prendre ses grades à l'University-Collège (1).

Malgré les services éminents rendus à la science et à l'humanité par cet homme de bien, son nom ne tarda pas à s'effacer dans la mémoire de ses compatriotes, tandis qu'étaient oubliés sa méthode et ses efforts.

Ce n'est qu'après une période de stagnation, qui dura vingt-cinq ans, qu'en 1875 un nouveau mouvement d'activité naquit en France, provoqué par le docteur Bourneville ; alors on créa dans le département de la Seine les services d'enfants de Bicêtre, de la colonie de Vaucluse et de la fondation Vallée.

2^e Etablissements hospitaliers.

A. — ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

a) *Bicêtre.*

La section des enfants à l'hospice de Bicêtre a été fondée par le docteur Bourneville.

Il y a à Bicêtre 450 garçons hospitalisés et soignés ; ils appartiennent tous à la classe pauvre ; quelques-uns seulement, dont les familles sont un peu aisées, payent quotidiennement 2 fr. 50, montant du prix de la journée.

Bicêtre reçoit des enfants de toutes catégories, depuis l'idiot complet jusqu'au pervers, depuis l'enfant de

(1) Rapport du docteur Bourneville au Congrès national d'assistance, Lyon, 1894.

2 ans jusqu'à l'adolescent de 18 ans. Cette diversité de cas fait de la section de Bicêtre non seulement un asile-école, mais encore une école de perfectionnement (1) où est appliqué le traitement médico-pédagogique dont le docteur Bourneville a été le vulgarisateur le plus autorisé.

Les enfants de Bicêtre sont répartis en trois groupes : première section de la Petite Ecole, deuxième section de la Petite Ecole et section de la Grande Ecole.

La première section de la Petite Ecole comprend les enfants idiots, gâteux, épileptiques ou non, mais invalides.

La Petite Ecole (deuxième groupe) comprend les enfants idiots, gâteux ou non gâteux, épileptiques ou non épileptiques, mais valides.

La Grande Ecole (troisième groupe) est plus mêlée. Elle comprend non seulement des dégénérés supérieurs, c'est-à-dire des imbéciles et des arriérés, propres et valides, les uns venant de la petite classe, les autres arrivés en cet état, mais aussi les anormaux (instables ou pervers), qu'ils soient, ceux-ci et ceux-là, épileptiques ou non, hystériques ou non.

A côté de l'*écolage*, le traitement médico-pédagogique comporte encore un enseignement professionnel qui alterne avec une éducation scolaire ; des ateliers spécialement réservés aux enfants ont été construits qui fonctionnent régulièrement : l'atelier de menuiserie fonctionne depuis le 26 avril 1882, ceux de couture et

(1) L'organisation et le fonctionnement de l'enseignement médico-pédagogique à Bicêtre a fait l'objet d'une très intéressante et très complète étude de la part du docteur Maurice Royer, ancien interne de la Fondation Vallée. (Voir docteur Maurice Royer : *De l'absolue nécessité de l'assistance des enfants anormaux*. Th. Paris, 1907).

de cordonnerie depuis le 8 octobre 1883. Un atelier de serrurerie a été ouvert le 16 janvier 1884, celui de vannerie et de rempaillage le 20 octobre 1884, celui de broserie le 26 novembre 1888 ; enfin, un atelier d'imprimerie a été organisé le 8 juin 1889.

Deux séries d'enfants travaillent chaque jour dans ces différents ateliers, l'une le matin et l'autre le soir.

Tout l'aménagement et tout le mobilier de la section ont été fabriqués dans les ateliers.

Pour le seul atelier de menuiserie, 167 enfants y ont été en apprentissage depuis la fondation (avril 1882), jusqu'à l'année 1901 incluse. Sur ces 167 enfants, 29 ont quitté l'hospice en état de subvenir seuls à leurs besoins, connaissant bien leur métier ; plusieurs d'entre eux sont actuellement établis à leur compte, mariés et pères de famille.

« Un très grand nombre des 142 autres, écrit le « docteur Royer à qui nous empruntons ces renseignements, a été repris par des familles trop intéressées qui, voyant l'éducation de leur enfant à peu près faite, ont voulu profiter trop tôt des services que « nos petits malades pouvaient leur rendre.

« D'autres enfin sont passés au service des épileptiques adultes en état de pouvoir travailler aux « ateliers de l'hospice. » (1).

L'atelier de couture a donné également de très bons résultats ; autrefois, en effet, l'habillement des enfants laissait beaucoup à désirer, car il était fort difficile, avec des effets déjà usagés, de confectionner pour les enfants des vêtements à leur taille ; depuis l'installa-

(1) Docteur Maurice Royer : *De l'absolue nécessité de l'assistance des enfants anormaux*. Th. Paris, 1907.

tion de l'atelier de couture, la situation s'est beaucoup améliorée.

Chaque année, le docteur Bourneville a publié dans ses « Comptes rendus de la section de Bicêtre » le produit du travail des enfants dans les différents ateliers depuis leur fondation.

Dès la première année, le travail des enfants avait produit une somme de 13.600 francs ; en défalquant le salaire des chefs d'atelier, il restait un surplus de main-d'œuvre de 3.733 francs (1).

En vingt-deux ans, la somme produite a atteint le chiffre de 230.909 francs, soit en moyenne par année 10.495 francs (2).

Ces résultats sont très intéressants à signaler, car ils démontrent que le docteur Bourneville a pu prouver que la plupart des enfants anormaux, même les plus déshérités, pouvaient recevoir avec profit une éducation leur permettant, comme l'avait dit Seguin, de « faire un travail dont le produit compense la consommation. » (3).

b) *La Salpêtrière.*

L'hospice de la Salpêtrière fut ouvert le 14 mai 1656 ; à cette époque, il y avait 628 femmes de tout âge ; en

(1) Docteur Bourneville : *Compte rendu du service de Bicêtre*, 1884.

(2) Docteur Maurice Royer : *Op. cit.*

(3) L'établissement de Bicêtre a toujours été considéré comme un modèle par tous les spécialistes du monde savant ; il a été d'ailleurs visité par tous les médecins étrangers de passage à Paris. Chaque année, depuis 1880, jusqu'à sa retraite de Bicêtre, le docteur Bourneville a publié, un volume rendant compte des faits médicaux de son service pendant l'année écoulée. La réunion de ces 26 ou 27 volumes forme le meilleur traité du traitement médico-pédagogique des dégénérés. Ils contiennent une mine inépuisable d'études cliniques, d'observations et de recherches anatomo-pathologiques.

1754, on y comptait 984 enfants ; en 1800, 507 ; en 1852, 252 ; en 1870, 83 (4).

L'hospice de la Salpêtrière comporte une école d'arriérées qui compte environ 140 élèves filles. Cette école est divisée en quatre classes. Dans ces classes, on donne l'enseignement primaire avec le système de leçons de choses usité dans les classes d'anormaux. L'hospice possède également un atelier où les malades sont occupées à fabriquer des fleurs artificielles.

Chaque élève possède un dossier contenant tous les renseignements médicaux de diagnostic et de traitement qui ont été fournis par le médecin traitant ; on y trouve également des observations sur le degré d'instruction de l'enfant, son caractère, ses aptitudes, la durée de sa scolarité. Enfin, après sa sortie de l'hospice, on indique le genre d'occupation de chacune.

Voici, au moment de la sortie, comment on classe les élèves :

1^o Groupe des enfants améliorées.

Ce sont celles qui sont rendues à leur famille et qui continuent à vivre avec leurs parents ou qui sont devenues capables d'exercer une profession soit à l'intérieur de l'asile comme infirmières, soit en dehors comme couturières, repasseuses, blanchisseuses, domestiques, etc.

2^o Groupe des douteuses.

Ce sont des élèves qui ont quitté l'hospice et sur lesquelles on manque de renseignements précis depuis leur départ, tant au point de vue de leur état de santé que de leur genre d'occupation.

(4) Docteur Bourneville : *Réflexions sur les anormaux*.

3^o Groupe des déchéantes.

Celles-ci sont les malheureuses que le traitement médico-pédagogique a été impuissant à guérir et pour lesquelles il faut abandonner l'espoir d'une adaptation sociale quelconque. Il faut se résigner à les transférer dans un asile d'aliénées ou de gâteuses. Toute leur vie, elles seront des sujets d'asile : lamentable déchet humain dont l'hospitalisation n'est commandée que par la pitié profonde qu'inspire le spectacle de la misère et de la maladie.

c) *La Fondation Vallée.*

La fondation Vallée a été créée en 1890 par le département de la Seine. La population se compose de 230 sujets se répartissant ainsi :

110 idiots et imbeciles non gâteuses.

74 idiots gâteuses.

28 épileptiques non gâteuses.

18 épileptiques gâteuses.

En dehors de ces trois établissements où le traitement médico-pédagogique est institué avec enseignement professionnel, il faut citer : la colonie de Vaucluse (183 lits) annexée à l'asile du même nom en Seine-et-Oise, pour les garçons ; ces enfants sont employés au travail agricole ; les colonies familiales de Dun-sur-Auron (Cher) et Ainay-le-Château (Allier), où 28 dégénérés des deux sexes sont, depuis peu, placés chez les nourriciers à titre d'essai.

Au total, le département de la Seine peut assurer le traitement de 1.050 enfants dégénérés.

Les autres départements ne sont pourvus que de moyens d'assistance généralement rudimentaires et qui manquent même dans le plus grand nombre. On n'y rencontre aucun hôpital ou institut spécial. L'assistance des enfants dégénérés — dans les départements où elle est pratiquée — est rattachée à l'asile d'aliénés.

Au 31 décembre 1903, d'après l'enquête du docteur Bourneville, sur 74 établissements (asiles publics, asiles privés faisant fonctions d'asiles publics et quartiers d'hospice) 9 ne recevaient pas d'enfants, les autres hospitalisaient un total de 1.206 idiots et épileptiques au-dessous de 18 ans, quelques-uns dans des quartiers spéciaux. Dans 9 asiles, les enfants recevaient, sans méthode spéciale, des soins particuliers avec quelques rudiments d'instruction. Quatre établissements seulement, les asiles de Saint-Yon et Quatre-Mares (Seine-Inférieure), de Clermont (Oise), de Château-Picon (Gironde) étaient dotés de pavillons particuliers avec traitement médico-pédagogique.

Voici — rapportés par M. René Charon, dans sa communication sur l'assistance des enfants anormaux, au Congrès de Dijon en août 1908 — les résultats d'une enquête faite au mois de janvier 1908 par M. le préfet de la Somme, pour établir le nombre des enfants dégénérés de 6 à 16 ans, hospitalisés dans tous les départements, hormis celui de la Seine.

(Suit le tableau)

DÉPARTEMENTS	ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE des ENFANTS HOSPITALISÉS	
		avec traitement médico- pédagogique	sans traitement spécial
Aude.....	Asile de Limoux....	11	»
Bouches-du-Rhône .	Asile Saint-Pierre ..	»	18
Allier.....	Asile de Moulins ...	»	30
Deux-Sèvres..	Asile de la Providence...	»	70
Loiret.....	Quartier Hospice Orléans..	»	15
Loir-et-Cher..	Asile de Blois	»	30
Ille-et-Vilaine.	Asile de Rennes....	25	»
Jura	Asile Saint-Ylie....	»	15
Oise	Asile de Clermont..	100	»
Maine-et-Loire...	Asile Sainte-Gemme	12	»
Var.....	Asile de Pierrefeu..	13	»
Yonne	Institut de redressement phy- sique et intellectuel de Quarré-les-Tombes et Avallon.....	104	»
Pas-de-Calais.	Asile Hospice Saint-Venant .	»	30
Vendée.....	Asile de La Roche-sur-Yon .	28	»
Nord.....	Asile d'Armentières.	»	100
Marne.....	Asile de Châlons ...	»	26
Orne.....	Asile d'Alençon	11	»
Seine-Inférieure...	Asile St-Yon et Quatre-Mares	57	»
Haute-Vienne.	Asile de Limoges...	22	»
Meurthe-et-Moselle.	Asile de Nancy.....	»	50
Rhône.....	Asile de Bron	»	11
		372	406
		778	

B. — ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

Il existe dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise plusieurs établissements destinés surtout aux enfants de familles aisées et qui sont organisés pour le traitement médico-pédagogique : l'Institut médico-pédagogique de Vitry-sur-Seine, l'Institut des Enfants arriérés d'Eaubonne, l'Institut de Créteil. Il faut citer également à Paris trois dispensaires médico-pédagogiques privés où sont données des consultations pour enfants arriérés : le dispensaire Philippe et Paul Boncour, le dispensaire Théophile Roussel, le dispensaire Bérillon.

En province, les asiles John Bost, de La Force (Dordogne) comptent une centaine de dégénérés auxquels est appliqué le traitement médico-pédagogique.

Près de Lyon, l'établissement médical de Meyzieu, dirigé par M. le docteur Courjon, a organisé une annexe où sont hospitalisés et traités une quarantaine d'enfants des deux sexes (1).

A Bordeaux, un service régulier de consultations médico-pédagogiques a été organisé à l'hôpital du Bouscat par les docteurs Régis, Delaye et Jacquin ; à Lyon, par le docteur Feuillade, et par le dispensaire municipal pour examiner les enfants destinés à être placés dans les classes spéciales.

A la fin de décembre 1903, le docteur Bourneville

(1) Nous avons visité à plusieurs reprises, sur la bienveillante invitation du directeur de l'enseignement, M. Grandvilliers, le service des enfants anormaux à l'asile de Meyzieu, et nous avons pu nous rendre compte nous-même des bienfaits du traitement médico-pédagogique sur ces enfants.

avait pu, dans son rapport au Conseil supérieur de l'Assistance publique, établir qu'il y avait 1.206 enfants idiots de toutes catégories internés dans les asiles de province. On peut admettre que le nombre de ceux qui sont hospitalisés dans les hôpitaux, hospices et dans les établissements privés, doit être sensiblement égal. Si l'on y ajoute les 1.070 enfants répartis dans les quatre asiles de la Seine (Bicêtre, 440 garçons ; Colonie de Vaucluse, 250 garçons ; la Salpêtrière, 145 filles ; Fondation Vallée, 235 filles), on arrive à un total de 3.500 anormaux seulement, hospitalisés, alors que le nombre de ces enfants — en consultant les statistiques — peut être sans exagération évalué à plus de 40.000 !

La conclusion qui en résulte est donc l'insuffisance de notre organisation hospitalière pour les enfants dégénérés. Nous allons voir si la cause n'est pas dans l'insuffisance de notre législation protectrice.

3° Législation et Assistance.

La loi de 1838 était restée muette sur la question des enfants dégénérés, prévoyant seulement, au point de vue des formalités d'admission et de sortie des aliénés, le cas où ceux-ci seraient mineurs.

Pour combler cette lacune, une ordonnance ministérielle intervint en 1840, qui décidait simplement que la loi était applicable aux idiots, imbéciles et crétins et c'est à la faveur de cette ordonnance sans caractère impératif, qu'ont pu s'organiser peu à peu les quelques établissements spéciaux et quartiers d'asiles actuellement existants.

Il faut attendre jusqu'en 1884 pour voir se manifester dans un acte législatif la préoccupation de l'assistance et de l'éducation des enfants psychiquement anormaux. Théophile Roussel, rapporteur au Sénat du projet de révision de la loi de 1838, déjà présenté à la Chambre des députés par Gambetta et Magnin en 1870, proposa la disposition suivante dont le texte fut adopté en 1887 par le Sénat :

« Les aliénés réputés incurables, les idiots, les
« crétins peuvent être admis dans les asiles d'aliénés
« tant qu'il n'a pas été pourvu à leur placement dans
« des maisons d' refuge, des colonies ou autres éta-
« blissements appropriés. L'Etat fera encore construire
« un ou plusieurs établissements spéciaux pour l'édu-
« cation des jeunes idiots ou crétins »

Ce projet fut modifié par la Chambre des députés en 1889, sur la proposition du docteur Bourneville, et son article premier transformé en un texte plus impératif et plus précis.

« Les asiles publics doivent comprendre deux
« quartiers annexes destinés au traitement, l'un des
« épileptiques, l'autre des idiots et des crétins. Dans
« un délai de dix ans, les départements devront ouvrir
« des établissements spéciaux ou des sections spéciales
« destinés au traitement et à l'éducation des enfants
« idiots, imbeciles, arriérés, crétins, épileptiques ou
« paralytiques. Plusieurs départements peuvent se
« réunir pour créer ces établissements ou sections. »

Ces propositions, défendues par le docteur Bourneville devant le Conseil supérieur de révision de l'assistance publique en 1891, reprises successivement devant la Chambre des députés par MM. Reinach en 1890 et

Lafont en 1891, augmentées par la Commission du régime des aliénés en 1894 de dispositions relatives aux colonies familiales pour déments séniles et idiots, remaniées en 1902 par M. Dubief, ne parurent à l'ordre du jour de la Chambre qu'en 1907 et furent adoptées après une rapide discussion.

Le texte voté par la Chambre stipule à l'article 2 :

« Les asiles publics doivent comprendre, à défaut et
« dans l'attente d'asiles spéciaux, des quartiers annexes,
« ou des divisions pour les épileptiques, les alcooliques,
« les idiots et les crétins.

« Les alcooliques, les épileptiques, les idiots et les
« crétins continueront à être admis dans les asiles
« d'aliénés en attendant l'ouverture d'asiles spéciaux.

« Dans un délai de dix ans, les départements
« devront ouvrir des établissements spéciaux ou des
« sections spéciales destinées au traitement et à l'édu-
« cation des enfants idiots, imbeciles, arriérés, crétins
« ou épileptiques et au traitement des buveurs. Plu-
« sieurs départements peuvent se réunir pour créer
« ces établissements ou sections. »

L'article 68 dispose :

« Des règlements d'administration publique déter-
« mineront : 1^o Les conditions dans lesquelles pourront
« être admis et hospitalisés provisoirement dans les
« asiles d'aliénés et, plus tard, dans les quartiers et
« établissements spéciaux, les épileptiques non aliénés,
« les idiots, les crétins et les buveurs. »

Le projet de loi de 1907, actuellement pendant devant le Sénat, ne comporte d'ailleurs aucune disposition relative à la catégorisation et au mode d'assistance des enfants anormaux.

Il consacre simplement l'incorporation de ces malades dans le régime légal des aliénés et l'obligation pour les départements de leur assistance, de leur éducation et de leur traitement ; pour la mise en œuvre de cette assistance il maintient, comme pour les aliénés, la faculté de l'entente interdépartementale et de la création d'établissements régionaux.

Ce projet consacre ainsi l'extension de la loi de 1838, avec toutes les conséquences juridiques et économiques qu'elle comporte comme régime légal pour l'assistance des anormaux.

Cette extension est repoussée par d'autres auteurs qui réclament une loi spéciale et protestent contre l'assimilation qui, ainsi que l'exposait le docteur Legrain à la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, « éloigne les familles de l'asile...
« multiplie sans raison les formalités d'admission...
« embarrasse surtout le médecin qui ne peut maintenir
« séquestrés les malades indemnes de troubles intellectuels et ne lui permet pas enfin de s'opposer à la
« mise en liberté d'un malade, pour d'autres motifs
« que ceux tirés du danger qu'il peut faire courir. »

Voilà la question préalable qui se pose au seuil de l'étude de l'organisation pratique de l'assistance des enfants psychiquement anormaux.

Il semble bien que l'on doive écarter l'hypothèse d'une loi spéciale ; cette loi se présenterait, en effet, avec un caractère d'exception qui justifierait les restrictions apportées dans son application et préjudicierait ainsi à l'assistance des enfants qu'elle devrait protéger.

Et puis la nécessité d'une telle loi paraît encore plus incertaine depuis le vote de la nouvelle loi — que nous avons examinée dans le chapitre précédent — qui

fait entrer dans le domaine de l'instruction publique le plus grand nombre des enfants psychiquement anormaux, instables et arriérés, ceux que nous avons appelés *les anormaux d'école*.

Nous pouvons donc approuver la décision du législateur de 1907 quand il s'est borné à élargir pour les anormaux plus gravement atteints, les idiots, les arriérés profonds, les épileptiques, les cadres de la loi de 1838 sur les aliénés.

Est-ce à dire que l'œuvre législative soit suffisante pour assurer d'une manière efficace la protection et l'assistance de ces enfants ? Nous ne le pensons pas.

« Le nouveau projet de loi, écrivait M. le docteur Jacquin, marque un grand progrès dans l'assistance des anormaux de l'intelligence, enfants, adultes et, dans les grandes lignes, comblera une lacune de notre législation ; que ce soit une loi de police pour quelques-uns de ces malheureux, on ne saurait le nier, mais il faut surtout que ce soit une loi de bienfaisance pour tous. »

Or, il ne paraît pas que ce vœu si sage ait été exaucé par le législateur. En proclamant le principe de l'assistance obligatoire pour toutes les catégories de malades, que la loi de 1838 avait ignorés, le projet de 1907 a réalisé certainement un progrès considérable, mais il s'est arrêté à mi-chemin dans son œuvre bienfaisante en conservant les cadres de la loi de 1838 pour l'organisation de l'assistance des enfants anormaux ; le projet de 1907 en a conservé tout l'arsenal de formalités et d'enquêtes, tendant à décourager tant par la rigueur de sa restriction que par la complication de sa procédure, les meilleures bonnes volontés et les plus louables initiatives. Or, pour que cette loi soit

vive et efficace, il faudrait qu'en principe elle assure l'assistance, le traitement, l'hospitalisation aux enfants anormaux, comme aux autres malades, avec le minimum nécessaire de formalités ; il faudrait que les mesures de restriction dictées par le souci de l'intérêt public ou celui du malade lui-même aient dans tous les cas un caractère éclectique, individuel et temporaire.

Voici ce qu'écrit à cet égard M. le docteur René Charon, appréciant l'esprit et la portée du nouveau projet de la loi (1) : « On a dit que dans les conditions
« sociales actuelles une loi nouvelle sur les aliénés ne
« pouvait plus être une loi de police, mais devait être
« avant tout une loi d'assistance large et généreuse.
« C'est bien ainsi, à n'en pas douter, que l'ont comprise
« les législateurs de 1907, mais leur bonne volonté
« paraît avoir été déviée par l'influence d'un mal que
« les psychologues expliqueront et que, sans plus
« tarder, les humoristes ont déjà nommé la « médico-
« phobie. »

« De la peur de la séquestration arbitraire et de la
« défiance du médecin, est sortie une œuvre qui pré-
« sente ce caractère original de proclamer un grand
« principe et d'être surtout un acte de défense contre
« ceux qui ont mission de l'appliquer. C'est une loi —
« comme l'a dit Vallon — qui est faite contre le méde-
« cin et qui se retourne contre le malade. »

Et le docteur Charon conclut : « En vérité, les aliénés
« et les dégénérés de toutes variétés et de tous âges,
« dont le caractère commun est l'insociabilité, peuvent
« être soumis au régime d'une même loi, non d'une loi

(1) Docteur René Charon : *L'assistance des enfants anormaux*.
Congrès de Dijon, août 1908.

« de police, comme celle de 1838, moins encore d'une
« loi d'opinion, comme le projet de loi de 1907, qui est
« fait contre une hypothèse : la séquestration arbitraire,
« mais d'une véritable loi d'assistance et de défense
« sociales, faite pour protéger, soigner et empêcher de
« nuire les 100.000 malades et infirmes psychiques
« qui, eux, sont une réalité tangible. »

Ce n'est d'ailleurs pas la seule critique que l'auteur adresse au projet de loi de 1907.

Le défaut capital de la loi de 1838, qui subsiste dans le projet de 1907, réside, suivant M. Charon, dans le caractère facultatif des dispositions qui se rapportent à l'exécution des moyens.

« La faculté de l'entente interdépartementale, écrit-il, a faussé le principe de l'assistance, qui doit être l'assistance sur place ou en collectivité restreinte.

« Il ne suffit pas que la loi impose l'obligation de l'assistance à toutes les catégories d'aliénés et s'en rapporte pour le reste aux dispositions éventuelles d'un règlement d'administration publique qui peut être éludé. Il faut qu'elle fixe dans sa lettre et dans leurs grandes lignes, l'organisation médicale et administrative, la proportion, la distribution, le classement et les types des organismes propres à assurer cette assistance. »

Il est bien à craindre, en effet, comme le fait prévoir M. Charon, qu'à l'expiration du délai de 10 ans que le nouveau projet de loi accorde aux départements, les enfants dégénérés et idiots qui, à l'heure actuelle, sont privés d'assistance, le soient encore à ce moment là. Les départements ne se risqueront pas à faire des annexes provisoires, en attendant des organisations stables.

D'autre part, ces organisations une fois créées, on se trouvera en présence, en vertu du principe de la régionalisation, d'établissements considérables ; or, une pareille agglomération permettra-t-elle un traitement efficace des enfants qu'il faut protéger et assister ?

Ce sont, en effet, les degrés de perfectibilité, d'utilisation et de sociabilité qui devront servir au classement des enfants dégénérés et dicter l'organisation des moyens d'assistance à leur appliquer — hôpital, hospice, colonie, maison de réforme.

L'idéal serait dans la création de chacun de ces organismes sous la forme autonome, mais il faut tenir compte des difficultés pécuniaires que rencontrerait une pareille organisation.

Ce qu'il importe de consacrer d'ores et déjà dans l'assistance hospitalière des enfants dégénérés, c'est la distinction entre *l'hôpital* et *l'hospice*.

L'hôpital doit être destiné aux anormaux psychiques reconnus ou présumés perfectibles, et il comporte essentiellement l'observation individuelle et le traitement médico-pédagogique. Il doit recevoir à l'origine tous les enfants sans exception ; il constituera, comme l'écrit M. Charon, « la station d'observation et de « sélection par laquelle s'opèreront, après un temps « variable, le classement des perfectibles et des imper-
« fectibles, le retour à la vie commune des améliorés
« devenus sociables, l'envoi à l'hospice des incurables
« végétatifs, à la colonie des utilisables, à la maison de
« réforme des vicieux antisociaux. » (1).

(1) Nous ne nous occupons pas dans ce chapitre des dégénérés antisociaux qui relèvent d'un autre mode d'assistance que nous examinerons dans le chapitre suivant.

L'Hospice, au contraire, constituera le mode d'assistance réservé aux idiots profonds, dont l'observation n'est pas nécessaire et plus tard aux dégénérés des autres degrés reconnus imperfectibles et inutilisables à l'hôpital.

L'hospice et l'hôpital pourront fonctionner isolément ou sous la forme mixte d'hôpital-hospice dans le voisinage des grands centres urbains où leur population peut atteindre plusieurs centaines d'individus; dans les autres départements, ils pourront être annexés aux asiles d'aliénés sous la forme de quartiers spéciaux.

Strictement, l'assistance des enfants psychiquement anormaux doit se limiter à la période de leur existence que Blein appelle « médicale » et qui s'arrête à l'âge de seize ans; à partir de cet âge, pour l'enfant soigné à l'hôpital, on peut admettre qu'il n'y a plus rien à attendre du traitement spécial. Si à ce moment il n'est pas en état d'être rendu à la vie commune, s'il est inutilisable et non dangereux, il faudra le confier à la colonie, qui constitue le véritable prolongement de l'assistance des enfants anormaux.

On comprend actuellement l'organisation de l'assistance par *la colonie* sous deux formes principales : la colonie familiale en organisation distincte et la colonie annexée à l'asile. Les protagonistes de la colonisation familiale, qui s'efforcent d'étendre ce mode d'assistance à toutes les catégories de malades, ont commencé à l'appliquer pour le compte du département de la Seine aux enfants dégénérés. M. Charon estime, au contraire, que le régime de colonie, utilement applicable aux enfants et adolescents dégénérés, c'est la colonie annexée aux asiles d'aliénés comme elle existe à l'étranger, au Danemark et en Suède, en Allemagne à

Daldorf, en France à Vaucluse, avec ses organismes industriels et agricoles, ses ateliers pour les garçons et ouvriers pour les filles.

Patronages. — Quel que soit son degré d'amélioration, qu'il sorte de l'hôpital ou de la colonie, l'anormal ne saurait être abandonné à lui-même dans la vie commune. Pour que l'effet du traitement médico-pédagogique soit durable, socialement utile, il faut qu'au dehors il soit continué par une protection morale, au besoin par un secours matériel à l'égard des enfants améliorés devenus adolescents, puis adultes et qui toute leur vie doivent être considérés comme des enfants convalescents.

C'est le résultat à attendre des *Sociétés de patronage* qui poursuivront une œuvre de protection analogue à celle que réaliseront les comités de soins post-scolaires pour les anormaux d'école.

Dans les pays étrangers, particulièrement en Allemagne, les patronages pour les aliénés et dégénérés sortis des asiles ont pris déjà une large extension. En France, l'appel réitéré des médecins, des philanthropes, aussi bien que celui des pouvoirs publics, en faveur de la création de sociétés départementales, sont restés à peu près sans écho. Seul, le département de la Seine possède deux sociétés qui ne disposent d'ailleurs que de ressources insuffisantes (1).

Avec une organisation bien ordonnée, des adhérents nombreux et actifs, les sociétés de patronage seraient sans doute l'adjuvant le plus important de l'assistance des anormaux dégénérés.

(1) Docteur René Charon : *Assistance des enfants anormaux*.

III. — ANORMAUX A TENDANCES ANTISOCIALES

Anormaux de maisons de réforme. Enfants vicieux et vagabonds.

A côté des enfants anormaux ou arriérés qu'il est nécessaire d'éduquer dans des écoles d'enseignement spécial ou de soigner dans des asiles spéciaux, il existe une catégorie d'enfants indomptés, impulsifs, amoureux, pervers de naissance ou pervertis par le contact, ayant déjà commis des délits.

Ces enfants sont plus nombreux qu'on ne le croit généralement.

« Bon an, mal an, écrit le docteur Léon Petit, le nombre des mineurs au-dessous de 16 ans arrêtés sur le pavé de Paris, est, en chiffres ronds, de 2.000. Et, dans le tas, il y a des bambins de 6 à 7 ans, et même de tout petits qui sont à leur première culotte. »

Que va-t-on faire de ces enfants ?

Leurs juges sont en principe ceux du Tribunal correctionnel. L'article 68 du Code pénal ne rend le mineur de 16 ans justiciable de la Cour d'assises que dans les cas suivants : 1^o S'il a des co-auteurs ou complices (présents) de plus de 16 ans ; 2^o s'il a commis un crime puni des peines énumérées dans l'article 68.

Il n'existe malheureusement pas de règles spéciales pour la comparution du mineur délinquant ; il est amené à l'audience avec d'autres prévenus ; il est jugé avec la même publicité, trop souvent avec la même hâte.

A Paris seulement, une modification bienfaisante a été apportée à cet état de choses ; depuis trois ans, le

mouvement s'accroît en faveur de la création de tribunaux pour enfants. Ce mouvement s'est traduit par deux faits qui sont deux étapes : la spécialisation des juges d'instruction en décembre 1906 et la décision du Procureur de la République qui, en mars 1907, a chargé la huitième chambre correctionnelle de toutes les affaires de mineurs ; chaque lundi, la huitième chambre devient un vrai tribunal pour enfants. C'est avec le plus grand soin, la plus grande bienveillance, que les juges examinent les affaires de mineurs qui leur sont soumises ; ils arrivent à l'audience, ayant scrupuleusement examiné tous les dossiers, voulant entendre les parents, les voir, leur donner souvent des conseils, essayant par tous les moyens possibles de sauver et non de frapper ceux qui ont commis une faute. L'enfant n'est amené à l'audience qu'au moment précis où l'affaire est appelée, si bien qu'il n'entend plus, comme autrefois, les débats des autres affaires.

D'autre part, on a essayé autant que possible de restreindre la publicité de l'audience et d'en interdire l'accès à tous les éléments de trouble et de désordre, notamment aux souteneurs qui venaient y guetter les malheureuses petites filles entraînées par hasard à la prostitution. En somme, on peut dire que si le Tribunal pour enfants n'existe pas encore en droit, il existe du moins en fait à Paris. Il y a là un progrès considérable ; il reste à en augmenter l'importance par la stabilité des magistrats qui doivent accepter pour plusieurs années, la charge et l'honneur d'être les juges des enfants.

Ainsi, le principe de la spécialisation du Tribunal a depuis trois ans peu à peu conquis, en fait, le droit de cité à Paris, comme il a triomphé d'abord aux

Etats-Unis, puis en Angleterre et comme il commence à triompher en Italie et en Allemagne; il lui manque encore la sanction législative qui viendra le consacrer et l'étendre (1).

Malheureusement, Paris est la seule ville où fonctionne un pareil système. Dans les autres villes, les mineurs délinquants comparaissent à l'audience avec les autres prévenus et l'on comprend tout le danger qu'offre une pareille promiscuité, surtout pour les anormaux, que leur faiblesse mentale prédispose par excellence à la contagion du vice et du crime.

Que va faire de l'enfant le Tribunal qui le juge? S'il est démontré qu'il n'a pas commis le délit qui lui est reproché, on l'acquitte, mais comme il peut être dangereux de le remettre à des parents dont les débats ont révélé la négligence coupable ou la conduite vicieuse, on a parfois la ressource d'une poursuite en

(1) M. Paul Deschanel, président de l'œuvre du Sauvetage de l'enfance, a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour la création de tribunaux pour enfants; en collaboration avec MM. Julhiet et Marcel Kleine, vulgarisateurs intelligents et tenaces des tribunaux américains d'enfants, M. Paul Deschanel propose à la Chambre de régulariser l'essai tenté à Paris d'une audience correctionnelle spécialement destinée aux mineurs délinquants et traduits en justice, et, après M. Drelon, il voudrait donner un statut légal à la pratique de la mise en liberté surveillée.

La liberté surveillée, appliquée si souvent par les tribunaux d'enfants américains et anglais, est pratiquée en France depuis le 10 février 1906, par le « Patronage de l'enfance » avec l'approbation des tribunaux et de l'administration pénitentiaire. Le nombre d'enfants placés en liberté surveillée pendant ces trois dernières années a été de 369; 5 sont morts et 3 à l'hôpital. Sur 361 enfants, il y a eu 83 échecs caractérisés, soit 23 %. Pour 250 enfants, la liberté surveillée a été utile. C'est un résultat encourageant qui assure à la liberté surveillée sa place indispensable dans notre législation.

« Le vote de ce projet de loi — écrit M. Julhiet — permettra de « donner aux mineurs délinquants les tribunaux appropriés à leur « jeunesse et la répression appropriée à leur culpabilité. »

déchéance contre les parents ou les exploiters de l'enfant, en vertu de la loi de 1889 et, dans ce cas, même si l'enfant n'a pas commis de délit, la loi de 1898 permet au Tribunal d'en confier définitivement la garde à un particulier, une institution charitable ou à l'Assistance publique.

Si l'enfant est convaincu d'avoir commis le délit qui lui est reproché, diverses solutions peuvent être appliquées ; ou bien, il a agi avec discernement ; il sera condamné, mais l'âge est une excuse atténuante de la peine (art. 66, 67, 68 69, du Code pénal) ; ou bien il a agi sans discernement ; il sera acquitté, mais le Tribunal peut, en vertu de l'article 66 du Code pénal, prendre telles mesures qu'il juge utiles ; avant 1898, c'était l'envoi en correction dans une des colonies pénitenciaires prévues par la loi de 1850 ; depuis 1898, le Tribunal peut, en outre, ou confirmer la garde provisoire confiée par le juge d'instruction, ou remettre directement le mineur à une personne charitable, une institution charitable ou à l'Assistance publique.

Les dispositions de la loi de 1898 sont éminemment bienfaisantes ; elles permettent, en effet, une saine application des articles 66 et suivants du Code pénal, mais il faut constater que la loi n'est pas, tant s'en faut, d'une application courante.

Dans une enquête faite par les services de la Chancellerie, il résulte que du jour de la promulgation de la loi au 1^{er} janvier 1902, soit une période de quatre ans, sur 27.567 mineurs, objets de poursuites judiciaires, la loi de 1898 a été appliquée à 1.223, dont 53 ont été confiés à des particuliers, 250 à des sociétés charitables et 950 à l'Assistance publique. Sur 3.898

mineurs poursuivis devant le Tribunal de la Seine, la loi de 1898 n'a été appliquée qu'à deux seulement.

Le peu d'empressement témoigné par l'Assistance publique à accueillir les enfants qu'on lui confie n'est pas étranger à l'échec partiel de la loi de 1898. Nous avons constaté, en effet, comment le placement familial, pratiqué par l'Assistance publique, si fécond pour les enfants assistés proprements dits, ne donnait que de médiocres résultats pour les moralement abandonnés ; ceux-là, en effet, par leur mauvaise conduite, par leur inaptitude à s'adapter au milieu social, déconsidèrent le placement familial et souvent même, dans certaines régions, le rendent impossible.

Or, il en est de même pour les délinquants précoces, qui ont subi la même contagion malsaine au sein de leur famille. D'une enquête faite sur les enfants sortis des colonies pénitenciaires en 1897, il résulte que sur 1.468 il y en avait 820 dont les familles étaient constituées anormalement (enfants naturels, parents décédés, disparus, séparés, dont l'un des ascendants était remarié, prédécédé, etc.), mais à ce chiffre déjà énorme de 68 % d'enfants issus de familles constituées anormalement, il faut encore ajouter toutes les tares morales, ivrognerie, débauche, condamnations qui pèsent sur un grand nombre de parents.

Cette connexité d'origine n'a pas échappé aux auteurs de la loi du 24 juillet 1889 qui, constatant la relation de cause à effet, ont, dans l'article 2 § 5 de la loi, disposé « que pourraient être déchus de la puissance paternelle les pères et mères dont les enfants « ont été conduits dans une maison de correction par « application de l'article 66 du Code pénal. »

La seule chose qui différencie ces deux catégories d'enfants mineurs, délinquants et moralement abandonnés, c'est le fait extérieur d'un crime ou d'un délit, ou plus exactement la constatation et la poursuite en justice d'un crime ou d'un délit. Au fond tous ces enfants ont besoin de la même protection parce qu'ils ont été exposés aux mêmes dangers.

Certes, pour les uns comme pour les autres, le placement par les soins de l'Assistance publique, dans un honnête ménage de laboureurs ou d'artisans, qui, moyennant une minime rétribution, se chargerait de l'éducation de son pupille jusqu'à sa majorité, constituerait le système idéal de protection. En effet, si quelques semaines passées dans un établissement peuvent donner à l'enfant l'idée d'un pouvoir régulateur, d'une discipline nécessaire, d'une organisation légale, ce n'est jamais l'internement prolongé qui préparera l'enfant à rentrer dans la vie quotidienne et à y prendre une place honorable. Si l'on veut éviter que les volontés meurent et que les organes s'atrophient, il faut leur donner l'occasion de se mouvoir et de fonctionner ; tout cela certes serait beaucoup plus facilement réalisable dans des familles sous la surveillance de comités privés ou publics. C'est alors que l'enfant aux tendances antisociales pourrait se trouver en contact avec le monde extérieur et pourrait apprendre à résister aux tentations ; à l'intérieur d'un établissement, quel qu'il soit, ces tentations n'existent pas ; l'obéissance passive et la mollesse éloignent l'individu de plus en plus de la réalité. Or, les mesures que l'on prend ne doivent-elles pas tendre avant tout à ce but : adapter à la société de jeunes individus qui n'ont pas réussi à s'y adapter ? Ainsi compris, le placement d'en-

fants auprès de familles a produit d'excellents résultats, notamment en Amérique, dans l'état de Massachusetts, où le State Board of charities l'a organisé dans des conditions remarquables.

Quant aux frais que nécessiterait un pareil système, il résulte de statistiques récentes qu'ils sont loin de dépasser les frais d'entretien dans un établissement quelconque.

Nous possédons en France des colonies pénitenciaires où l'on élève les mineurs de 18 ans, acquittés pour avoir agi sans discernement et envoyés en correction, en vertu de l'article 66, et les mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans ; des colonies correctionnelles où sont conduits et élevés les jeunes détenus des colonies pénitenciaires qui auront été déclarés insubordonnés et les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de deux années ; des écoles de réforme créées par l'administration, destinées à recevoir les enfants de moins de 12 ans.

En 1904, on comptait, pour les garçons, 7 colonies pénitenciaires publiques : Aniane, Auberive, Belle-Ile-en-Mer, Les Douaires, Saint-Hilaire, Saint-Maurice, Val-d'Yèvre et 12 colonies pénitenciaires privées dont les principales étaient celles de : Mettray avec 370 détenus, Bologne avec 190, Saint-Dan avec 218, La Loge avec 131 ; une seule colonie correctionnelle publique : Eysses à Villeneuve-sur-Lot. Pour les jeunes filles, 7 établissements privés, dont : Sainte-Madeleine à Limoges, Sainte-Anne-d'Auray dans le Morbihan, et un seul public : Doullens, avec un quartier correctionnel pour les insubordonnés.

L'établissement de Saint-Eloi en 1876, celui de

Frasne-le-Château en 1877, celui de Saint-Hilaire en 1890, furent transformés en écoles de réforme.

D'un rapport présenté en 1900 à la Société générale des prisons par M. Puibaraud, il résulte que la proportion des récidivistes sortis des Douaires (public) est de 28 0/0; Aniane de 33 0/0; Val-d'Yèvre de 35 0/0; Saint-Maurice de 31 0/0.

On dit beaucoup de mal des maisons de correction et il faut reconnaître que, généralement, ces critiques sont fondées. Le dépôt, le Tribunal, la maison de correction forment un terrible engrenage, d'où l'enfant sort à l'état de déchet encombrant et trop souvent nuisible. « Enfermer un enfant, écrit le docteur Thulié, « pour le punir et non pour redresser ses instincts « mauvais est un non-sens social qui ne fait qu'aggraver le mal au lieu de le guérir, pratique aussi étrange « d'ailleurs que si l'on s'avisait de mettre en prison les « rachitiques au lieu de tenter de redresser, dans un « établissement orthopédique, leurs membres déviés. » Et les médecins qui ont fait une étude spéciale des maladies nerveuses, qui ont scruté dans ses moindres replis les mystères du cerveau humain, ajoutent, en parlant des jeunes délinquants : « Assistez-les, ils sont malheureux ». « Guérissez-les, ils sont malades. »

Or, les maisons de correction fonctionnent plutôt comme établissements de répression que comme établissements d'assistance et de réforme. Leur personnel n'est pas préparé au rôle délicat de relever moralement les pupilles confiés à leur garde. Pour le gardien d'une maison de correction, il s'agit de réprimer l'insubordination, de maintenir l'ordre, de faire marcher tout le monde à la baguette; quant à l'éducation des enfants, il n'y songe guère et ne saurait y songer. Dans ces

conditions, il n'est pas exagéré de dire que les maisons de correction, n'étant pas préparées à remplir l'office qu'on serait en droit d'attendre d'elles, sont trop souvent jugées et condamnées à juste titre comme les antichambres de la cour d'assises et du bagne.

Le directeur de la prison centrale de Fontevault, mitoyenne de la maison de correction de Saint-Hilaire, le déclare sans ambages : « Les pensionnaires de mon voisin se considèrent comme les enfants de troupe du régiment qui est chez moi. » (1).

M. Louis Rivière raconte que, au cours d'une visite faite à Saint-Hilaire, il fut frappé par l'examen du cahier de l'un des pupilles ; on y voyait un dessin grossier représentant à gauche la colonie, à droite le clocher de Fontevault et, pour légende, ces simples mots : « Où je suis, où j'irai. » Cet enfant de douze ans était donc persuadé que la colonie pénitentiaire était l'antichambre de la maison centrale et qu'il était désormais marqué d'infamie et fatalement destiné au crime (2).

M. Henri Boucher, député des Vosges, s'exprimait ainsi dans un rapport sur le budget pénitentiaire : « Nous sommes obligés d'avouer que nos établissements, bien tenus d'ailleurs au point de vue de la discipline intérieure, sont tout à fait au-dessous de leur rôle d'éducateurs. »

Il faut avouer également, que si la maison de correction, par son organisation et ses résultats, a encouru la critique sévère de l'opinion publique, la pratique des Tribunaux, pour le recrutement de ses pension-

(1) Seray : *Les Droits de l'enfant*.

(2) Louis Rivière : *Revue pénitentiaire*.

naires, n'y a pas été étranger. En effet, dans l'esprit du législateur, la maison de correction du Code pénal, les colonies pénitenciaires de la loi de 1850, étaient destinées aux mineurs acquittés pour avoir agi sans discernement, par conséquent aux moins coupables ; leur envoi dans un établissement spécial était légitimé non par l'infraction commise, mais par le désir de les soustraire à un milieu pernicieux pour leur santé physique et morale ; ainsi compris, ces établissements devaient fonctionner comme des écoles obligatoires, où l'enfant aurait reçu l'instruction et l'éducation capables de le maintenir dans la bonne voie. Mais il n'en a pas été ainsi dans la pratique. Les Tribunaux, en effet, poussés par cet esprit de respect excessif à l'égard de la puissance paternelle que nous avons déjà signalé, malgré les articles 66 et 67 du Code pénal, malgré la loi du 5 août 1850, ont continué à rendre les enfants à leur famille, quand il s'agissait d'une faute légère ; ils n'ont usé des établissements spéciaux mis à leur disposition par la loi, que lorsqu'ils se sont trouvés en face de délinquants complètement pervertis et cette pratique a été doublement fâcheuse, puisqu'elle a nui d'abord au relèvement moral des jeunes délinquants et qu'elle a concouru ensuite à établir la mauvaise réputation dont sont entourées, actuellement, les maisons de correction et les colonies pénitenciaires.

Une réforme s'impose donc, nécessaire et urgente. Si, en tenant compte des difficultés que présente dans la pratique le système du placement chez les particuliers, nous devons maintenir le principe de l'internement dans des établissements spéciaux, il faut du moins modifier l'organisation de ces établissements pour leur permettre de faire œuvre bienfaisante : qu'on

les appelle colonies pénitenciaires, écoles de réforme, écoles de redressement, peu importe le nom, pourvu qu'on en fasse des maisons d'éducation où l'enfant, qu'il soit délinquant, vicieux ou moralement abandonné, recevra les soins appropriés à son état qui lui ont fait défaut au sein de la famille indigente, incapable ou indigne. L'œuvre à poursuivre est la même à l'égard de tous ces enfants ; il s'agit de faire ou de refaire une éducation mauvaise ou incomplète et, pour réaliser cette tâche, il faut créer des écoles.

Avec ce système, disparaîtra l'anomalie, qui fait traiter les condamnés de l'article 69 plus favorablement que les acquittés de l'article 66, en les relâchant à la fin de leur peine, tandis que les autres sont gardés jusqu'à leur majorité : la notion de culpabilité ne doit être d'aucun poids sur la décision du juge à l'égard de ces enfants ; ce ne sont pas des coupables qu'il faut punir, mais des malades qu'il faut soigner et guérir. En aucun cas, l'infraction ne peut être le critérium de l'éducation à donner.

Voilà pourquoi ces écoles devront comprendre non seulement ceux qu'un délit quelconque a amenés devant le Tribunal correctionnel et qui ont à répondre d'une infraction prévue et punie par la loi pénale, mais encore tous les jeunes indisciplinés, les vagabonds qui désertent l'école et qui ne trouvent pas au sein de la famille l'affection vigilante et protectrice, capable de les maintenir dans la bonne voie. Notre législation scolaire contient, en effet, une lacune en ce qui concerne les jeunes vagabonds et les indisciplinés qui sont dans les classes une cause de trouble, et donnent souvent des exemples tels à leurs condisciples, que leur élimination s'impose. Parmi ces enfants, les uns sui-

vent l'école très irrégulièrement, les autres se voient, par mesure disciplinaire exclus de la classe pour des périodes plus ou moins longues. Or, ces enfants prennent ainsi des habitudes de vagabondage qui vont en s'aggravant. Cette situation n'a pas échappé à la Ligue française de l'Enseignement qui, classant ces catégories d'enfants parmi les anormaux, émettait à son 20^e Congrès, en 1900, le vœu qu'il soit créé des internats ou des écoles d'apprentissage pour les jeunes vagabonds et pour les élèves indisciplinés des écoles primaires.

Sans doute, il y a bien, en ce qui concerne ces enfants, les sanctions contre les parents, portées aux articles 12 et suivants de la loi du 28 mars 1882, mais ces sanctions, pour justifiées qu'elles soient, n'assurent pas la scolarité des enfants vagabonds et indisciplinés.

Dès lors, il y aurait, à l'égard même des enfants, des mesures à prendre pour empêcher le développement de leurs instincts de vagabondage ou la manifestation par des actes délictueux de leur esprit d'indiscipline.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que plus l'intervention et le traitement seront tardifs, plus les résultats seront difficiles à obtenir. Il n'est pas douteux qu'en cette matière, la méthode préventive soit la plus économique et la plus sûre.

Voilà pourquoi, sans qu'il soit besoin de créer pour ces enfants des établissements spéciaux, comme on l'a proposé souvent (1), leur place sera dans les maisons d'éducation nouvelles, au même titre que les enfants délinquants, vicieux, moralement abandonnés ; tous ont besoin des mêmes soins et du même traitement,

(1) Hélie : *Vagabondage des mineurs*.

tous ont besoin d'une éducation sérieuse qu'ils n'ont pas eu le bonheur de recevoir au sein de leur famille, et que la société leur doit, parce que son devoir et son intérêt à la fois lui commandent de leur la donner.

Le but à atteindre, dans ces établissements, sera le reclassement du jeune détenu. Suivant leur origine et leurs aptitudes, les jeunes détenus seront appliqués au travail agricole, au travail industriel, au travail maritime. Mais, par définition, la tâche essentielle de la maison de réforme sera la réformation des enfants qui lui seront confiés, le redressement de leur conscience, la patiente édification de leur moralité. Aux habitudes qu'ils apporteront, il faudra substituer des habitudes exactement contraires : l'habitude de la vie correcte, réglée, ordonnée, l'habitude du travail quotidien méthodique et, par l'habitude du travail, le goût même du travail.

Pour présider à cette œuvre d'éducation et de relèvement, il faudra un personnel apte à comprendre et à remplir la délicate mission sociale qui lui est dévolue, c'est-à-dire, possédant des qualités d'intelligence, de bonté, de dévouement, qui, jointes au sentiment du devoir professionnel et à une honorabilité parfaite, seront indispensables.

Ainsi, ces enfants vicieux, pervers et vagabonds pourront poursuivre, sous les yeux vigilants et dévoués de leurs maîtres, une éducation sérieuse et complète et, quand les portes de l'école s'ouvriront devant eux, ils pourront travailler à se créer dans la vie une situation honorable, devenir de bons ouvriers et de bons citoyens, sauvés de la déchéance à laquelle les destinait infailliblement leur ancienne existence de paresse et de vagabondage.

Mais le passage de l'école à la liberté s'accompagnera encore de beaucoup de difficultés. Les obstacles vont, en effet, se dresser nombreux sur la route du libéré ; son reclassement sera difficile. Le devoir de la société est d'écarter ces difficultés, de vaincre ces obstacles, d'organiser une tutelle sérieuse pour soutenir les premiers pas de l'adolescent dans la vie. Malheureusement, si le principe a été posé, il est resté jusqu'ici sans application. La loi du 5 août 1850 a prescrit à l'Assistance publique de prendre les jeunes détenus dans son patronage pendant 3 ans, à partir de leur libération. Or, ce patronage officiel, malgré les vœux des Comités de défense, des Sociétés et des Congrès, n'a pas encore été organisé.

Seule, la charité privée est venue au secours des adolescents libérés. Ces œuvres de protection et de relèvement qui sont nées d'un sentiment généreux de bienfaisance, sont nombreuses ; il faut que la société à son tour ait à cœur de compléter leur tâche en favorisant la réhabilitation et le reclassement des jeunes gens qui sortiront des écoles de réforme.

CONCLUSIONS

Nous voici arrivés au terme de cette étude que nous avons voulu consacrer — comme nous l'avons écrit au début — à l'enfance malheureuse ; voilà pourquoi nous en avons tracé le cadre en nous occupant des anormaux psychiques, au sens le plus large du mot. Qu'ils soient, en effet, de simples anormaux d'école, arriérés ou instables, dont la déficience intellectuelle se traduit par leur inaptitude à profiter de l'enseignement scolaire ordinaire, qu'ils soient au contraire plus gravement atteints et forment la triste phalange des anormaux médicaux, clientèle des hôpitaux et des hospices, qu'ils constituent enfin le groupe de ces enfants pervers, révélant dès leur plus jeune âge les pires instincts de paresse et de vice, tous sont des enfants malades qu'il faut protéger et assister, pour éviter qu'ils ne deviennent plus tard une charge plus lourde et un danger plus sérieux pour la société.

Il faut les protéger d'autant plus qu'ils sont irresponsables du malheur qui les a frappés, qu'ils n'ont pas eux-mêmes préparé la déchéance dont ils sont

douloureusement atteints. Les causes de la dégénérescence mentale, nous l'avons vu, sont profondes et lointaines ; causes physiologiques et causes sociales méritent la même part de responsabilité dans l'œuvre de destruction et de mort à laquelle elles concourent. C'est l'hérédité fatale de tares physiologiques, ce sont les mariages consanguins, c'est l'alcoolisme, la tuberculose, la syphilis, la misère, qui font les enfants dégénérés ; c'est la famille nécessiteuse, la famille négligente, la famille vicieuse, c'est l'école, c'est la rue, qui par ignorance, incapacité, aggravent le mal et le rendent souvent irréparable.

La société doit intervenir ; elle est la réunion organisée de toutes les familles ; elle a donc à réparer le mal que ces familles ont fait parce qu'elle a les mêmes intérêts et les mêmes devoirs. Elle doit faire la guerre à l'alcool, car l'alcoolisme est le terrible fléau qui désorganise et affaiblit chaque jour davantage le corps social ; elle doit enrayer les progrès de la tuberculose et de la syphilis qui exercent dans les familles de si terribles ravages, entraînant avec elles le cortège lamentable des plus tristes déchéances et des plus honteuses dégradations ; elle doit combattre aussi « le mal de misère », sombre spectre qui vient s'asseoir au foyer de la famille nécessiteuse, en remplaçant le taudis malsain sans air et sans lumière, par la petite maison ouvrière saine et gaie qui crée la douce intimité du foyer, écarte les dangers de la rue et du cabaret ; en veillant au chevet de la femme en couches pour l'assister dans ses souffrances, ennoblir sa maternité ; en protégeant le berceau du nouveau-né pour lui éviter les périls de la première enfance.

La société ne doit pas seulement venir en aide à la

famille dans l'œuvre de protection de l'enfance, elle doit aussi se substituer à elle quand elle est incapable ou indigne de remplir sa tâche ; parents négligents, parents infâmes — persécuteurs, exploiters ou vicieux — tous ceux qui n'ont pas à cœur de respecter l'innocence et la faiblesse des enfants, tous, doivent être impitoyablement destitués de la charge sacrée qu'ils ont acceptée, sans consentir à en remplir les devoirs rigoureux.

Les dangers, que fait courir à l'enfant la famille incapable ou indigne par les mauvais exemples qu'elle lui donne, ne sont pas les seuls ; à côté de la maison, il y a la rue avec l'attrait pernicieux de ses mauvais spectacles et de ses mauvaises fréquentations. Il faut soustraire l'enfant à ce milieu malsain, l'enlever à la corruption et à la débauche contre lesquelles il est incapable de lutter : pour ces enfants, la société a le devoir de remplir une œuvre de protection et d'assistance aussi large que s'ils n'avaient point de famille et restaient absolument abandonnés dans la vie ; pour eux, elle doit organiser des écoles spéciales, où ils recevront l'instruction et l'éducation dont ils ont été privés et pourront acquérir des connaissances professionnelles qui leur permettront de se créer plus tard, dans la vie, une situation honorable.

Voilà l'œuvre de protection que la société doit avoir à cœur de réaliser et à laquelle elle doit travailler chaque jour avec plus de confiance et d'énergie : sans doute, elle n'arrivera pas à tarir complètement les sources du mal, elle ne pourra prévenir tout à fait l'éclosion de ces terribles maladies qui concourent à la dégénérescence de notre race, mais ne sera-ce pas pour elle, déjà, un grand honneur et un grand profit

d'avoir su, par une prophylaxie sociale, intelligente et consciencieuse, en diminuer la fréquence et en enrayer les progrès ?

L'œuvre de protection, d'ailleurs, serait à elle seule, insuffisante ; elle doit être complétée par un large système d'assistance qui permettra de donner à chaque catégorie de malades, les soins appropriés à leur état. Si les efforts de la médecine et de l'hygiène sont impuissants à tarir radicalement les causes de la dégénérescence, il faut du moins, que les enfants dégénérés ne soient pas absolument abandonnés comme un déchet encombrant et dangereux, mais que l'on s'efforce, par la construction d'établissements spéciaux, l'élaboration de méthodes spéciales, d'en faire des hommes comme les autres, capables de s'adapter au milieu dans lequel ils sont appelés à vivre.

Pour les moins atteints de ces enfants, les *anormaux d'école*, comme nous les avons désignés, l'institution d'établissements spéciaux s'impose ; pour ces enfants, le problème à résoudre est un problème d'éducation : éducation intellectuelle, physique et morale. C'est un problème essentiellement grave. Kant n'a-t-il pas dit : « C'est dans le problème de l'éducation que gît le grand secret de perfectionnement de l'humanité. » Et Leibnitz ne disait-il pas aussi « que l'on me confie l'éducation des enfants, et je changerai la face du monde. » Il faudra donc se préoccuper de donner à ces enfants l'éducation appropriée à leur état ; les classes spéciales et les écoles autonomes devront concourir à ce but : dans ces établissements, les enfants recevront un enseignement spécial, basé sur l'étude des êtres et des choses, et non des mots et des textes. Les enfants liront un peu moins dans les livres

et un peu plus dans le grand livre de la nature. Cette méthode d'observation, en même temps qu'elle développera, au plus haut degré, les facultés intellectuelles de l'enfant, aura la plus heureuse influence sur l'éducation de son caractère. En effet, « l'étude des « textes amène à n'avoir confiance qu'en eux, tant « pour l'acquisition des connaissances que pour l'ins- « piration des règles de conduite ; les phrases lues « dans les livres ou entendues de la bouche des mai- « tres ou des aînés, sont les seuls guides de la vo- « lonté ; cette volonté asservie aux phrases des autres, « n'est pas une volonté libre, personnelle, ce n'est pas « un vrai caractère, dans le sens élevé, moral et hu- « main du mot. » (1).

Mais, à leur sortie de l'école, ces enfants ne doivent pas être abandonnés ; il faut qu'il y ait un comité de patronage composé de personnes de la localité, qui, à raison tout à la fois de leur honorabilité indiscutable et de leur situation matérielle et sociale, puissent s'intéresser utilement à ces enfants, en constituant autour d'eux comme une sorte de famille. Ce comité local, lorsque les enfants auront terminé leurs études, s'occupera de leur chercher des situations d'emplois, des débouchés de carrières. Il ne suffit pas, en effet, de leur donner une instruction, qui les élèvera presque au niveau des autres enfants mieux doués et mieux servis par la nature ; il faut qu'à la sortie de l'école cette protection de la société puisse se prolonger. Le rôle tutélaire des comités sera donc essentiellement important, non seulement pour entourer d'une atmosphère affec-

(1) Beauvisage : *Influence de l'éducation intellectuelle sur la formation du caractère*. (Communication faite au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences. Lyon, 1906).

tueuse des enfants soumis au régime de l'internat, éloignés de leur famille, mais encore pour leur procurer, au sortir de l'école, le moyen de gagner leur vie honorablement, de se ranger dans l'armée laborieuse.

Pour la seconde catégorie d'enfants, ceux que l'on peut appeler les *anormaux médicaux*, parce qu'ils sont plus gravement atteints que les autres et, qu'à ce titre, ils ont besoin de la présence constante du médecin, le devoir d'assistance s'impose aussi rigoureux. Il faut que la législation nouvelle, appelée à remplacer celle de 1838, consacre dans un même acte l'obligation de l'assistance et du traitement aux aliénés de tout âge et de toute catégorie, y compris les enfants dégénérés ; que des dispositions impératives stipulent que tout établissement créé en vue de l'assistance des aliénés devra comprendre trois formations distinctes : l'hôpital, pour les aigus et les améliorables ; l'hospice, pour les chroniques et les incurables ; la colonie, pour les utilisables. Chacune de ces formations dans les asiles d'aliénés devra comprendre une section spéciale pour les enfants. Mais l'admission à l'hôpital ou quartier d'hôpital des enfants dégénérés devra être exemptée des formalités administratives ordinaires, qui sont incompatibles avec la qualité de « malade », dont peuvent se réclamer ces enfants.

Cette admission devra être libérée de l'idée et du mot d' « internement. » Il faut que la liberté individuelle et la sécurité publique soient défendues non pas par des mesures d'exception préalables, qui sont préjudiciables au malade et susceptibles de favoriser sa séquestration dans la famille, mais par une surveillance spéciale et active dès l'admission à l'hôpital.

Enfin, il sera du devoir des pouvoirs publics d'employer tous les moyens pour provoquer et favoriser, dans tous les départements, l'organisation de Sociétés de patronage pour la protection de tous les malades sortis des asiles et rendus à la vie commune, cette protection devant être considérée comme une partie essentielle de l'assistance des aliénés, particulièrement des enfants dégénérés.

Une troisième catégorie d'enfants devra également être protégée et assistée : ce sont tous les enfants vicieux et pervers, délinquants et vagabonds, qui manifestent, dès leur jeune âge, de coupables tendances à la paresse et au vice. Qu'ils soient seulement moralement abandonnés ou qu'ils aient commis déjà quelque infraction prévue et punie par la loi pénale, la tâche de la société est la même à l'égard de tous : tous ont besoin des mêmes soins et du même traitement, tous ont besoin d'une éducation sérieuse qu'ils n'ont pas eu le bonheur de recevoir au sein de leur famille et que la société leur doit parce que son devoir et son intérêt à la fois lui commandent de leur la donner.

Cette œuvre d'éducation devra être accomplie au sein des *écoles de réforme*, où, sous les yeux vigilants et dévoués de leurs maîtres, ces enfants acquerront des habitudes nouvelles, habitudes de travail, de docilité, de soumission, où ils pourront, en s'initiant aux travaux professionnels, se préparer pour plus tard, dans la vie, une situation honorable, sauvés de l'irrémédiable déchéance à laquelle les destinait fatalement leur funeste penchant à la paresse et au vice.

A la sortie de l'école, ces enfants ne devront pas être encore abandonnés : il faudra faciliter leur reclassement, éloigner d'eux les tentations, prévenir leur

découragement. C'est à cette tâche de protection salulaire que les *Comités de patronage* devront consacrer leurs généreux efforts.

L'importance des patronages et œuvres post-scolaires est considérable, dans l'œuvre de protection de l'enfance, pour les anciens élèves des classes de perfectionnement comme pour ceux qui sortent du quartier spécial de l'hospice ou de la maison de réforme.

Les sauveteurs de l'enfance en danger moral savent par expérience que, le plus souvent, les tendances vicieuses prennent leur source dans les mauvais traitements, dans le délaissement. De même que la privation de soins maternels expose à la mort prématurée les nourrissons, de même, la privation de tendresse jette à la rue, c'est-à-dire au vice, les enfants plus grands.

Le défaut de vigilance familiale ne permet pas, dans un certain nombre de circonstances, d'accuser les parents de sécheresse de cœur ou d'indifférence. Des familles honnêtes n'ont ni le temps, ni l'autorité nécessaires pour s'occuper de leurs enfants. Le veuvage, qui met tant de foyers populaires en deuil — et aussi la dissociation conjugale — place beaucoup de mères laborieuses, vaillantes, dans une situation d'infériorité manifeste.

Le travail concomitant, en dehors du domicile, du père et de la mère — même lorsque l'union est stable — a pour résultat fréquent un affaiblissement de contrôle et, souvent, la disparition de toute surveillance. C'est pourquoi les patronages et toutes les œuvres scolaires et post-scolaires sont, par excellence, des instruments sûrs et puissants de préservation morale de l'enfance et de l'adolescence, et l'on ne saurait trop les

multiplier, les fortifier, les prolonger jusqu'aux confins de la majorité (1).

Une autre lacune qu'il faut signaler dans l'œuvre de protection de l'enfance, c'est le défaut d'unité législa-

(1) Bien souvent, à cet âge, on croit avoir trouvé pour l'anormal une excellente voie en le faisant entrer dans l'armée. Or, des hommes compétents nous ont appris que l'anormal échouait généralement au Conseil de guerre. Nous ne pouvons que nous joindre à ceux qui réclament un examen psychique du futur soldat avec production d'une fiche médico-pédagogique individuelle. De récents travaux ont montré tout l'intérêt qu'il y avait à préserver l'armée contre le flot montant des dégénérés de toute catégorie. A côté de M. le professeur Régis, qui a traité spécialement cette question, nous citerons MM. les docteurs Uzac : *Recrutement des compagnies de discipline* et Jude : *Les dégénérés et les bataillons d'Afrique*. Enfin, M. le docteur Granjux a résumé toute la philosophie de la question dans la formule saisissante qu'il a choisie pour titre à l'un de ses ouvrages : *Des classes d'anormaux aux bataillons d'Afrique*.

Le Congrès des aliénistes et neurologistes français, qui s'est réuni récemment à Nantes, s'est justement livré à une étude approfondie de cette question. Les rapporteurs, MM. Granjux et Rayneau, ont nettement établi que les conseils de révision, tels qu'ils sont établis aujourd'hui, ne savent point arrêter au passage tous les aliénés. Ils nous ont appris, preuves en mains, que sur un effectif total de 582,676 militaires de tout grade, l'armée française en compte 355 atteints d'aliénation mentale ! C'est une proportion de 6 pour 10.000. Les mêmes rapporteurs nous ont révélé que l'Allemagne, plus attentive que nous à la qualité intellectuelle de ses recrues, mieux outillée pour les sélectionner, ne compte que 3 aliénés pour 10.000 militaires. En examinant de plus près la répartition de l'aliénation mentale dans notre armée, on constate avec évidence que la proportion des fous est particulièrement importante dans les bataillons d'Afrique, les pénitenciers militaires, les régiments étrangers et les compagnies de discipline. Dans ces dernières, on compte 28 cas de folie sur 10.000 sujets ! D'autre part, il a été constaté que le plus fort contingent d'aliénés dans l'armée est fourni, non par les conscrits ou les appelés, mais par les engagés volontaires ; il a été dit et répété au Congrès de Nantes que 90 % de ces engagés volontaires viennent à l'armée soit alléchés par l'appât d'une prime, soit le plus souvent pressés par leurs familles très désireuses de se débarrasser d'eux. Les résultats ne sont pas encourageants ; des exemples nombreux et typiques ont été rapportés par plusieurs congressistes, les docteurs Jude, Régis, Chavigny.

tive. Jusqu'à ce jour, on a légiféré successivement pour le sauvetage physique et moral des enfants malheureux, vicieux, délinquants. De grandes lois ont été édictées, qui sont isolées, sans être reliées suffisamment les unes aux autres et sans que le nouveau code de l'enfance déshéritée ait été rédigé et coordonné avec une vue d'ensemble et un effort synthétique : l'exemple de l'Angleterre peut nous donner un enseignement salutaire à cet égard (1). Avec nos institutions séparées, chancellerie, administration pénitentiaire, avec des lois qui s'enchevêtrent et des attributions qui se confondent, on risque de perdre de vue l'ensemble des problèmes. Beaucoup de petits délinquants ne sont pas uniquement des enfants martyrs ; ils relèvent, en outre, de la pédagogie anormale. Trop souvent, les facteurs de dégénérescence sociale se rejoignent et se superposent. Ce n'est pas au seuil du cabinet du juge d'instruction ou du Tribunal, qu'il faut prendre un enfant abandonné ou délaissé en charge et en tutelle ; c'est à l'heure même où le lien familial se relâche, où le vagabondage commence, où l'éducation vicieuse s'accomplit. L'école se prête admirablement à ce rôle d'instrument prophylactique : elle peut, elle doit être un outil de préservation morale comme de culture physique et intellectuelle. Dans l'examen des solutions diverses, destinées à concourir à l'éducation de l'enfant, l'enseignement et l'assistance doivent figurer à côté du patronage judiciaire.

Voilà quelle est l'œuvre à réaliser ; nous ne nous

(1) En France, le Conseil supérieur de l'assistance publique a adopté récemment un vœu de MM. Ferdinand Dreyfus et Ogier, tendant à la préparation d'un nouveau code de l'enfance malheureuse ou coupable.

dissimulons pas qu'elle est destinée à se heurter à de nombreux obstacles : l'indifférence des uns, le scepticisme des autres, les appréhensions budgétaires pour beaucoup viendront briser plus d'un élan, plus d'une généreuse initiative. Nous n'avons pas lieu, cependant, de nous décourager et de désespérer de voir un jour nos rêves devenir la réalité : la législation d'assistance a pris en France depuis quelques années un magnifique essor ; les grandes et nobles idées de solidarité et de protection font chaque jour de nouveaux progrès et chaque jour inspirent de nouvelles œuvres de charité et de bienfaisance.

Lors des terribles inondations maritimes qui ravagèrent la Hollande au moyen-âge, on raconte que, seules, quelques barques de pêcheurs et quelques berceaux d'osier renfermant des nourrissons échappèrent à la catastrophe qui, en une nuit, engloutit 72 villages avec leurs habitants. Deux ou trois enfants — nouveaux Moïses — survécurent et, en mémoire de la digue où le flot porta leurs nacelles, le lieu garde encore le nom de « digue des enfants. »

Dans le flot fangeux de vices et de crimes qui inonde nos grandes villes et menace de submerger la population honnête, les asiles protecteurs de l'enfance jouent le rôle de ces berceaux et de ces digues.

Multiplions-les, afin de préparer à la France de l'avenir des générations d'hommes courageux et forts et de bons citoyens.

APPENDICE

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

1^o Belgique.

C'est en 1896 que parut en Belgique la première étude sur les enfants arriérés, cri de pitié en faveur d'un immense groupe d'enfants déclassés auquel on ne s'était pas encore intéressé. Cet appel du docteur J. Demoor, professeur à l'Université de Bruxelles, ne resta pas sans écho, car déjà, en avril 1897, l'administration communale de Bruxelles, grâce à l'initiative de MM. L. Lepage et A. Mabile, respectivement échevin et directeur général de l'instruction publique de la Capitale, créa plusieurs écoles d'enseignement spécial pour garçons. La ville d'Anvers, sous l'inspiration de son échevin de l'instruction publique, le docteur Desguin, suivit le bel exemple de Bruxelles et ouvrit, en octobre 1899, la seconde école d'enseignement spécial pour garçons.

En novembre 1904, M. l'échevin de Ridder organisa l'enseignement spécial à Gand.

Si l'œuvre pour le relèvement des enfants anormaux en Belgique a pris un si vigoureux essor, elle le doit en grande partie à la lutte courageuse organisée par la Société protectrice de l'Enfance anormale, dont le président est M. le Ministre d'Etat Jules Le Jeune, ancien ministre de la Justice, et le secrétaire général, M. le docteur J. Demoor. Le but de cette Société est de protéger les enfants anormaux.

Elle s'occupe d'une part des enfants sortant des écoles d'éducation spéciale, pour les soutenir pendant leurs années d'apprentissage et pour les aider à trouver dans la vie la voie qui leur convient; d'autre part, elle recherche quels sont les moyens capables d'améliorer la situation actuelle des arriérés, des faibles d'esprit, des idiots, des épileptiques, des déviés moraux, des estropiés, des infirmes, des troublés de la parole, bref, de tous les déshérités intellectuels, physiques, moraux, c'est-à-dire de ces malheureux enfants qui ont besoin de toute notre pitié et toute notre sympathie.

Depuis sept ans, cette Société, qui est à la fois un organisme de protection et d'étude, ne cesse de poursuivre avec une ardeur infatigable son œuvre de relèvement des enfants anormaux. Depuis le mois d'octobre 1903, elle réunit en une conférence annuelle publique (Conférence pour l'amélioration du sort de l'enfance anormale) toutes personnes qui se préoccupent de la situation faite aux enfants anormaux en Belgique.

La Société a procédé à deux enquêtes à l'effet de connaître le nombre des arriérés médicaux en Belgique.

Pour la première qui a été faite de juillet à décembre 1901, elle s'est adressée à de nombreux médecins et instituteurs; en mars 1902, elle a organisé une seconde enquête, faite par les juges de paix du royaume. Des multiples réponses recueillies au cours de ces deux enquêtes, il résulte qu'il y a en Belgique un arriéré médical pour huit cent cinquante enfants.

A. — ARRIÉRÉS PÉDAGOGIQUES OU ANORMAUX D'ÉCOLE

En ce qui concerne les *arriérés pédagogiques*, les enquêtes n'ont pas été moins consciencieuses. M. Tobie Jonckheere, le dévoué secrétaire de la Société, a proposé, au mois d'octobre 1903, une vaste enquête dans une revue pédagogique belge très répandue, « l'Ecole nationale », à l'effet de déterminer quel est, dans les écoles primaires, soumises à l'inspection de l'Etat, le nombre des enfants en retard dans leurs études d'au moins trois ans; ces enfants doivent, en effet, être considérés comme des irréguliers auxquels il est indispensable de donner un enseignement spécial; l'enquête a englobé plus de dix mille enfants (garçons et filles). Des documents ont été envoyés de la plupart des régions des pays.

Les résultats obtenus ont été les suivants. Sur le total des enfants examinés, fréquentant l'école primaire, il y a 10 % d'enfants arriérés; (9,8 % de garçons arriérés, 11,8 % de filles arriérées).

Ces enfants appartiennent à la catégorie d'anormaux qu'on est convenu d'appeler les anormaux pédagogiques. Ce sont des enfants qui, sans affecter une allure essentiellement différente des élèves réguliers, pré-

sentent une certaine torpeur intellectuelle ou un caractère très irritable et qui, pour des causes d'ordre pédagogique, d'ordre social, d'ordre hygiénique, ne sont pas en mesure de retirer de l'enseignement ordinaire tous les bénéfices voulus et constituent, dans les classes normales, une cause de retard ou bien y sont un élément de désordre sérieux, de troubles permanents. Ces enfants doivent être éliminés de l'école commune et c'est pour eux qu'a été créé l'enseignement spécial.

A Bruxelles, l'enseignement spécial s'est considérablement développé ; il comprend actuellement deux écoles (l'une pour garçons et l'autre pour filles) et un certain nombre de classes annexées à trois écoles primaires ordinaires pour filles.

A la fin du mois de novembre 1906, l'organisation entière comprenait 35 classes, distribuées comme suit :

A. *Garçons*. — Ecole n° 7, six classes, 210 élèves ; école n° 10, trois classes, 91 élèves ; école n° 14, onze classes, 210 élèves ; école n° 18, deux classes, 67 élèves ; soit vingt-deux classes avec 578 élèves.

B. *Filles*. — Ecole n° 3, cinq classes, 95 élèves ; école n° 8, trois classes, 52 élèves ; école n° 16, cinq classes, 66 élèves, soit treize classes avec 213 élèves.

Donc une population totale de 791 enfants divisés en 35 classes, ce qui représente une moyenne de 22 élèves par classe.

Une commune de l'agglomération bruxelloise, Molenbeck Saint-Jean, comprend également trois classes annexées à l'école n° 7, avec 97 élèves. Un médecin du service communal des écoles est attaché à l'établissement.

A Anvers, une école pour garçons arriérés fut fondée en 1899; elle comprenait trois classes au début, elle en compta bientôt cinq. La direction médicale en fut confiée au docteur Ley, et la direction administrative à M. Delaet; depuis, le docteur Ley a été remplacé dans ses fonctions par le docteur Gunzburg (1).

Cette année, une école de filles, comprenant trois classes, a été annexée à l'école n° 1.

Plus de cinq cents garçons ont passé par les classes de l'école d'enseignement spécial depuis sa fondation; la plupart y ont séjourné plusieurs années.

A Gand, l'administration communale ouvrit à son tour une école spéciale le 6 novembre 1904. La direction médicale fut confiée au docteur Dupureux, déjà inspecteur médical scolaire; jusqu'ici, il n'y a pas eu de direction pédagogique.

Cette école comprend trois classes, par lesquelles 121 élèves ont passé, dont 70 garçons et 51 filles; car l'école est mixte.

Voici quelques renseignements extraits du rapport du docteur Dupureux sur le caractère pratique de l'enseignement que l'on donne dans les classes. « En ce
« qui concerne les filles, écrit le docteur Dupureux, on
« les associe aux travaux du ménage; le choix des
« légumes et des viandes, leur nettoyage et leur pré-
« paration, l'assistance à la cuisson et tous les actes de
« la cuisine entraînent les fillettes aux occupations fu-
« tures de la ménagère que complètent, pour la cui-
« sine, le lavage de la vaisselle et sa remise en ordre

(1) Tous ces renseignements ont été empruntés à la brochure de M. le docteur Dupureux, sur *l'Éducation et la Psychologie des anormaux en Belgique*. (Rapport présenté au IV^e Congrès belge de neurologie et de psychiatrie. Gand, 26-27 septembre 1908).

« dans les armoires ; on leur enseigne ensuite la lessive, le rinçage, le séchage et le repassage du linge.
« Outre les leçons de travaux manuels, les fillettes reçoivent des leçons de couture, tant à la main qu'à la machine.

« Pour les garçons, notre instituteur s'astreint à donner un enseignement pratique général en développant leur adresse manuelle. Le modelage, le tressage et le cartonage y figurent au premier rang...
« Notre instituteur saisit toutes les occasions d'exercer le sens pratique de ses élèves en leur faisant clouer, scier des planches, pendre et dépendre des tableaux, tout cela sans préjudice des petits travaux d'intérieur que chacun est appelé à effectuer chez soi ; une brosse et un lait de chaux servent de prétexte à un badigeonnage. »

A la clôture des cours, en juillet dernier, 50 enfants fréquentaient l'école, dont 33 garçons et 17 filles.

45 enfants sont retournés dans les écoles ordinaires, 25 filles et 20 garçons.

23 enfants ont quitté définitivement l'école pour embrasser les carrières suivantes : trois garçons bouchers, un jardinier, un cordier, un sellier, un ouvrier de fabrique, cinq garçons.

Sept filles sont rentrées dans leur famille pour se livrer aux travaux du ménage, deux sont ouvrières de fabrique.

Deux garçons ont été internés au Strop, un à l'hospice Guislain.

La Belgique s'est également préoccupée de former un personnel enseignant capable de remplir la mission difficile qui lui était confiée. A la suite d'un vœu émis par le Congrès international de l'assistance des aliénés

(Anvers, septembre 1902) demandant « que des cours de pédagogie scientifique appliquée au traitement des arriérés soient constitués dans les écoles normales », vœu qu'a appuyé la Société protectrice de l'enfance anormale, la ville de Bruxelles a complété, en décembre 1902, le programme du cours de pédagogie de son école normale d'instituteurs et de son école normale d'institutrices par l'adjonction des notions relatives au traitement pédagogique des enfants arriérés. En mars 1904, Bruxelles a donné de l'extension à ce cours de pédagogie spéciale dans son école normale d'instituteurs en le faisant suivre d'exercices pratiques à faire dans l'enseignement spécial (1).

A Bruxelles, M. le docteur Demoor, professeur à l'Université, est chargé d'un cours de pédagogie spéciale théorique et pratique, dans les deux écoles normales de la ville.

Un cours de pédagogie théorique et pratique a été organisé à l'école normale de garçons l'année dernière ; le titulaire du cours est M. Tobie Jonckeere.

M. Georges Rouma, professeur à l'école normale provinciale de Charleroi, a été chargé de donner aux élèves instituteurs de quatrième année un cours théorique et pratique sur les troubles de la parole.

Enfin, tout récemment, M. Arthur Nyns, directeur de l'école primaire supérieure de Bruxelles, a été chargé par l'administration communale de Bruxelles de coordonner les efforts des professeurs de l'enseignement spécial en vue de donner à cet enseignement une unité mesurable en tant qu'organisation générale. On s'est

(1) V. article de M. Tobie Jonckeere dans la Revue *L'Enfant*, n° du 15 mai 1907 : « L'Enfance anormale en Belgique. »

préoccupé également en Belgique de favoriser la naissance et le développement de la collaboration médico-pédagogique dans l'enseignement spécial, collaboration dont on a pu déjà apprécier les résultats bienfaisants. A cet effet, à la suite d'une décision prise par la division de l'instruction publique de la ville de Bruxelles, le personnel pédagogique et médical des écoles et classes d'enseignement spécial de la capitale se réunit deux fois par an. Au cours de ces réunions, dont la première a eu lieu au mois de novembre 1903, des rapports sont présentés, des communications sont faites sur des questions relatives aux enfants arriérés, à l'enseignement spécial. Ces rapports et ces communications sont suivis d'une discussion, et ainsi tous ceux qui s'occupent officiellement de l'enseignement spécial à Bruxelles peuvent envisager en commun tout ce qui se rattache à l'étude et à l'éducation des enfants arriérés (1).

Œuvres circa scolaires. — A côté des écoles, se sont élevées, en Belgique, des institutions de protection et d'étude.

Nous avons déjà parlé de la plus importante de toutes, de celle qui a collaboré d'une manière si active à la naissance et au développement de l'Œuvre de l'enfance anormale en Belgique : « la Société de protection de l'enfance anormale. » Cette Société s'honore d'avoir à sa tête, en qualité de président, M. Jules Le Jeune, ministre d'Etat. La Société a créé trois sections : la section de l'école 14, de Bruxelles, école d'enseignement spécial pour garçons ; la section de l'école

(1) V. article de M. Tobie Jonckheere dans la Revue *L'Enfant*, n° du 15 mai 1907 : « L'Enfance anormale en Belgique. »

21, d'Anvers, école d'enseignement spécial pour garçons, et une section à Gand.

Nous avons déjà vu quel était le rôle de la Société de protection de l'enfance anormale dans la création des écoles de réforme : ses membres, philanthropes dévoués et compétents, étudient les méthodes d'enseignement qu'il convient d'appliquer dans ces écoles. Ils agissent par leurs écrits, par leurs conférences, sur l'opinion publique et auprès des pouvoirs publics, pour obtenir la création de nouvelles écoles ou le développement des écoles déjà existantes. Voilà déjà un rôle éminemment utile. Mais la Société exerce surtout son œuvre bienfaisante dans la protection qu'elle accorde aux enfants qui sont placés dans les écoles nouvelles.

Chaque membre de la Société protectrice de l'Enfance anormale est le parrain, le guide, le tuteur, pour ainsi dire, d'un enfant placé à l'école de réforme. Le parrain suit l'enfant dans ses études, l'encourage, le remet dans la voie droite, quand cela est nécessaire ; mais surtout, il ne l'abandonne pas à sa sortie de l'école et lui accorde encore sa bienfaisante protection quand il est entré dans la vie. Il s'agit alors de placer l'enfant, il faut découvrir le patron philanthrope, patient, qui s'intéressera avec sympathie à son nouvel ouvrier, qui ne le rebutera point, mais usera à son égard de modération et de douceur et s'efforcera de parfaire l'éducation professionnelle du jeune adulte.

C'est ainsi qu'à Bruxelles, actuellement, un certain nombre d'enfants anormaux ont été placés chez des patrons serruriers et menuisiers, et sont dans les ateliers des demi-ouvriers assez habiles.

Tous les mois, le parrain du jeune apprenti rend visite à son pupille ainsi qu'à son patron, demande des

renseignements, donne des conseils, constate les progrès accomplis.

La section de l'école 14, de Bruxelles, sur la proposition de M. le major Loppens, d'accord avec MM. Deltreure et Landrieu, a créé des *carnets de travail*. Ces livrets sont remis aux enfants, les patrons ou employeurs sont chargés d'y consigner leurs observations ; ils sont priés d'avoir recours aux membres de la section de l'école 14, en cas de difficultés. « Aucun cas de l'espèce, écrit à ce sujet le docteur Boulenger, n'a été signalé ; tous ces enfants ont eu des notes élogieuses, à quelques rares exceptions près, et, d'ailleurs, ces quelques remarques ne signalent jamais une situation réellement sérieuse. »

Les enfants ont donc en moyenne une excellente conduite, à l'atelier. Leur salaire est parfois élevé, mais en moyenne il est de 4 francs par semaine.

Un certain nombre d'enfants, également, ont été placés dans des écoles professionnelles pour se perfectionner. Les rapports de leurs professeurs sont favorables ; il faut faire observer que la difficulté principale à vaincre à ce sujet a été le plus souvent l'opposition des parents qui désirent voir leurs enfants gagner vite un maigre salaire dans des professions sans avenir même (1).

Voici ce que dit à ce sujet le docteur Boulenger, secrétaire de la section de l'école 14, de Bruxelles, dans une communication à la Société :

« L'action de la section se manifeste en faveur
« d'une trentaine d'enfants qui ne viennent, d'ailleurs,

(1) Extrait du rapport présenté à l'assemblée générale annuelle de la Société protectrice de l'Enfance anormale, le 4 mars 1906.

« que très périodiquement aux séances, sauf six ou
« sept très réguliers. Un certain nombre de nos pro-
« tégés, les plus âgés, nous ont averti que leur situa-
« tion est devenue stable et fixe, et qu'ils ne pourront
« plus venir nous voir. Leurs dires sont exacts, nous
« les avons priés de passer de temps en temps au local,
« une ou deux fois par an, et de nous écrire en tous
« cas, s'ils rencontraient quelques difficultés à un
« moment donné de la vie. D'autres enfants ont été
« perdus de vue, parce que, négligeant de nous infor-
« mer de leur changement d'adresse, ils n'ont plus été
« touchés par nos convocations.

« Permettez-nous d'exprimer des regrets au sujet
« de l'insuffisance des renseignements donnés par
« l'école fréquentée antérieurement par l'enfant. Ces
« renseignements sont trop vagues et trop laconiques,
« l'histoire scolaire et sociale de nos jeunes gens nous
« est restée inconnue ; le travail du directeur, de l'ins-
« tituteur et du médecin scolaire est, par ce fait,
« entièrement perdu au point de vue de l'évolution
« post-scolaire de l'ex-élève. »

Voici encore un extrait d'une communication faite
par M. le docteur Gunzburg, de la section de l'école
21, d'Anvers : « La section anversoise de la Société
« protectrice de l'Enfance anormale s'est occupée, en
« premier lieu, comme les années précédentes, du
« placement des élèves sortant de l'école et du patro-
« nage, de ceux qui occupent déjà un emploi. Les
« membres qui ont bien voulu s'intéresser aux élèves
« sortis les années précédentes, ont pu constater la
« bonne conduite de la plupart d'entre eux ; sauf pour
« une ou deux exceptions, on peut considérer l'avenir
« de ces jeunes gens absolument assuré. Quelques-uns

« ont été acceptés comme élèves jardiniers aux plan-
« tations de la ville, d'autres ont trouvé un emploi
« dans la fabrique de papeterie de M. Morrees; d'au-
« tres, enfin, sont entrés dans des ateliers privés, cor-
« respondant à leurs capacités. Quelques-uns, dont
« l'amélioration n'a pas été suffisante pour leur per-
« mettre l'apprentissage d'un métier, furent, par les
« soins de la section et du directeur de l'école n° 21,
« M. de Laet, placés dans des institutions en rapport
« avec leur situation. » (1).

La principale difficulté rencontrée par les membres de la Société protectrice de l'Enfance anormale, c'est que tous les pupilles n'arrivent pas ou arrivent difficilement à s'adapter à un nouveau milieu; ils désirent fréquemment changer d'atelier, ils espèrent que le travail sera plus facile, le salaire plus élevé dans une autre maison. Le tuteur intervient alors, sert de guide moral au pupille et l'empêche, par la persuasion et les bons conseils, de changer à chaque instant de maison.

A côté de la Société de protection de l'Enfance anormale, il s'est encore fondé en Belgique d'autres sociétés qui poursuivent, comme elle, l'œuvre d'éducation et de relèvement des enfants anormaux.

Ce sont la Société de « Pédotechnie », constituée à Bruxelles en 1906, où l'on étudie toutes les questions relatives à l'enfance anormale; la « Pædagogisch Gezelschap » dont les nombreuses publications sont hautement cotées dans les mondes pédagogique et

(1) Extrait du rapport présenté à la VI^e assemblée générale annuelle de la Société protectrice de l'Enfance anormale, le 3 mars 1907.

scientifique. Elle publie un bulletin intitulé « *Pædagogisch Jaerboek*. »

A l'école d'Anvers, a été adjoint, tout récemment, un musée de méthodologie se rapportant à l'enseignement spécial.

En 1903, s'est constitué à Gand une section de la « *Pædagogisch Gezelschap* » d'Anvers.

Enfin, au laboratoire annexé à l'école des arriérés de Gand, se poursuivent des recherches psychologiques sous la direction savante du professeur Van Biervliet.

B. — ARRIÉRÉS MÉDICAUX OU ANORMAUX
D'HOPITAL ET D'HOSPICE

En ce qui concerne les arriérés pédagogiques, c'est-à-dire les enfants qui sont incapables de suivre avec fruit l'enseignement primaire ordinaire et qui doivent être placés dans les écoles ou classes d'enseignement spécial, on voit que le mouvement d'éducation et de relèvement a fait, en Belgique, de sérieux progrès. L'activité théorique dans ce domaine est considérable depuis quelques années; il y a lieu d'espérer que l'activité pratique ne tardera pas à prendre un développement identique dans cette branche de la philanthropie et de l'éducation.

Mais, à côté de ces enfants, il en existe d'autres, dont la situation est encore plus lamentable et pour ceux-là il n'a rien été fait, pour ainsi dire, jusqu'à ce jour: ce sont les enfants plus sérieusement atteints, au point de ne pouvoir être admis dans les écoles d'enseignement spécial et qui ne sont pas cependant suf-

fisamment malades pour être dirigés vers l'asile d'aliénés.

Ce sont des malades dont l'état physique et mental nécessite un traitement médico-pédagogique à donner sous une direction médicale compétente, et cependant, ils sont les plus abandonnés parce qu'ils sont renvoyés par le pédagogue et ignorés par le médecin. Ils sont les véritables anonymes de l'armée de la souffrance, devant lesquels on passe sans les voir et sans les connaître; on ne les voit que si on veut bien les voir, on ne les trouve qu'à condition de les chercher.

La Société protectrice de l'Enfance anormale a procédé à une nouvelle enquête pour connaître le nombre de ces enfants. Cette enquête a duré trois mois; elle a révélé l'existence à Bruxelles de 187 enfants, qui sont refusés dans les écoles, ainsi que dans les hôpitaux. Dans les faubourgs, on en a trouvé 106.

C'est la cause de ces enfants qu'a plaidée et que plaide toujours auprès des pouvoirs publics la Société pour la protection de l'Enfance anormale; c'est la cause des faibles physiques, des troublés des organes des sens, des arriérés physiques et psychiques, de tous ceux à propos desquels le médecin et le pédagogue doivent conclure par cette constatation désolante : « Votre amélioration ou votre guérison n'est pas douteuse, mais nous n'avons pas chez nous, pauvre enfant, de quoi vous améliorer ou vous guérir. »

Il existe, il est vrai, en Belgique, quelques asiles appartenant à la congrégation des Frères de la Charité, notamment à Gand, à Tessengerloo (province de Limbourg), à Manage (province de Hainaut) et à Louvain, mais ces établissements sont des asiles pour enfants aliénés. Les parents ou tuteurs, pour y placer un en-

fant arriéré, au point de vue médical, doivent d'abord obtenir un certificat constatant que l'enfant est atteint d'aliénation mentale. L'assistance publique en Belgique, en effet, ne reconnaît comme malades de l'esprit et comme devant être soignés, que les seuls enfants pour lesquels le certificat médical proclame : « Il est nécessaire, tant dans l'intérêt de leur santé que de la sécurité publique, de les colloquer dans un établissement spécial pour y être soumis au traitement que réclame leur état. »

Les parents se trouvent donc ainsi devant ce dilemme pénible : ou bien garder l'enfant à la maison, où il constitue une gêne, où il est un élément de peine et de tourment, ou bien admettre que l'enfant reçoive un bulletin de collocation, par conséquent, reconnaître que l'enfant est fou, lorsqu'il ne l'est point.

Il existe pourtant à Bruxelles, depuis le mois de septembre 1901, un Institut d'enseignement spécial, destiné aux enfants arriérés des deux sexes, mais l'institution étant privée ne peut recevoir que des élèves payants. Depuis lors, deux autres établissements privés pour enfants arriérés ont été fondés dans l'agglomération bruxelloise : l'Institut médico-pédagogique, à Neder-over-Heembeek (avril 1904) et l'Institut du Saint-Enfant-Jésus, à Bruxelles (octobre 1904).

Mais il est évident que ces institutions sont absolument insuffisantes, et ce qui le prouve, c'est que l'on a découvert à Bruxelles et dans les faubourgs trois cents enfants courant les rues, privés de tous soins, dangereux pour eux-mêmes et pour les autres.

Pour ces enfants, il importe que les pouvoirs publics créent des établissements spéciaux qui les recuei-

leront et leur donneront des soins médicaux et éducatifs appropriés à leur état.

Mais quel est l'organisme, en Belgique, qui a qualité pour intervenir en faveur de ces enfants ?

Voici ce qu'écrit à ce sujet M. Tobie Jonckheere, professeur à l'Ecole normale de Bruxelles, secrétaire de la Société pour la protection de l'Enfance anormale :

« Il convient tout d'abord de remarquer que les
« administrations communales, qui sont tenues d'or-
« ganiser le service de l'instruction publique, ne peu-
« vent pas admettre ces malheureux dans leurs écoles
« ordinaires. Ont-elles le devoir de créer à leur inten-
« tion des établissements médico-pédagogiques ? Au
« point de vue strict, non — car elles ne doivent
« procurer l'instruction qu'aux enfants capables de
« suivre l'enseignement primaire ordinaire ou l'en-
« seignement spécial, lorsqu'il s'agit d'arriérés pédago-
« giques. Néanmoins, il doit entrer dans leurs attribu-
« tions de se soucier des enfants qui sont assez
« profondément atteints au point de ne pouvoir être
« reçus dans les écoles d'enseignement spécial et qui
« cependant sont encore trop intelligents pour être
« envoyés à l'asile d'aliénés. Ces enfants constituent
« un groupe intermédiaire dont le traitement doit être
« réalisé grâce à la collaboration des services commu-
« naux de l'instruction publique et d'un organisme de
« bienfaisance : la commission des hospices.

« Lorsqu'on parle de bienfaisance, on distingue
« généralement la bienfaisance qui s'opère à domicile
« et celle qui s'exerce dans les établissements spéciaux.
« La loi belge a créé deux catégories d'établissements

« publics : les bureaux de bienfaisance qui donnent
« leurs soins aux malades traités à domicile et les
« commissions des hospices qui prennent soin des
« malades recueillis dans des établissements publics.
« A Bruxelles, la commission des hospices et le bureau
« de bienfaisance sont réunis sous la dénomination
« d'administration des hospices et secours de la ville
« de Bruxelles. La commission des hospices doit
« ses soins à tout indigent malade. Lorsqu'un malade
« est indigent et qu'il ne peut donc obtenir par lui-
« même les secours dont il a besoin, il a le droit de
« recourir à cet organisme et celui-ci a pour devoir
« de l'aider. Les arriérés médicaux étant des malades,
« les commissions des hospices ont à leur procurer les
« moyens d'améliorer leur état. » (1).

C'est, en effet, au Conseil d'administration des hospices de Bruxelles que s'est adressée la Société pour la protection de l'Enfance anormale, après avoir transmis au Ministère de la Justice le vœu suivant, émis dans sa séance du 21 avril 1903 : « La Société protectrice de
« l'Enfance anormale émet le vœu de voir l'Etat créer
« lui-même ou autoriser la création d'établissements
« destinés à hospitaliser les enfants en âge d'école et
« jusqu'à 21 ans au besoin, dont l'état physique ou
« mental réclame les soins médicaux ou éducatifs particuliers, sans qu'il soit indispensable, tant dans
« l'intérêt de leur santé que de la sécurité publique,
« de les *colloquer* dans un établissement spécial, pour
« y être soumis au traitement que réclame leur état.
« La Société exprime, en outre, le vœu de voir l'Etat

(1) Extrait d'un article de M. Tobie Jonckeeve, paru dans le n° de la revue *L'Enfant* du 15 mai 1907.

« accorder à ces enfants les avantages du régime créé
« pour les aveugles et les sourds-muets. »

L'administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles avait déjà été saisie de la question par l'administration communale et avait opposé une fin de non-recevoir à ce projet, dont la réalisation aurait pour but, disait-elle, « de faire sortir l'administration des hospices des attributions que la loi lui a assignées. »

Avertie de ce refus, la Société protectrice de l'Enfance anormale offrit au Conseil des hospices de lui envoyer trois de ses membres comme délégués, porteurs de documents qui permettraient au Conseil de se prononcer, en connaissance de cause, sur le projet qui lui avait été soumis.

Le 24 mars 1905, le Conseil des hospices répondait à la proposition de la Société par une lettre dans laquelle il déclarait qu'il ne saurait modifier son opinion à l'égard du projet de l'administration communale :
« Notre intervention, écrivait-il, aurait pour but de
« mettre les enfants arriérés à même d'être instruits
« et éduqués avec fruit, c'est-à-dire qu'elle serait un
« moyen pour arriver à l'instruction et à l'éducation
« de ces enfants. Or, une administration de bienfai-
« sance est sans qualité pour s'occuper directement
« des questions qui se rattachent à l'enseignement ;
« ces questions rentrent exclusivement dans les attri-
« butions des communes. »

C'était la thèse déjà soutenue par le gouvernement belge quand le Ministère de la Justice, consulté trois ou quatre ans auparavant sur la même question, concluait formellement qu'il ne pouvait intervenir dans les frais résultant des soins donnés à ces assistés non officiels dans des écoles spéciales établies pour eux.

La Société protectrice de l'Enfance anormale ne s'est pas tenue pour battue ; elle a entamé courageusement la lutte : réunions, conférences, discours, brochures, tout a été mis en œuvre pour protester contre cette erreur par le fait de laquelle les enfants n'étant assimilés ni aux sourds-muets, ni aux aveugles, ni aux idiots, ni aux aliénés ne peuvent bénéficier des dispositions légales prises en faveur de l'éducation, du traitement et de la protection de ces derniers malades : « La Commission des hospices — écrivait M. le docteur Demoor — dit qu'elle ne peut pas intervenir parce qu'il ne s'agit pas d'une question médicale. Or, le traitement médico-pédagogique est une thérapeutique dans laquelle le traitement physique, le traitement intellectuel et le traitement moral constituent un ensemble. Dans tous les cas, il n'appartient pas à la Commission des hospices de discuter cette question scientifique ; elle a simplement à dire : « Je le fais ou je ne le fais pas. » Et si elle refuse, elle porte la responsabilité de son refus (1). »

La Société obtint enfin gain de cause.

Le Conseil des hospices s'est réuni, s'est préoccupé du problème et a chargé la Société d'élaborer, de concert avec l'un de ses membres, un projet d'hospitalisation des anormaux médicaux.

Ce projet a été rédigé par la Société pour la protection de l'Enfance anormale, et adressé sous forme de lettre, le 25 mai 1907, à « Messieurs les présidents et membres du Conseil général d'administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles. »

(1) Docteur Demoor : III^e Conférence pour l'amélioration du sort de l'Enfance anormale, 29 mai 1905. Bruxelles.

Il comportait la proposition de faire créer, aux environs de Bruxelles, une ferme-école-hôpital, destinée à hospitaliser les enfants anormaux, auxquels leur état physique et psychique ne permettrait pas l'accès des écoles d'enseignement spécial et qui ne seraient pas cependant assez malades pour être internés dans un asile d'aliénés. Les frais d'entretien, de logement, de nourriture, de traitement médical, en un mot, tous les frais à l'exception de ceux résultant de l'éducation, se montaient pour un établissement de cent enfants à 1 fr. 80 par jour et par enfant.

« Certes — écrit M. le docteur Demoor — les
« frais sont relativement considérables et en désac-
« cord avec le prix d'entretien des aliénés. Mais — nous
« le déclarons très haut ici — on ne peut comparer
« les enfants anormaux à des aliénés, et, par consé-
« quent, il ne faut pas se baser sur le prix de la jour-
« née d'entretien dans les asiles d'aliénés pour établir
« celui de l'école-hôpital. De plus, nos aliénés sont
« loin aussi de recevoir le traitement qu'on doit leur
« appliquer dans l'état actuel de nos connaissances.
« Nous avons comparé nos chiffres avec ceux d'éta-
« blissements plus ou moins semblables à celui dont
« nous parlons ici.

« A Klosterfichten, l'entretien d'un enfant coûte
1 fr. 80 par jour, exactement notre chiffre.

« L'entretien d'un enfant à l'orphelinat de Bruxelles
« coûte 1 fr. 63 par jour.

« Les enfants envoyés à Middelkerke coûtent 3 fr. 18
par jour.

« Les enfants placés provisoirement aux « Enfants
« assistés » coûtent 3 fr. 25 par jour.

« Par conséquent, en réclamant par jour 1 fr. 80

« pour chaque enfant, nous ne dépassons pas le prix
« d'entretien d'un enfant normal à l'orphelinat de
« Bruxelles, ou d'un enfant malade à Middelkerke ou
« à l'asile des Enfants assistés. Notre projet était donc
« réellement pratique. » (1).

Le Conseil d'administration des hospices et secours de la ville de Bruxelles, après avoir examiné le projet qui lui était soumis, a répondu à la Société pour la protection de l'enfance anormale qu'il lui était impossible d'intervenir dans la création de l'établissement qu'elle demandait.

La Société ne s'est pas découragée ; le 1^{er} mars 1908, elle a adressé au Conseil des hospices une nouvelle lettre, l'adjurant de revenir sur sa décision. « La situation, écrivait-elle, est trop triste et trop injuste
« pour que le Conseil des hospices de Bruxelles,
« averti et abondamment documenté, ne prenne pas
« des mesures urgentes. »

Le 10 mars 1908, le conseil des hospices répondait à cette nouvelle démarche par la lettre suivante adressée à M. le docteur Demoor, secrétaire général de la Société :

Monsieur le Docteur,

En réponse à votre lettre du 1^{er} mars courant, nous avons l'honneur de vous faire connaître que nous avons communiqué à M. Ghende, député permanent, les documents concernant l'érection d'un établissement pour enfants arriérés.

M. Ghende étudiera la question au point de vue de la création de l'établissement pour la province.

Agréez, etc... »

(1) Discours prononcé par M. le docteur J. Demoor, secrétaire général de la Société protectrice de l'Enfance anormale à la VII^e assemblée générale annuelle, le 15 mars 1908.

La Belgique s'est aussi préoccupée du sort des enfants abandonnés et vicieux, et c'est à leur intention qu'elle a créé des écoles de bienfaisance.

C. — ANORMAUX DE MAISONS DE RÉFORME

Ce sont des établissements qui ont été créés en Belgique pour recueillir les enfants mendiants, vagabonds, voleurs, abandonnés par leurs familles et qui constituent à la fois des maisons de répression et de préservation. Les écoles de bienfaisance s'appelaient autrefois les maisons de correction, les maisons de réforme; elles ont été transformées par la loi de 1891, due à M. le Ministre Le Jeune qui leur a donné, avec une organisation nouvelle, un titre nouveau. On y trouve des enfants qui y sont envoyés par trois autorités différentes. Le juge de paix, lorsque l'enfant vagabonde et mendie, le Tribunal correctionnel, lorsque l'enfant a commis un délit, généralement un vol (on envoie par an trois cents enfants de cette catégorie aux écoles de l'Etat), enfin le Ministre de la Justice. La loi de 1891 réformant l'ancienne législation permet, en effet, au ministre de la justice d'envoyer des enfants aux écoles de bienfaisance. Depuis que la loi existe, 233 enfants seulement ont été dirigés par le ministre vers ces écoles. S'il n'y en a pas eu davantage, c'est que les frais d'entretien doivent être supportés par les communes (1).

Tous les enfants recueillis dans les écoles de bien-

(1) H. Jaspar : Communication à la III^e Conférence pour l'amélioration du sort de l'Enfance anormale. Bruxelles, 29 mai 1905.

faisance sont classés suivant leur âge ; c'est là une réforme apportée par la loi de 1891 ; l'article 29 de la loi de 1891 porte, en effet, que les enfants de moins de 13 ans à la date de leur entrée doivent rester séparés des autres pendant la durée de leur internement. Il en est de même des enfants âgés de plus de 13 ans et moins de 16 ans et de ceux de 16 à 18 ans.

L'arrêté royal du 24 novembre 1904 a suivi scrupuleusement les prescriptions de la loi ; actuellement, on envoie à Ruyssede tous les enfants âgés de moins de 13 ans ; à Ypres et à Moll tous ceux qui sont âgés de 13 à 16 ans, et à Saint-Hubert tous ceux qui sont âgés de 16 à 18 ans ; pour les filles, on envoie à Beernem celles de moins de 13 ans ; à Namur celles qui ont plus de 13 ans.

Les enfants qui sont placés à l'école de bienfaisance la quittent le plus souvent après un séjour de six mois, un an ou deux ans (1).

Ils sont à la disposition du gouvernement jusqu'à leur majorité, mais on peut les libérer avant terme ; on les met alors en apprentissage et ainsi on arrive à faire quelquefois d'enfants insoumis, indisciplinés, avec des habitudes de vagabondage et de paresse, de bons apprentis qui feront de bons ouvriers, capables de fonder une famille et de vivre honnêtement.

Certes, les résultats obtenus en Belgique, grâce aux écoles de bienfaisance, ne sont pas encore parfaits ; ces écoles ont été et sont toujours l'objet de très vives critiques de la part de ceux qui s'intéressent aux œuvres de l'enfance ; elles ne sont pas, en effet, orga-

(1) Au 31 août 1905, la population des écoles de bienfaisance était la suivante : Ruyssede, 516 élèves ; Moll, 283 élèves ; Saint-Hubert, 414 élèves ; Ypres, 306 ; Beernem, 240 ; Namur, 470.

nisées pour les enfants anormaux. Dans l'immense population que l'on ramasse, se trouvent pêle-mêle des enfants qui sont des normaux, n'ayant aucune tare physique, psychologique ou morale, des enfants qui peuvent revenir dans la voie droite, à côté d'enfants qui sont des anormaux, qui ont des tares et qui doivent recevoir une éducation spéciale. L'école de bienfaisance n'est pas appropriée pour donner à tout ce monde une éducation convenable; on n'a pas classé les enfants suivant les différents symptômes qu'ils présentent; on traite tous ces enfants comme s'ils étaient absolument les mêmes, on les traite comme des normaux et on ne leur donne pas une éducation différente.

N'ayant en vue que l'âge, on arrive à des résultats insuffisants parce que tout ce mélange d'enfants vicieux, d'enfants malades et d'enfants mentalement atteints ne permet pas de donner à chacun le traitement qu'il mérite. Aux uns il faut donner des soins médicaux, aux autres des soins matériels, aux autres, enfin, il faut faire exécuter des exercices corporels.

Les écoles de bienfaisance reçoivent des sujets qui révèlent une allure particulière et elles ont pour mission de suppléer au manque d'instruction dont ils souffrent; elles ne peuvent donc être des maisons d'éducation ordinaire, mais des écoles médico-pédagogiques. Or, pour qu'une école médico-pédagogique puisse donner de bons résultats, il faut que les classes soient homogènes, que son régime soit adéquat aux nécessités des élèves et que son allure soit telle qu'elle prépare l'enfant à la vie complète.

Il serait donc nécessaire de diviser chaque groupe d'enfants, classés suivant leur âge, en trois grandes

catégories : les abandonnés, les indisciplinés, les délinquants.

On subdiviserait ensuite chaque catégorie en sous-catégories : les réguliers de l'intelligence, les arriérés, les anormaux.

Le rôle du médecin dans les écoles de bienfaisance devrait être beaucoup plus important qu'il n'est actuellement. Aujourd'hui, il se contente de constater les maladies, il devrait rechercher les tares héréditaires portées par l'enfant et dresser pour chaque pupille, avec l'aide de l'instituteur, un dossier médico-pédagogique aussi complet que possible. Ce dossier éclairerait l'instituteur et lui permettrait d'obtenir plus facilement le résultat recherché, la réforme du caractère, l'amélioration, la transformation d'un sujet mauvais en un individu moralement ou mentalement bien constitué.

On demande également, en Belgique, de substituer à la discipline rigoureuse des écoles de bienfaisance, un régime plus doux, plus familial. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'enfant sortira un jour de l'école de bienfaisance, qu'il sera libre. S'il a appris à obéir seulement par la crainte, une fois libre, il retournera à ses instincts premiers ; et le but de l'école, but de moralisation et de réforme, sera ainsi manqué.

La Belgique peut, à cet égard, s'inspirer de l'exemple de l'Angleterre où la donnée générale du système de réforme consiste dans la création d'écoles intermédiaires dans lesquelles l'enfant irrégulier est placé avant d'entrer à l'école de bienfaisance ou école de réforme.

Comme elle l'a fait pour les arriérés pédagogiques et pour les anormaux médicaux, la Société protectrice

de l'Enfance anormale s'est vivement préoccupée de pourvoir aux soins que réclame l'état des enfants qui sont placés dans les écoles de bienfaisance. Cette question a fait l'objet de plusieurs communications de la part de ses membres, et son bulletin trimestriel ne cesse de nous apporter l'écho de ses réclamations et de ses démarches. En 1903, elle avait adressé au Ministre de la Justice une demande relative au nombre d'arriérés pédagogiques et médicaux qui se trouvent dans les écoles de bienfaisance, à l'examen médico-pédagogique de ces enfants, au régime éducatif spécial qui est réalisé dans ces établissements.

A la suite de la première conférence pour l'amélioration du sort de l'Enfance anormale où fut examinée l'organisation médico-pédagogique des écoles de bienfaisance, la Société attira l'attention du Ministre sur une série de questions relatives, entre autres, à l'homogénéité des classes dans les écoles de bienfaisance, à l'existence d'un matériel didactique approprié à l'enseignement qu'il convenait de donner aux élèves de ces établissements, à l'organisation d'un service médical sérieux.

A la fin de l'année 1906, apprenant que le gouvernement avait institué une Commission pour étudier la question du travail professionnel dans les écoles de bienfaisance, la Société chargea deux de ses membres de se rendre auprès du directeur général pour lui faire part du plaisir qu'elle aurait à exposer à la Commission ses vues et les résultats de ses études. Malheureusement, ce projet n'a pas eu de suite, et la Société a dû se borner à faire connaître au Ministre son opinion sur l'organisation des écoles de bienfaisance et le régime qu'elle souhaiterait y voir appliquer,

dans une lettre qu'elle lui a adressée, le 10 novembre 1906 (1).

Parmi ces écoles de bienfaisance, l'école d'Ypres est une des plus intéressantes à visiter. Fondée par l'Etat belge en 1904, elle est organisée d'après le système dit de « casernement » ; dortoirs, réfectoires, cours de récréation sont établis pour la vie en commun ; pour le travail de jour, les enfants sont divisés en sections et dirigés militairement.

Trois cents jeunes gens en moyenne forment la population de l'établissement ; la plupart d'entre eux appartiennent à la population des enfants moralement abandonnés (vagabonds, mendiants, enfants exploités par des parents misérables ou indignes). Ils sont divisés en deux groupes : les petits et les grands ; il existe un quartier d'observation pour les nouveaux arrivants.

L'enseignement scolaire donné à l'école est à peu près le même que celui des écoles primaires du gouvernement ; avant tout on s'efforce de lui donner un caractère essentiellement professionnel et pratique. A proximité de l'usine d'électricité, se trouvent deux immenses ateliers destinés à l'industrie du bois et du fer ; l'industrie du livre est représentée par les apprentis typographes, imprimeurs, relieurs ; on fait aussi à Ypres des ouvriers peintres en bâtiment, des décorateurs ; à côté s'exercent quelques métiers secondaires, cordonniers, tonneliers, maçons, couvreurs, tailleurs d'habits. L'enseignement agricole et horticole n'est pas négligé non plus.

Lors de leur entrée à l'école, les élèves reçoivent un

(1) V. Rapport à la VI^e Assemblée générale annuelle, le 3 mars 1907.

livret de caisse d'épargne et un livret de caisse de retraite. Ils reçoivent pour leur travail un salaire qui peut s'élever à trois francs par mois ; toutes les gratifications ou sommes reçues à l'école sont versées pour une partie à la caisse d'épargne et pour une partie à la caisse des retraites.

Les libérés à titre provisoire ou définitif reçoivent à leur départ de l'école une indemnité de premier secours, le prix de leur voyage et, lorsqu'ils sont jugés dignes de cette faveur, les outils nécessaires à l'exercice de leur profession. Le libéré reste sous la surveillance des *comités de patronage* qui peuvent toujours, s'ils le jugent utile, le faire réintégrer.

A l'école est provisoirement annexée *une section de réintégrés*. Le quartier est strictement distinct du reste de l'établissement. Les réintégrés ne peuvent ni voir, ni rencontrer les autres élèves ; toutes les précautions sont prises pour leur complet isolement (1).

En résumé, on peut constater qu'en Belgique l'œuvre de l'Enfance anormale a pris un essor de jour en jour plus rapide et plus fécond.

La collaboration intelligente et dévouée de l'initiative privée et des pouvoirs publics a permis de réaliser une œuvre de protection éclairée et d'assistance efficace. C'est un bel exemple dont les autres nations doivent s'inspirer dans l'accomplissement d'une noble tâche de bienfaisance et de solidarité.

(1) Visite de la Société internationale à Ypres. Docteur Metton-Leponzé: *Revue philanthropique*, année 1907.

2° Allemagne.

A. — ANORMAUX D'ÉCOLE

Par un arrêté en date du 12 janvier 1905, le Ministre des Cultes en Prusse a fixé les principes de l'organisation des *Hilfschulen* (Ecoles d'anormaux). L'Allemagne possède, en effet, des écoles (*Schulen*) et des classes (*Klassen*) destinées à venir en aide (*Hilfe*) aux débiles intellectuels, retardés, anormaux. La première « *Hilfschule* » a été établie à Dresde en 1867. De 1860 à 1870, Gera et Eberfeld inaugurèrent leurs classes spéciales. En 1880, ce fut le tour de Leipzig et de Brunswick.

Depuis lors, le nombre des écoles et des classes s'est accru considérablement : chaque année, d'ailleurs, les instituteurs spéciaux de ces classes d'arriérés se réunissent en congrès où ils examinent sous toutes leurs faces les questions relatives à l'éducation des enfants anormaux.

Dans quelles catégories d'élèves est prise la population scolaire des « *Hilfschulen* » ?

On écarte ceux qui ne relèvent que du médecin. Pour les idiots, en effet, on a créé des établissements médicaux spéciaux (*Idiotenanstalten*).

Mais parmi les fils de tuberculeux, d'alcooliques, de scrofuleux de syphilitiques, etc., il peut se trouver tel dégénéré qu'une éducation médico-pédagogique améliore et qui arrivera à gagner seul sa vie, diminuant ainsi les charges sociales. Il y a en plus des maladifs, des débiles, dont on peut tirer parti. Il y a la

catégorie des arriérés pédagogiques dont l'arriération est due à la croissance, à la maladie, à une myopie inconnue, etc., etc.

C'est avec tous ces retardés ou débiles intellectuels que sont formées les classes spéciales.

Comment procède-t-on au classement des enfants dans les « *Hilfschulen* » ? Voici en général ce qui a lieu : l'enfant anormal qui se trouve dans les petites classes de l'école populaire est signalé par le maître au directeur de l'école, au plus tard dans sa deuxième année de scolarité. Le directeur prévient la famille et cherche à obtenir son assentiment pour l'envoi dans la « *Hilfklasse* » ; le médecin scolaire appelé donne son opinion.

Il y a à Francfort-sur-le-Mein, une consultation médicale hebdomadaire. Le médecin inspecteur fait l'examen du sujet. Il interroge la famille, il recherche les antécédents, l'hérédité, le passé pathologique, etc.

Ces renseignements, joints à l'examen médical de l'élève, décident le médecin à envoyer l'enfant à la *Hilfschule* jusqu'à ce qu'il puisse revenir aux classes ordinaires de l'école populaire, ou tout au moins dans les *Sonderklassen* (classes spéciales) (système de Mannheim). Il ne faut pas croire que, mus par un sentiment de vanité mal placée, les parents refusent d'envoyer leurs enfants dans les classes d'arriérés. Bien au contraire, les familles allemandes ont compris que, par l'organisation spéciale des classes ou écoles en question, l'administration leur rendait un réel service. Et, bien que l'enseignement ne soit pas gratuit en général, les demandes sont nombreuses et l'on crée fréquemment des *Hilfklassen*. La rétribution annuelle s'élève, pour citer un exemple, à la somme de 50 marks (157 francs) par an dans la ville de Hanovre.

La question de savoir s'il vaut mieux avoir une « école d'arriérés » que de simples classes d'arriérés dans une école populaire a été fréquemment discutée dans les congrès ou assemblées d'instituteurs. L'opinion qui l'emporte est celle de la construction d'écoles spéciales. Dans une « Hilfschule » il y a unité de direction, unité de méthode, unité d'enseignement. Les appareils et le mobilier sont fabriqués pour leur destination spéciale. Dans une école populaire, la classe d'arriérés doit se soumettre à la discipline de l'établissement. Elle n'a pas sa vie propre, sa spécialisation.

Le ministre des cultes de Prusse a décidé, par un décret en date du 16 mai 1894, que les Hilfschulen sont des établissements scolaires publics, mais il n'en a pas rendu la fréquentation obligatoire. Par contre, l'Autriche, le grand Duché de Bade, le Duché de Brunswick ont décrété cette obligation réclamée aujourd'hui par les instituteurs des écoles d'arriérés.

L'école installée, le nombre des élèves fixé à un maximum de 20 par classe, il y a lieu de commencer leur instruction. A l'école des arriérés, il faut modifier ou changer les procédés en usage dans les classes normales.

« La matière que l'on enseigne devra être donnée « par petite quantité, d'une façon très simple et très « naturelle, avec une progression et une corrélation « constante avec la vie psychique de l'élève. » (Frenzel). Il arrive fréquemment que des anormaux de 13 à 14 ans reçoivent un enseignement inférieur à celui des anormaux de 8 à 9 ans.

Le système employé en Allemagne concorde avec le système préconisé en France par M. le docteur Bour-

neville. Il préconise d'abord une *éducation physique*, éducation des fonctions de la vie organique (digestion, respiration, circulation), l'exercice de développement des muscles, des exercices d'articulation, de prononciation, de langage. Vient ensuite l'*éducation intellectuelle*. Dans les deux systèmes, l'enseignement par l'aspect joue un rôle prépondérant. On essaie d'apprendre aux arriérés la lecture, l'écriture, le calcul, quelques morceaux choisis, quelques éléments des sciences expérimentales et surtout on leur enseigne le travail manuel qui leur est souvent le plus profitable.

En Allemagne, on garde ces enfants à l'école jusqu'à 14 ans ; en Angleterre, la durée de la scolarité est plus longue ; elle va jusqu'à 16 ans. Les instituteurs allemands estiment que la durée de la scolarité devrait être prolongée, car l'arriéré ne peut à 14 ans gagner sa vie ; ils demandent ou bien que l'on adopte la solution anglaise, ou bien que l'on crée pour les anormaux des écoles complémentaires ou de perfectionnement, comme il en existe pour les normaux, avec une fréquentation obligatoire de deux ans. Cela existe à Dusseldorf, à Breslau, etc.

L'arriéré sorti de l'école a encore besoin d'aide. Aussi a-t-on créé à côté des *Hilfschulen*, des sociétés de protection, de secours (*Fürsorgevereine*) chargées de s'occuper de l'apprentissage, du placement, de la surveillance des arriérés. Elles les aident en justice, dans la maladie, leur fournissant des secours dans le besoin. Ces groupes, qui pratiquent de la bonne fraternité spéciale, sont un bon refuge pour les anormaux, et ils existent partout où il y a des *Hilfschulen*.

On demande en Allemagne que les anormaux soient ^{ex}exemptés du service ^mmilitaire, car ils s'y comportent

mal par inintelligence, font des soldats insuffisants et s'exposent involontairement à toutes les rigueurs du code militaire.

En Allemagne, le personnel des *Hilfschulen* est encore actuellement pris parmi celui des écoles populaires ; quelques avantages sont joints à cette fonction (moins d'heures de service, envoi en colonies scolaires), mais on demande une formation professionnelle spéciale acquise dans une école normale spéciale. Il y a des programmes projetés comprenant des matières qui seraient du domaine de la physiologie, de l'hygiène, de l'anatomie, de la psychologie, de la pédagogie. Les Allemands demandent aussi un certificat d'aptitude spécial pour l'enseignement dans les *Hilfschulen*.

A *Mannheim*, il existe trois systèmes d'écoles nettement différenciés. Le premier système comporte des classes destinées à recevoir les enfants réguliers qui évoluent d'une façon normale, les enfants moyennement constitués. On a remarqué que dans ce système de classes il y a des enfants qui, pour des motifs variables, ne peuvent pas être admis à ce régime et qui, par conséquent, doivent être éliminés ; on a alors créé à leur intention le second système de classes, les *Wiederholungsklassen*, « classes de répétition. » Les élèves de ces classes ne sont pas des arriérés profonds, ce sont simplement des arriérés moyens et légers, des retardés pédagogiques à qui une instruction spéciale est nécessaire pour leur permettre de se mettre au niveau des études ordinaires.

A côté de ces deux systèmes, on a établi un troisième système, parce qu'on s'est aperçu qu'en dehors des deux premiers groupes d'enfants il en est d'autres qui sont tout à fait *irréguliers*, qui constituent ce qu'on

a coutume d'appeler les *arriérés profonds* ; c'est à leur intention qu'on a créé les *Hilfklassen*.

Ce système offre un ensemble que l'on peut considérer comme parfait.

En résumé, d'une part, on possède des écoles pour les enfants normaux ; à côté de celles-ci existent des écoles destinées à recevoir des enfants qui s'écartent de la norme, et enfin, il y a des écoles pour les arriérés qui ne sont pas suffisamment atteints pour être dirigés vers les établissements pour idiots.

En 1906, la situation à Mannheim était la suivante :

301 classes ordinaires avec une population de..	13.783 enfants
47 classes de répétition avec une population de	1.437 —
6 Hilfklassen avec une population de.....	99 —

Il est un point intéressant à noter dans ce système : la population des classes de répétition représente les 9,5 % de la population enfantine globale de toutes les écoles de Mannheim.

L'Allemagne a donc fait des progrès rapides dans l'œuvre de l'éducation scolaire des anormaux. Il suffit de voir les résultats obtenus pour s'en convaincre.

En 1905, dans 150 villes allemandes, il y avait 230 *Hilfschulen* avec 660 classes et 15.000 enfants. En Prusse seulement, 76 villes avaient 143 écoles, 385 classes et 8.207 élèves. Pour les instruire, on comptait un personnel enseignant de 317 instituteurs, 81 institutrices, 31 maîtresses techniques.

D'après les statistiques officielles récemment parues il existe des « *Hilfschulen* » dans 115 localités prussiennes. Il en existe dans 205 localités de l'Empire allemand.

Le nombre des enfants admis dans les classes spéciales est de 15 à 17 dans 2 localités, de 18 à 20 dans

8 localités, de 21 à 24 dans 14 localités, au-dessus de 30 élèves dans 4 localités et dans une localité une c'asse compte plus de 40 élèves (1).

Il est également intéressant de connaître le nombre des enfants sortis des écoles spéciales en état de gagner leur vie.

En 1901, on a établi que 83 % des anormaux sortis des écoles avaient pu trouver un emploi ou exercer un métier et gagner leur vie.

Voici les chiffres fournis par l'enquête ministérielle faite récemment et qui a porté sur les 73 villes ayant une organisation de l'enseignement spécial déjà suffisamment ancienne et complète pour qu'il soit possible d'en juger les résultats :

	ENFANTS capables de se suffire — (Völlig erwerbsfähig)	ENFANTS capables de se suffire partiellement — (Teilweise erwerbsfähig)	ENFANTS totalement incapables de se suffire — (Ganz erwerbsunfähig)
0 à 10 %	»	9	31
10 à 20	3	16	10
20 à 30	3	6	3
30 à 40	8	13	3
40 à 50	6	6	2
50 à 60	5	2	4
60 à 70	12	6	»
70 à 80	9	1	»
80 à 90	15	»	»
90 à 100	2	»	»
100	2	6	1

(1) « Die Neue Hilfsschulstatistik in Preussen » par Henze, dans *Die Hilfsschule*, N° 1, 1908

M^{me} Fuster, à la suite d'un séjour en Allemagne où elle a visité quelques *Hilfschulen* et *Hilfklassen* a fait à la Société de l'Enfant une communication au cours de laquelle elle a donné sur le *rendement social* de ces classes les renseignements suivants : Dans les 90 classes d'arriérés de Berlin, 70 à 75 % des enfants anormaux qui les fréquentent sont capables d'exercer un métier à leur sortie ; 25 à 30 % meurent en cours d'étude, ou sont rendus à leur famille, ou sont dirigés vers des établissements médicaux pour idiots.

D'autre part, M. Paul Dubois publie les résultats d'une enquête faite à Berlin sous les auspices de M. de Gizycki et dont les résultats sont les suivants : 22 % des enfants sont rendus à leurs familles ou aux asiles ; 11 % deviennent des apprentis ; 62 % se livrent à des occupations n'exigeant aucun apprentissage ni aucune connaissance et dont les salaires sont infimes (camelots, balayeurs, livreurs, chiffonniers).

B. — ARRIÉRÉS MÉDICAUX

Les modes d'hospitalisation des débiles ou arriérés médicaux sont assez complexes.

Dans certains cas le quartier spécial d'arriérés est annexé à un asile d'aliénés, mais malgré cela, l'arriéré n'est pas considéré comme un aliéné.

C'est à peu près la situation qui a été réalisée chez nous par un certain nombre de quartiers annexes et spéciaux pour épileptiques simples, comme à Blois (Haut-Bariaux), Bourges, Saint-Fulgent, Moulins.

Alors que dans les services d'aliénés le médecin joue un rôle prépondérant, dans les quartiers d'arriérés, au

contraire, le véritable maître est l'instituteur ; le médecin n'intervient qu'en cas de maladies intercurrentes ; l'asile spécial, dans un grand nombre de cas, constitue une école et seulement une école. De plus, le débile est placé à l'asile sur la présentation d'un simple certificat et peut être repris par la famille quand celle-ci le désire.

Jusqu'à l'heure actuelle, on avait considéré en Allemagne qu'à l'instituteur seul, déjà préparé par ses études et son caractère à faire l'éducation du cerveau normal, il appartenait de tirer parti du cerveau anormalement développé.

Aussi les asiles d'arriérés étaient-ils dirigés par un instituteur auquel était adjoint un médecin psychiatre. Aujourd'hui, le rôle du médecin s'est accru ; sans méconnaître l'importance du rôle de l'instituteur, ce sont des médecins que l'on choisit pour diriger les asiles d'arriérés ; c'est un médecin qui dirigera l'asile de *Chemnitz* en *Saxe*, lequel doit remplacer ceux de *Nossen* et de *Grosshennersdorf*. C'est encore un médecin qui sera mis à la tête du nouveau service d'arriérés que la ville de Berlin se propose d'édifier (1).

Une des questions les plus importantes à examiner en matière d'hospitalisation des débiles est celle du sort fait à ces débiles, une fois devenus adultes, lorsqu'ils sont incapables de vivre au dehors et qu'ils n'ont pas de famille pour s'occuper d'eux.

En France, il n'existe qu'une solution : le transfert dans les asiles d'aliénés ; en Autriche également. En Allemagne, il existe plusieurs solutions.

(1) Docteur Marie : « Hospitalisation des débiles en Allemagne, Autriche, Danemark et Norvège. » *Revue philanthropique*, 15 juin 1908.

A. — Dans quelques asiles : Daldorf, Nossen, Grosshennersdorf, Niedermarsberg, auxquels on peut ajouter les asiles autrichiens de Kierling-Gugging et Biedermannsdorf, le régime est celui adopté en France et ces débiles, inaptes à vivre au dehors, sont placés dans des services d'aliénés.

B. — Toutefois, à l'asile de Daldorf, 74 enfants, 47 garçons et 27 filles, ont été, une fois devenus adultes, répartis en placements familiaux dans 26 localités différentes sous la surveillance immédiate du pasteur du pays, à qui est accordée une légère indemnité et sous la surveillance en seconde ligne de l'instituteur chef du quartier d'idiots qui fait deux tournées d'inspection par an (1).

Des tentatives de placement familial ont été faites également aux asiles de Mossen et de Grosshennersdorf.

C. — Un certain nombre d'asiles ont créé, à côté des services de débiles enfants, des services de débiles adultes. On a compris, en effet, que les enfants arriérés, une fois transférés dans les asiles d'aliénés, perdaient en quelque temps le bénéfice qu'ils avaient retiré de leur séjour dans les quartiers spéciaux et qu'il convenait de leur continuer les bienfaits du traitement médico-pédagogique. Ces asiles sont ceux d'Alsterdorf, de Kückenmühle, de Langenhagen et du Chemnitz ; ce dernier asile comprend un pavillon qui peut contenir 100 débiles adultes. Tous ces asiles ont été fondés par

(1) C'est le système adopté en France par le département de la Seine, sur l'initiative des docteurs Marie et Poiry qui ont conseillé le placement familial des enfants des deux sexes dans les colonies familiales de Dun et Auray.

l'initiative privée ; seul, celui de Langenhagen est absolument dépendant de l'Etat.

D. — Enfin un certain nombre de débiles adultes sont reçus dans les dépôts de mendicité où ils sont entretenus, occupés à de petits travaux et peuvent ainsi arriver à se constituer un petit pécule.

3^e Angleterre.

A. — ANORMAUX D'ÉCOLE

L'organisation de l'enseignement spécial pour enfants anormaux (mentally defective), en Angleterre, a accompli pendant ces dernières années de rapides progrès. Le rapport de 1903, dû à l'ancien School-Board, signalait qu'il y avait encore à cette époque un nombre considérable d'anormaux séjournant dans les classes ordinaires, parce que beaucoup de districts n'avaient pas encore de classes spéciales. Il y avait, cette année, 3.295 enfants anormaux dans les écoles spéciales, 2.080 dans les écoles ordinaires et 174 en dehors de toute école. Les écoles spéciales étaient au nombre de 60, comprenant un personnel de 159 instituteurs.

Le rapport de 1904, dû au sous-comité du « London County Council » constitué par l'ancienne ligue scolaire, ne signale plus que 101 enfants anormaux dans les écoles ordinaires, 3.557 dans les écoles spéciales, 176 non assistés ; 69 épileptiques dans les écoles ordinaires, 29 dans les écoles spéciales, 209 non assistés ; 19 imbéciles dans les écoles ordinaires, 444 non

secourus. Enfin, près de 1.540 anormaux mentaux sont passés des classes spéciales en 1903 et 1904 dans les classes ordinaires.

En 1904, il y avait 68 écoles spéciales comptant un personnel de 183 instituteurs.

Chaque école ne peut recevoir qu'un nombre restreint d'enfants, 20, 40, 60, 80, 100 ; la moyenne est de 60 écoliers. A Londres, le système des grandes écoles pour enfants anormaux est inconnu. Cela présente un avantage, c'est que les enfants de chaque quartier peuvent aller dans une école située près de chez eux, mais cela offre en même temps un inconvénient, c'est de ne pouvoir classer les écoliers suivant leur état mental, d'une manière précise.

Le directeur du service des enfants anormaux physiques et mentaux écrit dans le rapport du London-County Council de 1905 : « Pour les enfants qui peuvent profiter du système des écoles de jour, le système actuel des écoles spéciales de Londres est excellent, mais il reste à assister un grand nombre d'enfants anormaux psychiques entre 6 et 16 ans, qui sont trop profondément atteints pour profiter du système des écoles de jour (externats). J'espère que non seulement les délibérations de la « Royal Commission » recommanderont les soins pour ces enfants, mais que des résidences permanentes (internats) seront créées par l'Etat, avec paiement de la part des parents suivant leurs moyens. En réalisant ceci, il faut songer à ouvrir de ces écoles pour fillettes et garçons, où l'on donnera l'instruction manuelle comme base principale de leur éducation. L'enfant, né faible d'esprit, ne se guérira jamais, mais on peut espérer raisonnablement qu'une insti-

« tution spéciale peut l'aider considérablement, et que
« sa vie sera rendue heureuse et en quelque sens utile.
« Négligé, il déchoit rapidement et il devient un grand
« embarras pour ses parents d'abord et ensuite pour
« l'Etat. D'ailleurs, il a le droit, comme son frère plus
« intelligent, de bénéficier de l'école. Mais son insta-
« bilité, sa parole imparfaite, rendent les livres de
« peu d'utilité; il doit être instruit individuellement
« et par des méthodes concrètes.

« C'est, par des colonies agricoles, avec des ateliers,
que l'on peut espérer assister le mieux les imbéciles. »
Et — conclut le directeur — « quand on songe qu'en
« Angleterre tant d'êtres assez forts physiquement
« pour travailler, mais faibles mentalement, restent à
« croupir dans nos cités et seraient si utiles à la cam-
« pagne, on peut dire que l'agriculture perd là des
« énergies puissantes. »

Toutefois, il faut ajouter qu'il existe en Angleterre quelques-unes de ces écoles (ferme-atelier) et qu'elles fonctionnent même à la satisfaction générale. Citons, par exemple, le « The Royal Albert Asylum » de Lancaster, institution d'éducation pour les faibles d'esprit des comtés du Nord de l'Angleterre, fondée en 1864 par un libraire de Morecambe. L'idée qui a présidé à la fondation de cette œuvre est la suivante : « L'imbécile, l'enfant idiot à un degré quelconque sont mal situés pour leur traitement dans les asiles avec les aliénés ordinaires. Ils nuisent de plus au traitement sérieux des autres aliénés. Enfin dans ces asiles, les idiots ne sont l'objet d'aucuns soins spéciaux. »

Les comtés secourus par cette institution sont ceux de Lancashire, Yorkshire, Cheshire, Durham, Cumberland, Northumberland, Westmorland. Depuis 1903,

on a construit de nouveaux ateliers au « Royal Albert Asylum. »

On y fait la vannerie, la confection, la lessive, la cordonnerie, la menuiserie, la ferronnerie, la cuisine, la maréchalerie, etc. La ferme et l'agriculture, ainsi que l'élevage y sont considérables ; en 1902, on a produit pour une valeur de 91.500 francs de viande, lait, œufs, beurre, pommes de terre, etc.

Enfin, il existe un comité qui s'occupe des soins post-asilaires « After Care of the feeble minded. » (1).

Signalons aussi, à Londres, la maison pour filles-mères idiotes qui a pour but de relever les enfants et les mères. L'impression est extrêmement favorable à l'égard de cette institution ; ces enfants, en effet, étant nés, il faut les empêcher d'être mal nourris, mal soignés par leur mère incapable ; fatalement ils deviendraient des anormaux profonds alors qu'au contraire, les bébés qui sont là sont — d'après les paroles mêmes du docteur Boulenger qui les a vus — pour la plupart bien portants, éveillés et très peu atteints mentalement. C'est une œuvre excellente de régénérescence physique et mentale.

B. — ENFANTS VAGABONDS ET ABANDONNÉS

En Angleterre, la loi Forster, qui date de 1870, combinée avec les lois subséquentes, a organisé l'instruction obligatoire ; le Ministère de l'Instruction publique détient un pouvoir réglementaire pour obliger

(1) Tous ces renseignements nous ont été donnés par M. le docteur Boulenger, médecin de l'asile de Lierneux (Belgique), qui a visité cette institution au cours d'un voyage en Angleterre.

les parents à surveiller l'instruction primaire de leurs enfants. L'effet salulaire de cette législation n'a pas tardé à se faire sentir ; de 1870 à 1894, la population des écoles s'est élevée de 1 million et demi à 5 millions d'enfants ; dans la même période, la moyenne des jeunes gens poursuivis devant les tribunaux est tombée de 14.000 à 5.000.

Ce qui fait la force de nos voisins d'Outre-Manche, c'est l'union intime qui règne chez eux entre l'initiative privée et l'Etat. Ce dernier s'en est remis complètement aux particuliers pour la construction des écoles pour enfants anormaux, mais il a conservé un droit de contrôle et il l'exerce d'une façon aussi consciencieuse que bienveillante.

Si malgré les prescriptions de la loi de 1870 les parents n'envoient pas leurs enfants à l'école ou ne parviennent pas à les y faire aller, ces enfants trouvés vagabondant ou mendiant, sont envoyés dans des écoles industrielles (*Industrial School*) dont le régime est le demi-internat ; l'enfant y séjourne de 6 heures 1/2 du matin jusqu'à 8 heures du soir ; il est donc ainsi éloigné de la rue et de la maison, reçoit l'instruction, est initié aux occupations ménagères, dressé à un métier ; du reste, la vie y est agréable et tend surtout à donner à l'enfant l'amour du travail et de l'école.

Après six mois ou un an, l'enfant de l'« *Industrial School* » est relâché ; seulement, s'il recommence à faire l'école buissonnière et qu'il soit rebelle à l'instruction, il est soumis à un régime plus sévère, celui de la *Truantschool*. Ici l'on tient compte de son arriération ; seulement, il perd sa liberté ; pendant un temps relativement court, tout se fera au commandement, le travail comme la récréation ; la musique, la gymnasti-

que, la lecture alternent avec l'étude scientifique et l'initiation professionnelle.

L'école est spacieuse, avec de grands dortoirs, de vastes cours, des jardins riants ; elle ne ressemble en rien à une prison mais l'anormal y est privé de la liberté dont il a abusé. Le régime de la « Truant School » doit être tel que l'enfant ne désire pas le supporter plus longtemps et que pourtant il ne dégoûte pas l'enfant de l'école. Après trois ou six mois de séjour dans cet internat, l'élève est rendu à la liberté ; il retourne à l'école ordinaire. Si par hasard il reprend son passé de paresse et de vagabondage, il est renvoyé une seconde fois à la « Truant School. » Si après cela, il n'est pas corrigé ou, si dans le dernier établissement, il n'est pas suffisamment discipliné, il est envoyé à une quatrième école dont le « Training Ship » (green) est le type. (Deux établissements analogues existent pour la ville de Londres tout entière). Ici l'enfant est interné, mais de plus l'autorité judiciaire qui est intervenue, quoi qu'il n'y ait eu aucun méfait, a condamné les parents à laisser leur progéniture à l'école deux ou quatre ans de plus que le terme normal. L'enfant est donc dans la quatrième école. La police a une action directe sur lui. Dans ces conditions, on s'applique à lui rendre le séjour le plus utile et le plus agréable possible ; il est instruit ; son éducation physique est particulièrement soignée et on lui apprend un métier : en un mot, on tâche de le régénérer et d'en faire pour plus tard une utilité sociale.

Ce système londonien existant à côté des écoles spéciales pour « feeble minded » inoffensifs offre de nombreux avantages ; l'enfant n'est pas soumis aux influences pernicieuses des prisons, car il est certain

que le contact dans les maisons communes avec les éléments vicieux et gangrenés que la société repousse est aussi néfaste pour le malfaiteur primaire que la solitude cruelle du régime cellulaire; mais pour n'appliquer ni l'un ni l'autre de ces moyens funestes, faut-il laisser en liberté ces enfants dangereux et surtout les arriérés, en les déclarant irresponsables ? Le système anglais offre l'avantage de constituer une combinaison perfectible sans doute, mais dont on peut, en somme, attendre de bons résultats « Il suffit de parcourir les registres des écoles spéciales de Londres, » écrit le docteur Demoor, pour constater que tous les élèves de la » *Training Ship* » sont devenus, à quelques exceptions près, de bons, braves et courageux marins, soldats ou travailleurs. Ces enfants là étaient pourtant parmi les plus mauvais; ils étaient les rebelles par excellence dans les écoles primaires, les difficiles dans les familles les plus irrégulières, les coureurs des rues et les perdus de la grande ville. A quoi attribuer leur état actuel, sinon au fait qu'ils ont été retirés, de force, du milieu dans lequel ils végétaient pour être placés dans des conditions idéales de vie, de discipline et de progrès. » (1).

C. — ENFANTS VICIEUX ET DÉLINQUANTS

A côté de ce système de prévention, on a organisé en Angleterre un système de répression pour les enfants indisciplinés et délinquants.

(1) Docteur Demoor : « Les enfants anormaux et la criminologie. » Extrait de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, avril 1898-99.

Depuis 1902, on a ouvert à Londres des maisons de détention pour la jeunesse ; on les appelle Remand Homes (remettre à une autre audience) parce que les enfants qui ont commis un délit (vol, mendicité, vagabondage) ou encore ceux qui sont abandonnés par leurs parents, et qui ont été conduits devant le juge de paix, y sont gardés afin de permettre à la police de prendre des renseignements sur les parents ou sur la conduite des jeunes délinquants. Quelquefois, les magistrats les renvoient une deuxième fois pour une semaine dans les « Homes. »

Après le jugement, la Cour libère ces enfants ou leur donne asile dans des institutions charitables pour y être soignés et élevés jusqu'à l'âge de 16 ans ; d'autres enfants sont détenus dans des établissements industriels et réformateurs, ou incorporés sur des vaisseaux.

Les maisons reçoivent les enfants depuis 1 jusqu'à 19 ans.

En 1906, on a reçu 2 enfants d'un an, 8 de 2 ans, 13 de 3 ans, 26 de 4 ans.

Pendant l'année 1906, les trois maisons ont reçu 2.026 enfants dont 659 avaient été pris pour vol, 603 pour vagabondage, n'ayant d'autre demeure que la rue, et 355 pour mendicité (1).

Ordinairement, les petits malheureux envoyés dans ces maisons de détention sont rongés par la vermine et leurs vêtements doivent être brûlés immédiatement. Ils reçoivent un habillement convenable pour être présentés aux magistrats.

(1) Ces trois maisons sont situées : 1^o 70, 72, 74, Pentonville Road (40 garçons et 15 filles) ; 2^o 203, 205, Harrow Road Paddington (45 garçons) ; 3^o 36, 37, 38, Camberwell Green (40 garçons, 10 filles).

Le docteur Boulenger, médecin-adjoint à l'hospice de Lierneux (Liège), qui a visité ces maisons, à l'occasion du Congrès d'hygiène scolaire, en août 1907, nous écrit qu'il a trouvé dans la population d'enfants qui les habitent, des imbéciles, des faibles d'esprit, des épileptiques manifestes ; leur séjour, ajoute-t-il, dans ces maisons, n'arrive guère à modifier leur caractère, mais du moins ils y font des progrès incontestables au point de vue de la propreté.

Chaque maison de détention possède un maître d'école et les leçons se donnent deux fois par jour.

L'« officier en chef » est toujours choisi parmi les hommes dont la philanthropie est notoire ; il essaye avec sa femme d'agir moralement sur les enfants qui lui sont confiés pendant une semaine.

Il arrive fréquemment que les garçons, lorsqu'ils sont libérés, vont revoir ces officiers qui pour eux, sont devenus des amis véritables, quelquefois les seuls qu'ils ont rencontrés dans la vie !

Cette œuvre a une influence considérable sur les enfants abandonnés. En 1906, sur 2.026 enfants qui ont passé par la cour des magistrats, 206 ont été renvoyés chez leurs parents après avoir payé une amende ; 667 ont été envoyés dans des maisons charitables ; 943 travaillent dans des établissements industriels et réformateurs, et 26 seulement ont été envoyés en prison ! (1).

(1) Extrait d'un article de Maud Stanlay (de Londres), membre du Metropolitan Asylum Board et du Comité pour le soin des enfants. *Bulletin trimestriel de l'Enfance anormale* : Charleroi, 1^{er} octobre 1907.

4^o Suisse.

En Suisse, les enfants anormaux éducatibles sont divisés en deux catégories :

1^o Les enfants *arriérés* ou simplement retardés dans leur développement et ceux légèrement atteints de lacunes cérébrales qui, ensemble, constituent la *classe spéciale* annexée à l'école primaire communale ;

2^o Les enfants d'une débilité physique et intellectuelle telle qu'ils ne peuvent suivre utilement la classe spéciale et qui doivent en être éliminés et confiés à des *Etablissements* (internats ou demi-internats) appropriés à leurs besoins pour les soustraire ainsi à une démoralisation plus complète, au vagabondage, à la mendicité, aux hasards de la rue, et pour leur donner une instruction et une éducation adaptées à leur état.

La *classe spéciale* est, en quelque sorte, une classe de sauvetage qui tient le milieu entre la classe ordinaire de l'école primaire et les *Etablissements spéciaux* d'internat, pour enfants anormaux. Elle est destinée aux enfants momentanément en retard, qui pourront se fortifier et progresser suffisamment pour être réintégrés, à un moment donné, dans la classe normale respective de l'école primaire.

Le renvoi d'un enfant à la classe spéciale est ordonné après enquête par la commission scolaire, sur le rapport de l'instituteur et du médecin attaché au service de l'école. Les parents sont informés de cet envoi, mais en aucun cas, ils ne peuvent s'y opposer, ni retirer l'enfant de l'école avant l'âge de 13 ans révolus.

On ne peut recevoir dans les classes spéciales :

a) Les enfants qui, à cause de leur débilité physique et intellectuelle, sont dans l'impossibilité de suivre l'école publique : les idiots, crétins, épileptiques, sourds, muets et aveugles ;

b) Les enfants vicieux ;

c) Les enfants qui n'ont pu atteindre le but déterminé par le programme d'enseignement de l'école préparatoire (Klein-Kinderschule).

Les classes spéciales font partie intégrale de l'enseignement primaire public. Les communes respectives et les cantons pourvoient aux frais de cet enseignement dans les proportions établies par la loi.

C'est le but que poursuit avant tout le système de Mannheim qui trouve son application, avec une certaine restriction, dans les classes spéciales de Saint-Gall, Zurich, Bâle, Berne, Lausanne et Genève.

Ces villes ont organisé, à côté des classes spéciales, des classes de *répétition* dans lesquelles les enfants en retard dans l'une ou l'autre des branches spéciales de l'enseignement reçoivent des cours et leçons particulières aux frais des municipalités, afin de leur éviter le renvoi à la classe spéciale.

D'après les documents officiels, la Suisse possède actuellement 68 *classes spéciales* avec un effectif de 1.415 élèves et 105 *classes de répétition* ou de *perfectionnement* avec un effectif de 675 élèves, soit un total de 2.090 élèves.

A côté des *classes spéciales* et *classes de répétition*, la Suisse possède des *Etablissements spéciaux* pour enfants anormaux destinés à pourvoir à l'instruction et à l'éducation des enfants plus gravement atteints ; ces

établissements sont au nombre de 28, contenant actuellement 1.060 enfants des deux sexes et dont s'occupent 117 instituteurs et institutrices, ce qui constitue donc une moyenne de 35 à 40 pensionnaires par établissement, avec 8 à 10 élèves par classe.

Ces établissements sont autonomes ; ils sont tous, à l'exception de celui de Hohenrain (Lucerne), des institutions privées, subventionnées par les communes, les cantons, et le gouvernement fédéral qui exerce sur eux un droit de contrôle et de haute surveillance.

En résumé, la Suisse possède pour ses enfants anormaux éducatibles, dans les diverses écoles tant publiques que privées, un effectif de 3.150 élèves avec un personnel enseignant spécial de 298 instituteurs et institutrices, soit une moyenne de 10 à 11 élèves par classe.

Pour le recrutement tant des classes que des établissements spéciaux, le gouvernement fédéral demande chaque année aux départements cantonaux de l'Instruction publique le dénombrement exact des enfants arrivés en âge de scolarité (7 ans) qui, à l'inspection médicale, présentent des tares physiques ou des lacunes intellectuelles ou qui doivent être considérés comme moralement abandonnés.

Ces enquêtes et les rapports généraux annuels ont pour but de fixer l'attention des communes et des cantons sur la situation de ces pauvres enfants, de les renseigner et de les éclairer sur les dispositions à prendre en vue de l'amélioration de leur sort.

5° **Norvège.**

En Norvège, la conception des asiles de débiles ou arriérés médicaux est plus pédagogique que médicale.

Il n'existe pas d'asiles à proprement parler, mais des écoles spéciales ouvertes seulement à l'âge de 12 à 14 ans, pour les garçons éducatibles.

Dans le cas de débilité actuelle inférieure, c'est-à-dire d'imbécillité ou d'idiotie, l'enfant ne peut être reçu dans aucun établissement à moins qu'il ne constitue un danger réel pour la société, auquel cas il est admis dans un asile d'aliénés.

Si l'enfant est capable de suivre des cours, il est placé alors dans l'école spéciale d'arriérés ; pour établir la capacité de l'enfant, on se sert d'un questionnaire spécial qui doit être rempli avant l'admission de l'enfant à l'asile.

Les deux écoles d'arriérés situées près de Christiania vont être supprimées pour être remplacées par un asile unique qui sera construit à Rostad, dans le Nord-Est de Trondjhem ; l'âge de l'admission sera sans doute un peu abaissé et porté au moins à 10 ans. L'asile de Rostad comportera également un pavillon pour les débiles adultes.

Actuellement, les débiles adultes sont ou bien rendus à leur famille, s'ils en ont une, ou bien conduits à la « Communauté », sorte d'assistance publique qui, dans certains cas, pratique à l'égard de l'enfant le « placement familial dans une ferme. » Le placement des débiles adultes dans un asile d'aliénés n'est que très rarement effectué.

6° Suède.

ÉCOLES POUR IDIOTS

Parmi les enfants anormaux, les idiots ont été les derniers à recevoir un enseignement. La première école

d'idiots fut organisée en 1864 à Skofde. Elle était privée. Aujourd'hui, il y a 34 établissements qui sont tous des internats.

Les uns sont des écoles (pour les enfants éducatibles), les autres des ateliers (pour les élèves sortis des écoles), les autres des asiles (pour les idiots non éducatibles).

Ces établissements sont entretenus par des sociétés, par les conseils généraux et par des particuliers; l'Etat ajoute une subvention de 250 couronnes pour chaque enfant éducatible instruit dans les écoles, et de 100 couronnes pour chaque élève des ateliers. La plupart des établissements sont dirigés par des femmes; l'enseignement est aussi donné par des femmes.

Les programmes sont les mêmes que dans les écoles primaires : langue suédoise, religion, histoire et géographie de Suède, sciences naturelles, écriture, calcul, dessin, chant, gymnastique; dans la plupart des écoles on enseigne aussi les ouvrages de femmes, le travail manuel avec bois, la vannerie, la fabrication des brosses, la cordonnerie, la reliure, le jardinage.

On a fondé des ateliers spécialement pour les idiots, car on a trouvé, à juste titre, que ceux qui sortaient des écoles, malgré leur habileté manuelle, ne pouvaient supporter la compagnie humiliante de camarades de travail normalement doués. Les ateliers de ce genre pour hommes sont ordinairement installés à la campagne où les pensionnaires s'exercent, avec beaucoup de succès, à l'agriculture et au jardinage. Bien dirigés, ils se montrent capables de faire d'une façon tout à fait satisfaisante les gros travaux de la campagne et de soigner le bétail. Les ateliers pour femmes sont d'ordinaire établis dans les villes et là, les élèves contribuent à payer leur entretien à l'aide de travaux de

tapisserie et de tissage, que beaucoup exécutent avec une grande habileté, et aussi des travaux de piquûre, de couture, de dentelles, etc.

Pour améliorer le personnel enseignant dans les maisons d'idiots, on a fondé, en 1878, à l'école pour les enfants faibles d'esprit, à Stockholm, un séminaire qui comprend actuellement 8 places d'élèves; ceux-ci suivent pendant deux ans, un cours à la fois théorique et pratique. Le séminaire reçoit de l'Etat une subvention annuelle de 9.500 couronnes (1).

7° Italie.

Il existe à Rome une Société : « L'Associazione romana per la cura medico-pedagogica dei fanciulli anormali et deficienti di povera condizione » dont le but est de créer des organismes en vue d'assurer aux enfants anormaux un traitement approprié à leur état spécial.

La Société possède 3 asiles-écoles (externats). Chaque asile est dirigé par un instituteur spécialisé. Un médecin spécialiste est attaché à chacun des établissements. Il visite les enfants trois fois par semaine, tient un dossier médical pour chaque enfant. Les trois asiles-écoles de Rome avaient respectivement en 1906, 45, 35 et 26 élèves; ils peuvent contenir chacun 50 élèves.

A Milan (2), il existe depuis 1904 un « Institut pédagogique légal » issu de la Commission pédagogique

(1) Extrait d'un article de Mme Forborg Backstrom, institutrice de l'enseignement spécial à Stockholm. *Bulletin trimestriel de la Société de protection de l'Enfance anormale*, avril 1907.

(2) Extrait d'une communication faite à la Société de pédotechnie de Bruxelles, par M. J. Timmermans. *Bulletin trimestriel de la Société protectrice de l'enfance anormale*, avril 1907.

légale de cette ville. Cet Institut est national : sa devise est « Pas de peine, mais de l'éducation et du travail. » On y reçoit, sans formalités, à n'importe quelle heure, les enfants égarés (vauriens, vagabonds ou voleurs). Ceux-ci sont placés dans une salle spéciale, dite « de dépôt ». Dans les 24 heures, ils subissent un interrogatoire concernant leur condition sociale et leur famille. Si cette dernière est hors de cause au point de vue des motifs d'internement, l'enfant lui est rendu. Il en est de même si les parents, avec l'aide de l'Institut, peuvent obtenir un résultat moral favorable ; mais si l'enquête a démontré que la famille était indigne et que l'enfant ne pouvait y puiser que de mauvais exemples, l'enfant est interné à l'Institut.

Il y demeure jusqu'à ce qu'on ait trouvé une place pour lui. Il est libre de choisir le genre de travail qui lui plaît.

Si l'enfant ne veut pas travailler et se montre indiscipliné, une première fois, on le change de patron ; s'il récidive, on le place dans une école de réforme.

Grâce à ce système, les résultats obtenus donnent 50 % d'amélioration sur 800 cas (1).

L'Institut pédagogique légal de Milan constitue ainsi un établissement médico-pédagogique destiné à jouer le rôle d'école de préservation pour soustraire les enfants, soit à un milieu pernicieux, soit à leurs instincts de perversité et de vagabondage.



(1) L'Institut poursuit encore son but social par l'élaboration de projets de lois. Il mène une campagne contre les articles du Code civil italien qui interdisent la reconnaissance des enfants incestueux, la recherche de la paternité.

ADDENDA

Dans sa séance du 26 octobre 1909, le Sénat a adopté, après discussion, l'article unique du projet de loi garantissant leur travail ou leur emploi aux femmes en couches.

Voici la rédaction définitive de cet article :

ARTICLE UNIQUE

La suspension du travail par la femme, pendant huit semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture, par l'employeur, du contrat de louage de services et ce à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

Toute convention contraire est nulle de droit.

L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré.

VU :

Lyon, le 24 juin 1909.

Le Président de la thèse,

P. PIC.

VU :

Lyon, le 26 juin 1909.

Le Doyen de la Faculté,

FLURER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 29 juin 1909.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

P. JOUBIN.

ERRATA

AU LIEU DE :

IL FAUT LIRE :

Avant-propos ligne 19	fini de les ignorer...	<i>feint de les ignorer...</i>
Page 87 lignes 7 et 8	Archives de Névrologie.	<i>Archives de Neurologie.</i>
Page 117 lignes 14 et 15	pour en prévenir le retour ; ou pour en diminuer la fréquence ?	<i>pour en prévenir le retour ou pour en diminuer la fréquence.</i>
Page 118 lignes 14 et 15	selon l'expression de certains auteurs ; nous donnerons raison...	<i>selon l'expression de certains auteurs, nous donnerons raison...</i>
Page 124 ligne 6	qu'en a donnée M. Ribot.,	<i>qu'en a donné M. Ribot...</i>
Page 239 ligne 28	d'un nombre de siège...	<i>d'un nombre de sièges...</i>
Page 325 ligne 17	dont pourraient...	<i>dont pourront...</i>
Page 376 ligne 16	Ces œuvres...	<i>Ses œuvres...</i>
Page 400 ligne 28	Pædagogisch gezelschap	<i>Pædagogisch gezelschaft.</i>



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.....	9
INTRODUCTION. — La législation protectrice de l'enfance.	11

PREMIÈRE PARTIE

Les Enfants anormaux.

CHAPITRE PREMIER. — Définitions, descriptions, classement.....	19
CHAPITRE II. — Statistiques.....	43
CHAPITRE III. — Le problème de la protection et de l'assistance des enfants anormaux au point de vue social.....	51
I. — L'œuvre de l'enfance anormale est une œuvre de charité sociale.....	51
II. — L'œuvre de l'enfance anormale est une œuvre de conscience et de justice sociales.....	57
III. — L'œuvre de l'enfance anormale d'utilité sociale.....	69
1° De l'anormalité au crime.....	72
2° De l'anormalité à la folie.....	99
3° De l'anormalité au suicide.....	106

DEUXIÈME PARTIE

Les Causes.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Causes physiologiques.....	123
I. — Avant la naissance.....	123
1 ^o L'hérédité.....	123
§ 1 ^{er} Alcoolisme.....	125
§ 2 ^e Tuberculose.....	129
§ 3 ^e Syphilis ...	130
2 ^o Consanguinité.....	131
3 ^o Conception et grossesse.....	138
II. — Après la naissance.....	144
1 ^o L'alcoolisme chez l'enfant.....	145
2 ^o Châtiments corporels.....	150
CHAPITRE II. — Causes sociales. Le milieu.....	154
1 ^o La famille.....	155
A. La famille nécessiteuse.....	155
B. La famille négligente.....	162
C. La famille coupable.....	167
a/ Les parents persécuteurs...	167
b/ Les exploiters.....	170
c/ Les parents vicieux.....	173
2 ^o L'Ecole.....	177
3 ^o La Rue.....	180

TROISIÈME PARTIE

Les Remèdes.

CHAPITRE PREMIER. — Protection sociale.....	188
I. — Protection contre l'alcoolisme.....	189

	Pages.
II. — Protection de la femme enceinte	202
1 ^o Avant l'accouchement	205
2 ^o Pendant l'accouchement	208
3 ^o Après l'accouchement	209
III. — Protection de la santé de l'enfant dans la famille. L'hygiène du logement	216
IV. — Protection de la santé de l'enfant dans le commerce et l'industrie	234
1 ^o Historique de la législation française	236
2 ^o Etat actuel de la législation française	239
3 ^o Réglementation légale	241
V. — Protection de l'enfant contre la famille	249
CHAPITRE II. — Assistance	271
I. — Anormaux d'école	271
1 ^o Historique et législation. La loi du 15 avril 1909	271
2 ^o L'organisation actuelle de l'assistance des enfants anormaux en France	303
A. Les classes spéciales à Paris	303
B. L'œuvre de l'enfance anormale à Lyon	305
C. L'œuvre de l'enfance anormale à Bordeaux	327
II. — Anormaux d'hôpital, d'hospice et de colonie	339
1 ^o Historique	339
2 ^o Etablissements hospitaliers	344
A. Etablissements publics	344
B. Etablissements privés	352
3 ^o Législation et assistance	353
III. — Anormaux à tendances anti sociales	363
Anormaux de maisons de réforme	363
Enfants vicieux et vagabonds	363

	Pages.
CONCLUSIONS	377
APPENDICE. — Législation étrangère	389
1 ^o Belgique.....	389
2 ^o Allemagne.....	417
3 ^o Angleterre.....	427
4 ^o Suisse.....	436
5 ^o Norvège ...	438
6 ^o Suède.....	439
7 ^o Italie.....	441
ADDENDA.....	443
ERRATA.....	444
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	449

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

OUVRAGES

- ABADIE (docteur). — Recensement des enfants anormaux des écoles publiques de garçons de la ville de Bordeaux. (Alliance d'hygiène sociale — *Annales*, 6 janvier 1907.)
Recensement des enfants anormaux des écoles publiques de filles de la ville de Bordeaux. (Bordeaux 1908.)
- ALBANEL. — Dépopulation et criminalité. (Grande Revue — 15 juin 1904.)
- APERT. — Les enfants retardataires. (Paris 1902.)
- AUDEMARD (docteur). — L'Œuvre de l'Enfance anormale à Lyon. Des classes de perfectionnement. (Congrès des aliénistes et neurologistes de France et des pays de langue française. Dijon, août 1908.)
- BAGUER (G.). — Situation scolaire des enfants anormaux en octobre 1907. (Rapport présenté au 2^e Congrès national d'éducation sociale, 1907.)
- BEAUVISAGE (docteur). — Les programmes de l'enseignement primaire et les enfants anormaux. (Communication au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, Lyon 1906.)
Les classes de perfectionnement pour enfants anormaux dans les écoles publiques de Lyon. (Communication faite à la Section pédagogique du Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences tenue à Clermont-Ferrand, août 1908.)

- BEAUVISAGE (docteur). — L'Œuvre de l'Enfance anormale à Lyon et les classes de perfectionnement. (Communication faite au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences à Lille. Août 1909.)
- BEAUVISAGE et WEILL. — L'étude et la protection de l'enfance anormale à Lyon. (Communication faite au Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale. Lyon 1907.)
- BERRY (G.). — Les petits martyrs. (Paris 1892.)
- BINET et SIMON -- Enquête sur le mode d'existence des sujets sortis d'une école d'arriérés. (Année psych. 1905.)
Les Enfants anormaux. (Paris 1908.)
- BONJEAN. — Enfants révoltés et parents coupables. (Paris 1895.)
- BONZON. — Le Crime et l'Ecole. (Paris 1896.)
Cent ans de lutte sociale — La législation de l'enfance. (1789-1894.)
- BORDIER (docteur). — La Vie des Sociétés. (Paris 1887.)
- BOULENGER (docteur). — Alcoolisme chronique chez l'enfant. (Communication faite à la Société belge de neurologie. Janvier 1908.)
- BOURGEOIS (L.). — Solidarité. (Paris 1896.)
- BOURNEVILLE (docteur). — Assistance publique, traitement et éducation des enfants anormaux. (Rapport au Congrès national d'assistance de Lyon. Juin 1894.)
- BRUNET. — L'assistance des dégénérés en France. (Thèse, Bordeaux 1904.)
- CHARLOT. — Rapport à M. Chaumié, ministre de l'instruction publique. (Revue de pédagogie, 1906. T. I.)
- CHARON (docteur). — L'assistance des enfants anormaux. (Rapport présenté au Congrès des aliénistes et neurologistes de France. Dijon. Août 1908.)
- CHAZAL (docteur). — Les anormaux psychiques. (Thèse, Lyon 1907.)
Le dispensaire médico-pédagogique municipal de Lyon. (Alliance d'hygiène sociale. Congrès de Lyon, 1907.)
- COMPAYRÉ. — L'évolution intellectuelle et morale de l'enfant. (Paris 1903.)

- COURJON (docteur). — Les Enfants anormaux. (Communication faite à la Société médico-chirurgicale des médecins-praticiens de Lyon et de la région, 1904. Lyon 1905.)
Le problème des anormaux en province. (Extrait des comptes rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Lyon 1906.)
- COURJON et GRANDVILLIERS. — L'assistance des enfants anormaux en France. (Congrès de l'assistance des aliénés. Milan 1906.)
- COURJON (Jean). — Etude semiologique sur les débiles moraux à réactions antisociales. (Th. Paris 1908.)
- CRUCHET. — Les arriérés scolaires. (Paris 1908.)
- DECROLY (docteur). — Classification des enfants anormaux. (Bulletin de la Société de médecine mentale de Belgique 1905.)
- DEMOOR (docteur). — Les enfants anormaux et la criminologie. (Revue de l'Université de Bruxelles. Avril 1898-99.)
- DEMOOR et DANIEL. — Les enfants anormaux à Bruxelles. (Année psych. 1900.)
- DEMOOR et JONCKEERE. — Les influences de la vie urbaine sur la dégénérescence des enfants jusqu'à la 4^e génération. (Enquête de l'Inst. de Soc. de Bruxelles, 1903.)
- DESCAVES. — Une expérience. (*Le Journal*, 29 mars 1908.)
Déchet humain et déchet social. (*Le Journal*, 3 décembre 1907.)
- DRILLON. — La Jeunesse criminelle. (Paris 1905.)
- DUBOIS. — Les arriérés. (Paris 1906.)
- DUPUREUX (docteur). — De l'éducation et de la psychologie des anormaux en Belgique. (Rapport présenté au 4^e Congrès belge de neurologie et de psychiatrie. Gand, 26-27 septembre 1908.)
- FAURE (Sébastien). — La douleur universelle.
- FAUQUET (docteur). — La protection légale des femmes avant et après l'accouchement. (1903.)
- FÉRÉ. — Dégénérescence et criminalité. (Paris 1895.)
La famille névropathique. (Paris 1898.)

- FLEURY (de). — Le corps et l'âme de l'enfant. (Paris 1889.)
- GARNIER (docteur). — La criminalité juvénile. (Conférence faite à l'assemblée du patronage familial, 7 mars 1902.)
- GARRAUD. — Traité de Droit criminel.
- GRANDVILLIERS. — Rôle de l'assistance publique et de la bienfaisance privée pour l'assistance des enfants anormaux. (Extrait du compte rendu du 3^e Congrès national d'assistance publique et de bienfaisance privée. Bordeaux, juin 1903.)
- GRASSET. — Demi-fous, demi-responsables. (Paris 1907.)
- GRENIER. — La descendance des alcooliques. (Th. Paris 1887.)
- GUILIANI. — L'adolescence criminelle. (Th. 1908.)
- GUNSBURG (Niko). — L'arriération mentale. (Extrait de la Revue de l'Université de Bruxelles. Avril 1904.)
- L'Enfance en justice. (Revue de l'Université de Bruxelles. Mars avril 1907.)
- HAMON DU FOUGERAY et COUÉTOUX. — Manuel pratique des méthodes d'enseignement spéciales aux enfants anormaux. (Bibliothèque d'éducation spéciale au « Progrès Médical. »)
- HÉLIE. — Le vagabondage des mineurs. (Paris 1903.)
- ITARD. — Rapports et mémoires sur le « Sauvage de l'Aveyron ». (Bibliothèque d'éducation spéciale au « Progrès Médical. »)
- JASPAR. — La question des enfants anormaux au point de vue social. (Discours prononcé à la 1^{re} Conférence pour l'amélioration du sort de l'enfance anormale. Bruxelles 1903.)
- JOLY. — L'Enfance coupable. (Paris 1904.)
- JONCKEERE. — L'Enfance anormale en Belgique. (Extrait de la Revue « L'Enfant », 15 mai 1907.)
- JUDE. — Les dégénérés des bataillons d'Afrique. (Vannes 1907.)
- LACASSAGNE (docteur). — Cours de médecine légale. (Lyon.)
- LAFARGUE. — Une consultation à Bicêtre. Service des enfants anormaux. (Th. Paris 1904.)
- LANDOUZY. — Heredo-Tuberculose (Revue de médecine, 1891.)

- LAURENT. — Mariages consanguins et dégénérescence. (Paris 1895.)
- LE BON. — Psychologie de l'Education. (Paris 1906.)
- LE DANTEC. — Evolution individuelle et hérédité. (Paris 1898.)
- LEGRAIN. — Hérédité et alcoolisme. (Paris 1889.)
Dégénérescence sociale et alcoolisme. (Paris 1895.)
- LEGRAIN et MAGNAN. — Les dégénérés. (Paris 1895.)
- LEGRAND. — Les invalides cérébraux. (Th. Lyon 1908.)
- LEY. — L'arriération mentale. (Bruxelles 1904.)
- LIBESSART (de). — Sévices sur les enfants. (Th. Lyon 1892.)
- MANNHEIMER-GOMÈS. — L'instruction des enfants mentalement anormaux à l'étranger. (Revue pédagogique 1901.T. II.)
Un dispensaire médical pour les enfants anormaux. (Revue pédagogique 1904. T. II.)
- MANOUVRIER. — Actes du II^e Congrès d'anthropologie criminelle (1889.)
- MOREAU (de Tours). — La folie chez les enfants. (Paris 1888.)
De l'homicide commis par les enfants. (Paris 1882.)
- MOURET. — Du patronage de l'Enfance coupable. (Paris-Lyon 1903.)
- PÉREZ. — La psychologie de l'Enfant. (Paris 1882.)
Les trois premières années de l'Enfant. (Paris 1892.)
L'Education morale dès le berceau. (Paris 1896.)
L'Education intellectuelle dès le berceau. (Paris 1896.)
- PERRENS. — Les arriérés scolaires. (Th. Bordeaux 1908.)
- PHILLIPE (J.) et Paul BONCOUR. — Les anomalies mentales chez les écoliers. (Paris 1905.)
Vrais et faux anormaux scolaires. (Revue pédagogique 1904. T. I.)
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières. (Paris 1909.)
La protection légale des travailleurs et le droit international ouvrier. (Paris 1909.)
L'habitation ouvrière et la législation française (Loi du 12 avril 1906). Rapport présenté au Congrès de l'Alliance d'Hygiène sociale. (Lyon 1907.)

PORNAIN. — Assistance et traitement des idiots, imbéciles, débiles, dégénérés, anormaux, crétins, épileptiques. (Bibliothèque d'éducation spéciale au *Progrès médical*.)

PROAL. — L'éducation et le suicide des enfants. (Paris 1907.)

RÉGIS. — Rapport à M. le Maire de la ville de Bordeaux. (Bordeaux 1907.)

Rapport au Congrès de Dijon (1908.)

RIBOT. — De l'hérédité psychologique. (Paris 1897.)

ROUBINOVITCH. — Les fous de demain. (*Le Matin*, 30 décembre 1906 - 23 janvier 1907.)

ROUMA (G.). — L'état de l'enseignement spécial pour les enfants arriérés aux Pays-Bas. (Liège 1906.)

ROYER (docteur). — De l'absolue nécessité de l'assistance aux enfants anormaux et ses résultats au point de vue social. (Th. Paris 1907.)

SÉGUIN. — Premiers mémoires publiés par Bourneville. (Bibliothèque d'éducation spéciale au *Progrès médical*.)

Rapports et mémoires sur l'éducation des enfants anormaux. (Bibliothèque d'éducation spéciale au *Progrès médical*.)

Traitement moral, hygiène et éducation des idiots et autres enfants arriérés. (Bibliothèque d'éducation spéciale au *Progrès médical*.)

SHUTTLEWORTH. — Les enfants anormaux au point de vue mental. (Traduction par Ley. Bruxelles 1904.)

STRAUSS. — L'enfance malheureuse. (Paris 1896.)

L'éducation des arriérés. (*La Revue*, novembre 1903.)

THULIÉ. — Le dressage des jeunes dégénérés ou orthophrénopédie. (Bibliothèque d'éducation spéciale au *Progrès médical*.)

TOULOUSE. — Les causes de la folie. (Paris 1896.)

Les arriérés. (*Le Journal*, 4 avril 1907.)

TUROT (H.). — Rapport présenté au Conseil municipal de Paris au nom de la Commission des habitations à bon marché (1905.)

TUROT (H.). — Les habitations à bon marché et la législation française. (Revue politique et parlementaire, 10 mars 1907.)

VOISIN. — L'idiotie. (Paris 1893)

VAUCLEROY (de). — Actes du Congrès de Bruxelles (1892.)

ZUCARELLI. — Actes du Congrès de Rome (1885.)

PÉRIODIQUES

Année psychologique.

Archives d'anthropologie criminelle.

Archives de neurologie.

Archives de psychologie (Genève).

Belgique médicale.

Bulletin de la Société pour l'étude de l'enfant.

Bulletin trimestriel de la Société protectrice de l'Enfance anormale (Bruxelles).

Bulletin de l'Association des anciens élèves de l'Ecole normale des instituteurs et institutrices laïques du Nord.

Encéphale (L'). — Journal mensuel de neurologie et de psychiatrie.

Enfant (L'). — Revue mensuelle consacrée à l'étude des questions relatives à l'enfance.

Enfance anormale (L'). — Revue des questions médico-pédagogiques et philanthropiques relatives aux enfants anormaux.

Hygiène scolaire (Bulletin de la Ligue française pour l'hygiène scolaire).

Journal médical de Bruxelles.

Policlinique-Bruxelles.

Progrès médical.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.

Revue de l'Université de Bruxelles.

Revue neurologique.

Revue pédagogique.

Revue pénitentiaire.

Revue philanthropique.

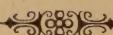
Revue philosophique.

Revue de psychiatrie.

CONGRÈS OU FUT ÉTUDIÉE LA QUESTION
DES ANORMAUX

Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale.

- d'anthropologie criminelle.
- d'assistance des aliénés.
- d'assistance familiale.
- d'assistance publique et de bienfaisance privée.
- de l'Association française pour l'avancement des sciences.
- d'assistance et de protection de l'enfance dans la famille.
- d'Education sociale.
- de l'Enseignement.
- d'Hygiène scolaire.
- des médecins neurologistes et aliénistes.
- du Patronage des libérés.



Saint-Etienne, imprimerie de « La Loire Républicaine », place Marengo, 16.
